



**ATTENTAT** Condamnations, télégrammes d'indignation et de condoléances sont venus du monde entier à la suite de l'attentat perpétré, lundi 17 novembre, par un commando

islamique se réclamant de la Djamaa Islamiya, sur le site de Louxor en Haute-Egypte, qui a fait, selon un bilan officiel, 67 morts dont 57 touristes étrangers. ● **TOUJOURS SE-**

**LON LES CHIFFRES** fournis au Caire, 43 Suisses, 10 Japonais, au moins 4 Britanniques (cinq, dit-on à Londres) dont une petite fille de cinq ans, figurent parmi les victimes

étrangères. ● **D'AUTRES BILANS**, encore non confirmés, font état d'un nombre supérieur de tués. ● **ALORS QUE L'ATTENTAT** marque l'échec du régime du président Hosni Mouba-

rak à en finir avec le terrorisme islamiste, il risque de porter un coup dur au tourisme, un des points forts de l'économie du pays. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

## Le régime égyptien est désarmé face au terrorisme islamiste

L'attentat perpétré par des radicaux fondamentalistes, lundi 17 novembre, à Louxor, en Haute-Egypte, a fait au moins 67 morts dont 57 touristes étrangers ; il a été revendiqué par le groupe Djamaa Islamiya

**LE CAIRE**  
de notre correspondant  
L'Egypte, gouvernement et population, est sous le choc. L'attentat de Louxor - qui a fait 67 morts, dont 57 touristes étrangers, et 25 blessés, selon le dernier bilan officiel - est le plus meurtrier de toute l'histoire du pays, si l'on excepte le meurtre d'une centaine de policiers à Assiout (400 km au sud du Caire) par des extrémistes musulmans en octobre 1981, au lendemain de l'assassinat du président Sadate. C'est aussi le massacre le plus spectaculaire puisqu'il a eu lieu, fait sans précédent, dans le saint des saints du tourisme, le temple de la reine Hatshepsout, sur la rive occidentale du Nil. Un site qui accueille annuellement quelque deux millions de touristes et que l'on croyait sûr, du fait de son éloignement des agglomérations.

Le choc a plongé le gouvernement dans le désarroi. Une réunion de crise s'est tenue. Il n'en est rien sorti, si ce n'est quelques déclarations générales se voulant rassurantes mais auxquelles manquaient visiblement la conviction. Le président Hosni Moubarak, seul habilité à prendre des décisions en cas de crise grave, a convoqué en petit cabinet le premier ministre, M. Kamal El Ghanzouli, le ministre de la défense, le maréchal Tantawi, et le ministre de l'information, M. Saouat El Cherif. Ce dernier s'est contenté de déclarer à l'issue de la réunion que le ras avait exigé un rapport « dans les vingt-quatre heures » pour déterminer « les circonstances de l'attentat et les responsabilités ». Des bruits courent déjà sur le limogeage imminent du ministre de l'intérieur, le général Hassan El Ali, qui s'est rendu à Louxor pour mesurer l'ampleur du désastre.

A défaut de réactions officielles, c'est la presse qui reflète le mieux le désarroi et la colère des Egyptiens. Pour le quotidien d'opposition libérale *Al Wafd*, il s'agit de la « plus grande tuerie terroriste en Egypte ». « Le terrorisme a franchi une nouvelle phase, écrit-il ; il est clair, aux yeux de l'opinion publique, qu'il y a eu laxisme au niveau de la sécurité du site touristique le plus célèbre du monde. » L'officiel *Al Ahram* titre : « Catastrophe sur la rive occidentale » et réclame dans un éditorial l'adoption de sanctions nouvelles contre les ennemis d'Allah et de l'humanité. Le rédacteur en chef d'*Al Goumhawriya* va plus loin, estimant

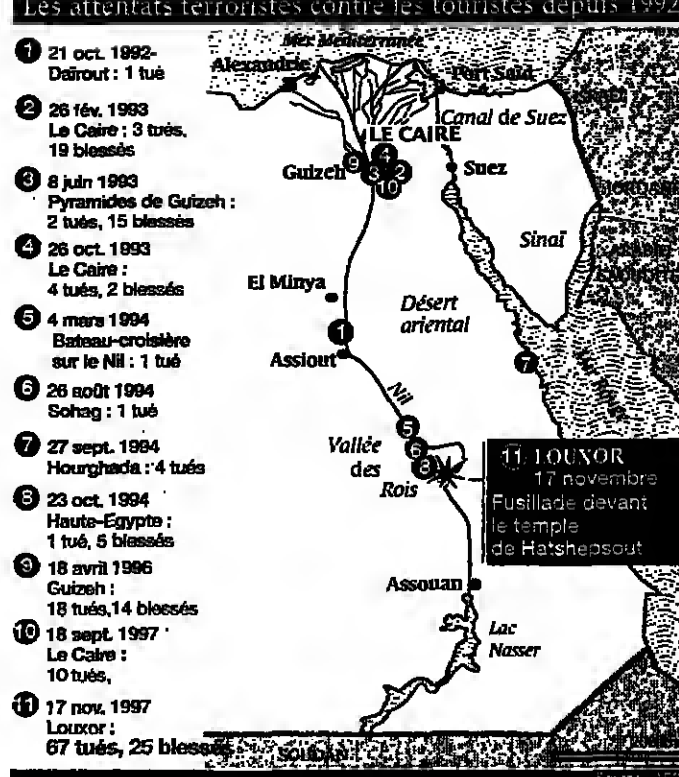
que « tous les Egyptiens sont responsables » de l'attentat. Il accuse les institutions islamiques de l'Azhar, ses écoles religieuses, « qui empoisonnent les cerveaux, tout en les lavant, avec l'enseignement islamique ». L'éditorialiste Mahfouz Al Ansari évoque pour la première fois les massacres d'Algérie dans le cadre d'un attentat en Egypte, et reproche aux ulémas (les docteurs de la foi) leur silence.

De son côté, le quotidien économique *Al Alam al Yom* s'en prend, sans les nommer, aux Etats-Unis : « Les agresseurs sont un instrument entre les mains d'une puissance étrangère plus grande qui veut frapper l'économie égyptienne pour punir l'Egypte de son attitude à l'égard du processus de paix, du sommet de Doha et de son refus d'une opération contre l'Irak. » Des députés égyptiens n'hésitent pas à accuser Israël d'avoir fomenté l'attentat en réponse au boycottage par l'Egypte du sommet économique régional de Doha. Des accusations qu'une bonne partie de l'opinion publique, pour laquelle Israël est l'éternel conspirateur, ne désapprouve pas.

### REPRESSION POLICIERE

Le gouvernement est brutalement renvoyé à une question pour laquelle il n'a pas de réponse claire : comment lutter contre le terrorisme islamiste ? Il a déjà essayé plusieurs politiques : l'ouverture, le dialogue avec les islamistes, ou, à l'opposé, un volontarisme affirmé

### Les attentats terroristes contre les touristes depuis 1992



Louxor, en Haute-Egypte, abrite les principaux sites antiques égyptiens, à 700 km au sud du Caire. Thèbes, la plus célèbre des anciennes capitales de l'empire égyptien, doit son nom actuel de Louxor à une altération de l'arabe « El-Qusur », palais ou camp. La construction du temple de Louxor remonte à 1380 avant J.-C. et c'est de là que provient l'obélisque dressé sur la place de la Concorde à Paris.

en faveur de la laïcité. Les islamistes « modérés » sont évidemment partisans de la première solution. Ils affirment que seul le dialogue et des concessions mutuelles pourront réconcilier « extrémistes » et gouvernement. C'est une politique déjà tentée, mais que, depuis cinq ans, le gouvernement rejette de plus en plus. Elle continue, cependant, d'avoir ses partisans au sein du pouvoir.

### ALLIANCE MODERNISTE

De fait, si l'Etat a opté pour la répression policière violente, il n'a jamais attaqué idéologiquement l'islamisme sur son terrain. C'est parfois même le contraire, quand on voit le poids croissant pris, dans la société égyptienne, par une institution islamique comme l'Azhar, qui, malgré la présence à sa tête d'un modéré, le cheikh Tantawi, reste un des hauts lieux de l'intégrisme. Tout récemment, le puissant Centre de recherches islamiques, qui dépend de l'université millénaire, a recommencé à faire saisir des livres et à faire traduire des intellectuels en justice pour « atteinte à l'islam ».

Les opposants d'un éventuel dialogue avec les islamistes estiment qu'il n'y a rien à discuter avec les organisations extrémistes musulmanes comme la Jamaa Islamiya, qui a revendiqué la tuerie de Louxor. Ils rappellent que c'est cette même organisation qui a « inventé » l'attentat anti-touristes en

tuant une Britannique en octobre 1992. « Ce sont des radicaux qui rejettent toutes les valeurs de la société moderne, étrangère ou égyptienne, qu'ils qualifient d'impie et de corrompue », estime un islamologue laïc, qui ajoute : « Pour eux, il n'y a qu'une seule option : la guerre sainte et pas de quartier. »

Mais le choix de mener une guerre totale à l'islamisme - au lieu de jouer la carte religieuse pour tenter de couper l'herbe sous les pieds des radicaux - nécessite la prise de certains risques. Le gouvernement a, jusqu'à présent, soigneusement évité de le faire. « Ce n'est pas en essayant d'être plus royaliste que le roi que l'on renverse une monarchie, mais en prêchant des idées républicaines », osons à déclarer un militant de la droite libérale. Un avis partagé par la gauche, dont certains responsables sont partisans d'une « alliance moderniste anti-islamiste ». Des tentatives pour la création de tels mouvements ont déjà eu lieu mais ont échoué devant le refus du gouvernement de partager la moindre parcelle de pouvoir, comme en témoignent les élections législatives de 1995, où l'opposition n'a obtenu qu'une dizaine de sièges sur les 450 du Parlement.

Au stade actuel, rien ne laisse augurer d'un changement drastique de la part d'un régime qui prône un pluralisme monocolor.

Alexandre Bucciantini

## Au nom d'Allah, massacre au temple d'Hatshepsout, dans la Vallée des reines

### LE CAIRE

de notre correspondant  
C'est au nom d'Allah qu'un commando, arrivé au bord d'un car portant le nom d'Isis, déesse de la miséricorde, a massacré, lundi 17 novembre, près d'une centaine de personnes. Selon la version officielle des faits, les extrémistes de la Jamaa Islamiya, qui a revendiqué l'attentat, ont attaqué vers 8 heures, heure locale, un car de touristes à Louxor. Le chauffeur poignardé et laissé pour mort, les extrémistes, portant pantalon et polo noirs, blazer, « style guide touristique », se sont présentés un quart d'heure plus tard devant le barrage policier à l'entrée du pont menant à la rive occidentale du Nil, qu'ils ont passé sans encombre, comme d'ail-

leurs les deux autres barrages de police qui « contrôlent » l'accès au premier site de la Vallée des reines, le temple de Hatshepsout. L'ouvrage est monumental, accolé à une falaise abrupte ; y mène une rampe d'accès d'une centaine de mètres.

D'autres versions affirment que le commando est arrivé à bord d'un taxi Peugeot 504 ou qu'il se serait préalablement caché sur place.

A 8 h 45, alors que des centaines de touristes se pressent à l'entrée de l'esplanade, les membres du

commando tombent la veste et mettent un baret noir, ce qui leur donne l'air de membres des forces de la Sécurité centrale. C'est du moins ce que rapporte la presse égyptienne, citant le ministre de l'intérieur, le général Hassan Al Alfi. Armés de fusils d'assaut, les six membres du commando - oze, selon des témoins - s'approchent de deux policiers qui croient avoir affaire à des confrères et les poignent. Les gardes neutralisés, ils ouvrent le feu sur un premier car, dont descendent des touristes japonais.

### La Djamaa Islamiya

La Djamaa Islamiya, principale organisation intégriste armée en Egypte, affirme vouloir renverser le régime du président Hosni Moubarak et établir une République islamique. Malgré une vague d'arrestations et de condamnations, cette organisation a continué à frapper, de plus en plus fort, à chaque fois en réponse à un acte de répression de l'Etat égyptien.

En signant le massacre de Louxor, la Djamaa a appelé « les Etats-Unis à libérer Cheikh Omar Abdel Rahman », prédicateur aveugle et guide spirituel de l'organisation, incarcéré dans une prison américaine. Pour sa part, le « bataillon de la destruction », qui dépend de la Djamaa, a lié l'attentat à un procès ouvert lundi matin contre le dirigeant intégriste Mustafa Hamza, accusé principal dans une attaque contre le président égyptien Hosni Moubarak en juin 1995 à Adis-Abeba.

Le nom de Djamaa Islamiya (groupe islamique) est apparu en 1977 dans les universités égyptiennes avec la bénédiction de l'Etat, sous le président Anouar El Sadate, pour contrebalancer l'influence de la gauche, son principal adversaire. - (AFP.)

### COLLECTE DE SANG

Le ministère de l'intérieur affirme que les forces de l'ordre en uniforme ou en civil sont intervenues immédiatement. Une affirmation que la lourdeur du bilan et de nombreux témoignages contredisent. Quand les policiers finissent par intervenir et tuent un des membres du commando (selon une autre version, le terroriste blessé aurait été achevé par ses complices), les cinq (ou dix) autres terroristes prennent la fuite à bord d'un autre car, dans lequel se trouvent un petit nombre de touristes. Ces derniers sont abattus 2 kilomètres plus loin, et les terroristes cherchent à se réfugier dans la montagne.

La poursuite conduite par la police et des habitants des villages environnants dure entre une et trois heures. Selon un communiqué officiel du ministère de l'intérieur, elle s'est achevée avec la

mort des cinq membres du commando. Cela n'a pas empêché le même ministère d'indiquer que la police va continuer à ratifier les lieux « à la recherche de terroristes qui auraient participé à l'attentat » et de décréter un couvre-feu sur toute la rive occidentale de Louxor.

Quand les ambulances arrivent, l'esplanade du temple d'Hatshepsout est jonchée de cadavres et de blessés perdant leur sang. Ces derniers sont transportés à l'hôpital public de Louxor, qui est vite dépassé par l'ampleur de la catastrophe. Une collecte de sang est organisée auprès de la population et l'offre dépasse vite les besoins. Entre-temps, le ministère de la défense dépêche des hélicoptères pour transporter les blessés graves vers l'hôpital militaire de Madi et celui de l'université d'Aln Chams au Caire.

Mardi matin, la compagnie nationale égyptienne a annulé ses premiers vols à destination de Louxor pour dégager l'aéroport. Priorité est donnée aux charters venus des quatre coins du monde rapatrier les touristes. Des touristes qui ont passé leur nuit enfermés dans leurs hôtels, certains terrorisés à l'idée qu'ils pourraient être à nouveau attaqués.

A. B.

## Un coup dur porté au tourisme, principal moteur de l'économie

### LE CAIRE

de notre correspondant  
Pour les professionnels, l'attentat de Louxor vise à « tuer le tourisme ».

Mohamad Osman, vice-président de la chambre des agents de voyage, juge l'événement d'autant plus grave qu'il intervient au moment où l'Egypte s'apprête à lancer une nouvelle campagne internationale de promotion touristique.

Le ministre égyptien du tourisme, Mamdouh El Beltagi, qui se trouvait à Londres où s'ouvrait lundi une conférence sur le voyage et le tourisme, sorte de bourse mondiale des destinations pour les tour-opérateurs, a tenté de rassurer les professionnels européens. L'Egypte, a-t-il assuré, va étudier

la possibilité de « renforcer les mesures de sécurité ».

En fait, les professionnels du tourisme s'attendent au pire. Pour Ahmad Moustafa, patron de la compagnie Intertravel, qui travaille notamment avec les japonais, « le contre-coup sera immédiat ». A Garana Tours, on indique que les annulations ont commencé dès lundi.

### « NÉGLIGENCE CRIMINELLE »

Plusieurs compagnies occidentales de tourisme ont proposé à leurs clients de les rapatrier en remboursant le voyage ou de le remplacer par une autre destination. Des avions charters spécialement affrétés ont commencé à arriver aux aéroports du Caire et de Louxor. En France, le syndicat na-

donal des agents de voyage, réuni d'urgence, a demandé à ses membres d'organiser le retour des clients français qui le désirent.

Un patron de compagnie de voyages, qui a requis l'anonymat, a accusé les forces de l'ordre de « négligence criminelle », négligence qui va « ramener le tourisme à l'âge de la pierre ». « Cela risque d'être pire que la crise issue de la guerre du Golfe, quand on pouvait compter les touristes sur les doigts d'une main », a commenté, amer, un patron qui n'a pas encore épongé les dettes contractées dans les années des vaches maigres.

En fait, c'est toute l'économie égyptienne qui va souffrir. La Bourse du Caire a chuté lundi de 84 points (0,65 %). Le tourisme était devenu le moteur de la crois-

sance de l'économie égyptienne. Cette industrie attirait la majeure partie des investissements et était devenue, pour la première fois, la principale source de devises dans la vallée du Nil. Avec plus de 3 milliards de dollars et 4,08 millions de voyageurs - soit une augmentation de 15,1 % par rapport à l'exercice précédent -, le tourisme a rapporté durant l'exercice 1996/1997 presque autant que les exportations de pétrole et les recettes du Canal de Suez combinées.

Surtout, quatre Egyptiens sur dix (25 sur 62 millions), qui vivent directement ou indirectement du tourisme, vont voir leurs revenus s'effondrer.

A. B.

**REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES**

- En 2<sup>e</sup> année de DEUG, DUT, BTS  
ECOLES DE COMMERCE : ESC Lyon  
"Tremplin", "Profilis", "Passerelle"...
- En année de Licence  
ECOLES DE COMMERCE :  
HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon,  
"Tremplin 2", "Profilis 2", "Passerelle 2"  
SCIENCES-PO  
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ)
- En année de Maîtrise  
ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF  
**IPESUP**

18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP



## Une solution pacifique à la crise entre Bagdad et l'ONU est privilégiée

Le Conseil de sécurité devait tenir, mercredi, une séance à huis clos sur le désarmement de l'Irak

Les tentatives visant à trouver une solution négociée à la crise entre l'Irak et l'ONU se sont poursuivies, lundi 17 novembre, au Conseil de sécurité.

Les Etats-Unis ont laissé entendre qu'ils favoriseraient certains aménagements de la formule dite « pétrole contre nourriture » si l'Irak acceptait de

coopérer avec les experts du désarmement. L'ambassadeur d'Irak à l'ONU a indirectement rejeté cette proposition, la jugeant insuffisante.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Au dix-neuvième jour de la crise déclenchée par l'Irak avec les Nations unies, la priorité semblait toujours donnée, lundi 17 novembre, à une solution pacifique. Le Conseil de sécurité, et à ce qui ressemble à un début d'échange de propositions avec Bagdad. « Bagdad et Washington commencent à mieux mesurer leurs options, disait un diplomate à New York. Washington ne gagnera rien en utilisant la force et Saddam n'aura pas ce qu'il souhaite, c'est-à-dire la levée des sanctions. Il revient donc au Conseil de sécurité de trouver le moyen de sortir de cette crise. »

Le Conseil doit tenir mercredi une séance à huis clos consacrée à un exposé du président de la commission chargée du désarmement de l'Irak (Unscm), Richard Butler, sur la situation après le départ des inspecteurs de l'ONU de ce pays. A la demande de la Russie, « fermement soutenue » par la France, le Conseil propose une « réunion urgente » - qui pourrait se tenir vendredi - d'un organe moribond de vingt et un commissaires, qui coûte théoriquement ladite commission.

Créé en même temps que l'Unscm en avril 1991, et doté d'un droit de « regard sur les travaux et les objectifs » de l'Unscm, ce collège de scientifiques, nommés pour leur expérience en matière de désarmement, a perdu, au fil du temps, son autorité. « Je ne sais pas si cette réunion est urgente, explique le porte-parole de l'Unscm. Ces vingt et un experts, de vingt et un pays, ont été nommés il y a plus de six ans et l'on ne sait plus où ils se trouvent aujourd'hui. » Pour le porte-parole de l'Unscm, Ewen Buchanan, cet



organisme a un rôle essentiellement « technique », mais la Russie ne voit pas les choses de la même façon. « Il n'y a pas de réponse facile à cette crise, explique l'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov. Ce qui est évident, c'est que l'Unscm ne peut pas être dirigée par un seul homme. »

LANGAGE NUANCÉ

Moscou et Paris veulent que les commissaires présentent « une recommandation à propos des étapes ultérieures du désarmement de l'Irak ». Ainsi, l'approche de Paris et de Moscou consistant à « fermer un par un » les dossiers du désarmement, à commencer par les vols nucléaires et balistiques, pourrait être mise à l'ordre du jour. Une éventuelle « recommandation » des mêmes commissaires pourrait aussi provoquer un examen de la composition de l'Unscm. La difficulté est de trouver un « équi-

libre » entre les demandes irakiennes - c'est-à-dire le réajustement de la composition de l'Unscm - et les exigences des Etats-Unis, qui ne veulent pas « donner une impression de faiblesse ».

Les responsables américains tiennent à présent un langage nuancé. « L'Irak n'est pas en position de dicter la composition de l'Unscm », a déclaré au Monde un diplomate de haut niveau au département d'Etat. Il a aussitôt ajouté : « Mais l'Unscm est au centre de nos préoccupations. Notre priorité est de voir les inspecteurs de l'ONU de nouveau en Irak. » Dans un discours, lundi, Bill Clinton a lui aussi souligné l'importance qu'attache son administration à la reprise du travail de l'Unscm. « Calmement, courageusement, ces inspecteurs de l'ONU (...) ont détruit plus d'armement irakien que nous n'avons réussi à le faire lors de la

## Abou Dhabi s'apprête à commander vingt-sept Mirage 2000 à la France

M. Chirac se rendra aux Emirats arabes unis en décembre

DUBAI

de notre envoyé spécial  
Dans un entretien avec le quotidien *Al Itihad* paru le lundi 17 novembre à Abou Dhabi, le colonel Khaled bin Abdallah Mubarek, responsable de l'évaluation et de l'acquisition des armements à l'état-major des forces aériennes émiraties, a annoncé que les Emirats arabes unis (EAU) devraient passer commande, dans les deux prochains mois, de 20 à 30 avions Mirage 2000 à la France. Dans le même temps, les EAU devraient moderniser les 2 escadrons de Mirage 2000 qui ont été mis en service il y a onze ans déjà.

Le colonel Khaled a donné ces précisions, alors que Oubal, l'un des sept émirats constitutifs des EAU, accueille le Salon international de l'aéronautique et de l'armement (*Le Monde* daté 16-17 novembre), où les industriels français sont nombreux à exposer.

20 MILLIARDS D'INVESTISSEMENT

Selon des informations obtenues sur place, le contrat pourrait être annoncé avant la visite que projettent de faire, à la mi-décembre aux EAU, le chef de l'Etat français et le ministre de la défense. Les deux pays sont liés depuis 1995 par un accord de défense.

Le colonel Khaled ne détaille pas les grandes lignes du contrat. Le marché comprendrait deux parties. D'un côté, la modernisation de 33 Mirage 2000 en service dans les forces aériennes d'Abou Dhabi pour en faire un avion capable de missions air-air et air-sol, et doté de moyens de guerre

électroniques. D'un autre côté, l'achat de 27 Mirage 2000 du même modèle, qui est la version baptisée Mirage 2000-9 conçue par le groupe Dassault Aviation.

Le contrat représente pour Abou Dhabi un investissement évalué à 3,5 milliards de dollars (20 milliards de francs), le coût des armements de l'avion étant inclus. Chaque modernisation de Mirage 2000 est un chantier de douze à quatorze mois de travail. Les 27 Mirage 2000 neufs seront livrés durant une période de trente mois après la signature du contrat.

Dans son entretien au quotidien *Al Itihad*, le colonel Khaled ajoute que les EAU ont un autre projet aéronautique, celui d'acquies un avion de combat polyvalent et des systèmes de défense antiaérienne.

Le numéro deux des forces aériennes des Emirats indique que, pour ce qui concerne l'achat de ces avions polyvalents, le choix se fera entre quatre appareils : le Rafale français, le F-16 américain, le Sukhoi SU-37 russe et l'Eurofighter conçu par les Britanniques, les Allemands, les Italiens et les Espagnols. Seuls les trois premiers modèles font l'objet de vols quotidiens de démonstration au Salon de Dubaï, tandis que l'Eurofighter n'y est représenté que par une maquette en bois grandeur nature.

Pour l'instant, les forces aériennes des EAU ont lancé des études comparatives. Le marché est estimé à 80 exemplaires. Il ne devrait pas y avoir de décision sur ce projet avant 1998.

Jacques Isnard

Afsar Bassir Pour

## La formule « pétrole contre nourriture », un pis-aller pour les Irakiens

LA DISTRIBUTION, par les observateurs des Nations unies, des vivres et des médicaments achetés par l'Irak, en vertu de la formule « pétrole contre nourriture », a été légèrement affectée par l'escalade de la crise. D'après Eric Falt, porte-parole de la mission d'observateurs, ces derniers n'ont pas pu faire leur travail, dimanche 16 novembre, du fait du rationnement du carburant par les autorités irakiennes. Les missions ont néanmoins pu reprendre lundi dans la région de Bagdad, et mardi sur l'ensemble du territoire après que le gouvernement eut désigné des stations d'essence accordant la priorité aux véhicules de l'ONU.

Dans le nord de l'Irak, où un conflit armé oppose les deux principales formations kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, la distribution est entravée par les combats et par les déplacements de population qui en résultent. Benon Sevan, le chef de l'organisme de l'ONU dit « Programme irakien », qui supervise l'application de la formule « pétrole contre nourriture », se trouve à Bagdad depuis vendredi. Outre des visites dans le nord, le sud et le centre du pays, il devait rencontrer des responsables irakiens et les personnels de l'ONU, en vue de l'élaboration du rapport que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, présentera le 28 novembre au Conseil de sécurité à propos de la mise en œuvre de ladite formule.

La première phase du programme humanitaire avait commencé en décembre 1996. Il a été reconduit en juin 1997 pour six mois. La récente crise n'a pas remis en question cette autorisation accordée à l'Irak de vendre du pétrole pour un montant de 2 milliards de dollars tous les six mois, afin de subvenir aux besoins les plus élémentaires de sa population. Il est même question d'améliorer la formule, à la condition que l'Irak accepte de coopérer en

matière de désarmement. Les autorités irakiennes ont tenu à éviter tout amalgame entre la commission de l'ONU chargée du désarmement de leur pays (Unscm) et les observateurs qui assurent l'application de la formule « pétrole contre nourriture ». Ces derniers n'ont jamais été inquiétés. Aucun Etat membre du Conseil de sécurité n'a non plus évoqué à ce jour une remise en cause de ladite formule comme un possible moyen de pression sur Bagdad.

RETARDS DE LIVRAISON INJUSTIFIÉS

L'Irak s'est plaint à plusieurs reprises - y compris devant les émissions des Nations unies, le Parti démocratique du Kurdistan et l'Union patriotique du Kurdistan, la distribution est entravée par les combats et par les déplacements de population qui en résultent. Benon Sevan, le chef de l'organisme de l'ONU dit « Programme irakien », qui supervise l'application de la formule « pétrole contre nourriture », se trouve à Bagdad depuis vendredi. Outre des visites dans le nord, le sud et le centre du pays, il devait rencontrer des responsables irakiens et les personnels de l'ONU, en vue de l'élaboration du rapport que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, présentera le 28 novembre au Conseil de sécurité à propos de la mise en œuvre de ladite formule.

Ces retards sont patents. C'est seulement vers le 10 novembre que les premières denrées au titre de la deuxième phase du programme sont arrivées de Turquie. A la même date, seuls 41 % des médicaments achetés par l'Irak au titre de la première phase étaient arrivés.

Plusieurs raisons sont à l'origine des retards pour ce qui est des produits pharmaceutiques, indique une source diplomatique : cela tient d'une part à un manque de « sophistication » du ministère de la santé irakien, alors que le ministère du commerce fait preuve d'une grande efficacité. Les commandes ne sont pas synchronisées (commande d'un sérum par exemple, mais sans les seringues qui vont avec et qui sont commandées bien plus tard, commande de tubes et de seringues pour adultes, mais pas pour enfants, commande de médicaments de marque plutôt que génériques, ou encore priorité à des commandes de médicaments très ciblés, alors que l'Irak manque de produits beaucoup plus simples

et plus utiles). Une autre difficulté tient au fait que les contrats d'achat de produits pharmaceutiques sont plus petits que ceux qui concernent les produits alimentaires, donc plus nombreux et les délais d'approbation multipliés d'autant. Cela étant dit, ajoute la même source, certains retards pris par le Comité des sanctions pour l'approbation des contrats et les délais à la livraison des produits sont totalement incompréhensibles et injustifiés.

C'est pourquoi, estiment des diplomates, il apparaît urgent non seulement de reconduire, en décembre, la formule « pétrole contre nourriture », qui ne répond même pas au minimum requis - à peine un « petit bol d'air », c'est-à-dire 2 030 calories par personne, selon l'expression d'un observateur -, mais aussi d'améliorer le mécanisme de fonctionnement du Comité des sanctions, voire d'augmenter les quantités de pétrole que l'Irak est autorisé à vendre, les revenus dégagés se révélant nettement insuffisants pour répondre aux besoins. Plus d'un tiers des 2 milliards de dollars sont en effet consacrés à financer le travail de l'Unscm et à verser des compensations aux victimes de l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1990. Cent cinquante millions de dollars sont, par ailleurs, consacrés à l'approvisionnement du seul Kurdistan.

Est-il plus urgent de financer l'Unscm et de commencer à indemniser les victimes de l'invasion ou de nourrir la population irakienne ? s'indigne Labib Abboud, membre du bureau politique du Parti communiste irakien, qui critique, en outre, les méthodes de distribution actuelles, parce que, dit-il, elles sont fondées sur les listes de cartes de rationnement établies par le gouvernement, lequel prive une partie de la population « politiquement non correcte » de l'aide de l'ONU.

Mouna Naïm

## Deux de ces trois instruments sont inutiles pour téléphoner.



Matra lance le premier portable équipé du système PAC (Personal Acoustic Control), une nouvelle technologie qui va révolutionner la téléphonie mobile. Le système PAC, c'est une qualité de son inégalée et de nouvelles fonctions pour plus de confort et de simplicité d'utilisation. Grâce à sa touche mains libres, la communication amplifiée permet de partager la conversation. Grâce à sa fonction numérotation vocale, il suffit de prononcer le nom de votre correspondant pour l'appeler (mémoire de 20 noms). Décidément, face à un tel téléphone, on reste sans voix !

Pour que tout le monde puisse s'entendre.



## Les Quinze ouvrent la voie à une politique de convergence sur l'emploi

Les ministres des finances n'ont pas trouvé d'accord sur le fonctionnement du Conseil de l'euro

L'accord n'est pas encore complet et le projet de conclusions du Conseil européen de Luxembourg des 20 et 21 novembre devra encore être

amendé. Mais les ministres des finances et des affaires sociales, réunis lundi 17 novembre à Bruxelles, se sont montrés satisfaits. Nicole No-

taf (CFDT) et Louis Vianet (CGT) ont annoncé qu'ils participeraient à la manifestation des syndicats européens, jeudi à Luxembourg.

**BRUXELLES**  
(Union européenne)  
de notre correspondant

A en croire Dominique Strauss-Kahn, le compromis auquel les ministres des finances et des affaires sociales des Quinze sont parvenus, lundi 17 novembre, constituerait un progrès, tant de méthode que de substance. « C'est une première étape : on entre dans un processus qui va permettre un réajustement de l'activité communautaire au profit de l'emploi. Le Conseil de Luxembourg sera le premier d'une longue série : d'ici là, le sommet de décembre sera le sommet de l'emploi », explique le ministre des finances, de l'économie et de l'industrie. Une avancée suffisante pour que le Conseil européen extraordinaire des 20 et 21 novembre à Luxembourg consacré à l'emploi puisse apparaître comme un succès, ce qui, à l'origine, n'était pas évident, compte tenu des réticences de pays comme l'Allemagne et l'Espagne.

De fait, la première originalité du travail accompli porte sur la méthode : les Quinze s'approprient à retenir une procédure de convergence s'inspirant de celle qui leur a si bien réussi pour rapprocher leurs performances macro-économiques. Ils définissent en commun des « lignes directrices » précises, quantifiées si possible, à partir desquelles ils mettent au point leurs plans nationaux en faveur de l'emploi. Ceux-ci sont ensuite transmis au

niveau communautaire - opération qui, en 1998, pourrait s'effectuer lors du Conseil européen de Cardiff en juin - étudiés, suivis, vérifiés, avec, en bout de piste, un rapport à adopter au Conseil européen de décembre sur la réalité du travail accompli. Il n'est pas question de sanctions, mais de « recommandations » qui pourront être adressées aux Etats membres ne tenant pas les engagements pris.

### LE MODÈLE FRANÇAIS

Tout dépendra du zèle avec lequel les gouvernements mettront en œuvre le schéma ainsi approuvé. « Nous allons inventer ensemble un nouveau modèle. L'Europe sociale était bloquée parce qu'on avait tenté d'harmoniser des cultures différentes », raconte Martine Aubry, la ministre de l'emploi et de la solidarité. Elle se réjouit de constater que les « lignes directrices » retenues dans le projet de M. Junker correspondent en large partie à ce qui est en train d'être accompli en France. Motif de satisfaction tout particulier, même s'il ne s'agit pas du tout d'exporter les trente-cinq heures à la française, « c'est la première fois qu'on trouvera dans un texte européen une référence au fait que la réduction du temps de travail peut contribuer à la création d'emplois ».

Mais tout cela est formulé en termes généraux. Quelques-unes des lignes directrices seront rédigées avec plus de précision. « La

crédibilité passe par des objectifs chiffrés quand c'est possible, étant entendu qu'on laissera les Etats membres libres des moyens pour les atteindre », souligne M. Aubry. L'effort maximal portera sur l'insertion professionnelle et sur la formation. Les Quinze prendront l'engagement « dans un délai à fixer par chaque Etat membre » d'offrir un emploi ou une formation à tout jeune avant qu'il n'ait été six mois au chômage, à tout chômeur adulte avant qu'il n'atteigne une pleine année sans travail. Le passage sur le renforcement des efforts de formation professionnelle, qui apparemment fait encore l'objet de divergence, prévoit grosso modo de faire passer de 10 % aujourd'hui (moyenne communautaire) à 25 % la fraction de chômeurs auxquels il sera proposé une formation.

Les paragraphes des « conclusions » ayant trait à une diminution de la fiscalité et, notamment, à une réduction des taux de TVA sur les services à forte intensité de main-d'œuvre ont été dans l'ensemble mal accueillis. Plusieurs pays, principalement l'Allemagne et l'Espagne, où les impôts constituent un domaine de compétence partagée avec les régions, se montrent réticents dès lors qu'il s'agit soit d'envisager de nouvelles dépenses, soit de réduire des recettes. En matière d'impôts, l'initiative qui pourrait trouver grâce aux yeux de Theo Waigel, le ministre allemand des finances,

serait non pas un quelconque allègement, mais la mise en place d'une taxe sur l'énergie.

Lundi matin, les ministres des finances ont débattu, seuls cette fois, du groupe informel « euro » sur la création d'un Fonds européen de la main-d'œuvre. Les Français et Allemands se sont mis d'accord lors de leur récente rencontre de Münster et qui permettra aux pays restant en œuvre la monnaie unique d'aborder de façon approfondie la gestion de l'euro. Ils ont notamment évoqué la question du contrôle de la politique de change, qui suscite des appréciations divergentes entre Paris et Bonn.

Peu soucieux d'être exclus de débats portant sur des sujets aussi sensibles, les quatre pays qui, probablement, ne participeront pas à l'euro (Royaume-Uni, Danemark, Suède, Grèce) ont mis en doute l'intérêt d'un tel échelon et, s'il existe, demandant à y être conviés en tant qu'observateurs. Le problème devra être repris lors de la prochaine réunion du Conseil Ecofin début décembre. Les commentaires de M. Waigel ont été assez nets : pour la plupart d'entre eux, s'ils ne participent pas à l'euro en 1999, c'est par choix et ils n'ont donc qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Pour que l'exercice ne soit pas engagé de manière conflictuelle, M. Strauss-Kahn pourrait envisager « une information spécifique » au profit des Quatre.

Philippe Lemaître

## Les quatre otages français détenus en Tchétchénie ont été relâchés

M. Eltsine « a directement participé » à cette libération

### MOSCOU

de notre correspondant

Les quatre otages français enlevés le 2 août au Daghestan, république du Caucase membre de la Fédération de Russie, ont été libérés lundi 17 novembre, après cent six jours de captivité aux mains de bandits tchétchènes et daghestanais. Boris Eltsine « a directement participé à leur libération » et félicité d'anonymes « structures d'Etat pour leur professionnalisme », a indiqué, sans plus de précisions, son porte-parole, Sergueï Iastrjebinski. Les représentants d'Equilibre, organisation humanitaire française dont font partie trois des quatre otages, assurent qu'aucune rançon n'a été payée et que la libération a été obtenue « par les autorités russes », grâce aux interventions du président français auprès de Boris Eltsine. Mais une « source policière daghestanaise » citée par l'agence russe Interfax, a estimé « tout à fait possible » le versement d'une rançon. Dans presque tous les cas de rapts en Tchétchénie et dans les Républiques musulmanes voisines ont été libérés en échange de sommes de plus en plus importantes, atteignant parfois le million de dollars. Les autorités tchétchènes - généralement impulsives à libérer les otages détenus sur leur territoire - s'élèvent sans succès contre cette pratique qui pousse à la multiplication des enlèvements.

Les quatre Français libérés lundi ont affirmé avoir été détenus en

Tchétchénie, par des Tchétchènes, qui « agissaient sous contrat ». En revanche, les ravisseurs étaient daghestanais, a rapporté au Monde le représentant en Russie d'Equilibre, Patrick Daru, qui a annoncé qu'il est « hors de question d'envoyer de nouveaux collaborateurs d'Equilibre dans le Caucase ».

Le rapt avait été mené au Daghestan par « des bandits, en uniforme de la police daghestanaise », dont les véhicules, « signalisation allumée, ont franchi des checkpoints sans être arrêtés », a précisé M. Daru. Il y voit la preuve que « le banditisme n'est plus limité à la Tchétchénie, comme voudrait le faire croire le gouvernement daghestanais ». Les autorités tchétchènes sont allées plus loin, en accusant publiquement la semaine dernière des services secrets russes ainsi que le secrétaire du Conseil de sécurité daghestanais, Magomed Talboev, qui avait transmis les premières vidéos des otages français et servi d'intermédiaire dans d'autres cas de libération, d'être impliqués dans les enlèvements. Une tension de plus en plus vive règne dans les régions du Daghestan proches de la Tchétchénie, où vivent d'importantes communautés tchétchènes. D'importantes forces du ministère de l'Intérieur russe sont déployées aux frontières tchétchènes, notamment au Daghestan, où Moscou s'efforce de mobiliser la population à ses côtés contre « le menace tchétchène ».

Sophie Shihab

## Le CNPF veut mobiliser des entreprises sur l'euro

C'EST UN VÉRITABLE APPEL à la mobilisation générale qu'a lancé le Conseil national de patronat français (CNPF), lundi 17 novembre à Paris, pour convaincre les entreprises françaises de ne pas rater l'occasion de la monnaie unique européenne et de prendre d'urgence les mesures qui s'imposent. « Nous sommes ou point où il n'y a plus de marge de manœuvre. Il faut foncer », a affirmé Denis Kessler, vice-président du CNPF, et président de sa commission des affaires économiques, en présentant au public un guide de l'euro qui va être diffusé aux entreprises pour les aider dans leur recherche d'informations.

Réalisé avec le concours de la Commission européenne, du CCF, de Bull et d'Ernst et Young, ce guide de 250 pages s'efforce de répondre à toutes les questions d'ordre réglementaire ou pratique que les agents économiques peuvent se poser pour se préparer à l'arrivée de l'euro, le 1<sup>er</sup> janvier 1999. « 1999, cela paraît un peu obscur. Mais quand vous dites aux gens que c'est dans moins de trois cents jours, cela fait un choc », souligne Jacques Creysseil, chargé de la coopération stratégique, et représentant du CNPF au sein du comité de pilotage national de l'euro. Cette campagne n'est d'ailleurs pas isolée. Dans une semaine, le ministère des finances va lancer lui-même sa propre campagne d'information à l'attention du grand public, cofinancée par Bruxelles, et devrait faire savoir où les administrations publiques en sont elles-mêmes dans la préparation de cette échéance.

Les dirigeants du CNPF ne font pas mystère que les entreprises françaises sont encore insuffisamment préparées aux enjeux de ce basculement du franc à la monnaie européenne. Si les banques, les grandes entreprises, les sociétés actives à l'exportation ont pris les devants, la prise de conscience des autres a été relativement tardive. Le tournant remonte à la rentrée. En septembre, les sondages montrent que 90 % de la population croient à l'arrivée de l'euro, mais c'est encore largement abstrait. « Il faut que les entreprises considèrent que l'arrivée de l'euro est aussi inévitable que l'arrivée de l'an 2000 », souligne le président d'Ernst et Young France, Patrick Goumelle, qui dresse un constat

sibyllin. « Depuis peu notre tissu de PME est en train de s'éveiller à l'euro. Nous ne voyons encore pas assez d'entreprises qui considèrent que l'euro va les toucher à un moment ou à un autre. »

### DIFFUSÉ SUR INTERNET

Tiré à 100 000 exemplaires, le guide de l'euro, qui tente de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les acteurs économiques, sera mis largement à la disposition des entreprises. Diffusé sur Internet, il sera mis à jour en permanence au fur et à mesure de l'avancée des préparatifs, notamment sur le plan réglementaire. Les dirigeants du CNPF ont rabroué au passage les pouvoirs publics, estimant qu'il est urgent pour les administrations et le législateur de fixer définitivement les règles du jeu, notamment en matière juridique et fiscale.

Outre le guide, le CNPF tient à disposition une vidéo pour introduire les débats d'entreprise. Il a prévu de multiplier les réunions d'information et d'organiser cinq grands forums régionaux. Tout le monde doit comprendre que son intérêt est de prendre l'affaire au sérieux, du plus petit au plus grand. « Celui qui aura fait le plus pour préparer son entreprise aura un avantage », a affirmé Denis Kessler. Personne ne doit penser qu'il a le temps de réfléchir jusqu'à 2002, date à laquelle les pièces et les billets en euro seront mis en circulation et remplaceront les francs. Pas même les artisans et les commerçants, qui, d'une manière ou d'une autre, seront confrontés à l'arrivée de l'euro dès 1999, quand il deviendra l'instrument de circulation interbancaire, que les premières entreprises basculeront leur comptabilité dans la nouvelle monnaie et que les clients voudront comparer les prix. Les banques, les sociétés de conseil vont être là pour aider, mais il ne servira à rien de se reposer entièrement sur elles. Le passage à l'euro, avertit le CNPF, n'est pas seulement une affaire de technique comptable, il va modifier tout l'environnement stratégique des entreprises.

Henri de Bresson et Martine Orange

## La Cour des comptes européenne dénonce le flou qui entoure les aides aux PME

LA COUR des comptes de l'Union européenne s'inquiète, dans son rapport annuel qui devait être débattu mardi 18 novembre par les députés européens, du flou qui entoure les aides apportées aux petites et moyennes entreprises (PME), à commencer par la définition même des intéressées. « Sur 33 entreprises contrôlées, 11 seulement étaient des entreprises indépendantes. Les 22 autres n'étaient que des sous-nez de grands groupes », a indiqué le président de la Cour des comptes, Bernhard Friedmann, qui déposait, lundi, devant la commission du contrôle budgétaire. Il a ajouté que certaines comptaient

« plusieurs milliers de salariés ». Dans le domaine agricole, la Cour déplore certains effets pervers du système d'aides à l'agriculture. La politique commune prévoit une baisse des prix garantis, en échange d'aides directes aux agriculteurs. Compte tenu de l'augmentation des prix mondiaux, et donc européen, il eût été logique de revoir le montant des aides directes, mais c'était impossible. La « surcompensation » versée aux céréales est estimée à 3 milliards d'euros en 1995 comme en 1996.

Les contrôleurs européens s'inquiètent par ailleurs de l'inefficacité des poursuites en cas de fraudes

douaniers. « En janvier 1996, le nombre total de dossiers instruits depuis 1988 et toujours en cours relatifs à des cas de fraude ou d'irrégularités douaniers était d'environ 700, et le montant des droits éludés en cause atteignait 1 milliard d'euros » (6,5 milliards de francs). Plus de la moitié des cas provient des régimes douaniers préférentiels accordés à certains pays tiers. La Cour épingale ainsi les importations de jus d'orange d'Israël, dont le volume, depuis 1993, est « approximativement le triple des capacités de production » du pays, ou le thon officiellement importé de Côte-d'Ivoire, alors qu'il n'a rien à voir avec le pays. (ReUTERS.)

## Kjell Magne Bondevik, premier ministre de Norvège « Le secteur de l'énergie exige la présence du service public »

### OSLO

de notre envoyé spécial

A la tête d'un gouvernement de coalition ultra-minoritaire au Parlement (42 députés sur 165), Kjell Magne Bondevik, chef du Parti chrétien-populaire, a passé ses trois premières semaines au pouvoir à infuser la politique de ses prédécesseurs travaillistes, en marquant nettement ses priorités intérieures : aide à la famille, augmentation du revenu des personnes âgées... Des mesures traditionnelles financées par une augmentation des taxes sur le tabac et l'alcool, ce qui ne saurait déplaire à cet ancien pasteur luthérien. Partisan du « non » au référendum sur l'entrée de son pays dans l'Union européenne en 1994, il n'en a pas pour autant fini avec l'Europe de Bruxelles, qui lui cause quelques soucis. La directive qui prépare la Commission sur la libéralisation du marché de l'énergie, et plus précisément du gaz, inquiète les Norvégiens, qui participent au marché unique par le biais de l'Espace économique européen (EEE).

« Doit-on s'attendre à un regain de discussion sur l'Europe ? »

« Les trois partis de la coalition gouvernementale étaient hostiles à la pleine participation à l'UE, en conformité avec l'opinion majoritaire en Norvège. Donc l'Europe ne sera pas un sujet pour plusieurs années. Nous devons gouverner sur la base des accords EEE, parce que nous sommes partisans d'une bonne et étroite coopération avec les pays européens, et avec l'UE en tant que telle. Mais nous ne croyons pas au type d'intégration que l'UE poursuit avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam ».

« Vous avez les avantages du marché unique sans en avoir les obligations... »

« C'est vrai dans une certaine mesure. D'un autre côté, nous avons l'inconvénient de ne pouvoir influencer des décisions qui nous touchent aussi. Un exemple est évidemment la directive sur le marché du gaz, qui doit être prise en décembre par l'Union. La grande majorité des directives venant de Bruxelles ne nous pose pas de problèmes, mais certaines sont contrairement à nos intérêts. Sur le



KJELL MAGNE BONDEVIK

gaz, nous avons une position de principe qui n'est pas très éloignée de celle des Français. Il y a, dans la société, des responsabilités fondamentales qui exigent la présence de services publics. Et l'un de ces domaines est l'énergie, où les considérations nationales sont plus importantes que le libre accès au marché.

« Nous ne croyons pas au type d'intégration que l'UE poursuit avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam »

« La Norvège, en tant qu'important producteur de pétrole et de gaz, estime fondamentalement de pouvoir coordonner la production et la distribution, entre les plateformes et les tuyaux, conduisant à une gestion désastreuse des ressources. Ce ne serait pas seulement aux dépens de la Norvège, mais aussi des pays continentaux qui dépendent de la fourniture de gaz norvégien. Parce que, si nous n'exerçons pas le contrôle nécessaire sur les gazoducs, il sera plus difficile d'assurer l'approvisionnement à long terme des pays européens. La Russie, qui n'est pas liée par les accords EEE, en profitera, et je ne suis pas sûr que ce soit bon pour l'Europe dans son ensemble.

« Comment pouvez-vous agir sur une telle directive ? »

« Nous avons présenté nos arguments à la Commission. Je vais rendre visite au président Santer, j'espère que le texte sera amendé de telle sorte qu'il soit acceptable. Le dernier recours est le veto, mais nous ne voulons pas en arriver là. »

« L'accord de Schengen sur la libre circulation des personnes vous pose aussi quelques problèmes... »

« La majorité du Parlement veut renégocier l'accord sur Schengen. Nous en avons déjà un, mais avec l'intégration de Schengen dans les traités communautaires, nous devons trouver une nouvelle solution institutionnelle. Nous voulons garder l'union des passeports avec les autres pays nordiques, membres de l'UE et participants aux accords de Schengen, mais la Cour de justice européenne ne peut rendre des arrêts qui nous concernent. »

« Comment allez-vous réagir à la création de la monnaie unique, à laquelle participera au moins la Finlande parmi les pays nordiques ? »

« Nous avons décidé de lancer une étude à propos des conséquences inévitables de l'euro sur l'économie norvégienne. Si le Danemark et la Suède venaient à adopter l'euro, cela nous toucherait encore plus. L'euro sera important pour la couronne norvégienne, mais le dollar l'est aussi. »

« A long terme, pourriez-vous maintenir cette position ambivalente vis-à-vis de l'Europe, ne pas être membre de l'UE sans pour autant être isolé ? »

« Je le pense pour les prochaines années, mais vous ne pouvez être sûr à tout jamais. Pour le moment, je le crois, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'être en dehors ou en dehors de l'UE. L'image de l'Europe sera plus complexe. »

« Une Europe à la carte ? »

« Non, parce qu'une coopération « à la carte » signifie que vous prenez ce qui vous arrange, sans obligations. Je crois que des pays divers peuvent trouver des places différentes en Europe. »

Propos recueillis par Daniel Vernet

**LONDRES.** La situation des droits de l'homme s'est « aggravée » en Algérie en 1997, qui a connu « la flambée de violence la plus longue et la plus intense » depuis le début du conflit, écrit Amnesty international, dans un rapport publié mardi 18 novembre. « La population civile est entrainée chaque jour davantage dans un conflit qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de personnes », selon l'organisation de défense des droits de l'homme, qui souligne que les victimes appartiennent souvent aux catégories les plus vulnérables de la société. Le gouvernement algérien continue d'affirmer que la situation sécuritaire est « maîtrisée » et que la violence n'est plus que « résiduelle », mais, en l'absence de mesures concrètes pour protéger les civils, « ce discours ne parvient pas à dissiper la peur de ceux qui sont en danger », note l'organisation basée à Londres. Elle demande « l'ouverture d'une enquête internationale sur les massacres et les autres atteintes aux droits de l'homme » et de « déferer les auteurs de ces crimes à la justice ».

profondes divergences idéologiques, pour faire comprendre au gouvernement que le Parlement n'était plus la chambre d'enregistrement du pouvoir exécutif.

« Nous avons reçu un mandat des électeurs qui nous oblige à modifier le budget », s'est exclamé le chef du groupe parlementaire du PRD, Porfirio Muñoz Ledo, en ouvrant les hostilités.

**Bertrand de la Grange**



11/20/97 15:00:00.000 021024909X PC... 1 00000 1 0000000000 1000 7200 0000



## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

**FINANCES** Le conseil des ministres doit approuver, mercredi 19 novembre, le traditionnel projet de loi de finances rectificative de fin d'année, qui a pour particularité, cette

fois, de réduire notablement – de 10 à 15 milliards de francs – le déficit du budget de l'Etat pour 1997. Les déficits publics seront ainsi maintenus dans la limite de 3,1 % du produit in-

térieur brut, à peine plus que le critère de Maastricht. **UN CONTENTIEUX AGRICOLE** avec la Commission européenne, qui a refusé d'apurer certaines aides versées aux exploitants, a

obligé l'Etat à rembourser 500 millions de francs au budget européen. **LE PROJET DE BUDGET** pour 1998, dont l'examen par l'Assemblée nationale s'achève mardi, autorisera, à par-

tir de 1999, une seule déclaration de revenus pour les couples non mariés « ayant obtenu pendant deux années consécutives une attestation de concubinage notoire ».

# Le déficit de l'Etat serait ramené à 270 milliards de francs en 1997

Le « collectif » budgétaire examiné par le conseil des ministres, mercredi 19 novembre, permet d'améliorer l'équilibre des dépenses et des recettes de l'Etat et de finir l'année avec des comptes publics bien plus satisfaisants que ne l'avait prévu le gouvernement précédent

IL EST RARE que le traditionnel « collectif » budgétaire de fin d'année présente un quelconque intérêt. Texte de portée habituellement technique, il vise à régulariser les décisions prises en cours d'année, qu'il s'agisse des décrets d'avance ou des arrêtés d'annulation. Sauf quand la croissance s'accélère et vient gonfler de manière inespérée les recettes de l'Etat – ce qui ne s'est plus jamais produit depuis la fin des années 80 –, il n'y a donc pas de surprise à attendre.

Le projet de loi de finances rectificative, que le conseil des ministres doit examiner mercredi 19 novembre, restera cependant dans les annales budgétaires car il comporte une donnée inattendue : le déficit de l'Etat – qu'Alain Juppé craignait de voir se creuser, ce qui avait lourdement pesé dans la décision du chef de l'Etat de prononcer la dissolution – va être, finalement, beaucoup moins important que prévu. Non seulement il ne devrait pas dériver par rapport à la barre des 284,8 milliards de francs inscrits en loi de finances initiale pour 1997, mais il devrait même être sensiblement inférieur à ce niveau.

Selon un premier scénario, qui était toujours pas définitivement arrêté en début de semaine, ce déficit devait être ramené à 270 milliards de francs. En tout état de cause, il est acquis que le chiffre sera inférieur de 10 à 15 milliards à l'estimation affichée en loi de finances initiale. Alors que la France a longtemps craint de ne pouvoir respecter le fameux critère du traité de Maastricht, fixant à 3 % du produit intérieur brut (PIB) la limite maximum des déficits publics à la fin de 1997, le gouvernement ne se privera pas de chanter vic-

toire, car, à très peu de chose près, l'objectif devrait être atteint envers et contre tout. Avec des déficits sociaux qui avoisineraient 36 milliards de francs en fin d'année (0,44 % du PIB), les déficits publics devraient être limités à 3,1 % en fin d'année.

Que s'est-il donc passé pour que la catastrophe annoncée soit finalement évitée et que le gouvernement parvienne même, ce qui est sans précédent dans l'histoire récente, à présenter un déficit en recul par rapport à la loi de finances initiale ? On se souvient qu'au début de l'année, le gouvernement de M. Juppé était effectivement très préoccupé par la situation des comptes publics. Révélée par *Le Monde* (du 18 avril), une note confidentielle de la direction du budget laissait entendre que les déficits publics, loin d'atteindre les 3 % prévus, devraient approcher 3,7 % fin 1997 et dépasser 4,5 % fin 1998 en l'absence de mesures de redressement. Or il semblait politiquement impossible de relever les impôts et tout aussi périlleux de faire des économies budgétaires dans des proportions suffisantes.

### SÉRIE DE MESURES NOUVELLES

Vainqueurs des élections législatives, les socialistes, eux-mêmes, n'ont rien dit, dans un premier temps, qui vienne démentir le sentiment selon lequel les comptes publics étaient fortement dégradés. Commandé par Lionel Jospin à deux magistrats de la Cour des comptes, l'audit publié le 21 juillet a confirmé, à l'inverse, que les déficits devaient être compris entre 3,5 % et 3,7 % du PIB en 1997.

Au même moment, le gouvernement a pris, cependant, une série

de mesures nouvelles pour tenter de contenir cette dérive. Une hausse de 15 % de l'impôt sur les sociétés a ainsi été annoncée, ainsi qu'un alignement de la taxation des plus-values des entreprises sur cet impôt sur les sociétés, pour un montant global de 22 milliards de francs. Dans la foulée, 10 milliards de francs d'économies avaient été annoncés, mais sans que le détail soit précisément connu. Au total, le plan de redressement portait donc sur 32 milliards de francs, soit 0,4 point de PIB. Il était donc implicitement prévu que le déficit soit ramené, d'ici la fin de l'année, dans une fourchette comprise entre 3,1 % et 3,3 % du PIB.

Le « collectif » budgétaire de fin d'année confirme donc que, pour le ministère des finances, l'hypothèse basse est maintenant la plus probable. Plusieurs raisons expliquent cet optimisme. La baisse des rentrées de TVA, qui était redoutée au début de l'année, devrait se confirmer, avec des moins-values de l'ordre de 16 milliards de francs sur l'ensemble de 1997, mais, en contrepartie, le rendement des mesures nouvelles sur les entreprises pourrait être meilleur que prévu, atteignant 24 milliards de francs.

En outre, le projet de loi du gouvernement comprend diverses recettes fiscales, pour un montant qui pourrait approcher 3,7 milliards de francs : 1,4 milliard de francs au titre d'un reversement



au budget général d'un financement lié au grand contrat dénommé « Ball-Bravo » (livraison de frégates à Taiwan) ; 120 millions sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle ; ou, encore, 150 millions de francs sur celles de l'établissement public de la ville de Saint-Quentin (Yvelines). Un autre mesure importante, visant à récupérer 2 milliards de francs sur le fonds de garantie du logement social, était par ailleurs en débat en ce début de semaine. Au total, l'ensemble des recettes,

fiscales et non fiscales, devrait donc être en hausse de 10,4 milliards de francs.

Par ailleurs, le gouvernement a veillé à ce que les ouvertures de crédits soient d'un montant quasi-identique, à 1 milliard de francs près, aux annulations. Dans ce projet de loi de finances, on trouve en effet de nombreuses mesures dont le financement n'avait pas encore été assuré. Il s'agit, par exemple, de l'allègement annoncé de la taxe professionnelle pour les routiers, à hauteur de 200 millions de francs,

ou d'une exonération de taxe sur les salaires pour les employeurs, à hauteur de 900 millions de francs. Diverses « ardoises » laissées par le gouvernement précédent sont également prises en compte : 470 millions de francs au titre de la « juppette » (prime automobile), 3 milliards de francs au titre de la dette d'EDF au profit de la Sécurité sociale. Le coût pour les finances publiques (prise en charge des allègements de charges sociales) de la récente revalorisation du SMIC figure aussi dans ses dépenses nouvelles.

Les annulations de crédits composent strictement ces dépenses. Elles portent en particulier sur les crédits de la défense, à hauteur de 1,8 milliard de francs, et sur ceux du travail, pour près de 5 milliards de francs, tandis que la baisse des taux d'intérêt devrait entraîner une minoration de la charge de la dette, à hauteur de près de 10 milliards de francs. Au total – et, là encore, le résultat est sans précédent récent –, les dépenses de l'Etat n'ont pas dérivé en cours d'année : de la loi de finances initiale jusqu'au « collectif », l'estimation est restée quasi-identique.

La gauche aurait-elle un savoir-faire budgétaire que la droite aurait perdu ? Avec le recul, l'actuelle opposition aura quelques raisons de rassurer ses rancœurs : tout ça pour ça !

Laurent Mauduit

## Paris doit quelque 500 millions de francs au budget communautaire

LE CHAPITRE agricole n'est pas négligeable dans le « collectif » budgétaire que le conseil des ministres doit examiner mercredi 19 novembre. En raison d'un contentieux – habituel, mais qui porte toujours sur des sommes importantes – avec la Commission européenne, Paris doit rembourser au budget communautaire environ 500 millions de francs qui correspondent à des aides aux agriculteurs (restitutions à l'exportation vers les pays tiers ou primes diverses) effectivement payées par Bruxelles mais insuffisamment justifiées. C'est ce que l'on appelle dans le jargon communautaire les « refus d'apurement » prononcés par Bruxelles.

Les responsables du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) doot le directeur, le français Michel Jacquot, a quitté son poste le 15 octobre, veillant en effet scrupuleusement à ce que les critères, de plus en plus complexes, d'attribution d'aides soient intégralement respectés au moment de la présentation

des factures. Paris reçoit chaque année environ 70 milliards de francs du budget européen soit 40 % de l'ensemble des dépenses publiques bénéficiant à l'agriculture française. La France est souvent prise en défaut dans le versement des aides à la viticulture ou aux vaches allaitantes (comptées en surnombre), de même que l'Italie se fait régulièrement sanctionner pour exagération de ses quotas laitiers.

Le « collectif » prévoit en outre des dépenses d'environ 200 millions de francs qui correspondent à des frais financiers à la charge de l'Etat. Chaque année, en effet, sur instruction des ministères des finances et de l'agriculture, l'Acofa (Agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole) emprunte à un pool de banques (en général dirigé par le Crédit agricole) quelque 30 milliards de francs. L'Acofa agit pour le compte des offices agricoles dont les principaux sont l'ONIC (céréaliers), l'Onival (viandes) et l'Onilait (produits laitiers)

qui versent les primes aux professionnels. Pour ce qui est des primes dites « compensatoires » aux grandes cultures (blé, maïs, colza...), les gouvernements successifs mettent un point d'honneur à payer les paysans le premier jour prévu par la réglementation communautaire.

Ainsi, le 16 octobre, 396 575 exploitants ont reçu la coquette somme de 26,38 milliards de francs, plusieurs centaines de céréaliers ou de producteurs de plantes oléagineuses touchant des chèques dépassant chacun 1 million de francs. Comme Bruxelles ne rembourse Paris qu'à la mi-janvier de l'année suivante, il faut que, entre-temps, l'Etat supporte le coût des emprunts. Grâce à la baisse des taux, cependant, les 200 millions à la charge de l'Etat sont en sensible baisse par rapport aux sommes inscrites dans les lois de finances rectificatives précédentes.

François Grosrichard

## ADMISSION SUR TITRE EN DEUXIÈME ANNÉE



La multiplicité de ses talents est la plus grande richesse du visionnaire

Comme René Descartes, c'est grâce à la diversité de vos connaissances que vous aborderez votre métier avec passion et créativité. Que vous soyez ingénieur, médecin, pharmacien, titulaire d'une maîtrise (lettres, droit, sciences...) ou d'un diplôme de l'IEP, vous pouvez intégrer l'ESSEC en 2<sup>e</sup> année par admission sur titre pour développer des compétences de généraliste du management.

ESSEC : premier centre européen de management accrédité par l'AACSB - The International Association for Management Education.

### Informations clés :

- cursus personnalisé à votre initiative,
- alternance et statut d'apprentissage possibles,
- date limite de candidature pour la session de mars 1998 : le 15 février 1998.

Contactez Viviane :  
Tél. : 01 34 43 31 26 - Fax : 01 34 43 31 11  
E-mail : dhalluin@edu.essec.fr  
ESSEC - Avenue Bernard Hirsch - BP 105  
95021 Cergy Pontoise cedex

**ESSEC**

Demain, c'est vous qui montrerez le chemin

## Les concubins pourront déclarer leurs revenus en commun

ILS ONT OSÉ ! Lundi 17 novembre, dans le cadre des articles non rattachés du projet de loi de finances, les députés ont débattu du statut fiscal des concubins en l'absence de leur collègue de la Marine, Charles de Courson (UDF-FD). Au terme d'un débat, qui, de ce fait, a gagné en sérénité ce qu'il a perdu en savoir, l'Assemblée nationale a adopté, contre l'avis du gouvernement, un amendement de la commission des finances permettant aux concubins de faire une déclaration commune de leurs revenus.

Ce texte s'applique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999, pour les concubins « ayant obtenu pendant deux années consécutives une attestation de concubinage notoire ». Un amendement ayant le même objet avait été retiré, le 16 octobre, lors de l'examen des recettes, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, ayant demandé aux députés d'attendre l'adoption d'un texte de loi sur le contrat d'union civile.

Cette fois, le rapporteur général, Didier Migaud (PS), a refusé de céder aux injonctions de Christian Sauter, secrétaire d'Etat au budget, qui a notamment affirmé qu'il serait « périlleux de mettre un inspecteur des impôts derrière chaque couple ». « Soyons donc conscients de ce qui se passe dans la vie quotidienne de nos villes ! », s'est exclamé Jean-Jacques Jégou (UDF-FD, Val-

de-Marne), qui a fait valoir qu'« en Ile-de-France, un couple sur deux est non marié ». Seul député présent défavorable à l'amendement, Philippe Auberger (RPR, Yonne) a indiqué que le système « se retournerait » contre les personnes défavorisées, qui ont intérêt à la double imposition. Dans son rapport, M. Migaud reconnaît qu'en dépit de 73 777 francs de salaires pour 1996, les couples non mariés ont intérêt à déclarer leurs revenus séparément.

### « TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE »

Tout en étendant le bénéfice du régime fiscal favorable pour les créateurs d'entreprises, les députés ont abaissé de 100 000 à 50 000 francs le seuil de cessions de valeurs mobilières au-delà duquel les plus-values de cessions sont taxées. L'Assemblée a également décidé de relever de 4 000 à 5 000 francs, pour un célibataire, et de 8 000 à 10 000 francs, pour un couple, le plafond des dépenses ouvrant droit au nouveau crédit d'impôt pour les dépenses d'entretien de l'habitation principale. Ce plafond sera majoré de 500 francs par personne à charge, de 750 francs pour le second enfant et de 1 000 francs à partir du troisième. Les députés ont également adopté la déductibilité des nouveaux points de CSG (4,1) affectés au financement de la Sécurité sociale.

Afin de lutter contre la fraude à la TVA de certaines filières, telles que les ateliers clandestins de confection, le gouvernement a instauré une solidarité de paiement à la charge des donneurs d'ordres pour le montant de la TVA due par les fournisseurs. Henri Emmanuelli (PS), président de la commission des finances, a plaidé avec vigueur contre l'introduction « dans notre droit du principe de présomption de culpabilité générale ». Contre l'avis du gouvernement, la commission a tenu à préciser, par amendements, que la mauvaise foi du donneur d'ordres et la fraude devaient être établies.

Les députés avaient auparavant adopté les budgets pour 1998 des charges communes, correspondant notamment à la charge de la dette (248,7 milliards de francs), aux rémunérations d'agents du secteur public, aux pensions de France Télécom et au financement du futur projet de loi contre l'exclusion. L'Assemblée a également adopté les crédits des ministères du budget et des finances, les comptes spéciaux du Trésor, les taxes parafiscales, ainsi que les budgets des Monnaies et Médailles et du commerce extérieur.

Les députés ont repoussé l'amendement d'Henri Chabert (RPR, Rhône) qui prévoyait la réintégration en 1999, dans le budget des services financiers, d'une dizaine de milliards de francs inscrits en

« fonds de concours », qui regroupent en théorie des recettes qui n'ont pas d'origine fiscale et ne sont pas inscrits au budget de l'Etat, échappant ainsi au contrôle du Parlement. M. Chabert veut ainsi « accroître la transparence budgétaire » (*Le Monde* du 14 novembre). Sans soutenir l'amendement, MM. Migaud et Emmanuelli ont encouragé le gouvernement à étudier le moyen de respecter à l'avenir « les moyens de contrôle du Parlement ».

Le gouvernement a enfin fait adopter un amendement créant un « fonds de modernisation de la presse quotidienne », financé par une taxe de 1 % sur les imprimés publicitaires (lire page 21).

Jean-Baptiste de Montvalon et Fabien Roland-Lévy

## Biographies & photos Le Guide du Pouvoir

Gabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

1<sup>re</sup> édition (3 volumes) 990 frs TTC  
Editions Jean-François Doumic  
Tél. 01 42 46 58 10

## Les médecins spécialistes risquent de dépasser leur enveloppe de dépenses

M<sup>me</sup> Aubry a défini, pour 1998, des objectifs financiers moins contraignants

Les dirigeants de la Caisse nationale d'assurance-maladie ont jugé, lundi 17 novembre, que les généralistes respecteraient sans doute leur objectif de dépenses pour 1997, les spécialistes étant « légèrement au-dessus ». Ils attendent du « contrat de confiance » généraliste-assuré des économies et une meilleure pratique médicale.

LES MÉDECINS libéraux ne bénéficieront sans doute pas tous, début 1998, d'une revalorisation d'honoraires. Cette augmentation de leurs revenus, suspendue au respect des objectifs de dépenses 1997 fixés par le gouvernement et le Parlement, est loin d'être acquise, notamment pour les cinquante mille spécialistes, qui risquent de dépasser collectivement l'enveloppe impartie pour cette année (67,4 milliards de francs). Les dirigeants de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts), ont donc invité les praticiens libéraux, lundi 17 novembre, à se montrer rigoureux sur leurs prescriptions et à pratiquer « le juste soin ».

Jean-Marie Spaeth (CFDT), président de la Cnamts, a reconnu que l'on est « sur le fil du rasoir » pour le respect des objectifs de dépenses imposés aux médecins : +1,5 % pour les généralistes et +1,1 % pour les spécialistes. Si le directeur de la Cnamts, Bertrand Fragonard, s'est montré optimiste pour les généralistes, qui seront, « sauf flambée soudaine », des honoraires ou des prescriptions, « légèrement au-dessus »

leur dépassement. Si les dépenses ont été bien contenues au premier semestre, le second a mal commencé, a expliqué Georges Jollès (CNPF), vice-président de la Caisse nationale, tout en se voulant rassurant. « Dès lors que la réforme est confirmée dans ses grands principes » par le gouvernement, a-t-il jugé, les praticiens devraient à nouveau se montrer plus rigoureux dans leurs prescriptions. Sur ce point, jugent les responsables de la Cnamts, l'accord sur le contrat de confiance médecin de famille-assuré, signé en juillet par les trois régimes d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs, indépendants) et le syndicat MG-France (généralistes), est un instrument de maîtrise des dépenses et d'amélioration de la qualité des soins.

### « APPROCHE COMPTABLE »

Cette formule d'abonnement annuel volontaire d'un assuré chez son généraliste ne sera vraiment opérationnelle que début 1998. M. Spaeth y voit « un élément déterminant pour refonder le premier étage de notre système de soins », les praticiens étant invités à mieux prescrire et à s'investir dans la prévention. En dépit d'un coût immédiat pour les caisses, puisque les médecins « référents » toucheront 150 francs par an et par malade inscrit, M. Fragonard est « convaincu » que cette réforme importante, agréée par le gouvernement à titre expérimental, se traduira par des économies et une amélioration de la qualité des soins.

De plus, M. Spaeth a jugé nécessaire d'assurer qu'il n'y a pas, avec le gouvernement, « de modification d'orientation en matière de maîtrise des dépenses de santé ». Ce rappel n'est pas anodin. Les prud'homales du 10 décembre approchent et Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, n'a pas caché que les salariés devraient juger le bilan de sa centrale sur la réduction du temps de travail et la réforme de la Sécurité sociale, deux dossiers sur lesquels elle a engagé la crédibilité de son organisation. Un succès sur le front de la régulation des dépenses médicales est donc essentiel pour elle, même si les experts reconnaissent que deux ans après l'annonce du plan Juppé, de nombreux outils manquent encore pour en assurer le succès.

Or Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a cessé de s'interroger sur ce plan, approuvant certaines de ses dispositions, en critiquant d'autres. Au risque de déstabiliser la CFDT, qui s'est beaucoup investie dans la réussite de la

réforme de la « Sécu » en prenant à Force ouvrière la présidence de la Cnamts, en juillet 1996. M<sup>me</sup> Aubry reste certes vigilante, invitant les médecins à tenir les objectifs 1997, mais elle n'en répète pas moins qu'elle rejette « l'approche comptable » qui, selon elle, avait été choisie par le précédent gouvernement.

La situation devrait être un peu moins tendue en 1998 : le gouvernement a donné un ballon d'oxygène aux médecins de ville et aux hôpitaux, en décidant que leurs dépenses pourraient progresser respectivement de 2,1 % et 2,2 % (contre 1,4 % et 1,25 % cette année). Par une curieuse inversion des rôles, c'est désormais la droite – favorable à des taux sensiblement plus rigoureux – qui accuse la gauche de se montrer « laxiste » avec les professionnels de santé, comme les parlementaires du RPR et de l'UDF n'ont pas manqué de le faire, la semaine dernière, lors de l'examen au Sénat du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Jean-Michel Bezat

## M. Séguin fait des élections de mars un temps fort de la rénovation du RPR

Le député des Vosges entreprend la tournée de tous les départements pour mobiliser les militants sur les scrutins régionaux et cantonaux et sur la remise en ordre de son parti

PHILIPPE SÉGUIN en coovient volentiers : le calendrier politique ne facilite pas son entreprise de rénovation du RPR. L'opposition redoute, en effet, un nouveau recul aux régionales et aux cantonales de mars 1998. Pourtant, le président du RPR mesure toute l'importance de ces consultations : neuf mois après son élection à la tête du mouvement oégaulliste, elles seront inévitablement interprétées comme une mesure du succès ou de l'échec de son entreprise.

Lors d'une réunion publique à Evreux, dans l'Eure, lundi 17 novembre, M. Séguin a pris soin de préciser que si les élections de mars 1998 « seront un temps fort de notre rénovation », ce sera, « autant que les résultats », le « message », le « message » et la « rénovation » de son mouvement « qui comptent ». « Nous orbiterons les élections régionales avec l'énergie de l'espoir », a-t-il assuré aux quelque sept cents militants venus l'entendre. M. Séguin payera lui-même de sa personne puisqu'il a prévu, au cours de cette

campagne, de se rendre dans tous les départements.

En tenant son premier vrai meeting depuis son accession à la présidence du RPR, sur les terres du chiraquien Jeao-Louis Debré, M. Séguin a voulu manifester sa volonté de synthèse au sein de la famille néogaulliste. « Nous n'avons pas toujours su organiser la confrontation de nos idées et prévoir les mécanismes permettant d'arbitrer les rivalités personnelles », a-t-il regretté en évoquant « la double tentation du corporatisme ou de l'atomisation ».

« A lire certains commentaires au à découvrir telle ou telle initiative, je me demande si nous voulons poursuivre sur cette voie qui nous a valu tant de déboires », s'est-il inquiété. Afin de faciliter « la réconciliation », M. Séguin a proposé d'envoyer « au diable le sectarisme et les rancunes ! ». « Vous n'avez pas besoin, vous, ni de repentance ni de drat d'inventaire », a-t-il ajouté.

Joignant le geste à la parole, le président du RPR a nommé, lundi, aux côtés de Nicolas Sarkozy, porte-parole du mouvement, une

équipe de sept chargés de mission reflétant toutes les sensibilités du mouvement. L'ancien député juppiste Jean-François Copé, maire de Meaux (Seine-et-Marne), sera chargé du budget. Jean Bardet, député chiraquien du Val-d'Oise, sera adjoint au porte-parole, tout comme le balladurien Georges Troo, député de l'Essonne. Christian Estrosi, député des Alpes-Maritimes, et Jacques Pélissard, député du Jura, tous deux fidèles de M. Sarkozy, sont chargés respectivement du tourisme et de la formation professionnelle.

L'ancien député Jeao-Michel Fourgous, teoant d'une ligne ultralibérale et qui fut candidat contre M. Séguin à la présidence du RPR, est chargé des PME-PMI, tandis qu'un autre ancien député, Olivier Dassault, s'occupera du commerce extérieur. Le député pasquale des Hauts-de-Seine, Jean-Jacques Guillet, est par ailleurs nommé chargé de mission auprès de Charles Pasqua, chargé de la synthèse du débat.

Cécile Chambraud

### La « Sécu » prépare une « charte de l'usager »

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts) prépare, dans le cadre de sa convention d'objectifs et de gestion avec l'Etat, une « charte de l'usager » pour améliorer le service rendu aux assurés. Selon un avant-projet, la « Sécu » va s'engager à réduire le délai maximum de remboursement à douze jours en 1998 et à cinq jours en 2001. Elle entend, dès 1998, limiter la durée d'attente dans ses centres à 30 minutes maximum, « même en période d'affluence », et la ramener à 15 minutes en 2001. Les caisses devront, à partir de 1998, offrir leurs services au minimum huit heures par jour sur au moins cinq jours ouvrés par semaine.

du plafond fixé (141 milliards), il s'est déclaré plus pessimiste pour les spécialistes, qui seront « légèrement au-dessus ». Les généralistes bénéficieront ainsi probablement de la totalité de l'enveloppe de revalorisations d'honoraires prévue pour eux (850 millions de francs), alors que les seconds risquent de voir leur propre enveloppe (850 millions également) amputée du montant de

### M. Jospin lance un nouveau plan de développement des universités

LIONEL JOSPIN a confirmé, lundi 17 novembre, lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'université de Versailles-Saint-Quentin (Yvelines), l'engagement d'un nouveau plan de développement des « universités du troisième millénaire », baptisé U3M. Prenant le relais du schéma Université 2000, ce programme devrait inclure la rénovation des universités de Paris et des établissements construits dans les années 70. Impliquant la participation des collectivités locales, il prévoit la réalisation de nouveaux IUT, la délocalisation de grandes écoles et l'implantation de réseaux pour les nouvelles technologies. Le premier ministre a, par ailleurs, renouvelé l'annonce d'un débat au Parlement sur le statut de l'étudiant au printemps 1998. Il s'est aussi prononcé en faveur du renforcement de l'autonomie des universités assortie d'une relance de la politique contractuelle.

### DÉPÊCHES

■ **OUTRE-MER** : Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, a présenté, lundi 17 novembre, un projet de réforme de l'institution communale polynésienne à l'occasion de la réunion annuelle à Paris des maires des départements et territoires d'outre-mer. Ce projet, qui pourrait être débattu au Parlement en 1998, comporte cinq « orientations majeures » : la clarification des compétences, la suppression de la tutelle administrative et financière et la démocratisation du régime électoral pour les 16 communes de Polynésie française qui comptent 3 500 habitants et plus.

■ **FONCTIONNAIRES** : l'intersyndicale des finances s'est élevée « contre le statu quo imposé par le gouvernement en matière de réduction du temps de travail », lundi 17 novembre, dans un communiqué. Elle estime que, puisque « le gouvernement appuie le processus de passage aux 35 heures dans le privé, il doit impulser la même démarche dans la fonction publique », « le caractère complexe de la situation dans la fonction publique » ne devant pas servir « de prétexte à ces manœuvres de retardement ».

■ **FN** : Laurent Wetzel, conseiller général des Yvelines, a annoncé, lundi 17 novembre, sa démission du Front national. Adhérent de l'UDF jusqu'en 1993, M. Wetzel avait rejoint le parti d'extrême droite en juillet.

Aujourd'hui nous y élaborons une cuvée si rare que nous avons beaucoup hésité avant de vous la montrer.



Comtes de Champagne par Taittinger

Un Comtes de Champagne ne se fait pas tous les ans. Car dans chaque bouteille, entrent 5 à 6 grands crus de la Côte des Blancs. Et c'est seulement dans les très grandes années que chacun de ces crus est exactement comme il doit être : exceptionnel.

Le Guide du Pouvoir



## La Gauche socialiste conteste son score dans les votes précédant le congrès de Brest

La consultation sur le rapport d'activité est un plébiscite pour François Hollande

Selon les résultats portant sur 96 des 102 fédérations du Parti socialiste, tels qu'ils seront transmis au congrès de Brest, du 21 au 23 novembre,

la motion de François Hollande, premier secrétaire délégué, a obtenu 84,43 %. La Gauche socialiste, créditée de 10,14 %, conteste ce score et

estime se situer à 11 %. Le vote sur le rapport d'activité de M. Hollande lui donne une majorité de 89,96 %.

LA DIRECTION du Parti socialiste ne boude pas son plaisir : la motion A, présentée par François Hollande, premier secrétaire délégué, et la quasi-totalité des courants, a recueilli 84,43 %. Ce chiffre élevé résulte des votes enregistrés dans 96 fédérations sur 102 - c'est-à-dire du résultat qui sera transmis à la commission de recensement qui proclamera les chiffres définitifs lors de l'ouverture du congrès de Brest, vendredi 21 novembre - et fait état d'une participation record, pour 111 965 inscrits, de 72,49 %.

Elle se situe légèrement en dessous - 72,98 % - de celle de la désignation du candidat socialiste à l'élection présidentielle, le 3 février 1995, mais sensiblement au-dessus de la participation pour l'élection de Lionel Jospin, le 14 octobre 1995, au poste de premier secrétaire (66,36 %).

Selon ces résultats, la motion A obtient 66 030 voix, soit 84,43 %, la motion B, celle d'anciens popérenistes conduits par Marie-Thérèse Mutin, 5,43 %, et la motion C, celle de la Gauche socialiste, 10,14 %. Pour Jean-Christophe Cambadélis, chargé au secrétariat national des fédérations et des relations extérieures, il s'agit d'un succès pour François Hollande « et d'un encouragement pour Lionel Jospin ». « Ce congrès marque le début d'un nouveau cycle politique », a assuré M. Cambadélis, qui se félicite de la constitution d'un « pôle de stabilité dont nous avons manqué dans la dernière période ».

Au sein de la majorité, M. Hollande disposera au futur conseil national de 204 membres (auxquels s'ajouteront 102 premiers fédéraux) d'un bloc majoritaire de plus de 51 %, avec des proches de M. Jospin, de Michel Rocard, de Pierre Mauroy

et de Martine Aubry, refusera la même domination qu'au sein du gouvernement.

Si, pour M. Hollande, qui s'exprimait lundi 17 novembre sur LCI, « les adhérents du PS ont voulu marquer qu'ils étaient en accord avec ce qui se faisait au gouvernement », « ceux qui se trouvaient sur un registre critique, trop critique, n'ont pas été entendus ».

Très déçue par son score, la Gauche socialiste, a contesté avec véhémence ces résultats. Pour son porte-parole, Jean-Luc Mélenchon, qui sera candidat le 27 novembre contre M. Hollande au poste de premier secrétaire, la motion C totalise 11 % des voix alors que la direction lui at-

tribue 7 930 voix et 10,14 %. « Cela passe les bornes », a assuré le sénateur de l'Essonne en qualifiant M. Cambadélis de « grand charcutier » et en annonçant le dépôt de recours. En revanche, pour la motion B - 4 248 voix et 5,43 % -, c'est la divine surprise. M<sup>me</sup> Mutin ne comptait pas atteindre les 5 % permettant à ses amis d'être représentés au conseil national.

Les « mutinistes » auront une dizaine d'élus au conseil national et veulent se structurer en courant pour jouer un rôle d'« aiguillon », selon la formule de M<sup>me</sup> Mutin. Cette dernière n'envisage pas de synthèse avec la motion A au congrès de

Brest, mais devrait soutenir la candidature de M. Hollande.

Le futur premier secrétaire peut envisager l'avenir avec d'autant plus de sérénité que les votes intervenus lors des congrès fédéraux, le 15 novembre, sur son rapport d'activité ont des allures de plébiscite. Avec une participation de 62,19 %, les militants socialistes ont été 38 974 à voter pour (89,96 %), 838 à voter contre (1,93 %), tandis que l'abstention, prônée par la Gauche socialiste, a recueilli 3 511 voix, soit 8,1 %. Avant d'être élu, M. Hollande bénéficie déjà d'un très large soutien.

Michel Noblecourt

## La conversion jospiniste des socialistes bretons

RENNES

de notre correspondante régionale

La suspense était mince dans les quatre fédérations socialistes bretonnes, où les idées défendues par Lionel Jospin ont obtenu, comme prévu, entre 81 % et 89 % des voix. La Gauche socialiste, menée notamment depuis Saint-Malo par Isabelle Thomas, une des fondatrices de SOS Racisme, remporte entre 5 % et 12 % des voix.

La Bretagne fut très majoritairement rocardienne, la voilà jospiniste. « Héritière de la démocratie chrétienne, éloignée des dogmes marxistes, sa conversion s'est faite de façon naturelle, estime Pierre Victoria, porte-parole des socialistes au conseil régional. Il s'agit d'une adhésion à un comportement plutôt une éthique, pas d'un opportunisme politique. » Foin des courants, il ne reste plus à présent que « des amis », « des personnalités » et des clubs de réflexion, représentés entre autres par les députés Kofi Yamgnane et Jean-Michel Boucheron, ne font plus bande à part.

Le seul sujet sensible est la désignation des secrétaires fédéraux, le 27 novembre. Dans le Finistère, François Cullandre doit se succéder à lui-même. Dans les Côtes-d'Armor, Michel Brémont doit passer

la main à son premier adjoint Michel Morin. En Ille-et-Vilaine, Jean-Claude du Chalar, premier fédéral depuis 1981, devrait affronter au moins un autre concurrent : Jacques Fauchoux, maire de Fougères. Dans le Morbihan, Alain Tanguy a finalement fait savoir qu'il comptait conserver son mandat de premier secrétaire. Beaucoup voyaient déjà à sa place l'ancien président du Mouvement technique de Martine Aubry, qui a annoncé en extrême qu'il ne se présenterait pas.

Si, officiellement, les discussions sur les élections cantonales, régionales et sénatoriales sont interrompues jusqu'à fin novembre, les tractations vont bon train du côté de Lorient. Les socialistes morbihanais se verraient bien emporter la région derrière le maire de Lorient, Jean-Yves Le Drian qui, dès le printemps, s'est proclamé tête de liste. Las, le nom de Charles Josselin, comme « candidat historique et légitime », revient avec insistance chez les militants. Ce dernier, qui a cédé la présidence des Côtes-d'Armor lors de son entrée au gouvernement - son successeur, Claudy Lebreton, n'était pas son candidat - se garde d'afficher la couleur.

Martine Valo

## Le « changement d'ère » mis en scène dans les hommages à Georges Marchais

La perspective d'un « congrès de Tours à l'envers »

ON NE POUVAIL PAS faire plus neutre. Entre l'ambassadeur d'Algérie en France et l'ancien secrétaire général du PC libanais, il a simplement signé : « Lionel Jospin ». Une courte visite, une sobriété pesée, comme chaque mot l'avait été, la veille, dans son hommage en demi-teinte.

Après son hommage aux ministres communistes et à Robert Hue, à l'Assemblée nationale, le premier ministre a bien montré qu'il ne tenait pas en même estime l'ancien secrétaire général et le nouveau secrétaire national.

Dès l'annonce du décès de Georges Marchais, les commentaires politiques venus du Parti socialiste ont d'ailleurs alimenté le débat sur un « congrès de Tours à l'envers » (Le Monde du 15 novembre), que la « fierté » du premier ministre, qui mettait en avant un PCF débarrassé des séquelles du stalinisme, avait semblé autoriser. Le décès de Georges Marchais « clôt une période d'une certaine façon, et Robert Hue sait ce qui se passe. Le projet communiste n'a plus de sens », a expliqué Michel Rocard, dimanche, sur TF1. « Nous sommes en train de gérer les séquelles historiques de traditions différentes (...) dans une même perspective », ajoutait-il.

« REFONDATION UNITAIRE ? »

Au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, a jugé qu'il y a « peut-être place » pour un mouvement de gauche unitaire, après la « césure » du début du siècle. Henri Emmanuelli répliquait pour sa part « très sérieusement (...) à la réinvention de la pensée socialiste et de l'action des forces progressistes ». « Il y a besoin de dé-

passer 1920 », expliquait enfin l'ancien responsable communiste Charles Fiterman, sur France 3, précisant que la question de son adhésion au PS « peut se poser », et évoquant le défi d'une « refondation unitaire, du dépassement du congrès de Tours ».

Dans le même temps, de fervents hommages à Georges Marchais venaient des partis communistes les plus orthodoxes. Carlos Carvalhas, secrétaire général du Parti communiste portugais, salue une « personnalité hors du commun ». Le PC russe de Guennadi Zougianov, avec lequel M. Hue avait, en 1996, souhaité prendre ses distances, a estimé : « Georges Marchais a consacré toute sa vie à la lutte pour le droit des travailleurs ».

Place du Colonel-Fabien, lundi, dans le hall où quelques chaises avaient été disposées, et où Miles Davis jouait en sourdine, les cahiers de condoléances sont restés ouverts. Louis Vianney est venu rendre l'hommage de la CGT « à un combattant inlassable du progrès social, de la justice, de la liberté ». « Bonne nuit, monsieur Marchais », a écrit l'écrivain Frédéric Dard. « Vous avez été un moment de notre histoire ».

La dépouille de Georges Marchais repose, depuis mardi matin, au funérarium de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), avant l'inhumation, jeudi matin, à Champigny-sur-Marne, contrairement aux funérailles des anciens hauts dirigeants communistes, inhumés à Paris, au pied du mur des Fédérés. Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, représentera le gouvernement.

Ariane Chemin

smart en route:

Bonningsen, mar. 18 nov.

Paris, mer. 19 nov. et jeu. 20 nov.

Cour de Rome, Gare de Paris St. Lazare, 75009 Paris, Horaires: 11h - 20h.

Bordeaux, sam. 22 nov.

Site Marron Ouest, 33700 Mérignac, Horaires: 12h - 20h.

Barcelone, mar. 25 nov. et mer. 26 nov.

Joan Güell esq. avda. Diagonal 08028 Barcelona, Horario: 12.00 - 21.00.

Palma, ven. 28 nov.

Gremio de Toneleros, 34 07009 Palma de Mallorca, Horario: 12.00 - 21.00.

Valence, dim. 30 nov. et lun. 1er déc.

Madrid, mer. 3 déc. et jeu. 4 déc.

Séville, sam. 6 déc. et dim. 7 déc.

Alicante, mar. 9 déc.

Avda. Denia, 151 03015 Alicante, Horario: 12.00 - 21.00.

Toulouse, ven. 12 déc. et sam. 13 déc.

Strasbourg, mer. 17 déc. et jeu. 18 déc.



La smart

vient à vous.

Laissez-vous surprendre, touchez-la, installez-vous à l'intérieur et posez des questions jusqu'à épuisement de nos forces. Le livre de la smart vous sera remis en souvenir.

Gratuitement. Si vous n'avez pas le temps de passer, vous pouvez demander le livre et toute autre information auprès de notre smart Info Center au 0801 803 803 ou [www.smart.com](http://www.smart.com).



reduce to the max - réduire au maximum.





## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

**ÉDUCATION** Claude Allègre et Ségolène Royal ont présenté, lundi 17 novembre, un plan sur trois ans visant à développer l'utilisation des nouvelles technologies à l'école.

L'Etat débloquera 1 milliard de francs par an, les collectivités locales étant appelées à participer au financement des équipements. ● APRÈS l'échec du plan informatique pour tous, en

1985, la priorité est désormais à l'intégration de l'informatique et du multimédia dans les projets pédagogiques et les programmes. ● LA FORMATION des enseignants sera déve-

loppée, en particulier dans les instituts de formation des maîtres (IUFM). Celui de Grenoble permet déjà aux futurs professeurs de s'initier. ● DE NOMBREUX sites éducatifs

existent sur Internet, développés par des enseignants, des entreprises ou des académies. (Lire aussi, page 19, un entretien avec Dominique Strauss-Kahn).

# Les écoles devront apprivoiser l'informatique et le multimédia

M. Allègre et M<sup>me</sup> Royal ont présenté, lundi 17 novembre, un plan visant à développer les nouvelles technologies dans l'enseignement. L'accent est désormais mis sur leur bonne intégration à des projets pédagogiques et sur une formation systématique des enseignants

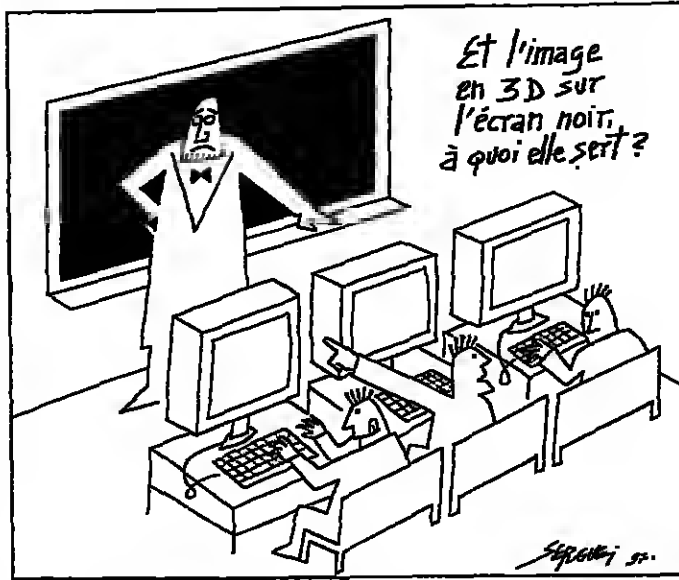
CLAUDE ALLÈGRE, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, ont présenté, lundi 17 novembre, leur plan d'introduction des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication (NTIC) « de la maternelle à l'université ». En proposant une politique globale prenant en compte l'équipement, la production de logiciels et la formation des enseignants, les ministres souhaitent ne pas répéter les erreurs commises par le passé. Dans tous les écrits des spécialistes des NTIC à l'école, une phrase revient en effet comme un leitmotiv : « Il faut éviter de recommencer les fautes du plan informatique pour tous ».

Lancé en 1985 par Laurent Fabius, alors premier ministre, ce plan avait fait déferler en l'espace de huit mois dans les établissements cent vingt mille ordinateurs et des dizaines de milliers de logiciels. Cette opération, d'un coût de 2 milliards de francs, n'a pas porté ses fruits. Equipements et logiciels inadaptés, manque de maintenance, formation insuffisante des enseignants, absence de définition claire sur la finalité pédagogique de l'informatique ; la plupart des ordinateurs ont fini dans les ar-

moires et à peine 20 % des professeurs ont utilisé le matériel en classe.

« A l'époque d'informatique pour tous, le grand public ne connaissait pas les nouvelles technologies. Aujourd'hui, l'ordinateur est dans toutes les entreprises. L'école ne peut pas rester le seul lieu où l'on ne trouve pas les nouvelles technologies », insiste Alain Bouvier, président de la Conférence des directeurs d'instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Selon plusieurs enquêtes, élèves et parents sont de plus en plus nombreux à souhaiter que l'école offre un accès au multimédia.

Le plan ministériel reprend à son compte bon nombre de recommandations formulées dans des rapports récents - notamment ceux de deux sénateurs, le RPR Alain Gérard (le Monde du 18 juin) et le socialiste Franck Sérusclat - qui insistent sur le sous-équi-



ment des établissements scolaires et la nécessité d'une réflexion pédagogique. Pour M. Allègre, l'heure n'est plus seulement « aux tuyaux et à la quincaillerie », mais à « un changement profond de civilisation et de pédagogie » afin de « réussir la synthèse entre la culture de l'écrit et celle de l'image ». Au-delà des problèmes d'équi-

pement - qui seront réglés en collaboration avec les collectivités territoriales -, le plan ministériel met l'accent sur la formation des enseignants et la production de multimédia éducatif. « Le projet pédagogique doit être le moteur de l'équipement technique et non l'inverse », souligne M<sup>me</sup> Royal, pour qui les NTIC sont « une chance for-

mable pour accentuer la réussite scolaire ». Parce que rien ne se fera sans les enseignants, les IUFM vont bénéficier d'un « plan d'urgence » pour permettre d'intégrer les NTIC à la formation des futurs professeurs. Au moment où le ministre vient de décider de fusionner les IUFM et les Mafpen (mission académique de formation des personnels enseignants), le plan entend accorder « une priorité absolue » aux NTIC dans la formation continue.

En terme d'utilisation du multimédia, l'époque d'un modèle unique est révolue. L'heure est à la diversité et à l'appropriation des nouvelles technologies par les équipes pédagogiques. Il s'agit, en fait, de passer des expérimentations lancées ici et là par des enseignants férus d'informatique à une généralisation de l'utilisation des NTIC dans les établissements. « Dans ce domaine, l'Etat se portera garant de l'égalité républicaine », insiste M. Allègre.

### ÉVOLUTION LENTE

« Le pari n'est pas automatique », concède le ministre. L'objectif sera atteint si les nouvelles technologies sont intégrées dans la pédagogie. Mais, pour l'instant, aucun pays n'a réalisé cette intégration. C'est pourquoi il sera notamment proposé aux enseignants qui ont déjà réagi à l'introduction des NTIC dans leurs cours d'être détachés pour créer des entreprises spécialisées dans le multimédia.

Les choses évoluent lentement. Dans son dernier rapport, l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) rappelle que la loi d'orientation de 1989 indiquait déjà que « l'informatique doit être un outil d'enseignement » conduisant à « des situations pédagogiques nouvelles ». Après une enquête notant une grande disparité d'un établissement à l'autre, l'IGEN souligne à quel point les NTIC peuvent bousculer le système éducatif : « Les nouvelles technologies représentent une forme de travail à la fois beaucoup plus individuelle et collective. Les meilleures réalisations sont issues de pratiques pédagogiques dans lesquelles l'utilisation du temps est souple et qui s'écartent notablement de la salle de classe traditionnelle ».

L'IGEN estime que « toutes les disciplines, tous les niveaux de for-

mation et toutes les formes d'enseignement sont concernés par les nouvelles technologies ». Elle recommande qu'elles soient « envisagées d'abord dans les programmes, mais aussi à terme dans les examens ou concours ».

Avant d'en arriver là, le minis-

### L'équipement existant

La dernière enquête disponible sur le parc informatique dans les établissements du second degré a été réalisée en mars 1995 par la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale. On dénombrait alors 355 850 ordinateurs (dont 68 % avaient moins de cinq ans), soit 1 pour 32 élèves dans les collèges, 1 pour 12 dans les lycées généraux et techniques et 1 pour 8 dans les lycées professionnels. 16 % des établissements possédaient au moins un modem et 30 % un lecteur de CD-ROM. Par ailleurs, en juin 1996, près de 60 % des écoles primaires étaient équipées d'une salle informatique comprenant un ou plusieurs ordinateurs. Selon une estimation de la direction de l'information scientifique, des technologies nouvelles et des bibliothèques (DISTNB), environ 400 écoles primaires disposaient d'une adresse Internet en juin 1997.

tère égrené pour l'instant « les avantages multiples » des nouvelles technologies : « Elles conduisent l'élève à une démarche plus active, stimulent sa créativité, développent son travail personnel et lui permettent de dialoguer avec l'extérieur ».

Tentant de vaincre les réticences des enseignants, les deux ministres ont affirmé que ce seront eux « les premiers bénéficiaires » de ces nouvelles technologies : « Les nouvelles technologies faciliteront leur travail et leur permettront de partager leurs expériences ». Enfin, le ministre a demandé au Conseil national des programmes (CNP) de réfléchir à l'introduction des NTIC dans les différentes disciplines afin que « ces nouveaux dispositifs soient utilisables dès la rentrée 1999 ».

Sandrine Blanchard

## A Grenoble, de futurs enseignants font leurs premiers pas

**GRENOBLE**  
de notre envoyée spéciale  
Les étudiants ont été les premiers convaincus. A l'institut universitaire de formation des maîtres

### REPORTAGE

« Le problème majeur est celui de la formation des formateurs »

(IUFM) de Grenoble, la salle multimédia mise à leur disposition ne désemplit pas. « Pour l'instant, je tâtanne », concède Olivier, futur enseignant en mathématiques qui entend utiliser les nouvelles technologies de l'informatique et de la communication (NTIC) dans l'exercice de sa profession : « Je suis ravi de savoir que je n'enseignerai pas de la même manière que mes anciens professeurs ». Parce qu'ils ne savent pas encore à qui écrire, certains étudiants s'envoient des e-mails « à 10 mètres » au sein de la salle informatique, d'autres découvrent Internet.

Depuis septembre, les deux mille six cents élèves et les quatre cents personnels enseignants et administratifs de l'IUFM de Grenoble disposent d'une adresse électronique et d'un accès au réseau Internet. Cet institut est aujourd'hui le plus

en pointe dans l'introduction des NTIC dans la formation des futurs enseignants. L'objectif n'est pas d'« ajouter une nouvelle discipline », explique Bernard Cornu, directeur de l'IUFM, mais d'intégrer les NTIC à l'ensemble des études.

« Actuellement, le problème majeur est celui de la formation des formateurs », constate M. Cornu. Si certains sont persuadés du bien-fondé de ce nouveau mode d'accès au savoir, d'autres se méfient d'un « effet mode » et font valoir le « manque de temps ». Chacun s'accorde sur le fait qu'il faudra du temps pour que les pratiques des enseignants évoluent. « L'utilisation des NTIC entraîne une démarche pédagogique différente, davantage centrée sur l'élève et l'auto-apprentissage. L'enseignant lâche du pouvoir face au savoir », concède Patricia Marzin, chargée de mission pour les NTIC à l'IUFM de Grenoble.

Plus d'un tiers des formateurs de l'IUFM ont déjà intégré les nouvelles technologies dans leurs cours. Deux d'entre eux viennent de réaliser un CD-ROM de biologie végétale, à l'attention des élèves de CM 2 et de sixième. « Il faut s'appuyer sur les expériences déjà menées pour motiver les formateurs », souligne M<sup>me</sup> Marzin. Pour elle, les IUFM « ont un rôle à jouer dans la

production de logiciels afin que soit intégrée une démarche pédagogique ».

Depuis la rentrée, l'IUFM est en réseau avec huit établissements scolaires isérois. Ainsi des visioconférences entre des étudiants et des classes peuvent être organisées, mais aussi du télé-tutorat entre les formateurs et les étudiants en stage dans les écoles. « Cela permet de multiplier les contacts avec les élèves qui expliquent les difficultés qu'ils rencontrent », constate Françoise Campanale, formatrice en sciences de l'éducation.

Si l'IUFM de Grenoble dispose d'un budget annuel d'environ 1 million de francs pour les NTIC (financé notamment par des programmes européens et le conseil régional Rhône-Alpes), cette enveloppe demeure insuffisante pour combler le manque de matériel. Les trois mille étudiants et forma-

teurs disposent seulement de cent quatre-vingt ordinateurs. « L'idéal serait d'avoir un ordinateur pour trois ou quatre étudiants et que chaque formateur possède un portable », calcule M<sup>me</sup> Marzin.

Les étudiants, eux, s'adaptent. Martin, en dernière année de professorat d'histoire-géographie, a déjà des idées pour intégrer les NTIC dans ses cours. Il imagine utiliser des logiciels de cartographie pour ces futurs élèves et pense pouvoir actualiser ses données en déplaçant grâce à des sites Internet. Olivier, quant à lui, rêve de corriger des devoirs de mathématiques avec des figures « propres » réalisées sur ordinateur. Il se souvient que dans son lycée le matériel existait mais « personnel ne s'en occupait ». Aujourd'hui, il a acheté un livre intitulé Découvrir Internet.

S. BL

## Sur Internet, un gisement de sites éducatifs peu exploité

Patrick Goichon enseigne dans la Vienne à une classe de CM 2. Marie Plassard retrouve ses élèves de maternelle dans une école proche de la place Clichy, à Paris. Ils ne se sont jamais rencontrés. Pourtant, tous deux mènent le même type de double vie. Instituteurs le jour, ils travaillent chez eux, la nuit, pour compléter leur site Internet, ajouter une page, répondre au courrier venu du monde entier.

Les pages qu'ils ont créées et mises en ligne gratuitement sur le réseau sont des mines d'informations, tant pour les élèves et les enseignants, que pour leurs parents. Sur le site Premiers Pas sur Internet de Marie Plassard, plus connu sous le nom de « Mômes », on trouve un Guide de ressources pédagogiques répertoriées par classe et par matière des dizaines de sites, des exercices élaborés à partir de comptines, la liste des écoles francophones connectées au réseau et des masses de documents ou de récits liés à l'enseignement. Plus modeste, le site Dédale de Patrick Goichon dresse une liste de sites éducatifs francophones. Cliquer sur « Histoire », puis « deuxième guerre mondiale » ? Un lien pointe vers un site allemand donnant sa version des faits.

Grâce à eux, mais aussi grâce aux sites réalisés par des entreprises ou des académies, les ressources francophones disponibles sur le réseau pour les enseignants ou les élèves sont présentes en abondance. Pour les découvrir, le moyen le plus simple consiste à se connecter sur le site du ministère de l'éducation nationale. On accède par ce biais aux liens pointant vers les sites développés dans chaque académie. Certains, comme celui de l'académie de Paris, sont encore rudimentaires. D'autres, comme ceux de l'académie d'Amiens ou de Caen, sont riches en informations, mettent en valeur des contenus développés par des enseignants ou des établissements situés dans l'académie, mais aussi n'importe où sur le territoire ou à l'étranger. La section du site de Caen destinée à l'enseignement des langues, par exemple, pointe vers des dizaines de dictionnaires disponibles gratuitement.

Des entreprises privées contribuent aussi à cet objectif. Ainsi, le guide en ligne développé par Hachette pour les jeunes (Hachette.net/junior) affiche à l'écran une sélection des cinq cents meilleurs sites éducatifs classés par classe et par matière.

A qui peut servir le réseau ? Pour certains, il sera utilisé comme outil de soutien scolaire. En mathématique, les fiches pour les élèves de la sixième à la terminale, mises en ligne par un ingénieur, Jean-Louis Lafosse, vont des formules de calcul de surface au calcul différentiel. Pour d'autres, il sera utilisé comme un support de cours ou pour parfaire un exposé. Les littéraires repèreront les sites consacrés aux auteurs ou au programme, les géographes expliqueront les phénomènes météorologiques grâce aux nombreuses images satellite retransmises en permanence. Les professeurs de physique, de chimie ou de biologie trouveront des idées de travaux pratiques sur les pages

développées par l'association d'enseignants Evriste. Cette information en ligne peut compléter celle contenue sur les CD-ROM, dont l'utilisation à l'école est tout aussi diverse. Au titre du soutien scolaire, on compte la série des ADI, à laquelle s'ajoutent les encyclopédies, dictionnaires et autres titres culturels, beaucoup plus nombreux en France que dans la plupart des autres pays. Le patrimoine culturel français a en effet suscité la production de nombreux titres (histoire de l'art, de la musique, collections de musées, etc.).

Outil de consultation, le réseau est aussi un outil de communication. Communication entre élèves : correspondre par courrier électronique avec des classes étrangères pour apprendre les langues, la géographie du pays concerné, son histoire, etc. Communication entre enseignants, habitants de régions isolées, comme dans la Creuse ou le Vercors, ou de grandes villes mais néanmoins désireux de mettre en commun une partie de leurs travaux. Ces multiples ressources ne sont néanmoins pas toujours disponibles. Faute d'équipement et d'infrastructure. Faute également de formation des enseignants et de soutien administratif dans les établissements.

Arnie Kahn

### Un plan qui pèse 1 milliard de francs par an

● Budget. Le plan présenté par M. Allègre représente pour l'Etat un budget d'« un peu plus de 1 milliard de francs » par an, pendant trois ans. Si l'on inclut la participation des collectivités locales, le ministère estime que 15 milliards de francs devront être dépensés. Les zones d'éducation prioritaires (ZEP) et les écoles rurales seront équipées les premières dès 1998.

● Perspectives. A l'horizon 2000, chaque élève (de la maternelle à l'université) pourra accéder à une activité sur support numérique ou audiovisuel : manipulation et dessin informatique en maternelle, courrier électronique au cours élémentaire, accès au Web en cours moyen, travail en réseau au collège, adresse personnelle dès le bac.

● Plan. Avant mars 1998, les recteurs devront bâtir un plan académique sur trois ans ; même chose pour les présidents d'université.

● Pédagogie. Mise en place d'un Observatoire des pratiques pédagogiques en matière de NTIC et publication, à terme, d'une carte de France des établissements utilisateurs.

Grâce à eux, mais aussi grâce aux sites réalisés par des entreprises ou des académies, les ressources fran-

### Quelques adresses électroniques

Ministère de l'éducation nationale : <http://www.education.gouv.fr>. Académie d'Amiens : <http://www.acamiens.fr>. Académie de Caen : <http://www.accaen.fr> ; même principe pour les autres académies. Site de Marie Plassard : <http://www.imagine.fr/momes>. Site de Patrick Goichon : <http://www.interp.fr/mapages/dedale/ecoles.htm>. Guide Hachette : <http://www.hachette.net/junior/>. Site de Jean-Louis Lafosse : <http://lmaca-paris2.fr/~lafosse/maths>. Dictionnaires : <http://www.bucknell.edu/~rbeard/diction2.html>. Site Evriste : <http://www2.cnam.fr/evriste/>.



# Le procès de Maurice Papon est reporté à au moins dix jours

L'accusé a été une nouvelle fois hospitalisé pour une pleuropneumopathie. Un expert médical, le professeur René Pariente, dira le 26 novembre si l'audience peut reprendre

Le professeur Alain Choussat, chef du service à l'hôpital Haut-Lévêque de Pessac, ayant décidé d'hospitaliser Maurice Papon pour environ dix jours, « sauf complications », du fait d'une « aggravation de sa pleuropneumopathie », le procès de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, âgé de 87 ans, a été une nouvelle fois interrompu. Un expert médical, le professeur René Pariente, devra dire, le 26 novembre, si l'état de santé

de l'accusé est compatible avec une reprise de l'audience. Lundi 17 novembre, au cours d'une brève audience, des parties civiles se sont pour la première fois exprimées. « Nous assistons à un débat décau qui est intolérable », a déclaré Jackie Alisvaks, dont les parents ont été déportés par le convoi du 18 juillet 1942. Aujourd'hui, Maurice Papon se prend pour une victime. Mais, les victimes, c'est nous. » (Lire aussi page 34.)

siège, ce n'est pas un homme qui déserte. »

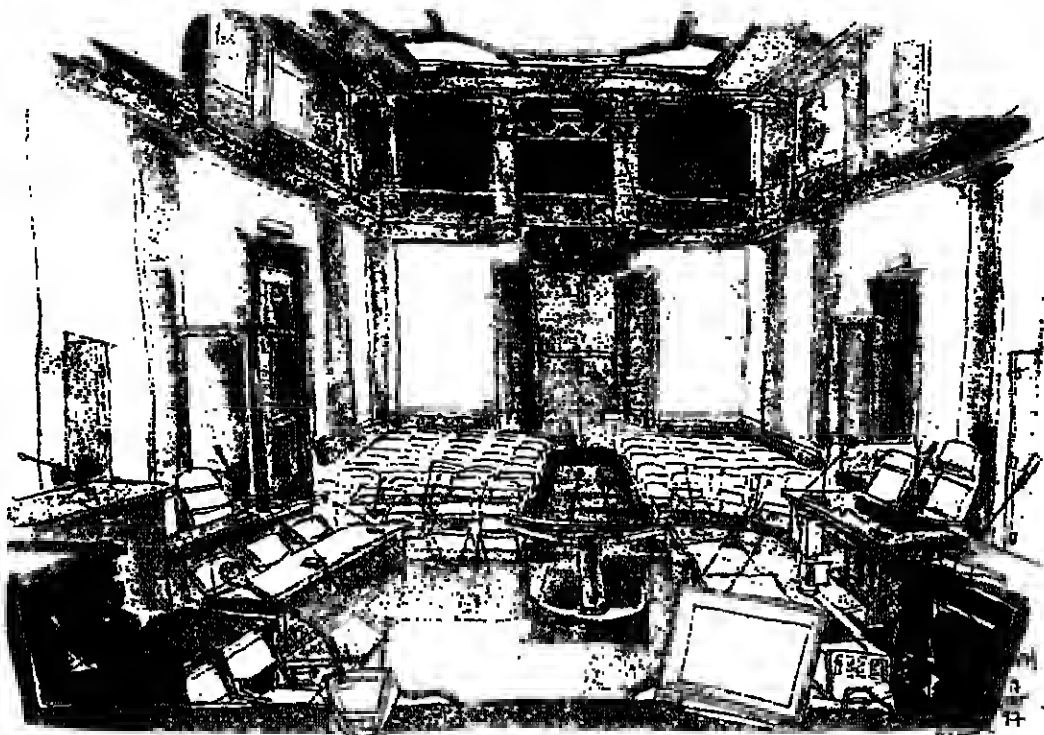
M. Varaut raconte : « Ce matin, il était dans un désespoir intime que l'on puisse soupçonner qu'il pouvait y avoir une tactique quelconque. Il est dans une contrainte totale. » Il émet le souhait de reporter non pas à dix jours, mais à quinze jours, la reprise de l'audience. « Je vous l'assure, dit-il, ce matin, il nous disait que, pour la première fois de sa vie, il se trouvait dans cette incapacité, cette déchéance (...). Je suis sûr qu'aucun de vous n'en doute : il n'y a aucune stratégie, aucun subterfuge. Il y a la volonté de s'expliquer sur l'essentiel. Je supplie la cour de croire à la sincérité de cet homme qui au soir de sa vie n'a plus qu'un souci : la vérité, rien que la vérité, toute la vérité. »

Puis la cour se retire quelques instants, avant de confier une expertise au professeur René Pariente, chef du service de pneumologie de l'hôpital Beaujon, à Paris, qui avait déjà procédé à l'examen de l'accusé lors de sa première hospitalisation, fin octobre. Son rapport devra être déposé au greffe de la cour d'assises mercredi 26, la reprise de l'audience ayant été fixée au jeudi 27.

Mais déjà la lassitude semble avoir gagné ce procès sans fin. Interrogé par un radio local, M. Boulanger regrette qu'il n'y ait pas eu, en amont du procès, « une concertation plus grande » par rapport à l'organisation de l'audience. M. Arno Karsfeld s'essaye à un ultime mot pour journalistes : « C'est le virus de la vérité qui atteint les poumons de Maurice Papon. » Tandis que M. Michel Zaoui, toujours mesuré, ne cache pas son irritation à l'égard de certains de ses confrères qui continuent à « laisser entendre qu'il puisse y avoir une stratégie de l'accusé, alors que Maurice Papon est effectivement un homme âgé et malade. » « Dire le contraire, c'est nier le sens du réel », dit-il.

Dans la salle d'assises rendue à son intimité silencieuse trainent encore quelques exemplaires du troisième calendrier prévisionnel établi, vendredi 14 novembre par le président Castagnède. Dernière trace d'un travail de Sisyphe.

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschildt



17 novembre, 14 h 55. Le président Castagnède vient d'annoncer que, en raison de l'état de santé de Maurice Papon, l'audience est suspendue jusqu'au 27 novembre. « Sauf complications. »

formule alors une requête : que l'une des parties civiles puisse s'exprimer devant la cour et les jurés. Qu'un instant, leur voix, absente depuis le début de ce si long procès, soit entendue. Au premier rang, un homme à lunettes se lève, tandis que le président Castagnède déclare : « ne pas voir d'inconvénient » à la demande de M. Boulanger.

Jackie Alisvaks a des mots simples à la barre, des gestes un peu gauchistes : « Chaque fois que Maurice Papon est placé devant ses responsabilités, nous retrouvons un homme malade. Nous concevons sa maladie, mais nous avons besoin de nous exprimer. Il y a cinquante-cinq ans que nous attendons (...). Nous assistons à un débat décau qui est intolérable. » L'homme, dont les parents ont été déportés par le convoi du 18 juillet, demande qu'un bulletin de santé soit diffusé tous les jours.

Puis une petite femme — sa sœur — souhaite elle aussi intervenir : « Mes parents, c'est Henri et An-

toinette Alisvaks... M. Papon a repris la vie de nos parents. Il nous rend le droit de parler. Il nous rend aujourd'hui en dialogue. Je pense que pour nous, les victimes, c'est intolérable. Il faut que quelque chose soit fait, parce que nous avons besoin de dire ce que nous avons vécu pendant cinquante-cinq ans. Il ne faut pas qu'il se dérobe. Il oit ce qu'il a fait. Il faut qu'il soit en face de ses actes. »

Jackie Alisvaks reprend alors la parole : « Aujourd'hui, Maurice Papon se prend pour une victime. Mais les victimes, c'est nous. Nous demandons réparation. Nous faisons confiance en totalité à la justice et nous donnons notre entière confiance aux avocats de la partie civile qui nous accompagnent. »

Pour la défense, M. Jean-Marc Varaut, avocat de Maurice Papon, rappelle que la défense s'associe à tous, dans ce procès, pour effectuer « un travail de mémoire », loin des « pseudo-batailles », dit-il, et des « effets d'audience ». « Je pense que personne ne doute de la volonté de Maurice Papon d'accompagner ce procès à son terme », affirme-t-il.

Mais, forçant le ton : « Je ne peux pas laisser dire qu'il y ait eu une tactique de la défense (...). J'ai lo conviction qu'une lumière nouvelle descendra sur ce dossier lorsque vous saurez de quoi il s'agit. »

## EXPERTISE

Parant aux attaques portant sur l'allongement de la durée des débats, M. Varaut poursuit : « Puis-je constater que le temps consacré aux historiens, que le parquet général o souhaité entendre par une disposition exorbitante de la procédure pénale, o ajouté du temps ou temps ? Le conseil de Maurice Papon rappelle ainsi qu'il avait soutenu, en vain, que les historiens, n'ayant pas connu les faits, ne pouvaient être considérés comme des témoins. Et de déclarer, solennel : « Je ne voudrais pas qu'un vienne dire que Maurice Papon se dérobe. Il ne s'est jamais dérobé. Il a toujours assumé des fonctions à risque, comme préfet de police de Constantine et comme secrétaire général de la Gironde. Ce n'est pas un homme qui se dérobe, ce n'est pas un homme qui démissionne, ce n'est pas un homme qui déserte. »

## Edgar Morin et Philippe Meirieu piloteront le débat sur le lycée

« QUELS savoirs enseigner dans les lycées ? » Tel est l'intitulé du colloque national sur les lycées, dont Claude Allègre a annoncé, lundi 17 novembre, le lancement pour décembre. L'urgence d'une telle réflexion tient, pour le ministre de l'éducation nationale, aux difficultés des étudiants « à s'intégrer aux filières universitaires ». Les enseignements dispensés, estime le ministre, n'ont pas de cohérence entre eux et ne répondent pas aux attentes « des universités, grandes écoles ou structures d'insertion professionnelle ».

M. Allègre a défini les questions qu'il conviendra de se poser lors de ce colloque. Il faudra s'interroger sur les savoirs communs, qui serviront « de référents culturels partagés », et sur l'articulation entre les savoirs spécialisés et leur « mise en perspective culturelle ». Il s'agira enfin de penser aux « ouvertures » à prévoir dans une spécialisation. Plus précisément, la réflexion pourra porter sur l'introduction de nouveaux savoirs concernant le travail, le droit, la culture technologique, ou sur le travail pédagogique en équipe.

Un comité scientifique, composé d'une vingtaine de personnalités et présidé par le sociologue Edgar Morin, pilotera ce colloque, avec un comité d'organisation installé à Lyon sous la responsabilité de Philippe Meirieu. Celui-ci avait déjà participé au vaste colloque sur la rénovation des programmes, engagé par M. Jospin lorsqu'il était rue de Grenelle. Le comité d'organisation comprendra une dizaine de membres.

Les établissements pourront faire remonter leurs propositions dans chaque académie, n'un colloque régional sera organisé. Parallèlement, « de grands universitaires » débattront des disciplines avec « les partenaires traditionnels », sociétés savantes, associations de spécialistes, inspecteurs, enseignants. Cette double consultation sera suivie d'un colloque national en mars 1998. Les deux comités remettront un rapport au ministre. Le Cnseil national des programmes (CNP) sera saisi de l'ensemble de ces conclusions.

Béatrice Gurrey

## La présidence du consistoire israélite pourrait revenir à une femme

QUATRE CANDIDATES : quatre élues aux cinq premières places. L'entrée de femmes (Anne-Marie Boublil, Evelynne Chiche, Michèle Rotman, Mirel Shor) au conseil du consistoire israélite de Paris, pour la première fois depuis sa création par Napoléon en 1808, est une révolution. « En un scrutin, nous avons combié un retard de plusieurs dizaines d'années », affirme Roger Pinta, vice-président, après le vote du dimanche 16 novembre (Le Monde du 18 novembre). Le consistoire gère le culte juif (cacherout, écoles, synagogues), dont les femmes sont traditionnellement écartées. Les réactions font état d'une « étonnante avancée », d'un « message fort » à une communauté toujours guettée par le danger de l'ultra-orthodoxie.

Avant le premier tour du 2 novembre, David Messas, grand rabbin de Paris, avait émis des réserves sur des candidatures féminines. De fortes pressions ont même été exercées entre les deux tours en vue de leur retrait. Tribune juive a fait état de la préparation d'un décret rabbinique invalidant leur élection. Mais devant un tel « plebiscite » féminin, le grand rabbin de Paris s'est ravisé et a promis de « travailler avec ceux et celles qui ont été élus ». Il précisait toutefois qu'il allait consulter le tribunal rabbinique pour savoir si une femme peut devenir présidente du consistoire, c'est-à-dire prendre la parole dans une synagogue, ce qui est interdit par la loi juive.

Ainsi ce premier vote au scrutin uninominal a-t-il eu des conséquences tout à fait imprévues. Im-

posé par la présidence sortante (Moïse Cohen, Roger Pinta) pour mettre fin à la guerre des listes et des clans, il a été apprécié des électeurs qui n'ont pas suivi les consignes de regroupement des candidats (48 pour 14 postes à pourvoir) sur des listes « sauvages ». De la « liste » des présidents de communautés, soutenue par Jean Kahn, seuls cinq ont été désignés. L'électeur a fait le choix de la compétence du candidat, non de son appartenance à un clan.

Outre les femmes, font donc leur entrée au consistoire des présidents de communauté ouverts, comme Joël Mergui (Montrouge), Gérard Uzan (Nogent), Elie Marciann (Sarcelles), des personnalités aussi diverses qu'Haim Nissenbaum, porte-parole des Loubavitch, Gil Taieb et Patrick Gaubert, de profil plus libéral. Ainsi l'éventail des sensibilités se trouve-t-il représenté à la tête d'une institution longtemps dominée par les « barons » (Alain de Rothschild, Jean-Paul Elkann, etc.), puis par les ultra-orthodoxes sous la présidence de Benny Cohen (1989-1993).

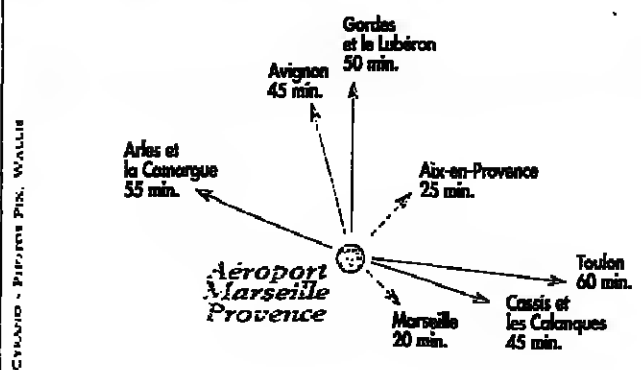
Mais un « consistoire pluriel » risque de devenir aussi ingouvernable que le précédent, marqué par un harcèlement constant entre les deux camps de Moïse et de Benny Cohen. Sauf que la position de Moïse Cohen, élu en 1993 au bénéfice de l'âge, qui a voulu ce nouveau scrutin et recherché la participation de femmes, soit renforcée de ce renouvellement.

Henri Tincq

## Gagnez vos marchés en Provence



## Paris-Marseille 44 vols par jour !



Toute la Provence à votre portée, pour vos affaires et vos loisirs.

6 loueurs de voitures à votre disposition.

AÉROPORT  
CCI Marseille • Provence

CHAND - PIERRE PIN - WALKER

## et le multimédia

Les technologies dans l'enseignement : une révolution systémique des enseignants

« L'enseignement est en train de changer », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication vont révolutionner le système éducatif. Les enseignants doivent être formés à ces nouvelles technologies. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

## L'équipement existe

« L'équipement existe », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication sont disponibles dans les lycées. Il faut maintenant les utiliser. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

« L'équipement existe », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication sont disponibles dans les lycées. Il faut maintenant les utiliser. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

« L'équipement existe », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication sont disponibles dans les lycées. Il faut maintenant les utiliser. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

## Les éducatifs peu exploités

« Les éducatifs sont peu exploités », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas utilisées à leur plein potentiel dans les lycées. Il faut les utiliser davantage. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

« Les éducatifs sont peu exploités », assure le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas utilisées à leur plein potentiel dans les lycées. Il faut les utiliser davantage. C'est l'objectif du colloque national sur les lycées, lancé par le ministre.

## Plus de soixante responsables d'entreprises de confection ont été interpellés à Paris

La police judiciaire démantèle un réseau de « cavalerie » financière

Sur commission rogatoire des juges Jean-Paul Albert et Isabelle Prevost-Desprez, qui enquêtent sur un réseau d'escroquerie, plus de deux cents

enquêteurs de la police financière ont procédé, mardi matin 18 novembre, à une série d'interpellations et de perquisitions visant plusieurs di-

zaines d'entreprises de confection du quartier du Sentier à Paris. L'investigation judiciaire avait permis, dès la mi-juillet, de préparer ce coup de filet.

UNE SPECTACULAIRE opération de police judiciaire a visé des entreprises de confection, mardi matin 18 novembre dans le quartier du Sentier à Paris, dans le cours d'une information ouverte des chefs d'« escroqueries, faux et usage de faux, recels, et escroqueries en bande organisée ». Confiée depuis la fin du mois de juin à deux juges d'instruction parisiens, Jean-Paul Albert et Isabelle Prevost-Desprez, cette série d'interpellations et de perquisitions fait suite à un signalement des faits à la justice par un groupement de dix établissements bancaires, dont plusieurs banques nationales de premier plan et plusieurs banques de province. Elle vise à démanteler un « circuit de cavalerie reposant sur des traites sans contrepartie » qui correspond, en l'état actuel des investigations et selon des sources proches de l'enquête, à un préjudice évalué à un milliard de francs.

Plus de soixante personnes, dont les principaux responsables soupçonnés d'être à la tête du réseau, ont été placés mardi matin

en garde à vue au siège de la PJ financière parisienne. Les enquêteurs de la brigade de recherche et d'intervention financière, épaulés par plus de deux cents de leurs collègues des affaires économiques et financières, ont procédé aux interpellations à l'« heure du laitier ». De très nombreuses pièces comptables ont aussi été saisies dans la cinquantaine de sociétés du Sentier qui ont fait l'objet de perquisitions. Les moyens classiques d'investigation judiciaires – écoutes téléphoniques, surveillances et filatures – avaient permis, dès la mi-juillet, de préparer l'opération du 18 novembre.

### « PREMIER CERCLE »

Le mécanisme de l'escroquerie était relativement simple : une même traite « non couverte » – c'est-à-dire ne reposant sur aucune livraison de marchandises, ni sur aucune prestation de services – circulait pendant des mois entre plusieurs entreprises du « circuit de cavalerie », qui la faisaient escompter auprès de leur banque. Répété des centaines de fois, ce

mécanisme mettrait en cause une nébuleuse de quelque trois cents entreprises soupçonnées d'avoir joué un rôle actif dans le « premier cercle » du réseau, selon l'état actuel de l'enquête. Plus de trois cents autres entreprises figureraient dans un « deuxième cercle ». Ce manège aurait permis aux entreprises d'obtenir d'énormes facilités de trésorerie auprès de leurs établissements bancaires. Une société disposant en 1996 d'un compte de 10 millions de francs a, en trois jours de 1997, des traites qui ont correspondu à plus de 8 millions de francs et qui se sont traduites par autant d'im-

quêtes de constater que des centaines de billets de commerce présentés par leurs clients ne pouvaient être honorés à échéance, les dix banques concernées ont fini par considérer que le risque bancaire était devenu très excessif. Se constituant pour l'occasion en groupement bancaire, elles se sont donc adressées au parquet de Paris, le 16 juin, sans pour autant se

décider pour le moment à déposer plainte. L'information judiciaire devra vérifier si les énormes anomalies de trésorerie signalées correspondent ou non, à une opération d'escroquerie concertée. Elle devra aussi établir comment cette masse de capitaux a pu s'évanouir vers des comptes ouverts dans divers établissements installés à l'étranger.

Par son ampleur, l'opération judiciaire engagée dans le Sentier n'a pratiquement pas de précédent en France. Le coup de filet du 18 novembre est expliqué, de sources proches de l'enquête, par la nécessité d'interpellier et d'entendre, de manière coordonnée, les principaux protagonistes du réseau installés dans le Sentier. Il convenait de mettre fin « à un préjudice qui ne cessait de s'aggraver et qui pourrait nettement dépasser le milliard de francs », ajoute-t-on de mêmes sources, à l'issue d'investigations qui n'en sont encore que dans leur première phase de développement.

Erich Inciyan

## Robert Faurisson mis en examen pour « contestation de crimes contre l'humanité »

Il est l'auteur d'un texte diffusé sur un site révisionniste

LE NÉGATIONNISTE négationniste Robert Faurisson a été mis en examen le 10 novembre pour « contestation de crimes contre l'humanité » par le juge d'instruction parisien Jean-Paul Valat à la suite de la diffusion sur un site révisionniste d'Internet, baptisé AAARGH (Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'Holocauste), d'un texte intitulé « Les visions cornues de l'Holocauste ». Ancien professeur de lettres de l'enseignement supérieur à Lyon, M. Faurisson y affirme que « l'Holocauste des juifs est une fiction ». Il est poursuivi sur la base de l'article 24 bis de la loi Gayssot du 13 juillet 1990 et du point d'un an d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende quiconque met en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou internationale.

La mise en examen de Robert Faurisson intervient alors qu'il est implicitement visé par une plainte avec constitution de partie civile pour « diffamations publiques » et « diffamation à caractère racial », déposée le 6 novembre devant le tribunal de Paris par Yves Jouffa, président d'honneur de l'Amicale du camp de Drancy et président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme (Le Monde du 8 novembre). Dans un texte diffusé également sur le site révisionniste AAARGH, et intitulé « Maurice Papon et Yves Jouffa : deux poids, deux mesures », Robert Faurisson avait accusé M. Jouffa, d'avoir été « gardien du camp de Drancy ».

Coutumier des provocations révisionnistes et négationnistes, M. Faurisson a déjà été condamné pour « contestation de crimes contre l'humanité », en avril 1991, à 100 000 francs d'amende avec sursis par le tribunal de Paris en raison d'un entretien qu'il avait accordé au mensuel d'extrême droite Le Choc du mois, aujourd'hui disparu. Les magistrats avaient alors estimé que « toute contestation, même inscrite dans un discours logique et cohérent », est délictueuse dès lors qu'elle

conduit à nier « en des termes de mépris envers les victimes, l'existence d'un crime contre l'humanité ayant entraîné des condamnations de ce chef par le tribunal militaire international de Nuremberg ». La condamnation de M. Faurisson serait devenue effective s'il avait récidivé dans un délai de cinq ans.

### INFRACTION PÉNALE

La nouvelle mise en cause de Robert Faurisson, six ans après sa première condamnation, intervient alors que la justice multiplie les poursuites contre la diffusion des théories révisionnistes ou racistes sur Internet. Le parquet de Paris a récemment ouvert une enquête préliminaire après la découverte d'un site néo-nazi dénommé « Elso SS88 » installé en Angleterre et accessible en France.

Pour la justice française, la poursuite des propos susceptibles de constituer une infraction pénale et diffusés sur Internet est possible dès lors que leur auteur est clairement identifié. Dans ce cas, la loi sur la presse du 29 juillet 1881 s'applique sans considération du canal employé pour la diffusion des propos, et à la condition que le texte incriminé ait séjourné sur le sol national. En revanche, la justice est plus démunie quand l'auteur reste anonyme. Le caractère non réglementé d'Internet ainsi que le flou opéré dans l'origine des messages diffusés rend souvent difficile l'identification des auteurs.

Dans le cas des « Visions cornues de l'Holocauste », le texte est clairement signé par le professeur Robert Faurisson. Diffusé depuis l'étranger, il est encore aujourd'hui accessible en France. L'une des adresses conduit ainsi à un « Front islamique de libération du Maroc », qui propose, outre le texte de M. Faurisson, quantité de textes ouvertement antisémites. De petits logiciels – baptisés « route tracers » – permettent de localiser l'origine du site. En l'occurrence, ils mènent à un serveur américain, situé en Pennsylvanie.

Cécile Prieur

## La structure d'Internet complique les poursuites

SERA-T-IL possible d'interdire, depuis la France, l'accès à des textes révisionnistes diffusés sur le réseau mondial ? La question s'est déjà posée en 1996, neuf fournisseurs d'accès français à Internet ayant été assignés en référé par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) qui leur reprochait de provoquer « un trouble manifestement illicite » en diffusant sur le territoire français des « messages ou informations à caractère raciste, antisémite ou négationniste ».

Les neuf sociétés avaient fermement refusé d'être tenues pour responsables du contenu d'ordinateurs accessibles par Internet mais situés à l'étranger, notamment aux États-Unis. Le juge leur avait alors donné acte de l'impossibilité technique du filtrage (Le Monde du 14 juin 1996). Fin 1995, la fermeture en Allemagne de 200 forums de discussion à caractère sexuel hébergés par CompuServe avait touché 4,3 millions d'abonnés dans le monde entier, en aucun cas concernés par la législation allemande.

En France, le nombre d'affaires mettant en cause Internet et ses différents acteurs, notamment en matière de pédophilie, a amené les autorités et la profession, qui craint de devenir le bouc émissaire face aux peurs suscitées par Internet, à envisager une politique d'autorégulation. Après le rejet d'un amendement, François Fillon, alors ministre des télécommunications, avait confié le sujet à une commission qui devait aboutir à la définition d'une charte prévoyant la mise sur pied d'un « conseil de l'Internet » composé pour partie de professionnels et ayant pour fonction d'alerter les fournisseurs d'accès sur la présence d'éléments litigieux

sur les sites qu'ils hébergent. A charge pour ces derniers de prendre les mesures adéquates, avant l'intervention éventuelle de la justice (Le Monde du 6 mars 1997).

### « SITES MIROIRS »

L'alternance gouvernementale, tout comme le refus de nombreux professionnels de « faire la police » sur le réseau, se sont traduits par l'enlisement du projet. Il n'est d'ailleurs pas évident qu'il soit techniquement, voire économiquement réalisable. Internet est éminemment réactif, et il faut très peu de temps pour créer de multiples « sites miroirs » déjouant les interdictions. Pour bloquer l'accès à un document donné au niveau des fournisseurs d'accès, il faut, en outre, parfois barrer de larges portions de l'autoroute de l'information, et empêcher la circulation de documents parfaitement anodins, comme l'a montré l'initiative allemande. « Cela pose un problème d'équité », explique François Bervez, PDG du fournisseur d'accès CalvaCom. Par contre, l'utilisateur dispose de logiciels de contrôle beaucoup plus sélectifs.

Ces systèmes de filtrage sont prisés aux États-Unis, où la Cour suprême a rejeté, au nom de la liberté d'expression, le « decency act », une loi limitant la diffusion d'images et de textes « indécentes ». Le cadre juridique français est différent, et ne laisse en principe pas la place au « laisser-faire ». La formule choisie par le juge Valat, à savoir la mise en examen, pour l'heure, du seul auteur du texte litigieux, ne fait pas cesser l'infraction présumée : le document reste accessible.

H. M.

PME

“ Aujourd'hui les chiffres parlent mieux que les mots :

80 % des jeunes en formation par alternance sont embauchés par les PME. ”

Lucien Rebuffel  
Président de la CGPME

Pour la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME), organisation représentative des 1,5 million de petites et moyennes entreprises, l'insertion en alternance des jeunes est une priorité. C'est pourquoi, grâce à Agefos PME qu'elle gère avec les confédérations syndicales de salariés, la CGPME a permis à 200 000 de ces entreprises de financer des jeunes en contrat de qualification et d'adaptation.

PME, PMI, quand vous le pouvez, continuez d'embaucher.





مركزا من راحل

# CARNET

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997 / 13

## DISPARITION

### Nelson Paillou

Un défenseur du mouvement sportif français

ANCIEN PRÉSIDENT du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), Nelson Paillou a trouvé la mort, lundi 17 novembre, dans un accident de la route. Il était âgé de soixante-trois ans. C'était un homme d'hier qui rêvait toute sa vie à des lendemains heureux, un sphinx volubile et paradoxal. Il s'est dévoué à une cause perdue, celle d'un sport humaniste, et il s'est attaché à une pratique perdante, celle du compromis historique. Paillou est né trop tard ou trop tôt. Sa ferveur et sa rhétorique n'ont pas été suffisantes pour donner aux événements un cours, sinon nouveau, du moins différent.

Quand il succède à Claude Colard sur le fauteuil de Pierre de Coubertin en 1982, le mouvement sportif français traverse une crise de conscience. Les champions nationaux sont allés à Moscou gagner des médailles boycottées par une partie des athlètes occidentaux en signe de protestation contre l'invasion de l'Afghanistan. Les rugby-men ont refusé de renoncer à leur rencontre avec les Springboks, alors symboles de l'apartheid sud-africain.

L'élection de François Mitterrand a pris ce petit monde à revers. Face à une gauche qu'on croit encore morale, les dirigeants des fédérations sportives, qui sont sous la tutelle juridique et financière de l'Etat, retourneront leur veste : après avoir évincé Nelson Paillou du CNOSF, ils lui font faire un tour de passe-passe en lui faisant comprendre qu'ils n'avaient pas l'usage de son humanisme, cet aéroplane qu'ils choisissent comme président. On compte sur lui pour amadouer le nouveau pouvoir politique.

Le résultat ne fut pas tout à fait celui escompté. Sous la présidence de Nelson Paillou, le handball français, ni sport de masse ni sport de haut niveau, avait perdu lentement par inadaptation à l'air du temps. Avec les mêmes idées et presque les mêmes hommes, dans un contexte plus radical, Paillou al-

lait révolutionner l'activité des petits bureaux de la rue d'Anjou, qui devaient rapidement trop exiger. Le château de la Belle au bois dormant deviendra ainsi un édifice à l'architecture audacieuse flanqué symboliquement entre le stade Charlety et la rue Pierre-de-Coubertin. L'activisme de Nelson Paillou à la présidence du CNOSF portera ombrage au ministère du temps libre et à sa direction des sports, qui craint de perdre son pouvoir. Après avoir soutenu la création d'un Fonds national de développement du sport (FNDS) alimenté par un prélèvement sur les paris au Loto sportif, on ne cesse donc de rognier sur cet instrument.

Pendant que Jack Lang falsifiait prospérer le budget de la culture, Nelson Paillou n'est pas parvenu à créer la même dynamique en faveur du sport. Sa plus grande déception aura été de ne pas parvenir à faire désigner Paris comme ville organisatrice des Jeux d'été. Fin stratège dans l'Hexagone - soutenu par l'Elysée et la Mairie de Paris -, il fut battu par plus fort que lui : Juan Antonio Samaranch. Barcelone eut les Jeux d'été et la France un lot de consolation, les Jeux d'hiver à Albertville.

A l'heure de la mondialisation, Nelson Paillou avait gardé la référence à Coubertin comme un absolu de l'olympisme. On lui reprochera encore de ne pas avoir mis la lutte antidopage au premier rang de ses préoccupations ou de ne pas s'être ingéré dans les affaires du football pour mettre le polà aux pratiques des Tapie et Bez (président des Girondins). Il restera pourtant le souvenir d'un homme formidablement sympathique, constamment sur le point de mettre le feu à sa cravate avec les brasses de cigarettes mal roulées, passionnément épris d'un sport qu'il comprenait comme la culture du corps.

Alain Giraudo

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

**Hadrien**  
a rejoint  
Cécile BONNET-GONNET  
et François Vincent,  
le 16 novembre 1997.  
20, boulevard des Filles-du-Calvaire,  
75011 Paris.

### Décès

M<sup>me</sup> Thérèse Barrière,  
son épouse,  
Joseph et Françoise Barrière et Ma-  
thieu,  
Véronique et Eleanore Desjardins et Ma-  
thieu, Julien, Armand, Hugues et Benoît.  
Luc et Danièle Barrière et  
Guillaume, Benjamin et Augustin.  
Claire Benoit d'Estimbourg et  
Claudine, Isabelle et Constance,  
Xavier et Odile Barrière et  
Antoine, Laure et Quentin.  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

### Louis BARRIÈRE,

survécu à Paris, le 15 novembre 1997,  
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu ce  
mardi 18 novembre, en l'église de Saint-  
Aubin-de-Luigné (Maine-et-Loire).

110, rue Calmette,  
37540 Saint-Cyr-sur-Loire.

M<sup>me</sup> Meriem Bouderbala  
a la tristesse de faire part du décès de sa  
grand-mère.

Melika BOUDERBALA,

à Tunis, le 12 novembre 1997.

19, allée Marc-Chagall,  
75013 Paris.

## CARNET DU MONDE

### Téléphones :

01-42-17-39-80  
01-42-17-29-96  
01-42-17-38-42

Tarif à la ligne HT.

Rubrique nécrologie : 105 F  
Abonnés et actionnaires : 95 F  
Mariages/naissances : 70 F  
Thèses/études : 65 F  
Les lignes en capitales pressées sont  
facturées sur le base de deux lignes.  
Les lignes en italique sont obligatoires  
et facturées. Minimum 10 lignes.

## Quissac.

Patrice Régner,  
Evelyn Vallet,  
Antonin Gouilloud.  
Nous avons le regret d'annoncer le dé-  
cès de

### Michel GOULLAUD.

Conformément à sa volonté, nous dis-  
pensons ses obsèques dans la matinée du  
jeudi 20 novembre 1997.

Nous invitons tous ses familiers qui  
pourront se libérer à se joindre ensuite à  
nous.

Fax : 04-65-77-15-63.  
E-mail : 75721.5003 @ compuserve.  
com.

René Pella,  
président du conseil d'administration,  
Vincent Courtois,  
directeur,  
et l'ensemble des personnels de l'Ins-  
titut de physique du globe de Paris,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel GOULLAUD,  
président du conseil  
d'administration de l'Institut  
de 1980 à 1997.

et présentent à sa famille et à ses proches  
leurs très sincères condoléances.

M<sup>me</sup> Jean Guinard,  
son épouse,  
Les familles Cornil, Ruy, Vincent,  
Ramand, Fondamèche, Fievet-Maille-  
bau,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean GUINARD,  
croix de guerre 1939-1945,  
officier de l'ordre du Mérite,  
officier de la Légion d'honneur,  
ancien chef de service  
au ministère des finances,  
conseiller-maire honoraire  
à la Cour des comptes.

survécu le 8 novembre 1997, dans sa  
quatre-vingt-une année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu le 15 novembre, à Creu-  
zieux-le-Neuf (Allier), dans l'intimité fami-  
liale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Iula Ménard,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Ménard  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Ménard  
et leur enfant,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Claude MÉNARD,

survécu le 15 novembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 20 novembre, à 15 heures, en  
l'église Saint-Thomas d'Aquin, à Paris-7.

236, boulevard Saint-Germain,  
75007 Paris.

Montroque, Paris, Chevroux.

Françoise Murrant,  
M<sup>me</sup> Poujoulat,  
Maguy, Jérôme et Florence, Antoine et  
Christine, Mathieu, Baptiste, Axel, Clé-  
ment,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

### Rémi MEURANT.

La cérémonie aura lieu le jeudi 20 no-  
vembre 1997, à la chapelle Saint-Bernard,  
à 9 h 30 (sous l'horloge de gauche de la  
gare Montparnasse, Paris-14).

## Le 13 novembre 1997.

### Paul de SINGLY

est entré dans la Lumière de Dieu, à l'âge  
de quatre-vingt-six ans, entouré de :  
Marie-Madeleine de Singly,  
son épouse,

Bernard et Monique de Singly,  
Yves et Claude de Singly,  
Jacques de Singly,  
Agnès et Jean-Claude Chevalier,  
Elisabeth et Pierre Sokel,  
François et Chantal de Singly,  
ses enfants.

Ses petits-enfants  
Et arrière-petits-enfants.

La célébration a eu lieu dans l'intimité,  
le 15 novembre.

Maison de retraite Saint-Martin-la-For-  
rêt,  
4, chemin du Figuier,  
49100 Angers.

Son épouse,  
Ses enfants,  
Sa belle-fille,  
Ses petits-enfants,  
Sa sœur,  
Son frère,  
Et sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Isabelle SOLYGA,  
née KRASINSKA,  
survécu le 14 novembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 21 novembre, à 10 heures, en  
la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-  
Roi.

Laurence et Didier Vigan  
et leurs enfants,  
Pierre Wurmser et Pascale Mailler  
et leurs enfants,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Michel WURMSER,

survécu le 12 novembre 1997, à Angers,  
dans sa quatre-vingt-dixième année.

## Avis de messe

Les amis de

Kenneth HYLTON,

disparu le 5 novembre 1997, à l'âge de  
quarante-huit ans, invitent tous ceux qui  
l'ont connu à se rassembler le vendredi  
21 novembre, à 17 h 30, en l'église Saint-  
Michael, 5, rue d'Aguesseau, Paris-8.

## Droit de garde

Si la personne susnommée souhaite  
un conseil mais est incapable de le payer, et  
sous réserve d'apporter la preuve de son  
insolvabilité, le tribunal fera bénéficier  
de l'aide judiciaire. La demande d'aide  
judiciaire doit être présentée immédiate-  
ment au greffe du tribunal dans le ressort  
duquel l'audience aura lieu.

## Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Pa-  
ris-3, jeudi 20 novembre, à 20 h 30 :  
« Contre l'insolence » : M<sup>me</sup> Latifa Ben  
Mansour, auteur de *La Prière de la peur*.  
La force de la parole portée par les  
femmes. - Tél. : 01-42-71-68-19.

Maison de l'hébreu : 01-47-97-30-22.  
Lire en 2 heures, maîtriser le langage bi-  
lingue ou parler israélien en 10 séances  
(ou à distance).

Deux soirées exceptionnelles  
23 et 24 novembre, à 20 h 45  
YASMINA REZA  
DANIEL MESCUITE  
MICHAEL LEVYNAS  
« Hammett »  
Les mélodrames de Liszt, Schubert,  
Schumann, Brahms.

Les poètes mous :  
Baudelaire, Rimbaud, Gérard de Ne-  
val.  
Centre d'art et de culture  
Espace Rachi.  
Loc. : 01-42-17-10-36 ou 38.

Cour suprême - Affaires infantiles  
Etat du Connecticut  
District judiciaire de Stamford.

Ordonnance de signification

Novembre 1997.

Paris, France.

Ordonnance mettant fin  
aux droits parentaux

de Patrick D. Banon,  
à l'adresse inconnue.

Sur requête de Julie Anne Goldberg,  
qui sollicite la fin des droits parentaux  
accordés à la personne susnommée, la Cour  
suprême - Affaires infantiles tiendra une  
audience le :

3 décembre 1997, à 11 heures.  
L'audience se tiendra au tribunal des  
enfants au :  
91 Prospect Street  
Stamford, Connecticut, 06901,  
USA (203-348-7355).

Le tribunal, ayant constaté et ayant été  
établi que la personne susnommée, Pa-  
trick D. Banon, a disparu sans laisser de  
coordonnées, ordonne la signification de  
l'audience par la publication de la pré-  
sente ordonnance, dès réception, dans  
« Le Monde », un quotidien publié à Pa-  
ris.

## Droit de garde

Si la personne susnommée souhaite  
un conseil mais est incapable de le payer, et  
sous réserve d'apporter la preuve de son  
insolvabilité, le tribunal fera bénéficier  
de l'aide judiciaire. La demande d'aide  
judiciaire doit être présentée immédiate-  
ment au greffe du tribunal dans le ressort  
duquel l'audience aura lieu.

## Les douze travaux d'Allègre



Jean-Noël Jeanneney, Christian Amalvi, Pascal Bouchard, Marc Dupuis,  
Jean-Luc Godard, Hervé Hamon, Emmanuel Laurentin, Jean Lebrun, Gérard Nairiel,  
Gilles Perrault, Daniel Roche, Bernard Soubrier, Nicolas Truong, Isabelle Veyrat-Masson,  
Pierre Vidal-Naquet, etc.

Chaque mois, un grand dos-  
sier, supervisé par un rédacteur  
en chef invité, apporte un  
éclairage différent sur les  
grands sujets contemporains :  
philosophie, science, culture,  
multimédia, voyage, parole.

jeunes, civisme, université, savoirs, permettent l'accès aux  
œuvres et forment les citoyens  
d'aujourd'hui et de demain.  
Chaque mois, *Le Monde de l'éducation* a rendez-vous  
avec ceux qui, quoti-  
diennement, transmettent des  
la formation.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la FNAC le samedi 15 novembre à 11 heures  
à la FNAC de Lille sur le thème : « Histoire et philosophie » et le jeudi 20 novembre à 18 heures  
à la FNAC de Bordeaux sur le thème : « Le besoin d'histoire ».

VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR

arte

**Le Monde**  
DOSSIERS, DOCUMENTS au sommaire du mois de novembre  
**Maladies anciennes  
et nouvelles**  
**Révolution  
dans les transports**

**REPRODUCTION INTERDITE**

<b>OFFRES</b> <b>MILAN RECHERCHE</b> DIRECTEUR EDITION JEUNESSE  Mission - développer les collections existantes, - définir les collections futures, - gérer une équipe, des plannings, des contrats, - rechercher auteurs et illustrateurs.  Profil - homme ou femme ayant au moins 10 ans d'exp., - sens des objectifs allié à une très forte rigueur, - créatif, inventif, - relationnel aisé, - parlant et écrivant couramment l'anglais, exp. dans la fonction indispensable.  Poste basé à Toulouse Env. CV, lettres manuscrites - photo à éditions MILAN - Réf. PADEJ - 300, rue Léon-Joulin, 31011 TOULOUSE Cedex 1	<b>Cours privé</b> cherche <b>PROFESSEURS</b> en activité ou ayant expérience confirmée de l'enseignement en collège ou lycée toutes matières toutes classes pour soutien scolaire et corrections adresser CV à EPC recrutement 2 4, rue Moray 75004 Paris  SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ENGAGE TPS VACATAIRE  HOMMES MIN. 35 ANS  Bonne présentation et éduc. CV + photo à : CGS, 11, rue Chaligny, 75116 Paris.  Pour vos annonces dans <b>L'EMPLOI</b> Tél. : 01-42-17-39- 33 - Fax : 01-42- 17-39-25	<b>DEMANDES</b> Secrétaire confirmée, titulaire anglais, néerlandais, 15 ans d'expérience, recherche emploi salarié en bilinguisme, équipe d'un Mac, fax, modem, imprimante couleur. Tél. : 05-61-30-25-91 Fax : 05-62-74-03-18 E-mail : michèle@hol.fr  JURISTE CRÉDIT CONTENTIEUX 7 ans expérience bancaire. (CL, Cadif). Etude toutes propositions. Tél. : 01-47-25-03-59  J. F. 26 ans, titulaire DUT de gestion des M.H. et licence A.E.S. ch. emploi dans le domaine gestion, compta et res. humaines; Exp. 9 mois, connaissance EXCEL, WORD 6 et ACCESS 2. Motivée, bonne capacité d'adaptation et d'adaptation. Tél. 01-48-02-18-27 (rép.).  RESPONSABLE LOGISTIQUE/ORDONNANCEMENT MRP2/JAT/KANBAN Gestion de stocks, 17 ans expérience, libre de suite. Etude toutes propositions. Tél. : 06-08-89-55-36	<b>DIRECTEUR GESTIONNAIRE D'EQUIPEMENT</b> H. 44 ans, responsabilité de direction filière jeunesse (MJC, éduc. populaire, insertion jeunes, etc.) filiale sport (club omnisports 5 500 adhérents, budget 11 MF), loisirs, haut niveau, animation locale et nationale, encadrement des personnels, gestion comptable, négoc. institutionnelles, projets locaux, droit du travail associatif, relations commerciales, sponsoring, publicité, gde dispo., libre immédiatement. Tél. : 06-11-92-03-80  JEUNE ARCHITECTE D'INTERIEUR PEINTRE A L'AQUARELLE Vous propose des décorations de table originales pour Noël ou tous types de décoration. Tél. : 01-40-33-11-07 (rép.)  CHARGÉE DE COMMUNICATION ministère à Paris ch. emploi analogue entreprises ou collectivités territoriales sur région Sud-Est. Dispo. immédiatement. Tél. : 01-30-82-71-70 (R)
--	---	---	---

## Les maires veulent jouer la carte de la mondialisation

Sous l'impulsion de Raymond Barre, Lyon entend renouer des liens anciens avec Canton, pôle de développement économique à la porte sud de la Chine. A Paris, le congrès de l'Association des maires de France est précisément centré autour de la dimension internationale de l'action locale

**CANTON**  
de notre envoyé spécial  
La plus grande mégapole à voir  
du jour dans la première partie du  
XXI<sup>e</sup> siècle pourrait bien être l'es-

**REPORTAGE**  
Projets de métro,  
urbanisme : Lyon  
veut apporter son  
savoir-faire à Canton

pace industriel, en cours d'édifica-  
tion, reliant Hongkong au che-  
lieu de la province du Guangdong,  
Canton. Elle abritera une trentaine  
de millions d'habitants répartis  
sur les deux rives du delta  
de la rivière des Perles.

Sa seule cocoonerie sur cette  
rive du Pacifique est la région de  
Shanghai, aboutissement d'un  
hassin industriel remontant loin  
vers le cours moyen du fleuve  
Yangzi. Mais l'ancienne « Paris de  
l'Orient » est partie plus tard, et  
son handicap, dû au manque d'in-  
frastructures et à la présence de  
secteurs économiques sinistrés  
par le communisme est énorme.  
Raison suffisante pour que la ville

de France qui entretient les plus  
anciennes relations avec la Chine  
moderne, Lyon, s'intéresse de près  
à Canton et réactive le jumelage,  
pour l'heure encore très symboli-  
que, qui la lie à ce pôle méridio-  
nal de la croissance chinoise.

Le jumelage entre Lyon et Can-  
ton date de 1988, mais les liens  
entre les deux villes, eux, ont plus  
d'un siècle et font partie du livre  
d'histoire de la Chine populaire.  
Pour le meilleur et pour le pire,  
même si le maire de Lyon, Ray-  
mond Barre, en visite fin octobre à  
Canton, préfère évoquer le pre-  
mier plutôt que le second.

**« BONNES PAROLES »**

M. Barre dit ne pas s'être  
contenté, avec ses interlocuteurs  
de la municipalité de Canton (soit,  
avec les hanlieues, 6,2 millions  
d'habitants qui sont, en moyenne  
individuelle, les plus riches cita-  
dins de Chine), d'échanger « de  
bonnes paroles ». Il entend bien  
que le jumelage bénéficie - enfin -  
à l'industrie lyonnaise car, pour  
des raisons touchant plutôt aux  
rapports entre les capitales Paris  
et Pékin, les fruits tardent à venir.  
« Je dirige une véritable entre-

prise », a-t-il répondu, caustique,  
à un journaliste chinois qui lui de-  
mandait quel effet cela fait à un  
homme politique d'être le maire  
d'une ville, même grande, après  
avoir été premier ministre. Et, de  
fait, l'essentiel de son discours pu-  
blic visait à ramener Lyon dans  
l'horizon des dirigeants cantonnais,  
après une quasi-décennie parse-  
mée de pierres noires.

Une loque négociation avait  
abouti, en 1991, à la réouverture  
d'un consulat général de France  
initialement ouvert dans la se-  
conde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et fer-  
mé à la victoire communiste en

1950. Deux ans plus tard, hélas, les  
vetes d'armes françaises à Tal-  
wan amènent Pékin à le réformer  
de manière unilatérale. Paris, se  
sentant coupable, n'exerça pas de  
représailles. Lyonnais et Cantonnais  
furent d'autant plus privés de  
relations que Michel Noir, alors  
maire de Lyon, avait ordonné une  
mise en coupe réglée des liens  
entre les deux villes à la suite de la  
répression de Tiananmen à Pékin  
en 1989, dans laquelle, du reste,  
les dirigeants et habitants de Can-  
ton n'étaient réellement pour  
rien.

L'amélioration du climat entre

**Un sens très lyonnais de l'équilibre...**

Les liens entre Lyon et la Chine, qui remontent au milieu du  
XIX<sup>e</sup> siècle, présentent une intéressante mixture d'économie, de  
culture et de politique. Héritage de ce passé, la bibliothèque munici-  
pale de Lyon détient aujourd'hui le plus important fonds chinois d'ou-  
vrages anciens, en dehors de Paris. Autre singularité lyonnaise, la vo-  
lonté affichée d'entretenir une relation équilibrée avec les deux  
pôles politiques du monde chinois moderne, le continent et Taïwan. De  
ces deux sources, la bibliothèque de Lyon reçoit tous les ans, via la bi-  
bliothèque de Canton et la bibliothèque nationale centrale à Taïwan,  
plusieurs centaines de volumes. Raymond Barre a été le premier an-  
cien chef du gouvernement français à se rendre à Taïwan, où il a sé-  
journé à plusieurs reprises sans que Pékin ne lève le sourcil.

les deux capitales a permis de ran-  
ger aux archives cet épisode ma-  
lencontreux. Le consulat a rouvert  
une nouvelle fois ses portes en  
avril 1997, dans de nouveaux lo-  
caux, et c'est en dignitaire très at-  
tendu que M. Barre - qui avait re-  
çu au début du même mois à Lyon  
le vice-maire de Canton, Chen  
Kaizhi - a effectué son séjour dans  
la « Ville des chèvres ». Il veut y  
promouvoir, dans un tissu urbain  
en plein essor, les secteurs les plus  
performants de l'économie lyon-  
naise. Il était accompagné pour ce  
faire du président de la chambre  
de commerce et d'industrie, Guy  
Malher.

**ANARCHIE IMMOBILIÈRE**

Outre une coopération sur les  
projets de métro, Lyon a vocation  
à offrir à Canton son expertise en  
matière d'urbanisme, un concept  
que, pour le moment, l'anarchie  
immobilière foule aux pieds co-  
puleusement dans cette aggloméra-  
tion. Déplacement des popula-  
tions urbaines, lutte contre la  
pollution, traitement des eaux :  
autant de domaines dans lesquels  
la deuxième agglomération de  
France pourrait apporter son  
concours à la cinquième de Chine.

Au cœur des « dispositifs de  
croissance » de Canton dont Lyon  
peut escompter des retombées  
pour ses entreprises, se trouve dé-  
sormais le projet de nouvel aéro-  
port, une réalisation prévue pour  
accueillir, à l'horizon 2010, 85 mil-  
lions de passagers par an (contre  
12 millions pour l'actuel aéroport  
de Balyun). Il s'agit d'un investis-  
sement total de 15 milliards de  
francs, y compris les dessertes  
routières et ferroviaires.

Devant un tel gigantisme, on  
comprend que Raymond Barre en  
viene à trôner à propos des  
problèmes de gestion d'une  
communauté urbaine par compa-  
raison modeste comme la sienne.  
« Connaissez-vous les méfaits de la  
pollution canine ? », demanda-t-il  
tout de go aux quelques journa-

**La Cnuccd entre Saône  
et Rhône en novembre 1998**

Raymond Barre entend capi-  
taliser sur la capitale rhodanienne  
sa propre expérience dans le do-  
maine des relations internationales,  
tant politiques qu'économiques.  
Après avoir reçu en 1997  
le sommet des chefs d'Etat  
membres du G7, Lyon accueillera  
en novembre 1998 la dixième  
Conférence des nations unies  
pour le développement et le  
commerce (Cnuccd), qui ras-  
semblera plus de 2 000 per-  
sonnes. Chefs d'Etat, ministres  
de l'économie et des finances,  
responsables des organisations  
internationales, « patrons » des  
grands instituts de recherche,  
chefs d'entreprise sont au ren-  
dez-vous.

« Nous voulons faire de Lyon et  
du Grand Lyon [la communauté  
urbaine] le cœur d'un espace géo-  
politique de premier ordre ; celui  
du Grand Sud-Est européen (...).  
Lyon occupe une place stratégique  
qui le prédestine à devenir la lo-  
comotive de cet espace », explique  
M. Barre. Outre Canton, Lyon a  
conclu des accords de partenari-  
at avec seize métropoles, dont  
Milan, Saint-Petersbourg ou Yo-  
kohama. Récemment, elle a si-  
gné avec Ho Chi Minh-Ville, au  
Vietnam, un protocole sur  
l'aménagement urbain, la fran-  
cophonie et la formation supé-  
rieure et professionnelle.

listes chinois venaient l'interviewer.  
Ils ne connaissaient pas. Les  
chiens sont interdits dans les villes  
de Chine, pour d'évidentes raisons  
de surpopulation, et non pas pour  
la réputation, dont jouissent les  
Cantonais à travers tout le pays :  
celle qui veut que la viande de cet  
animal-là soit leur mets favori.

Francis Deron

## Dépasser les jumelages

QUELLE RÉPONSE le pouvoir lo-  
cal peut-il apporter à la mondialisa-  
tion de l'économie ? Ce phénomène  
est-il une menace ou peut-il, au  
contraire, se transformer en atout  
pour des territoires locaux qui se  
confrontent déjà entre eux ? C'est  
parce que ces questions ne peuvent  
plus être éludées que Jean-Paul De-  
levoye (RPR), président de l'Associa-  
tion des maires de France (AMF), a  
choisi d'organiser le congrès de son  
association, qui s'ouvre mardi 18 no-  
vembre à Paris - et qui accueille une  
forte délégation d'invités étran-  
gers -, autour d'une question am-  
bitieuse : l'international peut-il être  
une nouvelle dimension politique  
pour l'action locale ?

Avec le sondage de CSA (Le  
Monde du 18 novembre), on ap-  
prend, notamment, que 36 % des  
maires considèrent que l'internationalisa-  
tion des échanges et des régle-  
mentations est « plutôt une  
contrainte » tandis que le même  
pourcentage d'élus jugent qu'elle est  
« plutôt une opportunité ». 19 % des  
maires estiment que l'internationalisa-  
tion a déjà des effets dans leur  
gestion. 43 % estiment que si elle  
« n'a pas encore d'effets, elle en aura  
dans l'avenir ».

« Presque partout dans le monde on  
observe la montée en puissance des  
pouvoirs locaux, lieu privilégié d'initia-  
tives et de décision. En conséquence,  
face aux problèmes communs auxquels  
les maires sont confrontés - urbanisa-  
tion galopante, difficultés des trans-  
ports publics, questions sociales, insé-  
curité... - le pouvoir local doit  
apporter une réponse », a déclaré au  
Monde M. Delevoye. Pour le pré-  
sident de l'AMF, les élus locaux le fe-  
ront d'autant mieux s'ils raisonnent  
en termes de « performance globale  
du territoire ».

L'heure est venue de faire en sorte  
que les maires des différents pays se  
connaissent mieux, partagent leurs  
expériences et leurs réflexions au-  
delà des classiques jumelages dont  
l'idée de départ était de sceller la ré-  
conciliation franco-allemande après  
1945. Alexandre Adler, directeur édi-  
torial de Courrier international, ana-

lysera devant les élus les processus  
de mondialisation qui influent sur la  
place et le rôle des communes. Dans  
le même temps, avec les maires  
étrangers, cinq débats seront organi-  
sés en compagnie des dirigeants de  
grands groupes - Caisse des dépôts  
et consignations, Compagnie gé-  
nérale des eaux, Dexia-Crédit local de  
France, RATP - autour de thèmes  
d'actualité. Il sera notamment ques-  
tion de l'harmonisation des normes,  
des déchets, du tourisme, des finan-  
cements européens et de la coopéra-  
tion décentralisée, c'est-à-dire les  
échanges techniques, administratifs,  
culturels entre communes sœurs de  
pays étrangers.

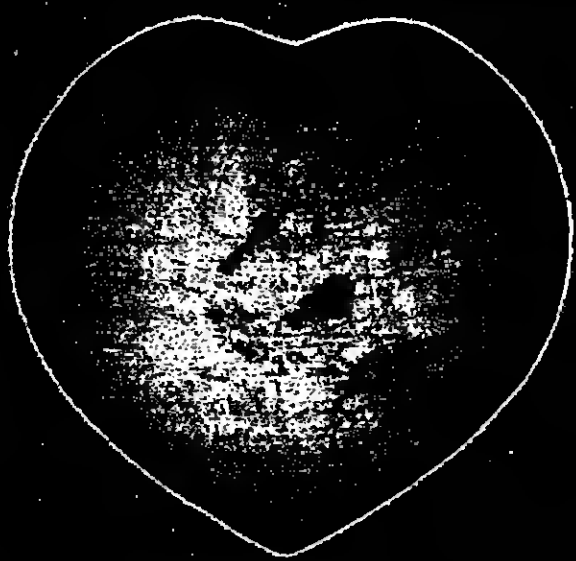
Pour M. Delevoye, ces échanges  
ne devraient pas être seulement un  
catalogue de bonnes intentions. En  
alliance apparaît une intention :  
faire en sorte que les savoir-faire  
spécifiques français (organisation  
de services publics, gestion de l'eau,  
télétection par satellite, cadastre,  
sécurité civile) s'exportent grâce  
aux rencontres informelles que les  
maires ont instaurées entre eux au  
fil du temps. Cela sans pour autant  
« transformer les adhérents de l'AMF  
en VPR », selon le mot de Domi-  
nique Liger, directeur de l'associa-  
tion.

Jean Menanteau

**■ DOM-TOM :** Les maires des  
deux cent quatorze communes  
d'outre-mer, réunis, lundi 17 no-  
vembre, à Paris à l'occasion du  
congrès de l'Association des maires  
de France (AMF), ont consacré l'es-  
sentiel de leurs travaux à la lutte  
contre le chômage, dont le taux est  
au minimum le double de celui de la  
métropole, dans les départements  
et territoires d'outre-mer. Au sujet  
du plan Aubry pour les emplois-  
jeunes, les élus demandent « des  
soupleses et des adaptations dans la  
mise en œuvre du dispositif » dans  
les DOM. Le problème se pose dif-  
féremment dans les TOM, qui, du  
fait de leur statut, ont l'entière res-  
ponsabilité des programmes de  
lutte contre le chômage.

Désormais,  
avant de retenir un vol,  
retenez ce mot :

Tempo



Nos meilleurs tarifs, pour tous, toute l'année, en France et dans le  
monde entier. Tempo c'est une nouvelle gamme de prix qui s'adapte  
à votre rythme : plus vous vous décidez tôt, moins vous payez cher.  
Renseignez-vous dans votre agence Air France, votre agence  
de voyages ou au 0 802 802 802. (0,79 F TTC/mn.)

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

**AIR FRANCE**  
GAGNER LE CŒUR DU MONDE



HORIZONS  
TÉMOIGNAGE

# Lettres d'Algérie

## 2. Mourad, 60 ans, ancien combattant du FLN

Mourad, soixante ans, ancien combattant du FLN, entretient depuis vingt ans une correspondance épisodique avec Jean, un Français, ancien porteur de valises pendant la guerre d'Algérie, qui fut son compagnon de combat. Depuis que les violences se sont multipliées, les lettres arrivent plusieurs fois par mois. Mourad et Jean se sont rencontrés en 1962 à Alger, où le Français s'était réfugié pour échapper aux poursuites concernant son activité militante pro-algérienne. Ils se sont côtoyés jusqu'en 1966, année où l'armée a permis à Jean de regagner la France. Aujourd'hui, Jean est retraité de l'éducation nationale et vit en région parisienne. Mourad, petit fonctionnaire désormais retraité, est un autodidacte. Il vit dans la banlieue d'Alger.

8 octobre 1994  
Vieux frère,  
Encore une lettre sans signature. Ça déborde de courage. Pour la simple raison que les salauds sont au tri postal et dans beaucoup de bureaux de poste. Alger se vide. Alger est vide. Que de salauds ont pris la poudre d'escampette ! Hier, ils se pavanaient dans les couloirs du pouvoir, se baladaient par le monde aux frais du peuple au nom du pouvoir et pour le pouvoir, et aujourd'hui ils quittent le bateau en feu, comme des rats, les premiers. Et je suis sûr qu'ils jouent les démocrates à l'ombre de la tour Eiffel !  
La peur ! Le mot ignoble. La mort ! Et puis après ? J'ai peur, peur de mourir égorgé, peur de mourir la tête écartée. J'ai peur pour mes fils, pour ma fille, pour ma femme, pour moi, pour mes frères et leurs enfants. J'ai peur de mon ombre, d'un regard inconnu, d'une présence étrangère, de la sonnerie du téléphone, des coups à la porte de la maison, des barages, des volumes qui suivent derrière moi ou qui me croisent, au marché, chez le marchand de tabac, dans la rue. Et la nuit ! C'est le cirque. Inconnus ! au moindre bruit, debout. Avec le couvre-feu, le silence total. Une voiture s'arrête près de la maison ? On fait l'obscurité totale. On guette. Même avec cette peur, il y a les « nouvelles ». Au portail des écoles, des profs égarés et accrochés, dans la cour des écoles, des têtes sans corps. Jeudi, au centre-ville, cinq policiers mitraillés dans leur voiture devant la porte du lycée, morts sur le coup ! Avant-hier, un enseignant à Notre-Dame-d'Afrique abattu. Il y a quinze jours, un voisin égorgé avec trois autres et une jeune fille. Je ne parle pas des familles égarées, des vieux abattus, des filles et femmes enlevées et violées, de ce qui brûle, des écoles fermées ainsi que des lycées, etc. L'HORREUR. (...) J'ai longtemps hésité pour t'écrire. Te raconter notre merde, c'est tout ce que je sais. Toute mon affection à Nathalie et à Christine.  
Mourad

15 juillet 1995  
Mon cher Jean,  
Comment vas-tu ? Ta santé ? Ces derniers temps, j'avais le moral à zéro. C'est pour cela que je m'étais tu. Car c'est très difficile de « survivre » actuellement. Non seulement nous sommes confrontés aux attentats, nous devons subir le terrorisme du FMI. Ce n'est pas une vue de l'esprit. Chaque jour qui passe, il y a un produit qui change de prix, en hausse bien sûr ! C'est dingue ! Il y a des fortunes qui surgissent et des misères qui s'étendent.  
Chaque jour qui passe, nous sommes obligés de porter une modification à notre « train » de vie. Avant, on mangeait des yaourts. Comme les prix deviennent prohibitifs, on n'en mange plus. On s'achetait deux pantalons l'an : maintenant, on peut en acheter un difficilement. Le médecin te délivre une ordonnance : tu achètes un ou deux médicaments sur les cinq ou six. 1 200 kilomètres de côte et on rêve du poisson ! Les fruits ? Le jour de la paye ! (...) Beaucoup de choses à Nathalie et à Christine. Ton frère.

1<sup>er</sup> septembre 1995  
Vieux frère,  
Ta lettre ne m'a pas surpris outre mesure, d'autant plus qu'elle a mis un mois pour me parvenir scotchée. (...) Actuellement, aucun coin du pays n'est sûr. Le malheur plane sur tout le territoire national et s'abat sans crier gare là où l'on s'y attend le moins. Et pourtant l'armée sort de ses casernes, part en campagne. Tu sais qu'il y a des villages entiers vides de leur population ? Que la campagne est presque déserte, que les grandes villes courent sous l'exode rural (à cause de l'insécurité) ? (...)  
Sauf par nécessité, les gens évitent de se déplacer. Boulot-mal-soi, et c'est égoïste. Parce qu'il y a maintenant les voitures piégées en pleine ville, les bombes sur les routes, les trains qui déraillent... Partout sur terre le danger est permanent. Il ne manque que le ciel qui ne nous tombe pas dessus (pour le moment) et la mer qui nous fait de l'œil...  
Comme on doit vivre, il faut bouger un peu, étant conscient que la mort est peut-être au coin de la rue ou bien nous rend visite même chez nous, dans nos maisons et même... dans les mosquées en pleine prière. Te dire que la peur n'existe pas, ça serait mentir. Mais que faire ? (...)  
Donc, face à la « terreur nationale », il y a lieu de signaler que, depuis quelques mois, il y a ce qu'on appelle « les gardes communales », ou la garde communale. Chaque commune « embauche » ses gardes, qui doivent être nés de cette commune. Beaucoup d'anciens moudjahidines (combattants pendant la guerre d'Algérie, NDLR) et surtout des jeunes. Ils sont armés. Ils protègent leur commune, leur douar, et donnent un coup de main à l'armée et à la gendarmerie. D'après certains indices, ils sont efficaces. (...) Et le problème demeure : qui sont les commanditaires ??? Pour l'instant, en dehors de Kasdi Merbah (ancien premier ministre) et quelques rares victimes, les responsables de la déchéance du pays et du peuple ne sont pas touchés. Un paradoxe !  
Je pourrais être intarissable. Déjà comme cela, le tableau est suffisamment noir. Alors, salut. Fraternellement.  
Mourad

20 février 1997  
Comprenez une chose : le seul qui nous défend contre les monstres, c'est l'armée et les services de sécurité. (...) Il y a des monstres qu'il faut exterminer. C'est la première phase. Ensuite, on pourra parler de démocratie et le reste. (...) J'ai porté dans mon cœur n'importe quel uniforme. Je vis difficilement. Je suis criblé de dettes. Je ne mange plus ce que je veux. Je ne m'achète plus de vêtements. Et je suis pour le pouvoir actuel qui applique le décret du FMI et de la Banque mondiale. (...)  
3 mars 1997  
Nous n'entendons plus parler de crimes ni de voitures piégées. Que se passe-t-il réellement de ce côté ? (...) Alors on se pose des questions. N'a-t-on pas créé le terrorisme pour passer à l'économie de marché ? Parce que, en temps normal, les augmentations ou les fermetures d'entreprises auraient créé des émeutes et provoqué des bains de sang. (...)  
30 août 1997  
Après le massacre de Rais  
Ce jour, je ne sais quoi t'écrire.  
Vivement la fin des années 90.  
Nous vivons l'horreur de l'horreur au quotidien. Vu le nombre des victimes, les assassins doivent être une « armée » et non des groupuscules. Égorger cent personnes, ce n'est pas une mince affaire ! J'étais une fois dans un abattoir, j'ai vu comment on égorgeait les moutons à la chaîne. Pour en arriver là, c'était tout un cirque. Pour le bœuf et le cheval, c'est le cirque du cirque. Et des humains ! (...)  
1<sup>er</sup> septembre 1997  
Lundi, 1 heure du matin. Un violent orage. Puis des coups de foudre et quatre « Allah ou Akbar » (Dieu est grand) et fuyez, quittez vos maisons ! Cet appel venait de la mosquée. (...)  
Je ne dormais pas encore, j'entends des voix dans la rue. Je me mets à la fenêtre, les vitres ouvertes, les volets fermés, la lumière éteinte. Beaucoup de voix, des cris de femmes. Ma femme, réveillée, me rejoint. Nous réveillons les enfants. Chacun se met à une fenêtre, en silence. Il n'y a pas de doute. Les islamistes, les égorgeurs arrivent. Nous nous habillons rapidement et quittons la maison.  
Dans la rue, des voisins prennent en charge ma femme et ma fille. Je rejoins les hommes dans la rue, armé d'une fourche, avec mon fils aîné, armé d'un marteau.  
Toutes les femmes et les filles du voisinage immédiat ont trouvé refuge chez un voisin, alors que les hommes et les jeunes gens, armés de haches, de barres de fer, de couteaux, de bâtons, attendent de pied ferme les égorgeurs, prêts à mourir mais en se défendant. (...)  
3 heures du matin : trois voitures de la police passent en trombe devant nous ! Sans s'arrêter. A 200 mètres de chez moi, la gendarmerie. Ils ont quatre voitures blindées garées sur le trottoir : elles n'ont pas bougé. (...)

En quête de sérénité, Mourad a quitté pendant quelques mois Alger pour le calme d'une petite ville côtière. De retour dans la capitale en pleine vague d'attentats du ramadan, il a de nouveau sombré dans le pessimisme. La victoire du « oui » au référendum du 28 novembre 1996 sur la nouvelle Constitution l'a laissé sceptique mais n'a pas entamé sa relative confiance dans le régime.

29 mars 1996  
Salut,  
Les derniers soubresauts des terro (terroristes NDLR) sont dévastateurs. Et la « rue » pense que, d'ici l'été, les choses iront beaucoup mieux (presque plus de terro). Et l'armée, elle a le pouvoir. Ce que pensent beaucoup. Qu'elle le garde ! (...)  
Depuis l'élection de Zéroual, la situation s'est clarifiée : l'armée est avec la majorité de la population. Et la population sait qu'elle peut compter sur l'armée parce qu'elle est convaincue qu'elle est de son côté. (...)  
Tu écarts que nous sommes bien loin de l'état de droit. Je suis d'accord avec toi. D'autant plus que je commence à ne plus l'espérer. Au sortir de la Révolution, nous qui croyions à un État de droit, nous avons tout de suite subi la dictature. Nous avons patienté jusqu'au crépuscule de notre vie. Rien. La trahison (des idéaux pour lesquels sont morts nos FRÈRES) était et est tellement éhémère, tellement inqualifiable, que notre génération ne verra pas l'état de droit. Il faudrait le « cataclysme » d'une autre génération pour ôter la chape de plomb de toutes les trahisons.

13 mai 1996  
Vieux frère,  
Au fur et à mesure que nous nous réveillons de notre cauchemar, nous mesurons les dégâts directs et indirects, les dégâts matériels et psychologiques et économiques. De plus, les valeurs sont inversées. Il est plus payant d'être un « trabendiste » (vendeur sur le trottoir du brio-à-brio importé illégalement) que professeur d'université ou ingénieur. Les villas poussent toujours comme des champignons et ça coûte des centaines de millions de centimes. (...)  
Comme il n'y a plus de contrôle (cela s'explique par la lutte anti-terroriste), énormément de commerçants ne payent pas d'impôts, d'autres n'ont même pas de registres de commerce et les sociétés-écrans qui, après une opération réussie, déclarent faillite sont légion. (...) Les pensions de retraite subissent plus de dix jours de retard. Il faut les voir pointer chaque jour à la poste et ressortir la tête baissée. (...) Une confiance : j'ai honte de moi-même parce que ma pension ne me tient pas un mois ! Et qu'il m'est arrivé d'emprunter pour finir le mois !

19 juin 1996  
La descente aux enfers se poursuit inexorablement. La vie devient très difficile. Tellement difficile qu'on oublie qu'il y a le terrorisme, que des gens meurent encore chaque jour, violemment. On oublie que la mort nous guette au coin d'une rue, à la sortie de la maison ou du travail. On oublie que, un beau matin, on sort de chez soi pour ne plus revenir, ou qu'une nuit, on ne verra plus le jour se lever. On oublie la présence des militaires patrouillant dans les rues, les « Ninjas » (policiers masqués NDLR) devant les lycées, les policiers tous armés.  
On a déjà oublié les amis disparus, morts ou exilés. On a oublié que des librairies existent, qu'on peut aller dans n'importe quel hôpital pour se soigner gratuitement. On a oublié la fierté d'être un citoyen, de surcroît algérien. On est devenu comme des fauves cherchant leur pitance pendant la saison sèche. (...)  
C'est beau l'économie de marché. Ça permet de blanchir l'argent sale ! Et c'est la grande braderie de l'Algérie. Tout est à vendre, tout se vend. Il ne reste au peuple que le pauvre drap, témoin de toutes les trahisons, de tous les vols. (...)  
Au fil des jours, les grands principes (fraternité, générosité, solidarité) se diluent pour faire éclorre la politique du profit, du gain facile et de la magouille.  
Où es-tu, ô mon Algérie ?  
Mourad

16 septembre 97  
[Contrairement aux lettres précédentes, toutes manuscrites, cette dernière est dactylographiée, pour davantage d'anonymat, et confiée non pas à la poste mais à un ami qui part à Paris, pour remise « en mains propres ». Entre-temps, Mourad est devenu chef d'ilot au sein d'un groupe d'autodéfense]  
Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, on ne dort pratiquement plus. (...) Toutes les deux ou trois nuits, il y a une alerte. (...) Les trois premiers jours de l'arrivée imminente des égorgeurs, des mères de famille qui s'étaient regroupées chez un voisin avaient pris la décision que si jamais les égorgeurs arrivaient, chacune poignarderait la fille de l'autre et ne laisserait pas les égorgeurs les prendre pour les violer et les égorger à la fin. (...) Aux pouvoirs publics de faire le nettoyage. C'est parce que nous nous sommes sentis abandonnés par l'État, ou le pouvoir, ou les autorités, que nous avons décidé de mourir debout, de mourir en nous défendant, même avec des manches à balai comme armes. Et l'Histoire jugera. Il faut bien qu'un jour ou l'autre, les responsables actifs ou passifs ou complices de ce génocide passent devant un tribunal.  
On n'est plus seuls : on est TOUS. (...)  
Mourad

Nous avons décidé de mourir debout, de mourir en nous défendant, même avec des manches à balai comme armes

Lettres rassemblées par Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg

### Globalisation

économie à la porte sud de la Conférence internationale de l'action locale

La Cruauté entre Saba et Rhône en novembre

Raymond Barre, ancien ministre de l'Économie, a écrit une lettre à Jean Zéroual, ancien président de la République, dans laquelle il lui expose ses idées sur la globalisation. Il y parle de la nécessité de réformer l'économie algérienne, de la nécessité de lutter contre le terrorisme, et de la nécessité de promouvoir la démocratie. Il y parle aussi de la nécessité de réformer le système éducatif, et de la nécessité de promouvoir la culture. Il y parle enfin de la nécessité de réformer le système judiciaire, et de la nécessité de promouvoir la justice.

### Dépasser les jumeaux

Le monde est devenu un village. Les frontières ont disparu. Les cultures se mélangent. Les langues se mêlent. Les peuples se rapprochent. C'est la globalisation. C'est le monde d'aujourd'hui. C'est le monde de demain. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde que nous devons apprendre à maîtriser. C'est le monde que nous devons apprendre à dominer. C'est le monde que nous devons apprendre à conquérir. C'est le monde que nous devons apprendre à créer. C'est le monde que nous devons apprendre à bâtir. C'est le monde que nous devons apprendre à défendre. C'est le monde que nous devons apprendre à protéger. C'est le monde que nous devons apprendre à sauver. C'est le monde que nous devons apprendre à vivre. C'est le monde



# Comment peut-on être francophone ? par Hervé Bourges

**A**U-DELÀ des communi-  
qués, rédigés dans  
une langue qui s'ap-  
parent davantage au  
saber diplomatique qu'à une ex-  
pression flamboyante de notre  
culture commune, la nomination,  
au terme du septième Sommet de  
la francophonie qui vient de se te-  
nir à Hanoï, d'une personnalité  
d'un grand rayonnement interna-  
tional, Boutros Boutros-Ghali,  
pour incarner la francophonie, est  
la manifestation d'une première  
révolution copernicienne : désor-  
mais, la France n'est plus le centre  
de l'univers francophone.

Comment peut-on être fran-  
cophone, aujourd'hui ? Près d'un  
francophone sur deux naît dans  
un pays dont la langue officielle  
n'est pas le français. Nombre  
d'entre eux vivent dans des États  
multilingues. La francophonie est  
élective. Si elle se réduisait à  
l'usage d'une langue officielle, des  
pays tels que le Vietnam, qui ne  
compte que 1 % de ses habitants  
s'exprimant en français, ou même  
l'Égypte, seraient-ils parties pre-  
nantes ? Et des États comme la  
Guinée-Bissau et la Guinée-Equa-  
toriale, l'un lusophone, l'autre his-  
panophone ? Et la Bulgarie, et la  
Roumanie ?

A l'inverse, nul ne saurait ou-  
blier qu'en Algérie deux habitants  
sur trois connaissent et utilisent  
notre langue dans les phrases de  
la vie de tous les jours. Mais pour  
des raisons historiques, l'Algérie  
ne se considère pas comme un  
État francophone. L'Algérie doit  
d'abord se réconcilier avec elle-  
même. Quant au Congo-Zaïre, il a  
décidé de tourner le dos aux ac-  
cords de Hanoï. Faut-il voir dans  
ces deux cas les mêmes séquelles  
de séparations douloureuses ?

En créant un secrétariat général,  
la communauté francophone se  
dote d'un instrument destiné à lui  
permettre une expression politi-  
que collective en dehors des  
sommets. Mais cette vision du  
monde sera-t-elle suffisamment  
cohérente pour acquiescer un poids  
spécifique dans le concert des na-  
tions ? Les sceptiques peuvent en  
douter, bien sûr, dans la mesure

où les États francophones s'in-  
scrivent chacun peu ou prou dans  
des réalités géopolitiques plus que  
contingentes.

Ainsi, l'oo imagine de plus en  
plus mal, par exemple, l'envoi de  
corps expéditionnaires spécifique-  
ment francophones pour des opé-  
rations de paix, dans la région des  
Grands Lacs, en Afrique centrale.

L'originalité de la communauté  
francophone, ce sont ses centres  
de préoccupation. En comparai-  
son, le Commonwealth, malgré  
son étendue, n'a pas un même  
soutien au dialogue Nord-Sud. La  
francophonie peut faire entendre  
une voix indépendante - la voix  
de cinquante nations - dans les  
organisations internationales et  
dans les conférences consacrées  
au développement durable.

La francophonie fournit en par-  
ticulier un cadre original à un  
nombre important de coopéra-  
tions dans les domaines de l'édu-  
cation, de l'Université, de l'action  
culturelle, qui sont de la compé-  
tence de l'Unesco. Les franco-  
phones peuvent soutenir de nou-  
velles initiatives, notamment sur  
l'éthique de la communication ou  
la diffusion du patrimoine mon-  
dial. Cinquante pays agissant de  
concert sont de taille à donner du  
sens - et de la résonance - aux dé-  
cisions de cette organisation in-  
ternationale.

Quel rôle la France peut-elle  
jouer au sein d'une francophonie  
qui conquiert dorénavant une  
personnalité morale ? Il lui appar-  
tient en premier lieu de redéfinir  
soo espace. La francophonie ne  
peut plus se réduire à une simple  
amplification du rayonnement  
français, ni à des organismes bud-  
gétaires et valetudinaux.

La communication audiovisuelle  
doit devenir le secteur prio-  
ritaire, pour la dimension fran-  
cophone. Décider de consacrer  
20 millions de francs aux auto-  
routes de l'information est une  
mesure utile. Mais il faut aller plus  
loin.

TV5, qui associe des opérateurs  
de télévision du Québec, de Bel-  
gique, de Suisse et de France, a su,  
de longue date, installer des traits

d'union et créer des rendez-vous.  
Il est indispensable aujourd'hui  
d'unifier davantage la ligne édi-  
toriale de la chaîne : la juxtaposition  
de journaux télévisés nationaux et  
l'empilement d'émissions de flux  
venant des différents pays contri-  
buant à sa programmation ne fa-  
vorisent pas l'affirmation d'une  
identité.

compris des films en noir et  
blanc, plutôt que de passer des  
jeux de France Télévision. A court  
terme, la création d'un grand  
journal international serait assu-  
rément la meilleure manifestation  
de la maturité de la chaîne.  
Le cas de TV5 est exemplaire.  
Notre pays éprouve en effet de-  
puis des années une réelle diffi-

« CNN à la française » - faute de  
moyens de production et de diffu-  
sion, mais aussi en raison de vingt  
ans de retard sur le terrain -, sans  
doute faut-il prendre acte, et en fi-  
nir avec ces palinodies.

En revanche, notre pays a sù-  
rement les moyens de recadrer les  
missions de Canal France Interna-  
tional, en réservant en priorité les  
moyens satellites aux directs spor-  
tifs et à l'information, et en of-  
frant les services personnalisés  
d'une véritable banque de pro-  
grammes à la carte, consultable  
en ligne, à la cinquantaine de pays  
bénéficiaires de notre coopération  
culturelle.

Il est possible d'offrir sur Inter-  
net l'équivalent de « BBC News  
on line ». France Télévision en a  
les ressources éditoriales.

Le temps est venu aussi d'ac-  
compagner la transition de Radio  
France internationale de l'univers  
des ondes courtes vers l'âge nu-  
mérique.

Pour la France, la francophonie  
ne doit certes jamais cesser d'être  
une réalité. Mais elle doit aussi  
devenir un projet d'avenir à  
l'heure de la révolution numé-  
rique. Demain, nos programmes,  
nos films, notre patrimoine, pour-  
ront être consultés en ligne du  
monde entier. Ne laissons pas  
passer cette chance.

Pour sûr, il appartient au pre-

mier chef aux opérateurs privés,  
comme aux éditeurs ou aux pro-  
ducteurs audiovisuels, de cerner  
les supports qui seront les meil-  
leurs vecteurs de ce rayonnement  
culturel. Mais il incombe à la col-  
lectivité d'apporter son soutien  
stratégique à de telles initiatives.

Sans doute manque-t-il dans  
nos institutions une tribune, un  
lieu de rencontre et de coordina-  
tion, pour affirmer la dimension  
francophone à l'égard de notre ap-  
partenance européenne. Les dos-  
siers sont éparpillés entre les ad-  
ministrations des affaires  
étrangères, de la culture, de la  
communication, de la coopéra-  
tion, sans oublier l'éducation na-  
tionale et Bercy.

La France peut-elle se donner  
les moyens de penser la fran-  
cophonie en dehors des sommets in-  
ter-étatiques ? Assurément. La  
francophonie n'est pas seulement  
un dossier interministériel. C'est  
une richesse nationale que nous  
partageons ; c'est aussi une valeur  
internationale de citoyenneté. Un  
instrument de rayonnement. Par-  
ticulièrement à l'heure où l'en-  
semble francophone est appelé à  
prendre son destin en mains.

**Hervé Bourges** est président  
du Conseil supérieur de l'audiovi-  
suel.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### MÉMOIRE

Certaines formulations, par leur ca-  
ractère de généralisation, ne disent pas  
assez l'honneur des destins individuels  
ou se prêtent à des fausses interpré-  
tations, comme celles des chiffres notamment.  
Au nombre des « vieillards de la mai-  
son de retraite et de son personnel au  
complet », arrêtés le 21 décembre 1943  
à Bordeaux (cf la lettre de Frédéric  
Léon, mentionnée dans *Le Monde* du  
8 novembre, sur les archives de  
FUGIF), il y avait notre tante Henriette  
Brunschwig (40 ans) et nos grands-pa-  
rents : Régina Brunschwig, directrice de  
la maison de retraite (70 ans) et Ar-  
mand Brunschwig (transféré de Mé-  
rignac à Drancy le jour de ses 84 ans),  
tous trois déportés de Drancy le 10 jan-  
vier 1944 et tués à Auschwitz. Que leur  
mémoire soit respectée.

Jean Brunschwig  
et Liliane Abensour  
Paris

### LE LIVRE NOIR DES MONARCHIES

Les auteurs du *Livre noir du  
communisme*, notamment en ac-  
cusant Lénine d'être à l'origine de la  
terreur en URSS, semblent curieuse-  
ment avoir occulté une réalité histo-  
rique pourtant importante : avant la  
révolution d'Octobre, si l'on met de  
côté le bref intermède du gouverne-  
ment provisoire de Kerenski, donc  
jusqu'en mars 1917, le pouvoir, en  
Russie, était détenu, depuis plus de  
trois siècles, par les tsars Romanov,  
monarques absolus. Or il faut rap-  
peler que ces Romanov furent une  
dynastie de criminels et d'assassins,  
qui a, d'autre part, asservi la quasi-  
totalité du peuple russe tout entier  
(le servage des paysans ne fut aboli  
qu'après 1860). Cette famille  
compte, parmi ses membres ayant  
régné sur l'empire russe, les plus fé-  
roces et sanguinaires tyrans que  
l'Histoire ait connus, poussant le  
crime jusqu'à s'assassiner entre  
eux ! « La monarchie est un crime  
éternel contre lequel tout homme a le  
droit de s'élever et de s'armer... », a  
proclamé Saint-Just en 1792. Puisque  
certains, après la publica-  
tion de ce livre, réclament un « pro-  
cès de Nuremberg » pour le commu-  
nisme, qu'attendent donc les six

auteurs pour rédiger un semblable  
« Livre noir » des crimes des monar-  
chies depuis l'époque des phé-  
raons ? Ce serait assurément un très  
gros livre et qui ferait recette !

Jean Bourdette  
Paris

### EN DÉFENSE DE LA LOI PONS

L'application de la loi Pons est  
contrôlée, depuis plusieurs années,  
par un service des agréments mis en  
place par le ministère des finances.  
Elle ne peut donc donner lieu aux  
abus indiqués et aux accusations évo-  
quées dans votre article du 17 octobre.  
D'autre part, l'application de cette loi  
a eu des effets bénéfiques considé-  
rables sur l'activité économique, le ni-  
veau de vie et l'emploi dans les dépar-  
tements d'outre-mer.

Cette efficacité a été mesurée, fin  
1996, par un rapport élaboré par Ar-  
thur Andersen, qui indique : « Globa-  
lement, le mécanisme de délocalisation  
a donc incontestablement contribué au  
développement et à la modernisation  
des économies des départements  
d'outre-mer. » Le rapport Arthur An-  
dersen met également en valeur le  
faible impact de cette loi pour les fi-  
nances : « Le coût du dispositif parait  
en grande partie couvert par les recettes  
directement induites, le coût net pour  
l'État ne paraissant guère pouvoir dé-  
passer 500 millions de francs par an. »

Deux autres rapports, l'un  
commandé en 1996 par les chambres  
de commerce et d'industrie d'outre-  
mer, l'autre établi en 1991 par le mi-  
nistre Alain Richard à l'époque rap-  
porteur du Budget, ont également  
abouti à des conclusions positives, qui  
ont conduit les gouvernements suc-  
cessifs à reconduire cette loi et, dans le  
cas du rapport Richard, à en étendre le  
champ d'application.

Un débat aussi fondamental que ce-  
lui du financement du développement  
de l'outre-mer mérite mieux qu'une  
présentation tronquée. Chacun le sait.  
L'outre-mer ne se limite pas à l'île  
Saint-Martin, dont il est fait largement  
état dans votre article. Il me semble  
d'ailleurs utile de souligner que le port  
de plaisance, site de la catastrophe fi-  
nancière de la GME, est situé dans la  
partie hollandaise de l'île, donc en de-  
hors du champ de la loi Pons.

Eric de Lucy  
Sainte-Marie (Martinique).





# phone?

par Hervé Bour

## Homosexualité, mariage, famille : et la nature ?

par Serge Bakchine

L'ARGUMENTATION du texte d'Eric Fassin « Homosexualité, mariage et famille » (*Le Monde* du 5 novembre) me semble reposer sur des concepts confus, dont certains présentent des risques de dérive fort dangereux. La principale source de confusion est de mettre sur le même plan des droits très différents, la seconde est de considérer que le droit peut et doit régler un certain nombre de réalités scientifiques.

Les sociétés dites « avancées » reconnaissent aux minorités leur droit à l'existence et au partage équitable de biens et avantages sociaux. Dans le cas présent, cela a conduit à reconnaître l'existence du couple homosexuel et, plus récemment, à lui proposer un statut légal qui se présente sous des formes différentes selon les pays.

Cette évolution fait poser à l'auteur la question suivante : « Peut-on refuser d'instituer l'homosexualité dans la famille ? » Et d'autres termes, un couple homosexuel a-t-il vocation, comme son homologue hétérosexuel, à fonder une famille et à-t-il droit à l'enfant ? Eric Fassin nous presse donc, au nom du droit des minorités à jouir des mêmes avantages que les autres : doit-on légiférer sur le fait que des couples d'hommes ou de femmes homosexuels puissent adopter des enfants ou que ces dernières puissent recourir à l'insémination artificielle ?

Les arguments d'Eric Fassin en faveur de cette orientation sont de deux ordres :

- les couples homosexuels ont déjà des enfants, tantôt fruit d'un passé hétérosexuel, tantôt résultat de la procréation assistée (dans les pays où l'argent rend cela possible) ;
- ces enfants « ne s'en portent pas plus mal », ce qui serait démontré par « toutes les enquêtes menées aux États-Unis ».

Le problème constitue donc pour Eric Fassin « une pure question de droit ». Il écarte l'argument d'Irène Théry selon lequel la différence des sexes fonde le principe des familles, argument qui définirait « un ordre symbolique des sexes et de la sexualité, ouais un ordre des choses immémorial et intangible », ce qui semble l'argument suprême pour le considérer. Plusieurs faits ténus s'opposent à cette vision quelque peu réductrice des choses qui, au nom de la reconnaissance des « différences », essaie de nier toute différence.

Tout d'abord, l'égalité du père et de la mère pour l'enfant, si tant est qu'elle existe, ne signifie pas pour autant qu'ils soient interchangeables. Contrairement à ce qu'affirme Eric Fassin, nous disposons

encore moins de la démonstration qu'un couple homosexuel puisse offrir à un enfant les mêmes chances de développement harmonieux qu'une famille hétérosexuelle. Par démonstration, j'entends des travaux présentant toutes les garanties de rigueur scientifique et non pas les simples enquêtes d'opinion qui constituent l'essentiel des « preuves » citées par Eric Fassin.

Pour le reste du corpus, je doute qu'Eric Fassin soit en mesure de présenter des articles scientifiques qui ne soient pas critiquables pour leur méthodologie.

Ensuite, dire que les couples homosexuels « ont déjà des enfants » est un autre raccourci inacceptable. Il aurait été plus juste de dire que les hommes ou femmes vivant en couple homosexuel ont emmené avec eux des enfants issus d'un précédent couple, hétérosexuel, ce qui n'est tout de même pas équivalent.

La proposition d'Eric Fassin pose aussi un important problème d'éthique médicale. Jusqu'à preuve du contraire, la nature (qui semble si bonne par Fassin) exige que la procréation d'individus uniques (fécondation des ovules) fasse intervenir un homme et une femme, ou plutôt (pardon !) deux gamètes, l'un mâle (spermatozoïde) et l'autre femelle (ovule).

Cette vérité-là pose finalement le vrai problème. La revendication des

couples homosexuels du droit à l'enfant se heurte à cette règle de la nature. Ils n'ont donc d'autre recours que l'adoption (accueillir les enfants des hétérosexuels) ou la procréation assistée (prendre la sperme du sexe nié).

Dans les deux cas, il faut bien admettre qu'il s'agit d'assurer un fantasme narcissique d'auto-engendrement. Rendre possible la réalisation de ce fantasme imposerait des modifications légales et/ou des pratiques médicales qui pourraient constituer une véritable boîte de Pandore. Selon la même logique du « techniquement possible », pour quoi refuser d'aider des femmes à concevoir des enfants au-delà de la ménopause (comme récemment en Italie) ? Pourquoi refuser l'adoption à des hommes ou femmes seuls (dont la capacité à aimer n'est pas ici remise en question) ?

La société peut reconnaître le droit à d'autres pratiques sexuelles, mais peut-elle accepter de courir des risques importants pour assurer le « droit » à la réalisation des fantasmes d'un petit nombre ? La question doit certainement être posée, notamment au plan de l'éthique.

Serge Bakchine est neuro-psychologue, médecin des hôpitaux (Paris).

## La redevance télé : un test pour l'esprit de réforme

par Bernard Spitz

P OUR défendre l'esprit de réforme, ricochait le passage à l'acte sur des terrains cocorots. Parmi ceux-là, il en est un auquel la modestie donne valeur de test : c'est celui du recouvrement de la redevance télé.

Voilà, en effet, un sujet qui n'a rien d'idéologique. Il ne s'agit du reste, ici, ni de discuter de sa légitimité, ni d'en contester le montant. Partons de ce simple fait : il existe une taxe parafiscale qui coûte 500 millions de francs à percevoir et rapporte 17 milliards de francs. De l'avis même du service de la redevance, le taux de fraude estimé est de 7 % à 8 %, soit sensiblement plus d'un million et demi de foyers. La seule question pertinente est alors celle-ci : peut-on faire mieux ? La réponse est oui et pèse près d'un milliard de francs par an. A ce tarif, toute réforme mérite que l'on s'y intéresse.

Depuis la création de la redevance, on est passé d'une situation où de plus en plus de gens avaient la télévision à une situation où presque tout le monde l'a. Il reste à extraire les conclusions au niveau du recouvrement en inversant la charge de la preuve : que tout foyer paye la redevance, sauf s'il relève de l'un des nombreux cas d'exonération prévus. Au lieu de recourir à un envoi spécial qui représente des dizaines de millions de courriers par an, que l'avis d'imposition de la redevance soit adressé en même temps que la feuille d'impôts.

Concrètement, chaque foyer recevrait en même temps que ses impôts (d'autres formes de recouvrement pourraient être envisagées, par exemple par le biais des factures EDF) l'avis de perception de la redevance, accompagné d'une lettre préédigée où le contribuable pourrait attester - sur l'honneur - relever de l'un des cas d'exonération. Dans ce cas, l'intéressé n'aurait qu'à cocher la ligne correspondant à sa situation (par exemple : « Je n'ai pas la télévision ») et il serait dispensé du paiement. Bile sûr, la dernière phrase de la lettre sur l'honneur rappellerait que le signataire s'expose, en cas de contrôle, aux sanctions prévues.

Les avantages de cette formule sont évidents du point de vue incitatif. Essentiellement parce que l'absence de réaction de l'usager impliquerait le paiement, à la différence de la situation actuelle. Les fraudeurs par inadvertance (déménagement, TV rachetée d'occasion ou offerte, etc.) seraient automatiquement réintégrés. Les fraudeurs par omission aussi.

Seule une minorité de fraudeurs résolu accepterait de signer une fausse déclaration sur l'honneur, ce s'exposant à des sanctions qu'il conviendrait par ailleurs d'aggraver.

Le nouveau système serait d'autant plus vertueux que le contrôle a posteriori en serait grandement facilité. Il suffirait en effet de vérifier par priorité les usagers s'engageant sur l'honneur à déclarer ne pas avoir la télévision. Ce contrôle serait donc plus efficace et par conséquent plus dissuasif. D'autre part, le travail de gestion du service de la redevance en serait nettement allégé, ce qui permettrait des économies importantes et des dépenses de fonctionnement.

Au total, un million de foyers payant la redevance en plus représenterait, grosso modo, en y ajoutant les économies réalisées au niveau de la perception, 1 milliard de francs par an.

La réforme de la redevance pourrait être en outre l'occasion d'une rationalisation d'ensemble du système sur le plan juridique, économique et politique. D'abord par une modernisation de l'assiette de la taxe. Le fait générateur du paiement de la redevance était autrefois la possession d'un poste de télévision. Mais cette définition par objet est dépassée à l'époque des PC, d'in-

ternet et de la convergence numérique.

L'autre définition, celle par destination, qui consiste à dire : c'est ce qui finance le service public, est également contestée puisque la publicité intervient massivement dans le financement des chaînes publiques et surtout alors que les formules d'abonnement et de TV payante se développent. Aussi est-ce le prix de l'usage qui doit désormais être mis en avant, quel que soit le support concerné : la redevance finance l'espace de diffusion permettant de recevoir les programmes ainsi que la mise à disposition des chaînes de service public - qu'elles regardent ou pas - sur les ondes hertziennes comme sur les bouquets satellitaires.

Un million de foyers payant la redevance en plus représenteraient, grosso modo, en y ajoutant les économies réalisées au niveau de la perception, 1 milliard de francs par an

Ensuite, par une simplification des barèmes : un seul taux, quel que soit le poste, et un seul tarif forfaitaire, quel que soit le nombre de téléviseurs du foyer. La France, qui dispose d'un équipement en TV couleur très supérieur à 90 %, conserve les tarifs couleur noir et blanc, à la différence de l'Allemagne et l'Italie, par exemple. Revenir à un seul taux pénalisera peu de téléspectateurs - la minorité concernée est aussi souvent exonérée - et ramènerait dans le droit commun les DOM-TOM, qui ne payent que le tarif noir et blanc. Il serait en outre judicieux de prévoir un forfait à un prix attractif, valable pour l'ensemble des domiciles d'un même foyer fiscal.

Enfin, pour être crédible, le contrôle doit être dissuasif. Cela signifie que la probabilité d'être pris sur le fait doit être forte et la sanction lourde. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Le fraudeur se rassure en sachant qu'il a peu de chances d'être contrôlé. Une minorité sait que le contrôleur ne peut entrer au domicile privé des individus sans y être invité. De plus la sanction est peu dissuasive et justifiée, du point de vue de la rationalité économique, la fraude. Il conviendrait donc, en passant par la loi, d'accroître sensiblement les sanctions et de donner aux contrôleurs l'autorisation de pénétrer au domicile des personnes en leur présence.

Une telle réforme n'a donc pas pour effet la suppression du service de la redevance. Modernisé dans ses méthodes, allégé dans ses fonctions, il resterait chargé du suivi des équipements collectifs ainsi que de la fonction essentielle du contrôle.

La rationalisation du système actuel aurait surtout le mérite d'offrir - outre un supplément de recettes bienvenu pour l'audiovisuel public - un signal à nos concitoyens : celui de décisions réconciliant bon sens, saine gestion et morale publique. En donnant à la majorité des Français qui payent aujourd'hui la redevance, l'assurance que telle est bien la règle pour tous, la loi sera d'autant mieux acceptée et respectée. Une façon efficace d'encourager l'esprit de réforme...

Bernard Spitz est maître des requêtes au Conseil d'Etat.

### Electricité

### Pourquoi l'électricité nous la re fait-elle payer si cher ?

L'électricité est la première énergie consommée en France par les entreprises et les particuliers.

Pour la produire, on peut recourir à différentes sources d'énergie : hydraulique (ou autres énergies renouvelables), charbon, pétrole, gaz, nucléaire.

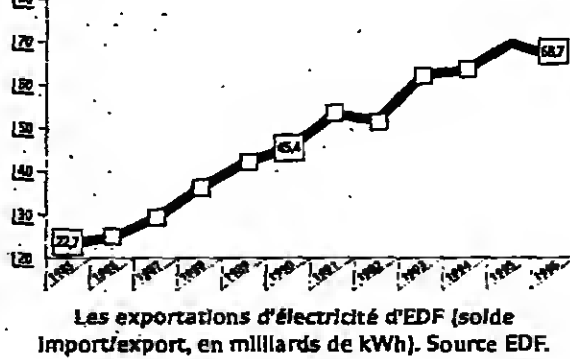
Des décisions qui pèsent lourd dans la balance commerciale d'un pays.

L'électricité française est à 75 % d'origine nucléaire.

Un choix qui a permis, en nous évitant d'importer du charbon, d'économiser 30 milliards de francs en 1996, et également, en rendant notre électricité compétitive, d'exporter pour 16 milliards de francs chez nos voisins européens.

Au total, ce sont donc près de 50 milliards de francs qui concourent à faire pencher la balance commerciale du bon côté.

L'électricité nucléaire a contribué pour près de moitié aux 100 milliards de francs du solde commercial positif de la France en 1996.



Nous vous devons plus que la lumière.

Pour en savoir plus, recevez gratuitement la (les) brochure(s) :

☐ "Le point sur le programme nucléaire français" réf. NUC10 ☐ "Les déchets nucléaires en questions" réf. NUC105NEW

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Ville : .....

Code postal : ..... A remplir et à retourner à : Nucléaire/Satel - BP 107 - 93123 La Courneuve Cedex.

3614 EDF (0,37F/min), <http://www.edf.fr>

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 806  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Le cas égyptien

**C**OMMENT lutter contre le terrorisme islamiste ? Jamais la question ne s'est posée avec autant d'acuité qu'au lendemain de l'attentat qui, le 17 novembre, à Louxor, en Haute Égypte, a coûté la vie à quelque soixante-dix personnes, dont une soixantaine de touristes étrangers. Un constat : aucun Etat, aucune stratégie n'y ont encore apporté la réponse, s'il y en a une.

Le choc provoqué par l'attentat de Louxor - revendiqué par la plus redoutable formation islamiste extrémiste égyptienne, la Djamaa Islamiya - tient à la cruauté de ses auteurs : prenant pour cible une file de palmbis touristes et leurs guides, ils se sont livrés à un véritable carnage, achevant certaines victimes à l'arme blanche. Mais le choc tient aussi au fait que le gouvernement égyptien semblait avoir réussi, avec des méthodes parfois d'une extrême brutalité, à limiter la marge de manœuvre des extrémistes islamistes.

L'Égypte fournit un cas d'autant plus désespérant que le régime Moubarak a à peu près tenté tout ce qu'il y avait à tenter contre ses extrémistes. Il a d'abord pratiqué la surenchère à l'islam, en cédant du terrain au rigorisme, aux interdits et aux tabous de ses adeptes, jusque dans l'enseignement ou l'édition, dans les pages des journaux et à la télévision. Ce fut sans résultat vraiment convaincant. Il a ensuite tenté le bâton dans l'autre sens, choisissant le ton répressif, la manière forte, confondant dans la même répression les islamistes généralement tenus pour modérés, comme la confrérie des

Frères musulmans, et les autres. Les extrémistes perdirent certes du terrain. Mais, là encore, sans convaincre. En témoignent l'attentat de Louxor et, avant lui, celui du Musée du Caire en septembre comme une série ininterrompue d'attaques en octobre, sans parler d'agressions répétées contre les coptes.

Certains disent qu'on n'a laissé aucune fenêtre d'expression à l'un des plus vieux courants politiques d'Égypte, pays qui fut le berceau des Frères musulmans, l'ancêtre de la plupart des groupes islamistes. Ils observent que la Jordanie ou le Maroc, par exemple, ont su intégrer « l'islamisme modéré » au jeu politique ; Alger tente aujourd'hui, ou fait mine de tenter, d'agir de même. Mais rien ne garantit que cette stratégie-là aurait mis fin au terrorisme égyptien. La dialectique répression-dialogue paraît sans prise sur des groupes prêts à tout pour assurer ce à quoi ils aspirent - le royaume de Dieu sur terre - et avec lesquels tout le monde ou presque - gouvernants du Proche-Orient comme occidentaux - a eu, un jour ou l'autre, des faiblesses. Qui oserait, par exemple, que l'Arabie saoudite a longtemps financé, ici ou là, l'islam radical ?

Les grand-messes plurinationales que furent la Conférence de Charni et Cheikh en Égypte, en 1996, les réunions du G7 à Lyon la même année et à Denver en 1997, ont relevé de l'incantatoire. Alors que faire ? Au minimum, admettre qu'il n'y a pas de solution simple, politique, économique ou sociale, et, toujours, délégitimer ceux qui pratiquent la violence au nom de l'islam.

## D'un quai à l'autre

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« TROP, C'EST TROP ! » : ce thème ponctué régulièrement la vie publique, les lendemains d'excès médiatiques. A propos du pape, de Diana, du krach boursier (tiens, c'est vrai, qu'est-il devenu, celui-là ?), de Papon, des routiers ou de Saddam Hussein, les mêmes journaux et chaînes qui avaient « mis le paquet » estiment soudain que les gens en ont assez, qu'il est temps de dénigrer leur propre abus de la veille. Quel que soit le sujet sur-traité puis révisé, c'est le même accès d'insouciance démagogique, le même rejet de nostalgies jugées malsaines, place au millénaire, au futur, à nos enfants, tout ça. En trois jours, la nécrologie décriante de Georges Marchais est déjà atteinte par le reflux.

La période 1940-1945 est menacée d'une de ces éclipses systématiques. Bien que le procès de Bordeaux soit jugé utile par 68 % de sondés, les partisans de la réconciliation nationale par l'oubli prêchent un pardon qu'il n'appartient pourtant qu'aux victimes d'accorder. D'autres, souvent les mêmes et du même âge avancé, voudraient demander raison des crimes stalinien à d'anciens compagnons de route du PC, pour assurer, avec Papon, on ne sait quel pendant franco-français. En vérité, l'actualité ne fait que subir les recettes du monde du spectacle : plaire, donc ne pas peser, faire alterner les enfants mourant de faim et les jets-battus du patinage artistique. Il faudra tenir bon si la sortie de *La Trêve*, mercredi 19 novembre, se voit opposer le « ras-le-bol des années noires », qui est devenu « médiatiquement correct ». Les noms de Primo Levi et de Francesco Rosi devraient aider à passer outre. Le cinéaste de *Salvatore Giuliano* a surmonté plusieurs obstacles terrifiants. Fallait-il reconstruire comme une fiction le récit que l'auteur de *Si c'est un homme* a fait, dix-sept ans après (1963), de ses neuf mois d'excrance en Ukraine et en Europe centrale entre sa libération d'Auschwitz et le retour dans son Italie natale ?

Levi avait donné son accord pour le film, en 1987, quelques semaines avant de se suicider. Était-ce suffisant ? *La Liste de Schindler*, tirée de Thomas Keneally par Steve Spielberg, en 1994, a montré les risques de mêler à la réalité irreprésentable de l'extermination le clinquant d'une superproduction. « Tu es Primo Levi, tu n'as plus que la peau et un matricule sur les os, tu pousses des cadavres dans une fosse, des cavaliers russes surgissent, attention, moteur demandé... » Une telle situation de tournage était-elle envisageable ?

Ma réponse est oui, avec ferveur. D'abord, Auschwitz n'est qu'aperçu. Le film commence avec l'arrivée des cavaliers, avec leurs regards au-delà de toute surprise sur fond de ciel noir de fumée. Ensuite, il est question de leur retour à la vie ; avec d'autres chienneries, cette vie des camps de triage sans issue, des trains en panne,

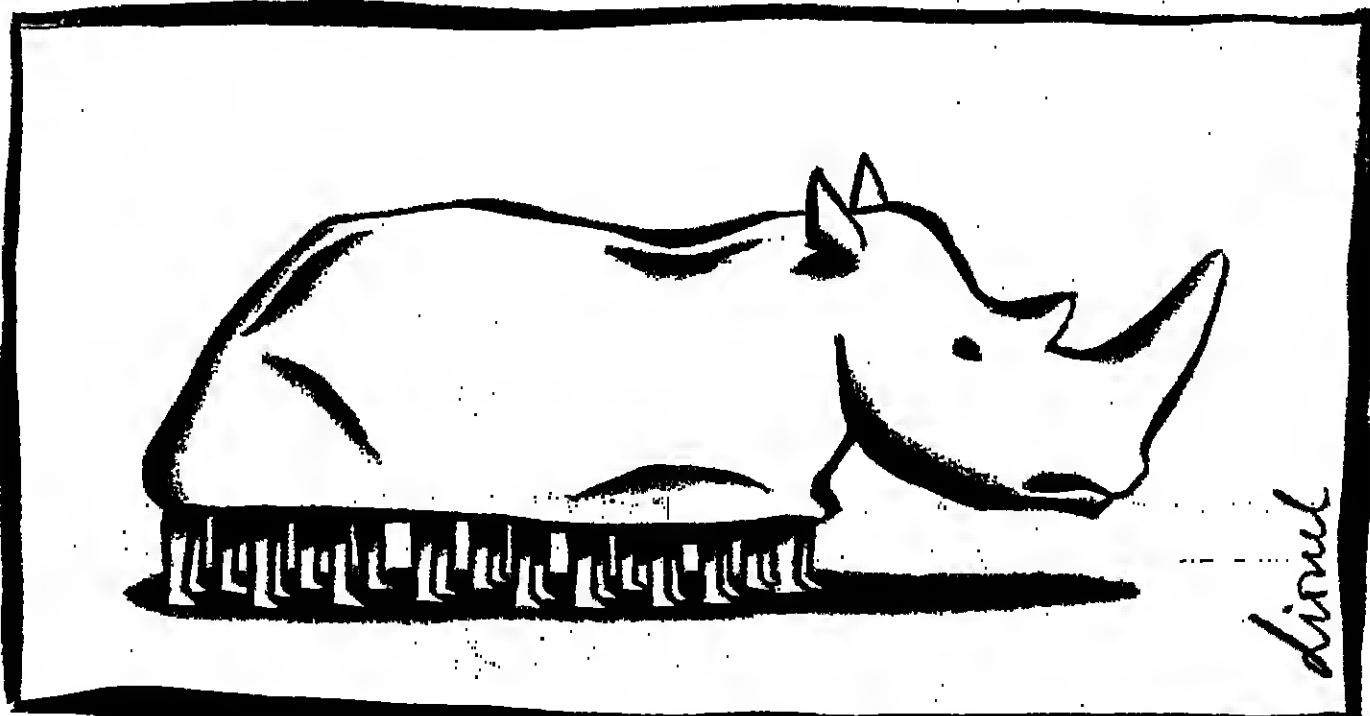
d'une Europe en ruine, mais où le désir, l'amour, se refont une place, jour après jour. Le verges fond. Des cosaques insultent Fred Astaire. Les chevaux et le sourire d'une Natacha attrapent le soleil. Au bout du chemin : un cahier où consigner l'indécible.

Les gens de l'art diront si le résultat est beau. Je crois que Levi aurait voulu les choses ainsi. Le comédien qui incarne, John Turturro, s'est fait l'œil qui convient, celui d'un homme qui a vu l'innommable et peine à croire à autre chose. Parce que Rosi a toujours su montrer ce qu'il en est du broyage de l'homme par le social (*Luciano, Mattel, Eboli*), il partage naturellement avec l'auteur le droit de témoigner, cet « atroce privilège » pour lequel Levi s'imaginait que le ciel l'avait laissé en vie.

Vers la fin du voyage, en gare de Munich, Levi-Turturro aperçoit des prisonniers allemands qui repèrent la voie sous la garde de soldats américains. L'humanité est revenue en lui, puisque l'ancien déporté se surprend à plaindre la servitude nouvelle de son ex-bourreau. Et ce dernier o'avait pas tout à fait perdu son humanité puisque, découvrant la veste rayée de son ex-victime, il s'agenouille sur le ballast. Quelque chose comme de l'espoir traverse, en silence, les voies.

La scène est dans le livre. Elle restera dans nos rétines. Tant pis pour ceux que les repens font ricaner, et qui voudraient tourner la page.

## Affinités par Lionel Portier



## Les contradictions de la Grande Europe

Suite de la première page

Sans doute les coûts seront-ils limités par la sélection opérée entre les candidats et par les longues phases de transition auxquelles ils seront soumis. C'est pourquoi contrairement à une première idée, les négociations d'adhésion ne vont pas commencer avec les onze pays associés à l'UE (dix pays d'Europe centrale plus Chypre), mais avec les cinq - plus Chypre - qui paraissent les plus avancés sur la voie des réformes. Comment ont-ils été choisis ? Les Douze (puis les Quinze) avaient fixé trois conditions générales : le respect de l'Etat de droit, l'économie de marché et la solution des querelles de voisinage. Avant de donner son « avis », la Commission a étudié la capacité des candidats à absorber « l'acquis communautaire », c'est-à-dire à accepter toutes les politiques intégrées déjà pratiquées par l'UE. Le conseil européen de Luxembourg, la liste des « invités ».

La sélection des cinq a-t-elle été totalement objective ? Les reculs en doutent. Ils font remarquer que la présence de l'Estonie (aux côtés de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie) est d'abord un geste politique destiné à montrer que les Etats baltes ne sont pas oubliés. L'Union européenne aurait donné un signal très négatif si, à l'instar de l'Alliance atlantique, elle avait totalement laissé de côté les Républiques baltes, les plus exposées aux étonnantes pressions de la Russie. Les Etats d'Europe centrale ont fort bien compris que les négociations ne

commencent pas avec tous en même temps, affirme-t-on à Bruxelles. Ce n'est pas si sûr. Ceux qui n'ont pas été sélectionnés savent bien que les conditions politiques et économiques différentes d'un pays à l'autre ne permettraient nullement une adhésion simultanée, mais ils auraient préféré la solution dite de la « ligne de départ », les négociations s'ouvrant avec tous en même temps et la différenciation s'opérant au cours des négociations, selon l'état de préparation des uns et des autres.

Cette formule a paru trop lourde aux Quinze et à la Commission, incapables de mener onze négociations de front. Mais la « différenciation » souligne quelques contradictions supplémentaires. Pour des gouvernements élus dans de jeunes démocraties aux bases fragiles, il n'est pas facile d'expliquer à l'opinion que le pays a reçu une « mauvaise note » de la Commission européenne.

**COOPÉRATIONS RÉGIONALES**  
Il n'est pas facile non plus de la convaincre de faire les sacrifices nécessaires à l'entrée dans l'Europe, si cette perspective s'éloigne constamment. Le zèle réformiste de quelques anciens pays communistes risque de s'émousser s'il n'est pas payé de retour. L'UE a d'autre part encouragé les Etats d'Europe centrale à se lancer dans des coopérations régionales avant de la rejoindre. Mais les nouveaux liens ainsi tissés pourraient être rompus si certains Etats entrent dans l'Union et d'autres pas. A l'occasion d'un récent forum organisé à Berlin par la Fondation allemande Herbert Quandt et par le *Financial Times*, le président roumain Emil Constantinescu, qui a succédé en novembre 1996 au néo-stalinien Iliescu, a demandé que la situation des pays-candidats soit revue chaque année afin qu'un membre particulièrement méritant de la seconde division puisse passer à tout moment

dans la ligue des champions. Le vice-premier ministre bulgare, Alexandre Bochkov, a suggéré que la qualification pour l'ouverture des négociations d'adhésion soit soumise à des critères objectifs et chiffrés.

Des contradictions divisent aussi les pays-candidats. Au début de l'automne, le CEP5 (Center for European Political Studies) a réuni les responsables des affaires européennes des Etats-candidats et les négociateurs du précédent élargissement. Il est très vite apparu que les pays d'Europe centrale se divisaient en trois catégories. Les représentants des sélectionnés, notamment les Tchèques, ont manifesté une certaine arrogance à l'égard des pauvres laissés-pour-compte. Les Bulgares, les Roumains et les Slovaques, pour des raisons diverses, ont protesté contre leur « exclusion ». Quant aux Litoniens et aux Lettons, ils ont promis qu'ils feraient de leur mieux pour rejoindre le groupe de tête.

Pour tenter de passer ces plaies, la France a proposé de regrouper tous les pays associés, ayant vocation à entrer un jour dans l'Union, au sein d'une grande conférence européenne permanente. Avant que les

partenaires n'acceptent cette idée, deux questions se sont posées : fallait-il inclure la Turquie dans la liste des participants ? L'Allemagne y était opposée, mais o'a pas voulu aller jusqu'à faire échouer le projet. Quel devait être l'ordre du jour de cette conférence ? Suffisamment substantiel pour qu'elle ne soit pas un simple lot de consolation pour les non-sélectionnés, mais pas trop large pour ne pas transformer ces échanges en véritables négociations. La France a proposé une série de thèmes qui rappellent étrangement le projet de Confédération lancé en 1989 par François Mitterrand et torpillé en 1991 par ceux-là mêmes auxquels il était destiné, c'est-à-dire les Etats d'Europe centrale. Ceux-ci avaient soulevé deux objections : l'absence des Etats-Unis et la présence de la Russie, d'une part ; le soupçon qu'il s'agissait d'une interminable salle d'attente.

La conférence européenne permanente apparaît certes moins ambitieuse, mais ce n'est pas le moindre paradoxe que, pour encadrer l'élargissement, les Quinze ressortent une idée destinée à l'ajourner.

Daniel Vernet

### RECTIFICATIFS

#### LA CONFÉRENCE DE KYOTO

Une erreur dans l'article de Philippe Pons sur la « Difficile préparation de la Conférence sur l'environnement » de Kyoto (*Le Monde* du 11 novembre) nous a fait attribuer à Pierre Gramegna, ambassadeur de Luxembourg, le pays qui assume actuellement la présidence de l'Union européenne (UE), une phrase qui avait en fait été prononcée par Jørgen Henningsen. Celui-ci, qui est à la tête de la direction pour la qualité de l'environnement et les ressources naturelles, est le négociateur en chef de l'UE sur ce dossier. Et c'est lui qui

portait le jugement suivant : « Nous avons accompli un pas en avant significatif par rapport à la rencontre de Bonn en éliminant un certain nombre de questions techniques... »

#### MUTATIONS URBAINES

Dans l'article sur l'exposition « Berlin, mutations urbaines » (*Le Monde* du 7 novembre), il fallait lire Olivier Martin (et non Marin Gambier). Sylvie Bessout (et non Bescout), auteur de sept photographies manifestement en couleur. C'est par erreur, d'autre part, que nous avons ajouté à la liste des photographes le nom de l'écrivain Vincent von Wroblewski, auteur d'un texte dans le catalogue.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Rédaction : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bompard ; Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani  
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhoteau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Girelles, Erik Izraelovitch, Michel Kojan, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royette  
Rédacteur en chef technique : Eric Auzan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Médiateur : Thomas Forecard  
Directeur exécutif : Eric Fillion ; Directeur délégué : Anne Chantebourg  
Conseiller de la direction : Alain Solari ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Associés directeurs : Hubert Berner-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Larroque (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lecomte (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Berner-Méry, Société anonyme des locataires du Monde, Le Monde Télévision, Le Monde Investisseurs  
Le Monde Presse, Jean Pressat, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Les nouveaux galons de Boulganine

NICOLAS Boulganine a été la vedette des fêtes commémoratives du trentième anniversaire de la révolution bolchevique. C'est lui qui a présidé cette année à la parade militaire et civile de la place Rouge le 7 novembre. Les Moscovites le virent sortir en grand uniforme du Kremlin par la porte du Sauveur et s'avancer à cheval vers le maréchal Meretskov qui commandait le défilé. Ils l'applaudirent longuement, car Nicolas Boulganine avait été promu quelques jours avant l'anniversaire maréchal de l'Union soviétique.

Qui est Boulganine ? Ce n'est pas un militaire de carrière. Le prestige dont il jouit dans les milieux militaires ne découle nullement de sa contribution réelle à la victoire sur l'Allemagne hitlérienne. A cet égard, Vassilievski, Joukov, Koniev, Tolboukhine, Malinovski et d'autres ont des titres

beaucoup plus éclatants que lui à la reconnaissance de la nation. Son prestige lui vient uniquement du parti et de la place qu'il occupe dans la hiérarchie du parti.

Avec Vorochilov, il est le seul maréchal qui fasse partie du Politburo, et c'est cela qui compte, beaucoup plus que ses nouveaux galons de maréchal. Boulganine est le trait d'union entre le parti et l'armée, et il est le symbole de la prééminence du parti sur l'armée. Avec un homme comme lui au sommet de la hiérarchie militaire, l'état-major du parti peut surveiller efficacement les grands chefs qui furent les artisans de la victoire et étouffer dans l'œuf, le cas échéant, un complot analogue à celui qui coûta la vie au maréchal Toukhatchevski et à ses complices.

André Pierre

(19 novembre 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le gouvernement



## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

**TECHNOLOGIE** En 1998, 1 milliard de francs, prélevé sur le produit de la mise en Bourse de France Télécom, sera consacré au développement des nouvelles technologies, dont le gouverne-

ment a fait l'une de ses priorités. ● LA CRÉATION d'entreprises bénéficiant de cette manne publique, avec 600 millions de francs réservés, sur l'année, au financement du capital-risque et 150 millions

destinés à l'amorçage de projets. ● CET EFFORT sera relayé au niveau européen par un dispositif de soutien aux entreprises innovantes. Distribués notamment par la Banque européenne d'in-

vestissement, ces crédits s'élèveront à 6 milliards de francs sur trois ans. ● UNE RÉFORME est également engagée pour faciliter l'exploitation des brevets de la recherche publique par des chercheurs

qui souhaitent créer une entreprise. ● POUR FAVORISER l'investissement dans ce secteur, une panoplie de mesures incitatives ont été inscrites au budget.

# Le gouvernement veut promouvoir la création d'entreprises high tech

Dans un entretien au « Monde », Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, explique qu'il veut lever les « points de blocage » qui empêchent le développement de ce secteur en France, excluant plans sectoriels et grandes commandes publiques

« Vous venez d'effectuer un voyage aux États-Unis, où vous avez rencontré des investisseurs dans les nouvelles technologies. Quelles leçons en tirez-vous pour la France ? »

« Comblez notre retard dans les nouvelles technologies, et en particulier dans les technologies de l'information, est l'un des objectifs essentiels du gouvernement, comme l'a souligné Lionel Jospin à Hourtin cet été. Quand on observe la part prise par ces secteurs dans la croissance américaine, dans la consommation des ménages et plus encore dans l'investissement des entreprises, on ne peut que regretter de ne pas disposer d'un moteur équivalent en France. Les emplois de demain sont là : c'est dans ces nouvelles technologies que peuvent se créer rapidement les emplois qui disparaissent dans certains secteurs industriels traditionnels. »

« A cette raison économique, j'en ajoute une seconde de l'ordre de la démocratie. L'information c'est, pour résumer, le pouvoir. Pour la première fois peut-être, nous devons faire des choix technologiques qui ont des applications considérables sur la société tout entière. Non seulement nous devons lutter pour ne pas laisser se creuser les inégalités de connaissance entre ceux qui ont accès à l'information et ceux qui en sont privés. Mais, surtout, nous devons être à même de dominer les choix techniques dont les implications sont immenses pour la démocratie. Le combat autour du langage Java est très significatif de ce point de vue. »

**Il faut soutenir les potentialités de recherche dans les PME, en favorisant notamment l'essaimage**

« Lors de la mise en Bourse de France Télécom, vous avez annoncé qu'une partie du produit de la vente des actions de l'Etat serait réservée au financement du capital-risque. Où en êtes-vous de ce projet ? »

« En 1998, 1 milliard de francs sera effectivement dégagé pour les nouvelles technologies. Sur cette somme, 600 millions de francs permettront de créer un fonds public pour le capital-risque, qui sera géré par la Caisse des dépôts. Il s'agira d'un « fonds pour les fonds » qui ne viendra pas concurrencer les sociétés privées de capital-risque mais leur servira d'appui pour démultiplier le nombre des opérations qu'elles décideront. Si cette action se révèle efficace, de nouvelles sommes pourront être affectées en 1999. »

« Parallèlement, 150 millions de francs seront réservés au développement de fonds d'amorçage, qui permettront de faire décoller de très petites entreprises. Cet argent sera destiné en priorité aux entreprises créées pour valoriser des travaux effectués dans les laboratoires publics ou les universités. L'idée, c'est d'essayer de refaire la route 128, près de Boston, où s'est créé un tissu très dense d'entreprises innovantes qui ont essaimé à partir des centres de recherche des environs. Nous menons une première expérience dans ce domaine avec un fonds qui vient d'être créé autour de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria). »

« Que ferez-vous des 250 millions de francs restants ? »

« Ce seront les 250 premiers millions à mettre dans l'opération « Internet à l'école » annoncée par Claude Allègre, le ministre de l'éducation (NDLR : lire page 10). »

« S'agissant des entreprises privées, quel peut être le rôle de l'Etat dans ces technologies ? »

« L'expérience nous enseigne

d'abord sur ce qu'il ne faut plus faire. En premier lieu, des plans sectoriels, type plan calcul. Certains ont fonctionné par le passé, comme ce que j'ai pu faire en tant que ministre de l'Industrie entre 1991 et 1993, pour développer une industrie européenne de semi-conducteurs. Un effort qui a débouché sur le groupe franco-italien SGS-Thomson, qui est une formidable réussite. En second lieu, les commandes publiques. Le jeu ancien d'une forte commande à une entreprise publique dotée d'un monopole a donné des résultats comme la fusée Ariane. Mais ce n'est plus adapté. »

« Une première action de l'Etat doit être de se focaliser sur l'analyse des points de blocage du développement spontané et décentralisé de ces secteurs. L'exemple américain montre que cette industrie se développe comme les champignons après la pluie et que 97 sur 100 entreprises créées vont mourir rapidement. L'Etat doit donc élaborer un contexte favorable à l'éclosion d'entreprises innovantes. »

« Il doit aussi agir au niveau international. Ainsi, notre intervention est importante pour la réussite du projet de constellation de satellites Skybridge, lancé par Alcatel, qui a besoin d'obtenir des fréquences auprès de l'Union internationale des télécommunications. Les États-Unis bloquent cette demande. Le gouvernement français, en s'assurant l'appui de nombreux pays, notamment de nos partenaires européens et de la Russie, s'efforce d'obtenir gain de cause lors de la négociation qui s'achève, cette semaine, à Genève. De même, au sommet d'Amsterdam, j'ai soulevé au nom de la France l'importance de développer l'innovation technologique et le potentiel de création d'emplois des PME. Cet objectif sera concrétisé très prochainement puisque la Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement proposeront bientôt des dispositifs de soutien aux entreprises européennes innovantes pour un montant total sur trois ans de 1 milliard d'euros, soit plus de 6 milliards de francs. »

« Vous voulez inciter les grandes entreprises à favoriser la recherche dans les PME. Comment ? »

« Il faut faire en sorte que les champions industriels français accordent un minimum de soutien aux potentialités de recherche dans les PME, en favorisant notamment l'essaimage, c'est-à-dire la création d'entreprises à partir de centres de recherche et des grandes entreprises. Aux États-Unis, les grandes entreprises font naturellement appel à leur environnement proche et financent des chercheurs sur leur territoire. A l'inverse, les entreprises françaises s'adressent souvent à des universités américaines. C'est cette tendance que Claude Allègre et moi voudrions renverser. L'un des moyens retenus sera de lier l'obtention de crédits de recherche à la signature de conventions sur la politique d'essaimage. »

« Quelle est votre réflexion en ce qui concerne la recherche publique ? »

« Le premier moyen d'action de l'Etat, c'est l'action financière, les subventions de la recherche publique. Le deuxième, c'est l'incitation des entreprises, par exemple par les crédits d'impôt-recherche. Un troisième canal concerne le regroupement d'activités de recherche pour faciliter les travaux des chercheurs. C'est ce qui a conduit à bâtir le réseau national de recherche pour les télécommunications, qui regroupe notamment les laboratoires publics comme le Centre national d'études des télécommunications (CNET), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), le CNRS, le CEA, mais aussi des industriels et des opérateurs de télécommunications. Ce réseau sera opérationnel au début de 1998. »

« Il faut aussi imaginer des dispositifs permettant la création d'entre-

prises par les chercheurs. Une des manières de favoriser la création d'entreprises de haute technologie, c'est de limiter le risque de ruine pour l'entrepreneur. Claude Allègre et moi avons confié à Henri Guillaume une mission sur la diffusion de l'innovation et la recherche technologique, dont les conclusions nous permettront de traiter cette question. »

« Ne craignez-vous pas que l'effort en faveur de la création d'entreprises high-tech ne se heurte à une insuffisance de projets ? »

« Il faut transformer une génération de chercheurs, de cadres et de jeunes diplômés en créateurs d'entreprises. Plusieurs mesures ont été prises dans le cadre du budget 1998 pour faciliter cette mutation, comme la création de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises. Car il faut que les entreprises puissent se créer avec le



DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

moins de coûts fixes possibles. Or les coûts fixes sont constitués par les salaires - il faut donc que les entrepreneurs puissent se rémunérer sur la possibilité de valorisation future de leur entreprise -, les frais financiers - c'est pourquoi nous voulons développer le capital-risque pour que les jeunes entreprises s'endettent moins - et les redevances de brevets - raison pour laquelle il faut faciliter la rémunération d'un ap-

port de brevets par du capital. Il y a beaucoup de brevets qui dorment dans les centres de recherche publics et qui pourraient être exploités par de jeunes entrepreneurs. Mais il ne faut pas pour autant que le système permette à des individus de s'enrichir indûment sur le dos d'organismes de recherche publics. C'est un sujet très important, sur lequel les conclusions de la mission confiée à Henri Guillaume seront précieuses. »

« Une autre mesure importante prévue dans le budget 1998 concerne le réinvestissement : lorsqu'un actionnaire sort du capital d'une jeune entreprise pour réinvestir dans une autre entreprise nouvelle, il ne sera pas taxé sur la plus-value réalisée. »

« Ce dispositif est-il suffisant pour créer un fort courant d'investissements dans la haute technologie ? »

« Nous avons inséré, dans notre

dispositif, une autre forme d'incitation à investir dans les nouvelles technologies. Jusqu'à présent, la sortie d'un plan d'assurance-vie au bout de huit ans d'était pas assujettie à l'impôt. Nous avons rétabli une taxation de 7,5 % sur les intérêts, ce qui représente déjà la moitié du prélèvement libératoire standard. Mais ceux qui investissent les sommes ainsi dégagées dans des fonds à risques conserveront l'exonération. Nous faisons le pari que les compagnies d'assurances proposeront des produits adaptés pour orienter une partie de l'épargne mutualisée vers le capital-risque. C'est donc tout un ensemble de mesures qui commence à prendre forme. Elles ne constituent d'ailleurs qu'une première étape. Il nous faut aller plus loin et plus vite. »

Propos recueillis par  
Eric Le Boucher  
et Anne-Marie Rocco

## Le prix du Numéro Vert baisse.

Donnez du ressort à votre marketing mix.



Une minute de contact direct avec l'un de vos clients pour **1,15 FHT\***

\* Soit 1,39 F TTC au 1.10.97, prix d'une communication nationale en tarif normal, au delà du crédit temps. Pour toute information complémentaire, appelez le **N° Vert 0300 812 808**

Nous allons vous faire aimer l'an 2000.



France Telecom



## Allianz dépose une contre-OPA amicale sur les AGF en riposte à l'offre lancée par Generali

Le groupe de Munich pourrait redevenir le numéro un de l'assurance en Europe

L'assureur allemand Allianz a déposé lundi 17 novembre à 20 heures une OPA (offre publique d'achat) amicale sur l'assureur français AGF à

peine un mois après celle - qualifiée d'hostile par les AGF - lancée par l'italien Generali. Le conseil d'administration des AGF, réuni lundi en fin

d'après-midi, s'est déclaré favorable à ce projet. La contre-OPA surchérchait sur l'offre de Generali à 320 francs pour chaque action contre 300 francs.

NOUVEAU coup de théâtre dans l'affaire AGF-Athéna. Antoine Jeancourt-Gallignani, le président des AGF, a fini par trouver un chevalier blanc pour riposter à l'offre publique d'achat (OPA) hostile lancée par le groupe italien Generali. L'assureur allemand Allianz a déposé lundi 17 novembre vers 20 heures une contre-offre au prix de 320 francs par action AGF. Le conseil d'administration des AGF, réuni lundi en fin d'après-midi, s'est déclaré favorable à ce projet, approuvé à l'unanimité moins une abstention (celle d'un représentant des salariés). Les discussions entre les deux groupes ont été présentées comme « amicales » permettant de construire « une alliance européenne entre Allianz et les AGF ».

A 320 francs, l'assureur allemand propose aux actionnaires des AGF 20 francs de plus par action que les Generali (et 15 francs de plus par obligation convertible). Alors que l'offre italienne portait déjà sur un montant total de 55 milliards de francs, l'alternative allemande atteint 62 milliards de francs.

Allianz espère toutefois ne pas avoir à régler la totalité de cette somme. Le groupe ne souhaite pas contrôler plus de 51 % du capital des AGF et veut en laisser 49 % en Bourse, entre les mains du public. Pour inciter les investisseurs à conserver leurs titres, le groupe,

conseillé par le Crédit lyonnais et Rothschild et Cie Banque, propose un mécanisme financier innovant. Les actionnaires prêts à conserver leurs titres AGF pourront recevoir un « bon de cession ou de valeur garantie » qui leur assurera une valeur d'au moins 360 francs par action AGF en juin 2000. Au taux d'intérêt actuel, cela revient à payer au moins 333 francs par action AGF, sans compter les trois années de dividende que les actionnaires touchent normalement.

### GAGE D'INDÉPENDANCE

Le maintien des AGF en Bourse est présenté comme un gage d'indépendance de la compagnie d'assurance française et notamment de sa direction. Celle-ci, qui n'a de toute façon pas pu faire émerger une contre-offre française, soutient Allianz qui était pourtant encore il y a quelques mois son principal rival pour le rachat du GAN ! Par ailleurs, dès 1996, Allianz avait approché les AGF pour leur proposer un rapprochement, même avec une participation minoritaire, en s'engageant à ne pas tenter d'action hostile. M. Jeancourt-Gallignani avait alors décliné l'offre du groupe allemand. L'initiative d'Antoine Bernheim, le président des Generali, a changé la donne.

Dès l'annonce de l'OPA de Generali le lundi 13 octobre, c'est le patron des AGF qui a, cette fois, sollicité Henning Schulze-Neble, le président du directoire d'Allianz. Les deux hommes se sont rencontrés le jeudi 23 octobre. L'assureur allemand a ensuite pris son temps pour se décider.

Allianz ne pouvait toutefois pas se détourner d'un tel enjeu. Le débat politique en France sur le risque de voir plusieurs établissements financiers nationaux passer sous contrôle étranger risquait d'interdire au groupe allemand de pouvoir

se rattraper en achetant le GAN tout en se faisant tout de même souffrir les AGF. S'il réussit son OPA sur les AGF, son seul objectif sera de faire passer l'assureur allemand s'implantera en force en France, mais il passera aussi devant son grand rival AXA-UAP au premier rang des compagnies d'assurance européenne avec 110 milliards de francs de primes. Avec les AGF, l'assureur de Munich se classerait parmi les cinq premiers en France, en Espagne, en Belgique, alors qu'il est déjà l'un des premiers acteurs sur les marchés allemand, italien (avec 50 % de la RAS), suisse (avec Elvia), autrichien et hongrois.

En France, le groupe Allianz se classera au deuxième rang des assureurs en dommages et au quatrième rang en vie, talonnant AXA-UAP dans le domaine des risques industriels. Son directoire a d'ores et déjà annoncé qu'Allianz Via Holding, la filiale française du groupe allemand (qui compte un million d'agents généraux et environ 2 000 salariés), serait cédée aux AGF pour 7 milliards de francs. En contrepartie, Allianz convertirait en actions, les obligations convertibles AGF qu'il aura acquises. Le groupe a également l'intention de conserver Athéna, à l'issue de l'offre publique d'achat qu'il lance conjointement les AGF et la famille Agnelli, répondant à la tentative d'OPA hostile de François Pinault. Allianz entend également garder tous les accords de bancassurance notamment ceux signés par sa filiale française avec le Crédit lyonnais, et par les AGF avec la Société Générale.

En revanche, la participation de 25 % que détiennent les AGF dans l'assureur allemand AMB devrait être cédée rapidement. Allianz, qui va soumettre son offre à la Commission de Bruxelles, aurait de toute façon en du mal à faire accepter par les autorités un nouveau ren-

forcement sur son marché domestique.

En ce qui concerne la Coface, filiale des AGF et bras séculier de l'Etat pour l'assurance-crédit à l'exportation, Allianz se montre très ouvert sur les solutions qui pourraient être trouvées. Le groupe de Munich contrôle déjà Hermes, l'équivalent allemand de la Coface. Dominique Bazy, le président d'Allianz France souligne que les AGF auront toute latitude pour trouver un acheteur français si le gouvernement l'exige.

Allianz souhaite manifestement tout faire pour s'attirer les bonnes grâces des autorités françaises, sachant que le ministère des Finances n'a toujours pas donné son aval à l'offre de Generali. Berty a précisé dans un communiqué qu'il regarderait les deux offres avec impartialité et se tiendrait à l'écart. Outre sa solvabilité, qui est incontestable, l'assureur allemand se dit engagé à ce que ses représentants occupent moins de la moitié des sièges au conseil d'administration des AGF. Allianz laissera également à l'entreprise française la direction de certaines activités hors de France et d'Allemagne, en Belgique, en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. En Espagne et au Portugal, où la RAS a également des filiales, les AGF devront composer avec leur nouvelle « sœur ».

Reste à savoir si Generali va riposter. Les enchères commencent à être élevées. Si Allianz gagne la bataille, le perdant pourrait finalement être Claude Bédaric, le président d'AXA. Son principal rival retrouverait la première place européenne et s'implanterait très solidement sur le marché domestique de l'assurance française. M. Bédaric avait d'ailleurs soutenu ouvertement l'offensive de Generali.

Sophie Fay

### COMMENTAIRE

#### MATCH ITALO-GERMANIQUE

La France, terre d'OPA étrangères : la situation étonne et perturbe. Le contrôle des AGF, deuxième assureur national, est désormais un enjeu entre Italiens (Generali) et Allemands (Allianz). Les Français se contentent de compter les points. Aucun n'a la puissance financière pour participer à ce combat. On peut le déplorer mais c'est ainsi.

Les imprécations des hommes politiques n'y changeront rien. Que n'ont-ils, quand ils étaient aux commandes, assuré l'émergence de champions nationaux ?

La chose était aisée lorsque l'Etat, il n'y a guère, était propriétaire de l'UAP, des AGF et du GAN ou de tout le secteur bancaire. Ni la gauche - qui avait pourtant su le faire dans la sidérurgie ou la chimie - ni la droite n'ont restructuré la banque et l'assurance. La France en paie aujourd'hui le prix.

Les esprits moins chagrins se réjouiront de voir des sociétés françaises devenues si attractives que des étrangers sont prêts à mettre plusieurs dizaines de milliards de francs sur la table pour s'en emparer. Mais ils constateront surtout que ces mouvements se situent dans un cadre européen, sur fond d'unification économique et monétaire, et que la France n'est pas une terre d'exception. Tous les

pays du Vieux Continent sont touchés : le groupe financier néerlandais ING vient ainsi de prendre le contrôle de la Banque Bruxelles Lambert, joyau de l'empire d'Albert Frère, et d'autres bouleversements sont attendus dans le paysage bancaire belge.

Au nom de cette européanisation, les Français ne sont pas simplement la proie de convoitises étrangères : eux-mêmes ont acquis des sociétés hors de l'Hexagone. AXA, seul français qui a su se hisser au niveau mondial, est propriétaire du deuxième assureur allemand, Colonia. La France ne peut pas vouloir l'Euro et refuser de partager les premiers rangs européens.

Claire Blandin

## Le PDG de la FNAC veut ouvrir des magasins partout

François-Henri Pinault vient de présenter à la chaîne, qui a été « trop ballottée » depuis 1982, « un projet d'entreprise »

SIX MOIS APRÈS son arrivée à la présidence de la FNAC, François-Henri Pinault a dévoilé, mardi 18 novembre, un plan de développement ambitieux. Dans un entretien au Monde, le fils de François Pinault, propriétaire du groupe Pinault-Prigot-Redoute qui contrôle la FNAC, a tiré un premier bilan du « tour du propriétaire » qu'il a effectué au pas de course avant l'été. « J'ai visité la totalité des cinquante-cinq magasins en deux mois. Je pensais trouver des équipes plus sûres d'elles. Malgré la position de leader de la FNAC sur ses deux métiers principaux de librairie et de disquaire, beaucoup de gens se posent des questions. C'est une entreprise qui a besoin d'être dirigée. Depuis 1982, elle a été trop ballottée du gré des actionnaires successifs ».

M. Pinault et son directeur général Jean-Paul Giraud ont passé l'été à élaborer un « projet d'entreprise », présenté, le 15 novembre, à l'ensemble du personnel. Ce projet vise à développer l'ensemble des activités, tout en respectant ses « valeurs historiques qui sont l'indépendance, l'innovation et la création », précise M. Pinault.

Au cours des quatre prochaines années, la FNAC va ainsi essaimer en France des magasins d'un nouveau type. Une vingtaine de « petites FNAC » seront ouvertes dans les villes de taille moyenne (moins de 200 000 habitants). Ces magasins de 1 500 m<sup>2</sup> environ dégageront 50 à 60 millions de francs de chiffre d'affaires chacun. Grâce au système logistique informatisé Ariane, « 80 % de la surface sera consacrée à la vente contre 50 % dans les magasins classiques ».

### 2 500 M<sup>2</sup> SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES

Deux concepts spécialisés sont par ailleurs déjà en route : FNAC Télécom et FNAC Junior. Le premier vise à ouvrir dans les deux ans une centaine de boutiques de proximité (de 60 à 80 m<sup>2</sup>), offrant tous les matériels et services de télécommunications. FNAC Junior proposera, sur 300 m<sup>2</sup> environ, l'offre FNAC classique (livres, disques, vidéo, multimédia) destinée aux jeunes. Trente ouvertures sont prévues en trois ans. La FNAC n'abandonne pas pour autant les grandes surfaces qui ont fait sa réputation, à défaut de sa richesse. Elle s'apprête même à ouvrir sa

septième grande surface parisienne sur les Champs-Élysées, le 2 décembre. Ce magasin de 2 500 m<sup>2</sup>, ex-sous-sol, à deux pas du grand rival Virgin Megastore, sera « la vitrine mondiale de la nouvelle FNAC », explique M. Pinault. Il sera ouvert « sept jours sur sept jusqu'à minuit ».

Car la FNAC a aussi des projets à l'étranger. « Nous avons sélectionné quinze pays où nous sommes susceptibles de faire notre trou durablement », confie le PDG. Quatre directions de zone ont été créées pour prospecter l'Amérique du Sud, l'Europe de l'Est, l'Asie et l'Europe du Sud (hors péninsule Ibérique où la FNAC est déjà implantée).

Un programme d'investissements de 2 milliards de francs est en route, qui doit « nous permettre de porter notre part du chiffre d'affaires à l'international de 10 % à 25 % d'ici à 2 001 », dit M. Pinault.

Le nouveau patron, qui se sent, dit-il, parfaitement en phase, à trente-cinq ans, avec une entreprise « dont la moyenne d'âge est de trente-deux ans », veut aussi dépeussier l'image de la FNAC. « Nous voulons plus que jamais être les premiers à diffuser l'innovation et la création ». Côté produits techniques (50 % du chiffre d'affaires), « les magasins FNAC doivent être les lieux où l'on vient se mettre à jour des derniers produits et même des futurs produits qui ne sont pas encore lancés ». Côté livres et disques, l'entreprise va promouvoir toujours plus de jeunes talents, en utilisant notamment ses « Forums » mais aussi les « 5 000 bornes d'écoute de nos magazines, qui sont un vrai média ».

Reste à convaincre les salariés et leurs syndicats, rendus méfiants par quinze ans de valse-mésitation et le programme Ariane, qui a supprimé des emplois et fait craindre une dérive vers la grande distribution. Diplômée, le nouveau PDG a décidé, pour le moment en tout cas, de ne pas toucher à une autre des spécificités de la FNAC : ses conventions collectives. « Elles alourdisent nos coûts par rapport à la concurrence, mais elles font partie de l'histoire de l'entreprise », commente M. Pinault. Et d'affirmer que « la FNAC va continuer à recruter des gens passionnés ».

Pascal Galinier

## Shell et BP se positionnent sur le marché russe des hydrocarbures

LE GROUPE anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a conclu lundi 17 novembre une « alliance stratégique » avec le gazier russe Gazprom, pour exploiter au travers d'une société commune les gisements de gaz et de pétrole sibériens, notamment le champ de Zapolyamoe, au-delà du cercle polaire, à partir de 2003. Shell investira 1 milliard de dollars (5,7 milliards de francs) dans Gazprom. Les deux groupes vont également se porter candidat avec Lukoil à la privatisation du pétrolier Rosneft. Le même jour, British Petroleum (BP) a annoncé son intention d'acquiescer 10 % du capital de Sidanco, la quatrième compagnie pétrolière russe, pour un montant de 571 millions de dollars (3,4 milliards de francs).

### DÉPÊCHES

■ **BISCUITERIE NANTAISE** : le groupe américain Frito-Lay, filiale de PepsiCo, cède sa filiale française Biscuiterie nantaise au britannique United Biscuits, pour 30 millions de dollars (près de 171 millions de francs). Ce dernier a vendu à Frito Lay, lundi 17 novembre, ses activités biscuits salés en Australie et en France, pour 440 millions de dollars.

■ **AIRBUS** : le Trésor britannique refuserait de débiter les 120 millions de livres (1,2 milliard de francs) d'avances remboursables réclamées par British Aerospace pour financer les versions allongées du quadrimoteur européen Airbus A-340, selon le Financial Times du 17 novembre.

■ **GENERAL MOTORS** : le constructeur automobile américain va supprimer au moins 42 000 emplois, selon des responsables syndicaux cités par le quotidien USA Today du lundi 17 novembre. Les effectifs seraient ramenés à 180 000 d'ici à 2003, soit 20 % de moins qu'aujourd'hui.

■ **BRITISH AIRWAYS** : le groupe britannique va lancer une nouvelle compagnie aérienne, Blue Sky, qui s'attaquera au marché, en plein essor, du voyage à prix cassés.

■ **THOMSON** : des représentants de l'intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CGC) du groupe d'informatique en redressement judiciaire ont bloqué lundi 17 novembre le siège de leur ancienne maison-mère Thomson-CSF à Paris, réclamant une table ronde sur l'avenir des salariés.

■ **SOFRES** : Taylor Nelson-AGB, premier institut britannique d'études de marché, a racheté la Sofres pour 1,3 milliard de francs.

■ **CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE** : Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, a promis au chantier naval de Saint-Nazaire un soutien financier pour les deux paquebots commandés par l'armateur américain Renaissance Cruises. Ce contrat apportera quatre millions d'heures de travail à la filiale de GEC-Alsthom, dont 800 salariés sur 4 000 sont en chômage partiel.

## La restructuration des banques belges va encore s'accélérer

### BRUXELLES

de notre correspondant  
Les administrateurs de la banque Bruxelles-Lambert, réunis lundi 17 novembre à Bruxelles, ont donné à l'unanimité leur feu vert à l'offre publique d'échange (OPE) lancée six jours auparavant par le numéro un des services financiers néerlandais ING. « Les termes d'échange proposés sont équitables. En l'absence d'autres alternatives à ce jour, le conseil est donc d'avis que les actionnaires de la BBL ont intérêt à accepter l'offre d'ING », a résumé Jacques Moulaert, président du conseil d'administration de BBL.

Cette décision n'est pas une surprise. Dès le 14 novembre, les trois actionnaires du triumvirat de contrôle de BBL - le groupe GBL d'Albert Frère (12,44 %), Royale Belge (AXA-UAR, 12,37 %) et le Crédit communal de Belgique (Dexia, 12,33 %) - avaient donné leur aval à l'opération ING. Dernier actionnaire de référence, l'assureur suisse Winterthur (8,23 %) les a rejoints lundi.

Dans un paysage bancaire belge en ébullition à l'approche de l'euro, le passage sous pavillon batave du deuxième établissement finan-

cier du pays pourrait n'être qu'une étape sur la voie d'une restructuration à grande échelle, cotamée avec la naissance en octobre 1996 de Dexia (Crédit communal de Belgique - Crédit local de France).

### CONCURRENTE AU PIED DU MUR

Lors d'une conférence de presse, le président de BBL, Michel Tilmant, a affirmé l'intention de la banque de servir de « tremplin » à ING. « Nous ne sommes pas exclus de nouveaux rapprochements en Belgique : nous avons toujours, en tant que BBL, dit que nous étions ouverts à étudier un certain nombre d'acquisitions en Belgique. Nous sommes toujours prêts ».

Ces ambitions mettent au pied du mur les deux principaux concurrents de BBL : la Générale de banque, propriété de la Société générale de Belgique (SGB), contrôlée par Suez-Lyonnaise des eaux, et la Krediet Bank (KB) de la holding flamande Almannij.

« La Générale de banque va rester numéro un en Belgique. Mais elle est désormais sous pression pour conclure un accord de partenariat », estime un analyste financier

bruxellois, pour qui une telle issue est « une question de mois ».

Considéré jusqu'ici comme le principal frein à cette évolution après s'être opposé à une fusion avec BBL au sein d'une « grande banque belge », le président de la Générale de banque, Ferdinand Chaffart, a donné ce week-end le premier signe d'un changement d'approche. « Si maintenant une offre attractive se présente, nous sommes prêts à en discuter », a-t-il déclaré au quotidien flamand De Morgen. « Nous n'excluons pas Fortis », a-t-il ajouté, en référence aux velléités prêtées à l'assureur belge-néerlandais de lier sa destinée à celle de la Générale.

De sources proches du projet, le scénario d'une alliance entre la Générale de banque et la CGER (Caisse générale d'épargne et de retraite), ancienne propriété de l'Etat belge désormais contrôlée à 74,9 % par Fortis, « tient la corde », même si les deux partis démentent toute discussion. Une association avec un partenaire allemand ou français, notamment le CIC, n'est pas non plus exclue.

Le dénouement de la « saga » BBL pourrait aussi accélérer l'évo-

lution de la KB, la troisième banque de Belgique. Citant le président de son comité de direction, Marcel Cockaerts, De Morgen évoquait samedi 15 novembre la concrétisation prochaine d'une fusion avec la banque Cera.

« Tant qu'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a pas d'accord du tout », ont répondu en chœur lundi les deux établissements. Un porte-parole de Cera a toutefois concédé que les négociations étaient bien avancées.

Sixième banque de Belgique, Cera a été l'une des premières à se consolider en vue de l'euro, en rachetant en décembre 1996 80 % d'Indosuez Belgique. Outre la KB, elle a confirmé discuter avec d'autres partenaires potentiels.

A terme, ces pourparlers pourraient déboucher sur une triple alliance entre la Krediet Bank, Cera et la Rabobank néerlandaise, déjà interocutrice de la KB depuis le printemps dernier, estimant les milieux boursiers belges. Sans pour autant exclure l'arrivée d'un quatrième partenaire qui, selon des analystes, pourrait être le Crédit commercial de France (CCF). (In-termin.)



# COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997

## Publicis veut prendre le contrôle de l'américain True North

Le groupe français propose à son ancien associé de fusionner leurs activités publicitaires par un échange d'actions. L'opération permettrait de constituer le cinquième groupe publicitaire mondial

PAR UNE lettre en date du 10 novembre, Publicis, deuxième groupe publicitaire en France après Havas Advertising, se porte acquéreur du onzième groupe mondial de communication, l'américain True North Communications. Cette offre est « amicale et ne saurait devenir inamicale », précise Maurice Lévy, président du directoire de Publicis. L'état-major de la société française propose aux administrateurs de True North de constituer l'un des cinq premiers groupes mondiaux de publicité en offrant de fusionner leurs réseaux publicitaires - Publicis et Foote, Cone et Belding (FCB). Cette opération permettrait à Publicis SA, entreprise qui reste sous le contrôle des héritiers du fondateur Marcel Bleustein-Blanchet

grâce à la holding familiale, la Somarel, de porter sa participation dans True North de 18,5 % à au moins 51 %.

Le montage financier est complexe. Publicis se propose de financer son acquisition par un échange d'actions, complété d'un apport en liquidités. Le capital de True North - actuellement constitué de 24 millions de titres qui étaient cotés 25,5 dollars à la Bourse de New York, lundi 17 novembre - serait augmenté afin de rémunérer l'apport au groupe américain de 73,5 % du capital de Publicis Communication (True North détenant déjà les 26,5 % restants) et de 100 % de Publicis Monde, les deux filiales publicitaires du groupe français.

Le prix proposé par Publicis -

28 dollars l'action - valorise True North à 672 millions de dollars, soit environ 3,9 milliards de francs. Le groupe français entend puiser dans ses 500 millions de francs de fonds propres et faire appel à des crédits bancaires pour financer l'opération.

### COUP D'ACCELERATEUR

Cette offre, votée à l'unanimité par le conseil de surveillance, le 6 novembre, donnerait un sérieux coup d'accélérateur à l'internationalisation de Publicis. Mais la proposition, pour se concrétiser, devra encore être acceptée par les administrateurs de True North auxquels elle a été soumise, mercredi 12 novembre, puis être entérinée par les actionnaires du groupe new-yorkais. True North

est actuellement détenu - outre les 18,5 % de Publicis - par quatre fonds de pension américains qui détiennent chacun entre 4 % et 9 % du capital, le reste étant aux mains du public.

Cette proposition inattendue éclaire d'un jour nouveau les relations compliquées entre True North, son patron Bruce Masoo et Publicis. En dehors de l'aspect stratégique de l'opération, Maurice Lévy n'aurait-il sa revanche sur Bruce Masoo qu'il accuse un temps de vouloir racheter Publicis. Les deux hommes se connaissent depuis une dizaine d'années. En 1988, Publicis et FCB ont noué une première alliance fondée sur une prise de participation croisée afin de constituer un groupe publicitaire d'envergure internationale.

Mais « cette alliance était fondée sur un mensonge », déclarait Maurice Lévy dans *La Tribune* du 13 octobre. L'objectif, avoué deux ans plus tard par les dirigeants de FCB, était de prendre le contrôle de Publicis.

En février, les deux groupes mettaient fin à une longue période de démêlés juridiques : en concluant un nouvel accord : Publicis demeurait le premier actionnaire de True North avec 20 % du capital et True North détenait 26,5 % de Publicis Communication. Le groupe français avait 100 % de la joint-venture européenne. Les autres agences se seraient ensuite réparties entre les deux réseaux selon leur situation géographique.

La situation aurait pu en rester là. Mais au début de l'été le patron de True North a mis le feu aux poudres en décidant de procéder au rachat du réseau américain Bozell, quatorzième groupe mondial de publicité, sans en informer son premier actionnaire et ancien partenaire international (*Le Monde* du 12 août). Maurice Lévy ne le cache pas, l'offre qu'il fait aujourd'hui aux administrateurs de True North a pour but de contrecarrer le projet de rapprochement avec Bozell.

« Les termes de la fusion entre Bozell et True North sont contraires aux intérêts des actionnaires de True North et ne répondent à aucun des objectifs stratégiques du groupe, bien au contraire », argumente Maurice Lévy, qui écrit, dans sa lettre aux administrateurs : « L'intérêt mutuel de nos actionnaires (...) impose de mettre nos différends de côté et de travailler ensemble (...) les avantages stratégiques (sont) trop importants pour être ignorés. »

Propos recueillis par Yves-Marie Labé

Florence Amalou

### TROIS QUESTIONS À... MAURICE LÉVY

1 Compte tenu de l'importance de la présence aux États-Unis de True North, la fusion avec lui se traduira-t-elle par un ralentissement de l'internationalisation ?

Nous sommes déjà présents dans quarante-huit pays, et cette internationalisation va se poursuivre. Publicis est respecté dans le monde entier, où elle représente une alternative aux groupes publicitaires américains. Avec l'éventuelle fusion des actifs de True North et de Publicis, nous franchissons une étape supplémentaire. Nous nous situons dans la bonne épure et dans la bonne tendance : nous avions prévu de nous développer en Asie en 1997, et aux États-Unis, au Japon et en Chine en 1998. Cette fusion serait donc essentielle-

ment un facteur d'accélération. Nous n'aurons plus besoin d'investir aux États-Unis, puisque notre programme sera quasiment bouclé ; il restera à procéder à des ajustements et à favoriser la croissance interne.

2 Le différend entre Elisabeth Badinter, fille aînée de Marcel Bleustein-Blanchet, et sa sœur, aussi associée de la Somarel, société familiale actionnaire du groupe, peut-il influencer négativement la négociation avec True North ?

Comme tous ceux qui ont côtoyé de près Marcel Bleustein-Blanchet, je regrette personnellement la déchirure au sein de la famille et les débordements médiatiques qu'elle occasionne. Michèle Bleustein-Blanchet souhaite vendre ses parts et Elisabeth Badinter est d'accord. A ma connaissance, le seul problème qui les sépare est un pro-

blème de valorisation. Il ne se pose aucune question de principe mais seulement un écart d'évaluation, notamment sur la décote de holding. Mais je ne pense pas que cette dispute constitue un handicap. Si elle débouche sur un procès, il sera très long - au moins trois ans. Aucun changement n'interviendra dans ce laps de temps. Le contrôle du groupe est très clairement assuré par Elisabeth Badinter, qui remplit ses fonctions avec un soin extrême, veillant jalousement à l'intérêt de l'entreprise et à la préservation de l'héritage spirituel de Marcel Bleustein-Blanchet. Je m'entends parfaitement avec elle et nous travaillons en totale harmonie. D'ailleurs, toutes les décisions sont prises à l'unanimité des membres du conseil de surveillance.

Quant à la Somarel, je ne suis pas partie de cette société familiale

fondée en 1970 et qui n'a fait, à ma connaissance, l'objet d'aucune contestation jusqu'à la mort de Marcel Bleustein-Blanchet. Celui-ci a eu toute sa vie un comportement scrupuleux dans la conduite des affaires. Il avait l'habitude de dire « ça ne se fait pas ». Cela délimitait la ligne jaune à ne pas franchir. Et je ne l'ai jamais vu franchir cette ligne.

3 Et les rumeurs faisant état d'un mandat confié à des banques visant à racheter les 20 % de Michèle Bleustein-Blanchet ?

Aucun mandat n'a été confié à la Banque Lazard, ni à la Compagnie Edmond de Rothschild. Aucun instituteur, quel qu'il soit, n'a été sollicité. Ces rumeurs ne sont que le fruit de l'imagination et le résultat de pures spéculations.

## Mobilisation syndicale contre la suppression de l'abattement fiscal des journalistes

LIONEL JOSPIN s'efforce d'apaiser les journalistes mécontents de la suppression de leur abattement fiscal de 30 %. En recevant lui-même les représentants de l'intersyndicale des journalistes (SNJ, CFTD, CGT, CFTC, CGC et FO), mardi 18 novembre, le premier ministre devait à la fois tenter de les convaincre de l'utilité du fonds d'indemnisation, doté de 100 millions de francs, pour compenser les pertes de revenus les plus modestes. Il devait, par ailleurs, renvoyer la responsabilité de la décision définitive sur les parlementaires, en assurant qu'il ne s'opposera pas au rétablissement des « niches fiscales » si le Parlement vote en ce sens.

Pour soutenir sa démarche auprès du premier ministre, l'intersyndicale avait appelé à une journée d'action « pour aller jusqu'à la grève ». Ce mot d'ordre

a été suivi différemment selon les rédactions. A l'Agence France-Presse, les journalistes ont cessé le travail à 0 heure pour une durée de vingt-quatre heures. De même, les radios du service public ne diffusaient pas de bulletins d'information. Seules la météo et certaines chroniques émaillaient cette matinée devenue musicale. Les télévisions, en revanche, se sont moins mobilisées. Un préavis de grève avait été déposé à France 2 par le SNJ et le SNJ-CGT, mais il risquait d'être peu suivi. A France 3, aucun arrêt de travail n'était prévu.

### LE PATRONAT AUSSI

Dans la presse écrite, certains comme *Les Echos* ont inséré un article donnant le point de vue de la rédaction : au *Parisien*, une partie des journalistes se sont mis en grève. Pour d'autres rédactions, les journalistes devaient se rendre à 11 heures à l'hôtel Matignon afin de soutenir la délégation reçue par le premier ministre.

Comme ils l'avaient fait en 1996 contre le gouvernement d'Alain Juppé, les syndicats de journalistes entendaient mobiliser la profession contre la perte de pouvoir d'achat qu'entraînerait la suppression de l'abattement fiscal.

Selon certains calculs, la hausse d'impôt équivaldrait à 9 650 francs pour un salaire mensuel net de 12 000 francs, à 12 973 francs pour 14 000 francs, à 13 333 francs pour 16 000 francs et à 17 200 francs pour 21 000 francs.

Au cours des dernières semaines, le patronat de la presse avait, lui aussi, rappelé son hostilité à ces mesures. Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) a rappelé que cette disposition viendrait « altérer profondément l'économie des entreprises de presse quotidienne ». Et la Fédération française des agences de presse « s'inquiète des tensions sociales qui pourraient résulter d'une diminution du pouvoir d'achat des journalistes ».

Françoise Chivot

### Pour une réduction du temps de travail

Les syndicats CGT et CFTD des journalistes avaient, chacun de son côté, réuni leurs adhérents durant le dernier week-end. Le congrès du Syndicat national des journalistes CGT, à Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire), a débattu de la réduction du temps de travail et de l'évolution de la profession dans le cadre des nouvelles technologies, et lancé le projet d'organiser avec les autres syndicats des États généraux de la profession. Les militants de l'Union syndicale des journalistes français CFTD, réunis à Rnubatz, ont décidé de supprimer de leur sigle le « F », « qui aurait pu laisser croire qu'elle excluait de fait les journalistes étrangers qui travaillent en France ». L'USJ-CFTD a aussi débattu de la modernisation et du développement de la précarité. Elle réclame la réduction du temps de travail afin de favoriser l'emploi et d'améliorer les conditions de travail. Certains participants ont contesté la politique de la confédération.

### ÉPARGNE SALARIALE

# Interépargne J.P. Morgan innovent avec Rhône-Poulenc

## Un leader sait toujours écouter pour innover

Interépargne, leader en France de l'épargne salariale, s'est allié à J.P. Morgan, groupe mondial de gestion d'actifs spécialisé dans le long terme, pour créer, à l'initiative de Rhône-Poulenc, le Plan d'Épargne Entreprise Long Terme (P.E.L.T.).

Le P.E.L.T. est un dispositif d'épargne novateur, conçu avec Rhône-Poulenc, où l'investissement se fait en fonction de l'âge du salarié ou du nombre d'années qui le séparent de son projet personnel.

Ainsi en réunissant expertises et sens de l'innovation, Interépargne offre aux entreprises, petites ou grandes, une nouvelle solution "sur mesure" pour aider leurs salariés à mieux préparer leur avenir.

Contact : Patrick Alaguerro - 01 40 17 81 59

Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.

INTERÉPARGNE









مركز ابحاث

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE/MERCREDI 19 NOVEMBRE 1997/ 23

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 18 NOVEMBRE

Liquidation : 21 novembre

Taux de report : 3,50

Cours relevés à 12h30

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

VALEURS FRANÇAISES

Cours précéd.

Derniers cours

%

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

-0,11%

2769,84

Montant coupon (1)

CA CAC 40

PARIS

**SCIENCES** Les trapps, coulées de laves monstrueuses pouvant atteindre la superficie de la France, témoignent des soubresauts volcaniques violents qui ont marqué

l'histoire de notre planète. ● **DOUZE** ÉPISODES de ce type, continentaux ou sous-marins, ont été répertoriés sur les derniers 300 millions d'années. Certains d'entre eux coïn-

cident avec des extinctions massives d'espèces vivantes. ● **LES MESURES** qui viennent d'être effectuées sur les trapps d'Éthiopie par une équipe franco-éthiopienne permettent de

relier précisément cet écoulement magmatique, épais de 2 000 m sur 500 000 km<sup>2</sup>, avec un épisode glaciaire daté par d'autres chercheurs. ● **L'INJECTION MASSIVE** d'aérosols

dans l'atmosphère et la présence de lacs de lave de la taille de la France ont pu modifier le climat bien plus profondément que les perturbations liées au volcanisme actuel.

## D'immenses coulées de lave ont dérégulé le climat, il y a 30 millions d'années

De nouvelles datations, effectuées par des chercheurs français et éthiopiens, permettent de relier les trapps d'Éthiopie à la glaciation qui a succédé aux périodes chaudes de l'éocène

LA TERRE est une planète vivante et en perpétuel remaniement. A plusieurs reprises, des éruptions volcaniques gigantesques ont ravagé des surfaces grandes comme la France pendant des millénaires, formant des coulées de laves basaltiques épaisses de 1 000 mètres à 2 000 mètres. Sur les 300 derniers millions d'années de la vie agitée de notre globe, les spécialistes ont recensé douze grands épisodes volcaniques de ce type, continentaux et sous-marins.

Les emplacements de laves de Sibérie sont les plus anciens. Vieux de 248 millions d'années, ils marquent, à la fin du permien, l'une des plus importantes extinctions que la Terre ait connues. Près de 95 % des espèces marines vivant à cette époque ont disparu. Les niches écologiques laissées vacantes ont ensuite été occupées par les premiers dinosaures.

Les trapps pourraient avoir contribué à l'extinction de nombreuses espèces et à la disparition des dinosaures

Plus connues, les coulées volcaniques du Deccan ont recouvert en moins de 1 million d'années le centre et l'ouest de l'Inde d'une épaisseur de laves haute de 3 000 mètres, à la fin du crétacé, il y a quelque 65 millions d'années. Attaquées par l'érosion, elles forment maintenant d'immenses marches d'escalier, d'où leur nom de « trapps » (marches en suédois), devenu depuis un nom générique pour ce type de phénomène. Ces trapps du Deccan, associés à la chute d'un astéroïde géant, pourraient avoir contribué à l'extinction de nombreuses espèces et à la disparition des dinosaures à la fin du crétacé.

Le trapp de la rivière Columbia, aux États-Unis, plus jeune puisqu'il date de 16 millions d'années « seulement », correspond également à une extinction d'espèces.

Les trapps continentaux semblent donc rythmer les grandes périodes climatiques et écologiques de la

Terre, et la disparition d'espèces entières, comme si « la dynamique du globe, par hoquets successifs, contrôlait l'évolution », explique Vincent Courtillot, directeur de l'Institut de physique du globe de Paris (IPGP).

Pour établir des corrélations et vérifier cette hypothèse, il est cependant impératif de donner un âge précis à ces coulées magmatiques. C'est ce qui vient d'être fait en Éthiopie, où une équipe de scientifiques français et éthiopiens, dirigée par Vincent Courtillot, a découvert que les trapps éthiopiens, épais de 2 000 mètres et qui couvraient à l'origine une surface de 500 000 kilomètres carrés, ont été créés il y a environ 30 millions d'années.

Ces chercheurs, qui appartiennent à l'IPGP à Gènes (France) et au Centre européen de recherche et d'enseignement en géosciences de l'environnement (CEREGE) à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et au département de géologie et de géophysique de l'université d'Addis-Abeba, démontrent dans la revue *Nature* du 23 octobre que ces laves se sont répandues en deux flux pendant une durée de 600 000 ans à 1 million

d'années. Des mesures effectuées précédemment par d'autres équipes avaient fourni un âge moins précis et des durées d'éruption beaucoup plus longues, de l'ordre de 10 à 20 millions d'années.

Pour obtenir ces résultats, l'équipe franco-éthiopienne a prélevé un certain nombre d'échantillons de lave sur le rebord nord du grand plateau volcanique éthiopien, là où culmine le Ras Datchan à

4 620 mètres. A cet endroit, « l'érosion a dégagé des falaises, ce qui permet d'avoir une coupe complète de la séquence de lave sur 2 000 mètres de hauteur », explique Pierre Rochette, professeur de géophysique à l'université d'Aix-Marseille-III et l'un des signataires de l'article de *Nature*.

Les chercheurs ont ensuite daté les roches en comparant le rapport de deux isotopes de l'argon, l'argon 39 et l'argon 40, méthode

### Des « points chauds » autour du globe

Les gigantesques provinces volcaniques dont on observe encore aujourd'hui les marques en différentes régions du globe (Inde, Sibérie, rivière Columbia aux États-Unis, Éthiopie) ont été provoquées par des sortes de « lances » thermiques que l'on appelle des « points chauds ». Ces phénomènes issus des profondeurs du globe se manifestent sous la forme de panaches de matière chaude qui montent vers la surface de la croûte terrestre et finissent par la percer. Les roches fondues se répandent alors en grands dépôts.

Au cours des temps géologiques, qu'ils l'échangent, « défilent » au-dessus d'eux. Celui de la Réunion, situé à 1 000 mètres de profondeur, « fonctionne » depuis 60 millions d'années et a contribué à former les trapps du Deccan au moment où l'Inde se « survolait », contribuant ainsi à détacher l'Inde de l'Afrique et à former l'océan Indien. Les trapps d'Éthiopie correspondent, quant à eux, à la naissance du point chaud de l'Afar, à la séparation de l'Afrique et de l'Arabie séparées aujourd'hui par la mer Rouge.

plus fiable que les mesures habituelles au potassium/argon. Ils ont ainsi obtenu une première datation qu'ils ont affinée grâce à l'analyse des inversions du champ magnétique terrestre enregistrées dans les laves du massif.

Des datations effectuées au Yémen, de l'autre côté de la mer Rouge, « montrent la parfaite similitude » avec les laves éthiopiennes et confirment qu'à l'origine ces deux zones formaient une province basaltique unique, qui a été séparée en deux par l'ouverture de la mer Rouge.

De surcroît, les traces de l'intense activité volcanique éthiopienne ont été constatées dans des « carottes » prélevées dans l'océan Indien, à 2 000 kilomètres de là, lors des campagnes du programme international de forage profond (Ocean Drilling Program).

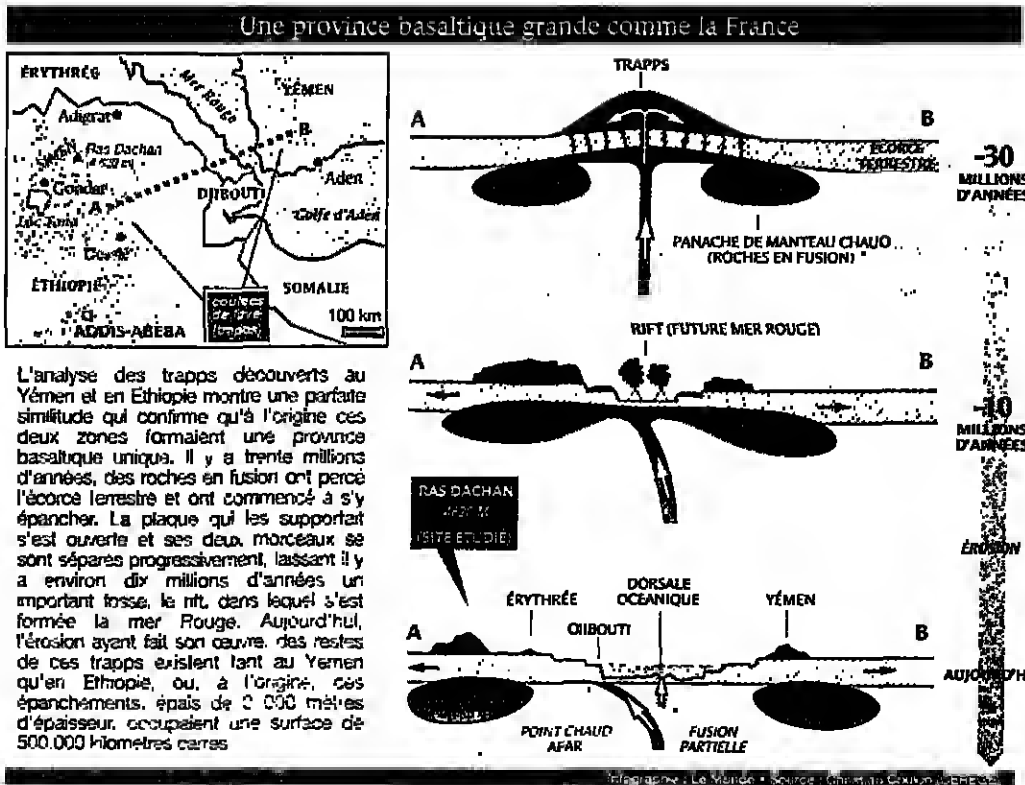
Cette nouvelle datation des trapps éthiopiens permet de les relier à la glaciation qui a régné sur la Terre il y a 30 millions d'années et qui est attestée par le rapport des deux isotopes de l'oxygène, O<sub>2</sub> et O<sub>18</sub>, présents dans le carbonate de calcium des sédiments marins prélevés dans l'Atlantique Sud. Ce refroidissement s'est traduit par une

baïsse importante du niveau des océans, de l'ordre de 40 à 80 mètres, et par la création d'une épaisse couche de glace sur l'Antarctique. « Cette glaciation, survenant après le climat chaud qui a régné pendant l'éocène, a certainement perturbé la vie sur Terre », précise de son côté Jean Besse, spécialiste de paléomagnétisme à l'IPGP.

Un tel refroidissement a pu être provoqué par l'injection massive dans l'atmosphère terrestre des aérosols riches en soufre et des poussières en provenance des trapps éthiopiens. « Des lacs de lave de la taille de la France portés à une température de plus de 1 000 degrés devaient certainement provoquer des phénomènes atmosphériques importants, sans commune mesure avec ceux liés au volcanisme actuel », confirme Pierre Rochette.

Mais on ne sait pas encore très bien si ces énormes structures magmatiques ont été créées par une série d'éruptions volcaniques ou par une accumulation lente et régulière de matière en provenance des profondeurs du globe.

Christiane Galus



### Nouvelle alerte informatique sur la station orbitale russe Mir

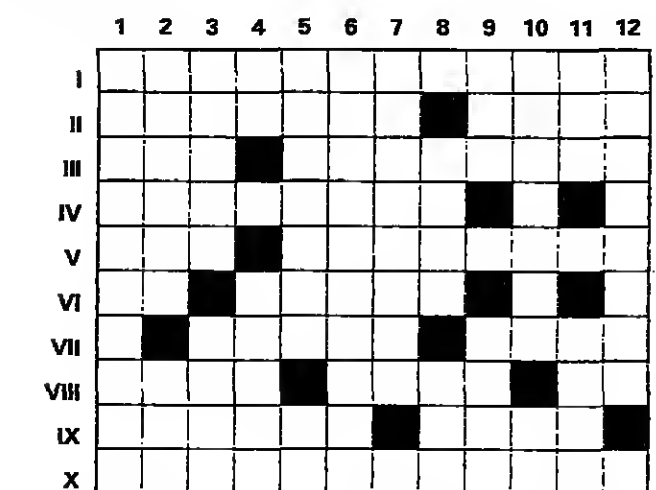
L'ORDINATEUR de remplacement qui équipe depuis quelques semaines la station orbitale Mir a été débranché pendant deux jours en raison d'un problème de ravitaillement en électricité, a indiqué, dimanche 16 novembre, le Centre de contrôle des vols spatiaux russes. Vendredi 14 novembre, ce calculateur s'est mis en alerte et s'est débranché automatiquement. Conséquence : le système d'orientation de Mir par rapport au Soleil est devenu inactif et les panneaux solaires de la station, mal orientés, n'ont alors pu recharger les batteries. Ce sont les moteurs du vaisseau Soyouz qui ont permis d'orienter la station jusqu'au redémarrage de l'ordinateur, dimanche 16 novembre. Tous les appareils électriques qui avaient été déconnectés pour économiser de l'électricité ont alors été rebranchés et une partie des gyroscopes qui assurent l'orientation automatique de la station ont été remis en marche. — (AFP)

■ **TELEMÉDECINE** : la première expérience européenne de télé-médecine par satellite entre l'Italie et la Bosnie, menée depuis septembre 1996, est concluante. Son extension à l'hôpital IDI de Tirana, en Albanie, pourrait, selon l'Agence spatiale européenne (ESA), être envisagée rapidement. Ce programme, dénommé Shared (Satellite Health Access for Remote Environment Demonstrator), fonctionne depuis septembre 1996 grâce aux liaisons satellitaires fournies par l'agence via le satellite européen Eutelsat-II-F4. Il a permis l'instauration de services de soins avec transmission de radiographies et d'images de scanner entre, d'une part, l'hôpital San Raffaele, à Milan, la polyclinique militaire Ceko, à Rome, et, de l'autre, un hôpital de campagne italien participant à la mission de maintien de la paix en Bosnie, et le CHU de Sarajevo.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97256

3615 LE MONDE, 12.23 F/min.





## « Swedish-Match » surfe en tête de la Whitbread,

Le voilier suédois, skippé par Gunnar Krantz, mène largement la course vers Fremantle (Australie), après avoir raté la première étape

La course autour du monde en équipage et avec escale prend toute sa dimension depuis le départ de la deuxième étape qui emmène une flottille de neuf bateaux du Cap (Afrique du Sud) à Fremantle (Australie). Les « réga-

liers » comme le vainqueur de la première étape, le Franco-Américain Paul Cayard, qui gagne avec brio ses galons océaniques, font les frais des humeurs du « Grand Sud » dont même les habitués n'anticipent pas toujours

efficacement les évolutions. Les bateaux nordiques se distinguent depuis le début de l'épreuve. Sur le Suédois EF-Education, Paul Cayard s'est magistralement imposé au Cap, pour sa première participation. Swedish

Match, de Gunnar Krantz, a pris le relais pour la deuxième étape suivi du Norvégien Innovation-Kvaerner, skippé par Knut Forstad. Arrivée prévue aux alentours du lundi 24 novembre.

**SWEDISH-MATCH** a été pris d'une inspiration. Le 8 novembre, huit des neuf bateaux encore en lice pour la course autour du monde en équipage et avec escales ont préféré finir

avec la côte au départ de la deuxième étape qui doit mener du Cap (Afrique du Sud) à Fremantle (Australie). Swedish Match, lui, a taillé la route vers le large pour aller y chercher les vents.

Son skipper, le Suédois Gunnar Krantz, a plus tard expliqué qu'il s'était défilé à la direction de la fumée s'échappant des cheminées d'un navire passant moins d'une heure avant le départ. Son équipage l'a suivi dans ce pari osé.

Sa confiance a été récompensée. Swedish-Match fait cavalier seul, à l'image de l'EF-Language de Paul Cayard, qui avait su trouver dès le début de la première étape la bonne brise qui lui a permis de creuser

l'écart. Novice dans la Whitbread et beau joueur, le skipper franco-américain du deuxième des trois bateaux suédois de la flotte vainqueur au Cap (Le Monde du 22 octobre), a vite compris l'avantage que possédaient les « vétérans » des mers du Sud sur cette étape. « Le mariage des voiles dans les vents extrêmes sera déterminant, estimait-il quelques heures après le départ, tout comme une juste estimation du vent que peut générer un paquet de nuages sera fort utile ».

Gunnar Krantz a expliqué la décevante huitième place de Swedish-Match dans la première étape par une erreur tactique au large des côtes françaises qui a « fait bouler de neige sur le reste du parcours ». Sur du choix de son équipage, dont le noyau est composé d'hommes qui sont, à terre, ses associés dans une société de promotion liée au sport, il n'a rien changé sauf quelques voiles au départ du Cap. Il a embarqué un douzième homme, Matthew Humphries, bloqué à quel point cause de banqueroute d'America's-Challenge, le ba-

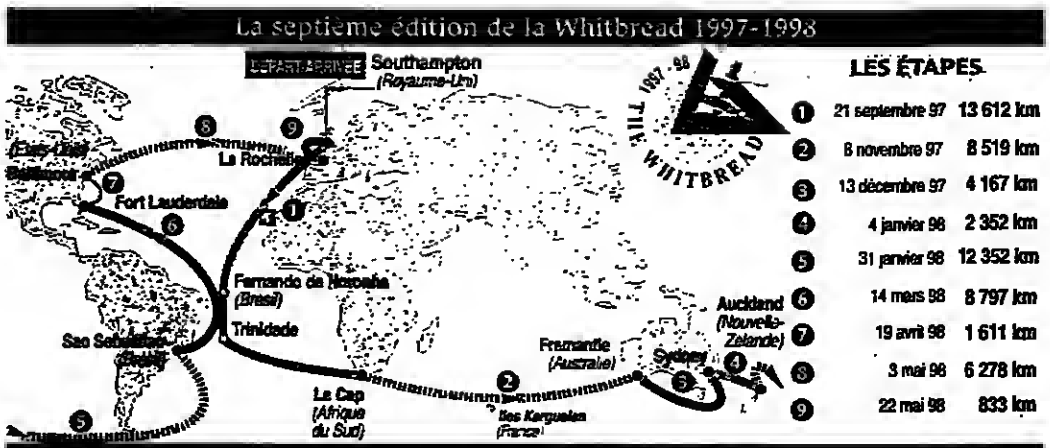
teau sur lequel il avait embarqué (Le Monde du 5 novembre). Le Britannique navigue pour la seconde fois dans une course autour du monde sur un bateau du type Whitbread 60 conçu pour fonctionner de façon optimale dans la partie du globe que parcourt actuellement la flotte. Il a sans doute doublé les lies Kerguelen avec délectation. Lors de sa précédente Whitbread en qualité de skipper de Dolphin and Youth, Matthew Humphries s'était immergé dans l'eau glacée pour tenter sans succès de rattracher le gouvernail endommagé du bateau. L'affaire s'était réglée à quel, dans l'ancien archipel de la Désolation avec l'aide de scientifiques français.

Un membre d'équipage de Chess Roring, à lui aussi eu droit à un bain forcé et réveillant. Il y a quelques jours : pour vérifier l'état du gouvernail après une collision avec une baleine. Mardi 18 novembre, Innovation-Kvaerner en a « chevaché » une autre croyant se faire chahuter par

d'avance sur son premier poursuivant, Innovation-Kvaerner est prévue au plus tôt le 24 novembre. Toshiba suit à une centaine de milles. La vraie course se jouera vraisemblablement pour la quatrième place entre EF-Language et Silk-Cut mais Paul Cayard mettra tout en œuvre pour ne pas perdre le bénéfice de sa victoire au Cap.

Reste à supporter, le froid et l'humidité. Le chauffage a rendu l'âme à bord de Swedish-Match comme à bord d'Innovation-Kvaerner. Les équipages n'apprécient pas. « Nous sommes tous résignés à passer le reste de l'étape dans des vêtements et des sacs de couchage trempés et glacés, écrit Gunnar Krantz dans un courrier électronique. Quand je pense qu'America's-Challenge avait prévu de faire cette étape sans radiateur... Moi, j'en edgerai deux pour la cinquième étape, celle du Cap Horn. Le mouille tiède vaut mieux que le mouille froid ».

L'arrivée de Swedish-Match qui possède environ 300 milles nautiques



### Laurent Bourgnon récompensé

Le navigateur franco-suisse Laurent Bourgnon sur Primogor, a terminé à la première place du championnat du monde 1997 des skippers. Ce classement, établi par la Fédération internationale de la course océanique (FICO), prend en compte les résultats acquis par les concurrents au cours des quatre dernières années sur l'ensemble des courses au large (Whitbread, Route du Rhum, Vendée Globe, Fastnet, Transat Québec - Saint-Malo, Route du café).

Laurent Bourgnon, qui obtient cette place pour la cinquième année consécutive, précède les Français Loïc Peyron et Paul Vatne. Laurent Bourgnon, associé à son frère Yann, a remporté le 25 octobre la traversée Le Havre-Carthagène, établissant ainsi un nouveau record de la Course du café (Le Monde du 28 octobre). Loïc Peyron, skipper de Fujicolor, troisième de cette épreuve, avait alors accusé les frères Bourgnon d'avoir triché en ne respectant pas la dernière bouée du chenal lors du départ. Peu de temps après, il s'était rétracté.

### Cyrille Guimard happé par le cycle des affaires

CYRILLE GUIMARD n'a pu mener plus loin sa double vie. Aussi grand directeur sportif que piteux homme d'affaires, il était parvenu jusqu'à dissocier les deux facettes de son personnage, à faire oublier la part d'ombre. Ses revers financiers étaient ensevelis sous les bouquets de vainqueur qu'il gagnait par procuration. Ces victoires occultaient les passifs des bilans, à défaut de les combler. L'ennui est qu'il lui fallait gagner sans cesse plus dans le peloton pour faire oublier ses pertes grandissantes dans le business. Une nouvelle année sportive décevante a suffi à briser ce dangereux équilibre.

Vendredi 14 novembre, les deux pans de sa vie se sont rejoins. Un communiqué publié dans la soirée annonçait que l'équipe cycliste Cofidis et Cyrille Guimard « se séparaient », façon élégante d'annoncer la mise à l'écart du directeur sportif. L'employeur invoquait les démêlés judiciaires de son salarié dans l'affaire des vélos Sclior (Le Monde du 24 juillet). Mis en examen, entre autres chefs, pour « abus de biens sociaux » et « banqueroute par comptabilité fictive », l'homme était placé depuis le 23 octobre sous contrôle judiciaire. C'en était cette tour pour un commanditaire spécialisé dans le crédit. « On va continuer à fonctionner avec l'équipe en place », affirme François Migraïne, président de Cofidis compétition.

« Fatigué de cette affaire », « effondré », aux dires de ses proches, le Nantais est retourné en Bretagne sans livrer le moindre commentaire sur ce nouveau rebondissement. A cinquante ans, cet homme à l'insolable énergie tentera de se relever de cette chute comme il le fit dans sa carrière de coureur, en 1969, après une semaine de coma. Pour comble d'ironie, sa situation s'apparente aujourd'hui à celle de Bernard Tapie, dont il fut à la fois le plus franc détracteur et le plus secret admirateur quand ce dernier se piqua de cyclisme. Notre homme, lui, a été bercé dans le peloton depuis toujours.

A quatorze ans, ce fils de maçon a quitté l'école avec un brevet d'ajusteur. Ses premiers sous, gagnés dans une usine de parpaings, sont passés dans l'achat d'un vélo. Il a ensuite travaillé aux chantiers navals de Saint-Nazaire. A dix-sept ans, il a coupé avec les siens pour lancer sa carrière sportive, seul à Chateaubriant (Loire-Atlantique). A vingt et un ans, il est devenu professionnel chez Mercier. A vingt-neuf ans, des problèmes récurrents de tendon l'ont poussé à une retraite prématurée. Entre-temps, le routier-sprinter avait défié Eddy Merckx, notamment lors du Tour de France 1972 où il fut contraint d'abandonner, l'avant-dernier jour, maillot vert sur les épaules.

« Je crois aux valeurs sportives et je ne suis pas un spécialiste du droit des affaires »

Les pépins physiques ont bridé la carrière du coureur, ses coups de gueule également, qui ont froissé le milieu et lui ont retiré bien des bons de sortie du peloton. Mais le personnage a la volonte et l'art de la persuasion. Il fascine par sa détermination. Il n'a pas trente ans quand lui est proposé son premier poste de directeur sportif pour les cycles Gitane qui deviendront Renault-Gitane. De 1976 à 1984, il s'adjuge sept Tours de France sur neuf grâce à Lucien van Impe, Bernard Hinault et Laurent Fignon. Il révélera surtout quantité de jeunes talents. Sa science de la course et la science tout court mettent Cyrille Guimard en avance sur son époque.

Mais les poulains se lassent les uns après les autres de leur impossible mentor. Bernard Hinault et tant d'autres le quittent en mauvais termes. « C'est une fripouille », lancera même Marc Madiot. « C'est le plus incroyable businessman que j'aie jamais rencontré », avouera pour sa part Greg LeMond, qui finira par lâcher l'homme qui l'a fait venir du Nevada pour les millions de Bernard Tapie. En 1989, l'Américain gagne le Tour avec huit secondes d'avance sur Laurent Fignon, huit secondes arrachées sur

les Champs-Élysées grâce, en partie, au guidon de triathlète qu'il inaugure. Pour la première fois, Cyrille Guimard n'est plus en pointe.

Avec les années, l'homme va devoir fonder son ego dans la masse. En 1996, il se retrouve sans commanditaire et démarque 200 entreprises en vain. En 1997, après avoir prospecté de plus jeunes et séduisants managers, Cofidis lui propose de s'occuper de sa riche équipe. Mais la malchance va s'acharner - cancer de Lance Armstrong, chute de Tony Rominger, blessure persistante de Mauricio Fondriest - et amputer son palmarès. Qui plus est, Cyrille Guimard s'est fait trop d'ennemis dans le milieu. Sous le « M. Plus » du peloton a vite percé le Rasignac du cyclisme.

Encore coureur, le Nantais suivait des leçons de français. Il avait également entamé des cours de gestion. L'ambitieux avait sans doute vu trop de ces anciens cyclistes impécunieux traînant leur misère dans le peloton, vendant leur savoir à qui en voulait. En 1985, à l'arrêt de Renault, le salarié Guimard décide de monter sa propre entreprise, France Compétition. La société possède les contrats des coureurs et loue de main les services de l'équipe aux sponsors, Système U puis Castorama. Parallèlement, il développe une marque de cycles, Maxi-sports. Les deux entreprises tomberont finalement en faillite, sans autre dommage qu'une fâcherie définitive avec son associé Laurent Fignon.

En 1996, Cyrille Guimard lance donc avec Camille Letierce, ancien bras droit de Bernard Tapie, la marque de vélo de luxe Sclior à Vierzou (Cher). C'est un nouveau fiasco. Près de 7 millions de francs de subventions et de prêts divers n'empêcheront pas, moins d'un an après, la liquidation judiciaire. « J'ai fait preuve de naïveté, assure le fils d'ouvrier qui voulait être patron. Je crois aux valeurs sportives et je ne suis pas un spécialiste du droit des affaires. » Le drame de Cyrille Guimard est d'avoir souvent confondu les deux.

Benoît Hopquin

## Nathalie Tauziat crée la surprise aux Masters de tennis de New York

MARY PIERCE et Nathalie Tauziat se sont qualifiées, lundi 17 novembre, pour les quarts de finale des Masters féminins, la finale du circuit qui se dispute à New York jusqu'au 23 novembre. La première, tête de série n° 7, a battu la Belge Sabine Appelmans, dix-huitième joueuse mondiale (6-3, 6-4) et la deuxième (14<sup>e</sup>) a créé la surprise en s'imposant devant la Sud-Africaine Amanda Coetzer, quatrième mondiale (6-3, 6-3). Nathalie Tauziat a décroché sa place pour les Masters grâce à une belle fin de saison. Elle s'est hissée deux fois en finale à Zurich et à Philadelphie en octobre et en novembre. A trente ans, elle n'avait pas gagné de match en quatre participations aux Masters et elle n'avait jamais battu Amanda Coetzer en quatre confrontations.

En quart de finale, elle rencontrera la Croate Iva Majoli (n° 6) ou l'Allemande Anke Huber (12<sup>e</sup>). De retour après une infection rénale, Mary Pierce est apparue en forme pour battre Appelmans grâce à un service performant. En quart de finale, elle rencontrera la Suissesse Martina Hingis (n° 1), ex-que du treizième titre de sa saison ou la Néerlandaise Brenda Schultz-McCarthy (16<sup>e</sup>), qui l'avait battue en octobre, en finale de la Fed Cup. La dernière Française en lice, Sandrine Testud (13<sup>e</sup>), s'est inclinée face à la Roumaine Irina Spîrlea (n° 8) (6-3, 5-7, 6-4). En double, la soirée a été marquée par la défaite des têtes de série n° 1, Natasha Zvereva et Gigi Fernandez qui, à trente-trois ans, faisaient ses adieux au circuit. En dix ans, elle a gagné dix-sept titres du Grand Chelem, dont quatorze avec Zvereva. Avec Mary Joe Fernandez, elle était double championne olympique de Barcelone et d'Atlanta (1992, 1996).

Patricia Jolly

## 30 millions d'années

mettent de relier le Pécène

Les chercheurs ont découvert, dans la région de la vallée du Rhône, une station de chasse à l'époque du Pécène, datant de 30 millions d'années. Cette découverte est importante car elle permet de relier les cultures du Pécène à celles du Magdalénien. Les fouilles ont révélé des ossements d'animaux, des outils en silex et des restes de feu. Les chercheurs estiment que cette station était utilisée par des chasseurs-cueilleurs. La découverte est la plus ancienne jamais trouvée en France. Elle est située à environ 100 km de la frontière italienne. Les fouilles ont été menées par une équipe de chercheurs de l'université de Bordeaux. Les résultats de la recherche ont été publiés dans la revue Nature.

## Nouvelle alerte informatique

La station orbitale russe Mir

Une nouvelle alerte informatique a été déclenchée à bord de la station orbitale russe Mir. Les contrôleurs ont détecté une anomalie dans le système de navigation. Les experts estiment que le problème est dû à un bug logiciel. La station est actuellement en orbite à une altitude de 250 km au-dessus de la surface de la Terre. Les contrôleurs ont pris des mesures pour éviter toute collision. La station est utilisée par une équipe de cosmonautes russes. Les données de la mission sont envoyées en continu vers la Terre. Les experts estiment que la station peut continuer à fonctionner pendant plusieurs années de plus.

## Recherche du troisième mot

Une recherche du troisième mot a été menée par une équipe de chercheurs. Les résultats ont montré que le troisième mot est le plus difficile à trouver. Les chercheurs ont analysé des milliers de mots et ont trouvé que le troisième mot est le plus rare. Les résultats ont été publiés dans la revue Science. Les chercheurs estiment que la recherche du troisième mot est importante pour comprendre la langue humaine. Les résultats de la recherche ont été utilisés pour développer de nouveaux outils de traitement du langage naturel. Les chercheurs estiment que la recherche du troisième mot est une tâche complexe. Elle nécessite une grande quantité de données et une méthode sophistiquée. Les chercheurs ont utilisé une méthode basée sur l'apprentissage automatique. Les résultats de la recherche ont été très intéressants. Ils ont permis de mieux comprendre la structure de la langue humaine. Les chercheurs estiment que la recherche du troisième mot est une tâche importante pour la linguistique.

**VOLVO**

**ENRRENANTE, SURÉQUIPÉE. TOUT D'UNE VOLVO.**

**JUSQU'AU 15 DÉCEMBRE, SÉRIES SPÉCIALES SUR TOUTE LA GAMME.**

Volvo S40/V40 et S70/V70 toutes motorisations\* : essence turbo diesel et TDI. Ces Series Spéciales sont équipées en série de l'ABS, des airbags frontaux Volvo (passager en option gratuite) et latéraux SIPSAB®. Pour votre confort, les Series Spéciales disposent de la direction assistée, de la condamnation centralisée des portes et du volant réglable en hauteur d'un volant cuir, d'un intérieur cuir, d'un autoradio RDS avec lecteur CD, de jantes aluminium et de la climatisation... des 138 000 FF.

**OFFRE DE CRÉDIT EXCEPTIONNELLE. INFORMATIONS ET ESSAIS : 08 36 68 60 61 (24h/24) OU 3615 VOLVO**

(1) Volvo S40 1.6L « Série Spéciale » AM 98 139 900 F tarif au 01/11/97 valable jusqu'au 15/12/97. (\*) sans S40/V40 T4. Modèle présenté Volvo V40 1.8L « Série Spéciale » avec options peinture métallisée et jantes Gaspria 16" : 158 950 F.



# Rungis à marée haute

Brasserie de bord de mer à quelques kilomètres de Paris

TRENTE ANS déjà. Quand, en avril 1969, les Halles quittent la capitale pour venir s'installer dans leur ville nouvelle, les Parisiens s'étaient vaguement promis d'aller leur rendre visite pour savoir si le sang frais avait le même goût à Rungis que du côté de la rue de la Grande-Truanderie. On les attend toujours. Balthard se préparait à manger les pissenlits par la racine. On le mettrait bientôt en caisse. Les costauds ne partageraient plus le Ricard avec les notambulés du petit matin. Le Sébasto se sentait déjà orphelin. C'était fini.

Nuit noire, poste de péage façon douane autrichienne des années 60 avec gardien en uniforme et boutons dorés. Comme disait Tristan Bernard de son théâtre, on aurait dû venir armé, l'endroit est désert. Pilotage à l'estime, en s'égarant plusieurs fois dans un fond de port, cousin des docks de Rotterdam. Ah ! des lumières. Voilà notre affaire : restaurant A la Marée, 2, place des Pêcheurs, Marée 338, Rungis.

Une brasserie au ras du bitume, qui faisait sursauter ses lampions dans les obscurs. D'autres papillons du soir entrent. Couples enlacés de confidences, tablées d'Européens à l'assaut de plateaux de fruits de mer, japonais plus égarés que jamais. Le sentiment de ne plus pouvoir retrouver le chemin de retour donne de la souplesse au dîner, pour peu qu'on ait parlé d'attendre le grand charivari, qui, dans quelques heures, va s'ébrouter au moment où la ville viendra faire son marché.



Pour l'instant, tout est encore dangereusement calme. Trois oursins et six belons permettront de tenir quelque temps la position, avant un casse-croûte plus solide. Les oursins... Bestioles confidentielles, éclatantes de sportivité ou fanées d'attente : un mystère qui bouge ou qui bouge moins. En face des flots Sanguinaires, un jour, en janvier - il y a longtemps -, c'est dans une bassine que l'on nous en avait servis, ruisselants de courroux et d'eau de mer. Du pain de campagne coupé à la hache servait d'assiette. Bref scintillement du mince corail qu'il fallait aller leur quémander, mais au parfum d'une intensité canonnière. Un truc à se souvenir pour toujours.

Ceux de Rungis ont déjà boudin-gué, mais en première classe, ce qui leur donne du lustre et un petit genre aristocratique. Les huîtres de Belon, elles, semblent sortir de leur parc. Mais il est déjà 11 heures du soir et la marée arrive.

Portes ouvertes, les camions circulent en distribuant leurs prises ; les ports de la Manche, de la mer

du Nord et de l'Atlantique finissent de jeter leurs filets. Le carrousel de la fraîcheur est ici saisi dans toutes ses évolutions. De ce balcon, on comprend mieux cette incessante course avec le temps pour que le turbot et la sole croquent encore sous la dent quand l'heure pour eux arrive de passer à table. Au début du siècle, c'étaient des percheurs, qui de Boulogne et de Dieppe, balançaient le poisson jusqu'à la capitale. Aujourd'hui, c'est dans un soufflé que les cabins-cruisers font la jonction entre la dernière vague et le premier acheteur.

Rapidité, cadences emballées, salaires médiocres ; justement, le moment était incertain. Ce vendredi soir, le mouvement se durcissait. Le voyage de Rungis ne tournait plus à l'avantage de notre curiosité. Quarante-huit heures plus tard, les barages de camion-neurs entravaient le réseau routier. Sur le sujet approché, la chronique gastronomique devait se mettre en chômage technique, décrocher.

Mais, de la même manière qu'il faut savoir arrêter un repas, la grève, qui allait coûter trop cher à tout le monde, fut de vive mais courte durée. Aidé par un sens de l'orientation moins timoré, et des volées de mouettes qui signalaient goulument l'emplacement du quai 338 - oiseaux marins, vivant aux crochets la cité -, nous sommes revenus, dans le soleil cette fois, pour bien nous persuader de la

réalité de l'endroit. Il était encore là.

Vieux de la vieille et pionnier, qui faisait l'ouverture de la toute neuve plate-forme de ravitaillement général de la grande ville, il n'a cessé, depuis son ouverture, de tourner vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour rassasier les habitants et passagers de la mégapole à victuailles.

Aux murs, des photos qui soupièrent - les Halles de là-bas, les halles de dans le temps - au menu, la mer dans tous ses états. Ici, ne pas commander de confiance serait une insulte faite à l'entier de la corporation, de toutes les corporations qui triment dur, dans des boulots pas commodes, pour livrer à l'heure et à point la moisson aventureuse des chaluts.

Reste à savoir faire cuire tout ça, à ne pas saboter cette longue suite de gestes et d'efforts. Ces fourneaux du Neptune premier préparèrent leurs prises de façon bon enfant et adroite, du côté de la brasserie ; de manière plus élaborée, mais très respectueuse, du côté restaurant. En vue aussi rapprochée du rivage, c'est le moins qu'on pouvait leur demander.

Jean-Pierre Quélin

★ A la Marée, 2, place des Pêcheurs, Marée 338, 94569 Rungis. Tél. : 46-86-90-90. Brassage : à partir de 120 F. Restaurant : 400 F.



Chez nous, le fruit que l'on presse vient principalement d'Espagne (à 70 %) et en moindre quantité d'Argentine on de

Turquie. Après les terribles gelées de 1985, la production de citrons en France remonte donc à la pente, mais elle reste minuscule : 1 700 tonnes l'an dernier, en provenance surtout des Alpes-Maritimes et de la Corse.

La récolte, qui démarre dans le Sud à la mi-décembre, présente toutefois l'énorme avantage de ne pas être traitée. « Les quantités que nous produisons sont si petites que nous n'avons nul besoin de la stocker », explique Maurice Tamont, conseiller de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes. Le fruit est vendu dans son état naturel. Il n'est pas « déverdi » ni immergé dans un conservateur chimique.

Ces deux derniers cas de figure sont, bêtas !, le lot de la plupart des fruits que l'on trouve dans le commerce. Le déverdissement est une affaire de saison. La majorité des citronniers fleurissent et fructifient toute l'année mais, de mi-mai à mi-novembre, les fruits sont soit le résultat d'une floraison

artificielle (Verdeli), soit cueillis avant complète maturité (Primofiore, en début de récolte).

Pour leur enlever leur couleur verte, on les place un jour ou deux dans des pièces où ils subissent des chocs thermiques, passant toutes les six heures de 4 à 24 degrés, cela au contact d'éthylène, un gaz incolore mais qui agit sur la pigmentation des citrons.

Pour prolonger la conservation de ces fruits, ils sont de plus traités au thiabendazole ou à l'imazalil, puis enrobés de paraffine pour les rendre lisses et brillants. Si le zist, l'intérieur blanc et cotonneux du citron, n'est pas touché par ce traitement, le zeste devra, lui, être lavé et soigneusement brossé avant tout emploi. Dans quelques jours arriveront chez nous de Murcie ou de Valence les premiers Invernale. Ce citron est un fruit de pleine saison. Plus riche en jus, plus mûr, il s'en trouve même sur les marchés qui n'ont pas subi de traitement. Une chance.

Guillaume Crouzet

★ Citrons du sud de la France. En vente dans la région de production, notamment dans les supermarchés Casino à partir de mi-décembre. 11 F environ le kilo.

## BOUTEILLE

### Vin moelleux d'Autriche



TROCKENBEERENAUSLESE 1995

■ Originaire du Burgenland, la région la plus chaude d'Autriche, autour du lac de Neusiedlersee, ce vin produit par J. et H. Munzenrieder est une curiosité. Par son cépage, d'abord, le bourvier, à l'origine de grands vins liquoreux, et qui n'a aucun intérêt lorsqu'il est vinifié en sec. C'est un cépage précoce du type sémillon, sur lequel *Botrytis cinerea* - la pourriture noble - se développe sous l'action du soleil après les brumes matinales, comme dans le Sauternais. Sa robe jaune d'or et son équilibre en font un grand liquoreux, dense et complexe, qui rivalise dans les dégustations à l'aveugle avec les plus grands. Il a été déniché par Lionel Michelin, anti-quaire du vin.

★ La bouteille (37,5 cl) du millésime 1995 : 240 F. De Vinis Illustris, 2, rue des Lyonnais (75005 Paris). Tél. : 01-43-36-12-12. Télécopie : 01-43-36-20-30.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

IL CORTILE

■ Un jeune chef français à la tête de ce restaurant d'hôtel chic voué à la table d'Italie ? Nicolas Vernier vient de l'écurie monégasque d'Alain Ducasse, rom-pue aux secrets de la cuisine méditerranéenne. La grande assiette d'artichaut, superbe dans ses nuances de douceur et d'astringence, suffirait à montrer la secrète alchimie qui s'est emparée des casseroles et le coussin d'entre sa-veurs d'Italie et goût français. Et aussi les calmars farcis comme à Pantelleria, le risotto aux trois tomates, les farfalle à l'encre de seiche, ou la zuppa inglese, que l'on croyait définitivement supplantée par le thurmus. Bel accueil et cave étoffée de vins français et italiens. Compter 200 F, plus le vin.

★ Paris, 37, rue Cambon (75001), tél. : 01-44-58-45-67. Fermé samedi et di-manche.

SEVEN'S CAFÉ

■ Les belles entrées comme la frisée aux lardons, les harengs pommes à l'huile, ou les cochonailles du Rouergue signent une cuisine de ménage comme on en trouvait dans ces rues parallèles aux Champs-Élysées au temps du *Herold Tribune*. Ici, au Seven's Café, c'est un décor à tonalité chaude, et deux salles confortables, une maison de confiance, pour oublier la cohue de la célèbre avenue. Produits frais pour plats du jour : velouté de potiron, blanquette de veau... Vins de propriétaires : gamay de l'Arèche (70 F), côteaux du lyonnais, broûilly et saint-amour. Menus : 69 F et 79 F. Menu, tout compris, avec vin : 169 F.

★ Paris, 54, rue de Ponthieu (75008), tél. : 01-42-25-45-89. Fermé le dimanche.

### Brasserie

LE VALMY

■ A l'avant de la Grande Arche, c'est une vaste brasserie, avec terrasse cou-verte et vue panoramique sur un paysage quelque peu chaotique. Décor de céramique, genre grotte marine. En entrée, le choix est offert entre l'assiette de jambon d'Auvergne tranché à la main, la compote de lapereau et ses petits oignons, ou bien la frisée aux gésiers confits. Sole dorée aux champignons, en plat du jour, et belles viandes en provenance de l'Autriche pour mieux dâmer le pion à la cohorte des *fast-food* alentour : faux-filet, grenadin de veau poêlé, côte et filet de bœuf, carré d'agneau. Plateau de fromage appétissant avec le salers, et feuilleté aux poires ou tarte fine. Belle carte des vins, dont le mer-cure rouge, et le meusault blanc de Louis Latour. D'autres petits vins de propriétaires, et quelques intéressants bordeaux, à prix modérés. Menus : 120 F, 160 F (vin compris) et 230 F. A la carte, compter 250 F.

★ Paris, La Défense. Quartier Valmy Espace 21, 30, place Ronde. 92800 Pu-teaux, tél. : 01-47-74-84-97. Fermé samedi et dimanche.

## Gastronomie

KIM ANH

■ L'une des meilleures cuisinières vietnamiennes de Paris, Kim Anh, envoie à la minute des produits soigneusement choisis et apprêtés. C'est le sampan d'ananas frais en salade, le rouleau impérial au crabe et crevettes que l'on roule dans une feuille de laitue. La soupe tonkinoise - *pho* - est appréciée, la-bas, au réveil. C'est un bouillon brûlant qui mêle les saveurs de plantes aro-matiques, le vermicelle de riz, un morceau de gingembre, un oignon émincé et quelques lamelles de bœuf. On appréciera aussi le potage de crevettes au tamarin. Le suprême de mer, les crevettes sur canapé ou grillées sur des mor-ceaux de canne à sucre, les gros escargots et les crabes farcis, les présen-tations de bœuf émincé au citron vert, tous accompagnés de nuoc-mâm, en-trouvent une passionnante gamme de saveurs, de textures et d'arômes. A noter, aussi, les raviolis à la vapeur, les langoustines caramélisées ou les dé-li-cieuses tripes à la sauce de soja, parfois sur la carte. Menu : 220 F. A la carte, compter 350 F.

★ Paris, 15, rue de l'Eglise (75015), tél. : 01-45-79-40-96. Le soir uniquement, jusqu'à 23 h 30.

Jean-Claude Ribaut

## Les citrons

Dans *Atlantic City*, le film de Louis Malle, l'actrice Susan Sarandon travaille dans un bar à huîtres. Le soir chez elle, pour enlever toute odeur liée à son travail, elle utilise des moitiés de citron en guise de savon. Devant sa fenêtre ouverte, penchée au-dessus de son évier, elle se frotte langoureusement les bras, les poignets, la gorge, avec ces agrumes dont le jus ruisselle sur sa peau. Burt Lancaster, d'une fenêtre voisine, ne semble pas considérer la scène comme une banale pratique d'écailleur mais plutôt à l'égai d'une vision érotique. Les 130 000 tonnes de citrons que nous consommons chaque année en France sont-elles sources d'autant de fantasmes ? Peu probable.

La vinaigrette reste son premier emploi et donne au citron un rôle essentiel : celui de bannir tout vinaigre de l'assaisonnement. L'humanité se divise en effet en deux catégories qui s'affrontent aussi solidement que la droite et la gauche, les balzaiciens ou les stendhaliens, ce sont les tenants de la vinaigrette au vinaigre et ceux qui mettent du citron dans leur bulle d'olive.

**PARIS 2°**  
**GALLOPIN**  
Histoire et Plaisirs de la table  
**MENU 149 F**  
AVEC FOIE GRAS MAISON  
Entrée-Plat-Dessert  
Café offert  
FRUITS DE MER & COQUILLAGES  
A LA CARTE  
124-154 / 01-42-36-42-38  
10, rue de la Chapelle - 75009 Paris

**PARIS 5°**  
**LA FERME DU PERIGORD**  
1, rue des Fossés St-Marc  
Paris, Jardin des Plantes  
01-43-31-69-20  
Ambiance au charme rustique. Selon  
Menus 130 F et 228 F + Carte  
Menu touristique 150 F (spécialité de vin comp.)

**PARIS 6°**  
**ALSACE A PARIS** T.I.J.  
01-43-26-21-48  
9, pl. St-André-des-Arts, 6° - SALONS  
CHOU-CROUTES, GRILLADES,  
FLAMMEKÛCHE, POISSONS,  
HÛÎTRES ET COQUILLAGES

**PARIS 5°**  
Depuis 1913  
**Emart**  
LA BRASSERIE  
DES ANNEES 30  
20, AVENUE DES COBOLINS - 75005 PARIS  
TEL. 01-43-31-39-51

**PARIS 6°**  
**La Chope d'Alsace**  
Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon - PARIS 6°  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'Ecole de Médecine

**PARIS 7°**  
**Choumieux**  
Cuisine de terroir  
Tous les jours de 12 h à 14 h  
Dimanche service continu de 12 h à 14 h  
Bouquet de 10 à 110 pers. Selon disponibilité  
17, rue St-Denis (75001) Tél. 01-47-35-43-75

**PARIS 4°**  
**MA BOURGOGNE**  
RESTAURANT - BAR A VIN  
Cuisine de terroir  
Cassoulet, Pot au feu, Tripes à la mode de Caen  
Grillades (viande de Saïon), Tarte au sucre  
Avec de vraies frites... Carte env. 200 F  
Jeudi 20 novembre le  
Beaujolais nouveau sera au RDV  
19 place des Vosges - Tél. 01-42-78-44-64  
Ouvert tous les jours jusqu'à 1 h du matin

**PARIS 7°**  
**LES MINISTÈRES**  
Depuis 1919 un brio de Paris  
Menu 169 F apéritif et vin compris  
servi même le samedi et dimanche  
30, rue du Bac - Tél. 01-42-61-22-37  
UN RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

**PARIS 7°**  
**MIYAKO**  
Spécialité de  
brochettes grillées  
sushi et sashimi japonais  
Livraison à domicile 60, 90, 140, 150 et 160  
Formule 60 F - Menu 100 F vin opt - Carte 160 F  
121, rue de l'Université - 01-47-05-41-83  
9 bis, bd. Montparnasse 6° - 01-40-05-03-68

**PARIS 8°**  
**THEATRE**  
DU ROND-POINT  
CHAMPS ÉLYSÉES  
Nouvelle équipe de cuisine  
Menus à partir de 85 F et 149 F  
(différents chaque jour)  
Menu-carte 160 F  
Vins régionaux à petits prix  
2 bis, av. Franklin D. Roosevelt  
Réservation : 01-44-95-98-44  
7J/7 de 11 h à 2 h du matin.

**PARIS 8°**  
**FLORA DANICA** (185 F)  
COPENHAGUE  
Menu 240 F (poisson complice)  
SAUMON, RENNE, CANARD SAÏE  
142, avenue des Champs-Élysées - 01-42-12-35-28

**PARIS 9°**  
**TY COZ** 01-48-78-42-95/34-61  
35, rue St Georges  
PLATEAU de FRUITS de MER 195 F  
POISSONS - CRUSTACÉS  
Menu de la "Mer" le soir - 170 F  
F/dim., lundi soir - Climatisé

**PARIS 10°**  
**Le Planisel**  
au coin de sa cheminée  
Face au Louvre et aux Tuileries,  
dans un cadre fraîchement remis au  
goût du jour, tout en gardant son  
charme "Boulevard du Siècle", vous découvrirez  
avec étonnement une cuisine gourmande évoluant  
au gré des saisons, à des prix très raisonnables.  
Menu du Marché 160 F 3 Plats et Café inclus  
Dîner Soirée du Mercredi 270 F  
4 Plats, Café, 1/2 bouteille de vin inclus  
A la Carte à partir de 250 F hors boissons.  
Crème de Potiron aux Saint-Jacques,  
Caviar Doré de Canard aux Citronelles,  
Rumsteck d'Holstein et Langoustines de  
Bretagne aux Endives Caramélisées,  
Noisettes de Biche aux Bases Rungis  
**HOTEL REGINA PARIS**  
2, place des Pyramides - 01-42-60-31-10

Rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : 01-42-17-39-40







**ENQUÊTE** On ne compte plus les initiatives en faveur de l'affranchissement du Tibet du joug chinois. Si la tibétologie est une discipline ancienne, servie par les savants les plus

sérieux, le pays des Neiges n'a cessé d'inspirer depuis plusieurs siècles aventuriers et artistes. ● CETTE TIBÉTOMANIE a saisi des stars, comme l'acteur américain Richard Gere, re-

joint cette année par les cinéastes Martin Scorsese et Jean-Jacques Annaud, dont les films sortiront très bientôt, Ariane Mnouchkine, l'âme du Théâtre du Soleil, qui commence-

ra le 17 décembre un nouveau spectacle au service de la cause tibétaine, ou encore le leader du groupe américain Beastie Boys, Adam Yauch. ● LES ORIGINES de cet engouement

doivent être recherchées dans l'extrême poésie du Toit du monde, ses reliefs et ses légendes, dont la profonde humanité offre un contrepoint au mercantilisme occidental.

## Tous les chemins de l'art mènent à Lhassa, capitale du Tibet

Si la tibétologie est une science déjà ancienne dont témoigne la richesse des bibliothèques, la tibétomanie est plus récente. Ses figures actuelles sont Jean-Jacques Annaud et Martin Scorsese pour le cinéma, Ariane Mnouchkine pour le théâtre et les Beastie Boys pour la musique

TANDIS que beaucoup se taisent, et principalement les puissances politiques et économiques, qui considèrent avant tout la Chine comme un marché juteux, le monde des arts et des spectacles, avec quelque retard sur celui de l'édition, fidèle en cela aux grands aïeux de la tibétologie, multiplie les initiatives visant à mobiliser l'opinion publique internationale en faveur des opprimés du Toit du monde et du premier d'entre eux, le XIV<sup>e</sup> dalaï-lama, prix Nobel de la paix 1989.

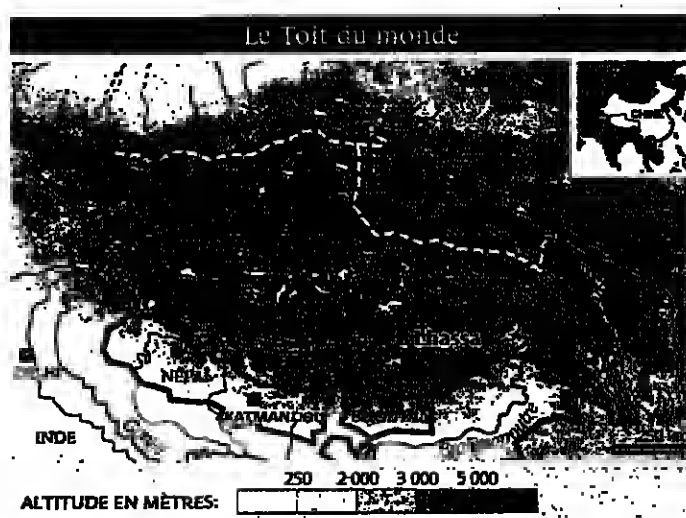
Si Tenzin Gyatso est le meilleur propagateur de la cause tibétaine, reçu en quelques endroits comme un chef d'Etat et partout comme un guide spirituel, on ne compte plus les écrivains, cinéastes, metteurs en scène, photographes, dessinateurs, acteurs et musiciens qui ont choisi de dire tout haut leur attachement à la culture tibétaine. A l'été 1996, l'acteur américain Richard Gere investissait les médias français à la faveur d'une exposition de ses photographies présentées au Printemps de Cahors. Par lui, Hollywood a fait sien le combat du Tibet pour son affranchissement. Deux films inspirés par le Pays des neiges sont achevés : *Sept ans au Tibet*, du Français Jean-Jacques Annaud, et *Kundun* (La Présence), de l'Américain Martin Scorsese. Le premier s'est emparé de la figure de l'Alpiniste autrichien Heinrich Harrer (interprété par Brad Pitt), sergent SS parti à la conquête de l'Himalaya avant de devenir l'un des précepteurs de

l'actuel dalaï-lama (sortie française le 26 novembre). Le second a choisi de porter à l'écran la biographie autorisée du dalaï-lama. Son héros est Richard Gere, conseiller d'une multinationale américaine désireuse de signer un gros contrat de télécommunications avec la Chine (sortie américaine à Noël).

### ● ATTITUDE RÉVOLUTIONNAIRE ●

Jean-Jacques Annaud, manifestement inquiet de la polémique qui a marqué la présentation de son film au Festival de Toronto (*Le Monde* du 17 septembre), n'a pas voulu expliquer ici les raisons de son scénario. On sait seulement que les révélations du magazine *Stern* sur le passé nazi de Harrer ont convaincu les producteurs de modifier le scénario, modifications mineures selon le réalisateur, qui a déclaré alors que ces révélations ont renforcé ce qui était pour lui « de forts saupçons ». Martin Scorsese est plus disert sur ses motivations. « Ma sympathie pour le dalaï-lama vient sûrement de mon éducation religieuse, qui a représenté beaucoup pour moi quand j'étais enfant et que je croyais dans la bonté de l'homme (...). J'ai toujours été fasciné par les hommes qui mènent une vie spirituelle, qui croient totalement dans la non-violence, la compassion, la douceur et la tolérance ; c'est une attitude toujours extrêmement révolutionnaire », a-t-il expliqué à la chaîne de télévision publique américaine PBS.

Depuis plusieurs années, le Tibet est devenu l'enjeu d'une intense



activité éditoriale. Encouragé par plusieurs succès de librairie déjà anciens, le rythme des publications s'est accéléré, dans toutes les directions : témoignages, récits, traductions, spiritualité, études savantes, approximatifs, faisant la part belle à un lyrisme d'agence de voyage, mais ce qui frappe finalement, c'est la diversité et la qualité de certaines œuvres proposées. A la suite de *La Force du bouddhisme*, du dalaï-lama et Jean-Claude Carrière (Larousse), du *Livre tibétain de la vie et de la mort*, de Sogyal Rinpoche (La Table ronde), de *Le Moine et le Philosophe*, de Jean-François Revel et

Matthieu Ricard (Nil), des *Rebelles de l'Himalaya*, de notre collaborateur Philippe Broussard, il faut signaler plusieurs ouvrages récemment parus, comme *Le Feu sous la neige*, de Palden Gyasto (Actes Sud), témoignage terrible, d'une implacable authenticité, d'un moine incarcéré pendant trente-deux ans dans les bagnes chinois au Tibet. En contrepoint, *Médécine du toit du monde*, de Dolkar Khangar et Marie-Josée Lamothe (Le Rocher), retrace la vie d'une exilée, devenue en Inde l'une des plus grandes spécialistes de la médecine tibétaine. Quand l'esprit dialogue avec le corps reprend, sous la direction de Daniel Goleman (Tréd-

niel), une série d'entretiens avec le dalaï-lama sur la conscience, les émotions, la santé.

L'histoire du Tibet continue de susciter les recherches les plus sérieuses, comme en témoignent la publication d'un étude générale de Laurent Deshayes, *Histoire du Tibet* (Payot), et un recueil passionnant des malentendus et des incompréhensions des premiers voyageurs, *Les Portugais au Tibet*, traduit et présenté par Hugues Didier (Champagne). Il faut rappeler aussi la publication en octobre, aux éditions du Lombard, de la bande dessinée de Cosey *Celui qui mène les fleuves à la mer* (*Le Monde* des livres du 10 octobre) et ses visions somptueuses des palais de Lhassa.

### ● DAVID PEUT ENCORE GAGNER ●

Dès le 17 décembre, le Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes, va devenir le plus grand forum français jamais ouvert à la cause tibétaine. Ariane Mnouchkine et sa troupe, soit trente comédiens et plus de trente personnes dans la coulisse, ont imaginé que le Théâtre du Soleil était subitement investi par une délégation de trois cents (!) Tibétains faisant le tour du monde pour réclamer des gouvernements qu'ils favorisent leur dialogue avec Pékin. « La troupe, la délégation et le public vont donc vivre ensemble les souffrances actuelles des Tibétains et cette impuissance qu'ils doivent tous surmonter », nous a expliqué Ariane Mnouchkine, qui, après tant de causes que sa troupe a servies, ces trente der-

nières années - qu'il s'agisse du Vietnam, de la Tchécoslovaquie, du Cambodge ou de la Bosnie... -, veut croire encore et toujours à la force civique du théâtre : « Nous aurions dû réagir plus tôt, dit-elle, presque en s'excusant. Si nous agissons maintenant, c'est probablement à cause de la façon dont la Chine, après des années de répression sauvage et de destructions, a désormais décidé de noyer les Tibétains sous une colonisation massive. Pourquoi n'a-t-on pas levé le petit doigt pour Lhassa ? Jadis, quand David et Goliath s'affrontaient, on prenait partie. Aujourd'hui, il ne faudrait pas aider David parce que Goliath est trop fort ? David peut encore gagner, Goliath n'est pas tout-dûit Goliath : à Pékin, les Hans dominent mais sont opprimés ; le régime a besoin de nos technologies. Les moyens existent donc d'infléchir la politique de la Chine et de faire valoir les droits de l'homme. »

En France et loin d'elle, des centaines d'associations, et souvent d'étudiants, ont pris fait et cause pour le Tibet. Cette mobilisation se traduit par l'existence de plusieurs centaines de sites sur Internet, la plupart abrités par des universités, par des disques, comme celui imaginé par les Beastie Boys (*lire ci-dessous*), ou enfin par des concerts, comme cette soirée jungle organisée le 9 novembre à Montpellier par Akasha Production... La route de Lhassa est grande ouverte.

Olivier Schmitt et André Velter

## Adam Yauch, chanteur des Beastie Boys « La destruction de cette culture serait une tragédie pour le reste du monde »

GRUPPE PUNK converti au rap au milieu des années 80, les Beastie Boys (Adam Yauch, Adam Horowitz, Michael Diamond) se font connaître en 1986 grâce au succès énorme de *License To Ill*, album qui mêle rythmique habile et mauvais goût potache. A l'époque, le trio n'hésite pas, en concert, à mettre en cage des strip-teaseuses et à les arroser de bière. Leur premier hymne s'intitule « Se battre pour le droit de faire la fête » (*You Gotta Fight For Your Right [To Party]*). Leur musique prendra ensuite un tour plus expérimental. Sales gosses devenus passionnants alchimistes, les Beastie Boys changent aussi de mode de vie durant les années 90 : méditation, régime végétarien. Adam Yauch se convertit au bouddhisme. En 1994, le groupe décide de se servir d'une partie des royalties engendrées par l'un de ses albums, *Ill Communications*, pour créer un fonds de soutien au peuple tibétain, le Milarepa Fund.

Les 15 et 16 juin 1996 à San Francisco, puis les 7 et 8 juin 1997 à New York, ils organisent un festival, le Tibetan Freedom Concert, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes. Au programme, des stars du rock (Patti Smith, U2, Noel Gallagher, Björk, Michael Stipe, Alanis Morissette, Radiohead...) et quelques rappeurs (KRS-One, A Tribe Called Quest, De La Soul, Biz Markie, les Beastie Boys...). Un triple CD du même nom vient de sortir chez Chrysalis, compilant des extraits de ces concerts. Dans le livret du disque, on trouve, entre autres, une lettre du dalaï-lama et un bulletin de protestation tout préparé (*Free Tibet*) à envoyer au président Clinton. Adam Yauch est le membre du groupe le plus investi dans cette cause.

« Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à cette cause ? - Il y a quelques années, au cours d'un voyage au Népal, nous avons rencontré des réfugiés tibétains. Ils venaient juste de s'enfuir. Ils nous ont raconté ce qui se passait dans leur pays. Plus que par le conflit po-

litique, j'ai été touché par les valeurs de la culture tibétaine. La lutte des Tibétains n'est pas qu'une lutte antichinoise. Elle est d'abord une lutte non violente pour la démocratie, pour les droits de l'homme et des valeurs qui peuvent profiter à l'humanité entière comme la compassion et l'altruisme.

- En quoi consistent ces concerts pour le Tibet ?

- Il s'agit moins de lever des fonds que de lever des consciences. Pendant le festival, nous diffusons des informations. Beaucoup de moines tibétains participent à la fête et discutent avec les gens. Le but n'est pas de faire crier à tout le monde « Libérez le Tibet », mais de donner envie à certains d'en savoir plus.

- De plus en plus d'artistes semblent attirés par le Tibet et les valeurs du bouddhisme. Pourquoi ?

- Au contraire de religions très moralisatrices et catégoriques, le bouddhisme insiste plus sur la responsabilité individuelle que sur la volonté de Dieu. Il enseigne des principes de vie sans forcément juger ceux qui ne suivent pas ces préceptes. Cette tolérance, cette compassion séduisent beaucoup.

- Vous ne craignez pas d'être victime d'un effet de mode ?

- C'est un problème mineur face à l'importance du symbole que représentent la lutte du peuple tibétain et le concept de non-violence. Je pense que l'humanité ne survivra qu'en tirant les enseignements. Depuis des siècles, nos motivations profondes n'ont pas changé. Nous avons progressé technologiquement mais notre instinct reste animal. Notre technique est si avancée que nous connaissons les moyens de détruire la planète. La cupidité, l'égoïsme, la volonté de puissance restent nos moteurs principaux. La culture tibétaine représente l'opposé exact de cette tendance. Il y a plusieurs siècles, le Tibet était une nation guerrière surpuissante. Il a su renoncer aux armes pour devenir l'apôtre d'une culture non violente. Je trouve que ces valeurs sont

des formes bien plus avancées de pensée. Si cette culture est détruite ce sera une tragédie pour le reste du monde. Le bonheur n'est pas synonyme de satisfaction matérielle ou physique.

- Est-ce crédible pour des rock stars ayant profité de tous les excès de précher pour ce genre d'abstinence ?

- Je n'empêche personne d'essayer. J'ai essayé beaucoup de choses, les drogues et le reste... Il n'est pas difficile de voir que ça n'apporte pas grand-chose.

- Avant cela, aviez-vous été tenté par d'autres formes d'action politique ?

- Oui, mais je pense aujourd'hui que la violence entraîne la violence et que la destruction d'un gouvernement entraîne la mise en place d'un gouvernement tout aussi répressif.

- Ne craignez-vous pas la dépolitisation de la jeunesse américaine ?

- Au contraire, j'ai l'impression qu'elle s'ouvre au monde de plus en plus. Le réseau Internet a fait beaucoup pour cela.

- Lors de votre premier festival, vous aviez programmé Rage Against The Machine, un groupe ouvertement marxiste et révolutionnaire. N'y avait-il pas là une contradiction avec la cause et les idéaux que vous défendez ?

- Nous sommes à la recherche de bonnes volontés, pas de la perfection. Nous avons apprécié la démarche positive des artistes.

- Avez-vous lu *Sept ans au Tibet* ?

- Pas encore, mais j'ai vu le film de Jean-Jacques Annaud. Malgré quelques travers hollywoodiens, j'ai aimé la façon dont il décrit la culture tibétaine et sa confrontation avec la culture occidentale. A propos de la personnalité d'Harrer, je trouve surtout intéressante la façon dont cet homme s'est transformé au contact de la culture tibétaine.

Propos recueillis par Stéphane Davet


**Tempo**

Paris-Hô Chi Minh-Ville 5776 F  
Paris-Bangkok 4116 F  
Paris-Mumbai 4516 F  
Paris-Beijing 5016 F  
Paris-Delhi 4516 F

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

AIR FRANCE  
GAGNER LE CŒUR DU MONDE






Sesame Solo 237  
 Solo Solo Solo Solo  
 Sayame Duo 427  
 L'opéra de la nuit et du jour  
 Sesame Jeune 117  
 Les arts de la rue et du théâtre

Galerías nacionales del Grand Palais  
**carte sesame**  
**97-98**

Seul ou à deux  
 le laissez-passer des grandes expositions  
 Valant pour le studio, aussi bien que pour votre voyage.

 LES PALAIS  
 DES BEAUX-ARTS  
 1056 PARIS 8

**Sesame Solo** Réservation et abonnement au **01 44 13 17 47**



# Hugues Gall et Brigitte Lefèvre décortiquent la fonction d'étoile

Le directeur général de l'Opéra national de Paris et sa directrice de la danse démentent la rumeur d'une hémorragie d'artistes

**LE VENDREDI 14 NOVEMBRE.** Hugues Gall, directeur général de l'Opéra national de Paris, a levé le silence assigné à Garnier et à Bastille depuis qu'il a mis fin, le 7 novembre, aux fonctions de danseur étoile de Patrick Dupond. Depuis, les rumeurs circulent : Marie-Claude Pietragalla prend la direction du Ballet de Nancy, Isabelle Guérin est en partance pour le New York City Ballet. Informations démenties par les intéressés elles-mêmes. Que Raphaëlle Delannay et Anne Rebeschini, distribuées dans *Le Sacre du printemps* de Pina Bausch, soient déjà parties chez le chorégraphe de Wuppertal, l'antithèse de l'Opéra, attise l'idée d'un malaise dont le départ de Dupond ne serait que la partie visible de l'iceberg. On parle d'hémorragie d'étoiles...

Où en est le Ballet de l'Opéra de Paris ? « J'ai été engagé sur la base d'un rapport rétablissant un vrai commandement dans cette maison pour que cesse l'absence de responsabilités, l'engorgement, je révoque, je suis là pour prendre les embruns. Si j'avais voulu le calme plat, je serais allé au Châtelet », dit-il. Hugues Gall est beaucoup plus joueur qu'on ne peut le supposer de prime abord. Il reçoit, perché au huitième étage de l'Opéra Bastille, dans l'ancien bureau que s'était fait aménager Pierre Bergé, « j'aurais préféré être plus près du plateau », dit-il.

Brigitte Lefèvre s'est volontairement installée dans des bureaux mansardés à l'Opéra Garnier. Hugues Gall et sa directrice de la danse se sont exprimés séparément. Mais on sent la paire soudée face aux propos de Patrick Dupond ; et par conséquent en accord sur les grandes lignes de développement du Ballet de l'Opéra. « Je travaille avec un directeur qui accepte les propositions contrastées

que je lui fais. Depuis cinq ans que je suis dans la maison, le dialogue s'est approfondi. On s'est approché. Les enjeux ne sont plus du tout ceux des années 80. Il n'y a plus de place pour les rôles d'étoile rebelle. Un contrat d'étoile donne priorité absolue à l'Opéra. Il est accordé des autorisations de danser à l'extérieur, encore faut-il les demander. La meilleure manière d'être libre est d'accepter pleinement le contexte dans lequel on travaille. Si on ne se sent pas aussi libre qu'on le souhaiterait, on peut partir. »

## PRIORITÉ À LA MAISON

Le style Lefèvre : direct, franc du collier, émotionnel. Il a été convenu qu'on ne parlait pas de Patrick Dupond - l'affaire sera jugée le 1<sup>er</sup> avril 1998 par le tribunal des prudhommes -, mais de la manière de gérer les étoiles. « Ce problème a toujours existé. Il se résout dans des équilibres plus ou moins douloureux. Il y a toujours eu des étoiles qui partent. Yvette Chauvire claqua la porte de l'Opéra pour aller à Monte-Carlo. Jean-Pierre Bonnefous opta pour le New York City Ballet quand il épousa Patricia McBride. Dominique Khalfouni s'en va chez Roland Petit. Olivia Grandville se fait engager chez Dominique Bagouet. Sylvie Guillem, n'obtenant pas ce qu'elle veut, prend ses responsabilités. Loïc Toulé quitte la maison pour devenir chorégraphe. Ils sont des exceptions. Cent cinquante-dix danseurs, dont treize étoiles, provoquent inévitablement des mouvements. De là à parler d'hémorragie... »

C'est Brigitte Lefèvre qui gère les programmes, les distributions et les contradictions des emplois du temps. Mot d'ordre : priorité à la maison. « Chaque étoile est aussi une personne privée, et chaque cas est différent. Les étoiles reçoivent

leur planning en fin de saison, mais aucune ne souhaite vraiment que tout soit trop tôt défini pour garder une marge de manœuvre pour les propositions extérieures. En fait, je me rends assez facilement à leurs arguments, ce qui m'oblige à des jonglages pour les répétitions. Mais je ne donne jamais d'autorisations juste pour faire plaisir. Et je n'aimais pas ces gales qui utilisaient plus ou moins honnêtement le nom de l'Opéra de Paris. Mais quand il s'agit d'une démarche personnelle nécessaire à l'évolution d'une carrière, on parvient à un accord. »

« Danser à l'extérieur permet à nos étoiles de se prendre en charge, de découvrir d'autres systèmes, car presque tous sortent de l'école de danse, reprend Brigitte Lefèvre. Ils ne connaissent que l'Opéra. Quand Isabelle Guérin est demandée au New York City Ballet, c'est un honneur qui reconnaît l'excellence de cette danseuse. Manuel Legris est très apprécié à la Scala, Laurent Hilaire à Covent Garden, Elisabeth Platel à Hambourg, au Danemark. A Rio de Janeiro, où l'ancien danseur-étoile Jean-Yves Lormeau a été nommé directeur du ballet, elle remonte le répertoire du XIX<sup>e</sup>, auquel

## Un connaisseur du ballet

Hugues Gall a parfois la réputation d'être passiste en matière de danse : « Peut-être certains s'en souviendront, mais en 1971, quand Rolf Liebermann est arrivé à l'Opéra, j'ai eu en charge la danse, avec Raymond Franchetti, jusqu'en 1980. Nous n'avons pas été les premiers à moderniser le répertoire. Mais, dans les années 70, l'Opéra de Paris n'avait toujours pas établi de passerelle avec le courant majeur de la danse américaine. Je me suis occupé personnellement de faire venir Carolyn Carlson. Elle était alors au Théâtre Almeida à Londres. Pour elle, on a inventé le Groupe de recherches théâtrales de l'Opéra de Paris (Grtop), et nous l'avons nommée étoile-chorégraphe. Ça a été un coup de tonnerre. Simultanément, nous invitons Merce Cunningham à créer pour le Ballet Un jour ou deux. Cette collaboration n'a pas été un feu de paille, elle dure toujours. Merce Cunningham vient avec sa compagnie en janvier. On inscrivait aussi au répertoire Auréole de Paul Taylor. »



Les danseurs étoiles Agnès Letestu et José Martinez, en répétition à l'Opéra-Bastille.

elle consacre sa vie d'artiste. « Toutes ces étoiles bougent sans perdre pour autant leur statut de danseur-étoile permanent, comme Charles Jude, bien qu'il dirige le Ballet de Bordeaux depuis un an : « Charles prend sa retraite d'étoile en mars 1998. On a seulement qu'on accompagne aussi la reconversion de nos danseurs », précise Hugues Gall.

Une situation que Brigitte Lefèvre n'aimait pas voir pour autant se généraliser. « On a écrit que Pietragalla était partie pour le Ballet de Nancy. Ce n'est pas signé. Pierre

Lacotte dirige toujours la compagnie, que je sache. Mais il est vrai que la danseuse a été contactée. Elle est tout de suite venue en parler avec M. Gall et moi-même. Elle sait qu'une charge aussi lourde serait incompatible avec son statut d'étoile, mais il n'est pas exclu qu'elle revienne danser au coup par coup. »

L'Opéra de Paris sait que sa réputation repose sur ses étoiles : « Et sur le corps de ballet, sans lequel les étoiles brillent moins », ajoute Hugues Gall. Le corps de ballet est riche en personnalités. Comme en témoigne le départ de la quadrille Anne Rebeschini et du coryphée Raphaëlle Delannay pour la compagnie de Pina Bausch.

« Que la personnalité de Pina Bausch, un des grands créateurs de ce siècle, ait imprimé une marque indélébile au Ballet est indéniable, reconnaît Hugues Gall. On est heureux qu'elle revienne cette année remonter à nouveau son *Sacre*. Mais le départ de deux filles de cette qualité est une perte. » On croit savoir que Brigitte Lefèvre en a pleuré. Peut-être pensait-elle à son propre départ, à l'âge de vingt ans, de l'Opéra de Paris : « A son époque, le désir qui poussait à partir était la danse américaine. Je m'occupais du Ballet auprès de Rolf Liebermann

quand elle est partie. Elle était une danseuse extrêmement flamboyante. On ne voyait qu'elle. Les danseurs comprennent son courage et la respectent pour ce choix. »

Depuis quelques mois, il est question qu'une personnalité emblématique du monde de la danse soit attachée à l'Opéra. « Je pense que nous y arrivons, c'est déjà la politique développée par Brigitte Lefèvre. Mais l'Opéra, en cette fin de siècle, n'a pas intérêt à accueillir une seule personnalité par définition trop dominante, mais de se lier à des créateurs comme William Forsythe, Jiri Kylian, ou d'autres plus aventureux, comme cette relation établie avec Angelin Preljocaj, qui est lui aussi un créateur important. » Aurait-on besoin d'un grand danseur pour contrebalancer l'irréversible pénétration du contemporain ? De Baryshnikov, comme on l'entend dire ici et là. Brigitte Lefèvre soupire : « On ne devrait plus parler de danse classique, de danse contemporaine. On est déjà passé ailleurs. Il y a la danse. Son énergie est la même dans le hip-hop que chez Gallota ou Bagouet, ou dans un pas de deux de Petipa. »

Dominique Frérand

## « L'affaire Dupond »

TOUT A COMMENCÉ par un article paru dans *L'Est républicain*, le vendredi 7 novembre, intitulé : « Opéra de Paris, Patrick Dupond licencié ». Bissant la loi du silence, le danseur contractuel de l'Opéra de Paris à l'époque Un communiqué tombe le soir même. Son lacet, dit la colère de la direction de l'Opéra. Les 8, 9 et 10 novembre, Patrick Dupond multiplie les interviews, s'interdisant toute tentative de conciliation : l'affaire sera jugée par le tribunal des prudhommes le 1<sup>er</sup> avril 1998. Qu'est-il reproché à Patrick Dupond ? Le danseur s'est expliqué : il a demandé l'autorisation de quitter les répétitions de Pina Bausch pour se rendre au Festival de Cannes, où il était juré en mai. Bien que la direction de l'Opéra n'ait pas répondu à sa demande - de puis fin avril, le renouvellement du contrat de danseur était en discussion. Le nom de Patrick Dupond disparaît alors des programmes. Un contrat d'étoile invitée

lui est proposé en septembre. Le danseur en refuse les conditions : dix représentations annuelles payées 30 000 F chacune.

Dans ses déclarations, Patrick Dupond se met sous le parapluie du président de la République, présent à Cannes : « Jacques Chirac lui-même a honoré de sa présence cette importante manifestation », puis se tourne vers le ministre de la culture : « Qu'attend M<sup>re</sup> Trautmann pour renvoyer Hugues Gall, cet irresponsable ? » Hugues Gall et Brigitte Lefèvre affirment n'avoir été soumis ni à la pression du cabinet du ministre de la culture ni à celles de ceux (notamment le Comité d'artistes du RPR) qui croient que la danse classique leur appartient. C'est au tour de Patrick Dupond de se taire.

D. F.

## Des contrats et des cachetons

UN CONTRAT D'ÉTOILE est annuel, renouvelable, bien que la plupart du temps reconduit automatiquement. Le salaire des danseurs est calculé sur la base de treize mois. Au-delà de vingt représentations, les interprètes touchent des « feux » (l'expression vient des feux de la rampe), soit des cachets.

« Un salaire d'étoile, précise Hugues Gall, directeur de l'Opéra national de Paris, tient compte de l'évolution personnelle, de l'âge auquel arrive la nomination, des demandes extérieures valorisantes. C'est la liberté des étoiles de dire combien elles gagnent. » Nicolas Lerche, nommé à vingt ans, n'aura pas la même carrière à gérer que Carole Arbo ou Fanny Galdà, nommées toutes deux quand elles avaient dépassé la trentaine (rappelons que les femmes sont mises à la retraite à quarante ans, les hommes à quarante-cinq ans).

## NOTORIÉTÉ ET ANCIENNETÉ

Agnès Letestu, vingt-six ans, tout juste désignée au titre tant convoité, parle avec naturel : « Être nommée étoile, c'est une rumeur, un fourmillement d'impressions, de sensations. Le regard des autres change. Il faut être exemplaire. Mon salaire ? Vous savez, tout est tellement secret, entre nous. Mois c'est un peu ridicule. En ce qui me concerne, je gagne 35 000 F. Et les « feux » sont de

l'ordre de 2 500 F par représentation. Mon titre ne prendra effet qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Un salaire d'étoile est fixe, mais il dépend de la notoriété, de l'ancienneté. Je pense que ma génération est différente. J'en parlais avec Nicolas Lerche. Quand on voit quelqu'un qui se tient les pieds en dedans, qui n'arrive pas à réussir quelque chose, on l'aide, on lui parle. La compétition, nous la méritons avec nous-mêmes, moins avec les autres. Quand on entend parler nos aînés, on ne les comprend pas. Tout ce qui est de l'ordre de la vacherie, de la rivalité, est infantile. A l'Opéra de Paris, on est nourri par tant de créateurs intéressants. Bien sûr, il y a des fugues. Des désirs de danser à l'extérieur. C'est normal. C'est autorisé. »

Interrogée sur le différend qui oppose Patrick Dupond à l'Opéra national de Paris, Agnès Letestu répond : « Il n'y a pas beaucoup de réactions, on en parle peu entre nous ; c'est une affaire sombre et confuse ; on ne comprend pas toujours de quoi il s'agit. J'espère que cela s'arrangera, car Patrick Dupond est quelqu'un de très généreux sur scène. »

Brigitte Lefèvre parle fiches en main : « Au cours de la saison 1995-1996, Kader Belorbi a donné quarante-quatre fois, Manuel Legris soixante-cinq fois, et Patrick Dupond trente-quatre fois. En 1996-1997, Kader danse trente-

neuf fois, Legris quarante-quatre fois, et Patrick Dupond, zéro fois. Étais-je seulement distribué ? « No comment », dit la directrice de la danse. On sait que oui, ne serait-ce que parce que le danseur l'a dit : il avait demandé à participer et obtenu d'être dans *Le Sacre du printemps*, de Pina Bausch.

« Cette année, Kader Belorbi a obtenu les cinq permissions qu'il demandait pour danser à l'extérieur, soit dix-huit jours, continue Brigitte Lefèvre, imperturbable. Agnès Letestu, nouvellement nommée étoile, a été autorisée à quinze permissions, soit cinquante-sept jours. Je dois continuer... ? »

RIEN N'EST SIMPLE

Dans la jungle des contrats et des appréciations, rien n'est simple. Si la direction de l'Opéra de Paris favorise les vrais projets extérieurs, l'équilibre des vies privées, elle n'apprécie pas ce que l'on appelle les « cachetons » de l'ordre de 20 000 francs à 50 000 francs pour une étoile « de base ». Patrick Dupond, adoré des Japonais, se voit offrir des ponts d'or pour danser à Tokyo. Le salaire de l'étoile était, après reconcomptes, de l'ordre de 50 000 F par mois avant la rupture avec l'Opéra. Rien à voir avec le salaire des stars du football !

D. F.

**Tempo**

La Na ette

Paris-Marseille 371 F  
Paris-Nice 371 F  
Paris-Toulouse 371 F

Tempo, se décider plus tôt c'est partir moins cher.

AIR FRANCE

GAGNER LE CŒUR DU MONDE

Les nobles récip

SALON DE L'ETUDIA

SPECIAL GRANDES ECOLES

DE COMMERCE & D'ADMINISTRATION

Trois jours pour choisir votre grande école

17.23 novembre 1997

PARIS-ESPION



## Les nobles réceptacles des royaumes africains à la fondation Dapper

Les objets présentés soulignent l'existence d'un art de cour sophistiqué au sud du Sahara

Un rassemblement, apparemment hétéroclite, permet de vérifier que les Africains ne font pas de distinction entre les arts qualifiés de « ma-

jeurs » et ceux qualifiés de « mineurs » en Europe. « Les Africains ne séparent pas la catégorie du beau de celle du pratique », note Joseph

Aurélien Cornet, l'un des auteurs de l'ouvrage qui accompagne l'exposition. Pour les artistes africains, tout « est utilitaire », ajoute-t-il.

**RÉCEPTACLES.** Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-00-01-50. Jusqu'au 30 mars 1998. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Entrée 20 F. Catalogue sous la direction de Christiane Falgout-Lévesque, 248 p., 280 F.

Les arts africains seraient-ils particulièrement liés à ceux de la table ? On avait pu assister, il y a quelques années, au Musée Barbier-Mueller de Genève, à un congrès des cuillers. Il se déroule, à Paris au Musée Dapper, un colloque des réceptacles tout aussi réussi. Cette réunion rassemble un certain nombre d'ustensiles : vases, jarres, pots, boîtes diverses, fourneaux de pipe et, par extension, des figurines portant une coupe.

Pourquoi ce thème apparemment bétérocite ? D'abord il permet de vérifier que l'Afrique - comme l'Asie - ne fait pas de distinction entre les arts majeurs et les arts mineurs. « Les Africains ne séparent pas la catégorie du beau de celle du pratique », note Joseph Aurélien Cornet, l'un des auteurs de l'ouvrage qui ac-

compagne l'exposition. Ensuite ces objets soulignent, une fois de plus, l'existence au sud du Sahara d'un art de cour sophistiqué. Pour les artistes africains, tout « est utilitaire », dit encore Cornet, notamment lorsqu'il s'agit du grand jeu de la sécurité ou de la fécondité, et du service du prestige. C'est ce dernier souci surtout qui a éveillé leur intérêt pour la beauté. Celle-ci est éminemment au service de l'outil. Ce n'est donc pas un hasard si la plupart des pièces présentées ici ont été fabriquées pour quelques puissants personnages d'un quelconque royaume africain - kuha, bamoum, tschikwé, mangbetu -, voire occidental - Portugal.

Ces artistes ont travaillé très tôt pour le marché européen. Le Musée Dapper présente un certain nombre d'ivoires, dits « africains », fabriqués à la demande des marchands lusitaniens. Ces salières, porte-couteaux, coeurs d'autruche gravés, boîtes en tout genre, étaient recherchés dès le XVI<sup>e</sup> siècle par les grands collectionneurs européens pour leurs cabinets de curiosités. Ces pièces pechent parfois par excès de virtuosité. D'autres sont des chefs-d'œuvre, comme ce pichet fabri-

qué par un artiste yoruba (Nigeria) sur lequel figure l'animal fétiche de son ethnie, le coq. Ou cette boîte de fibres tressées kongo (ex-Zaire), datée du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### CORPS DÉHANCHÉ

La plupart des réceptacles exposés - quelles que soient leurs destinations - ont des formes anthropomorphes. Que ce soient les jarres zande (ex-Zaire) à la panse rebondie, comme prêtes à éclater, ou ces coupes à boire kuba (ex-Zaire), en forme de têtes, destinées aux notables du royaume. Le léopard de laiton qui trône dans la première salle du musée figurait, au XVII<sup>e</sup> ou au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les autels ancestraux de l'oba (le souverain) du Bénin (Nigeria). Le goût du tabac a permis l'élaboration de multiples objets aussi sophistiqués les uns que les autres. Depuis ces majestueux fourneaux de pipes hamou (Cameroun) jusqu'aux délicats mortiers (à tabac ou à chaux) tschikwé (Angola), en passant par ce pot de bois yaka (ex-Zaire), petit personnage pansu au nez retroussé. Les plus banaux instruments peuvent faire l'objet d'une exécution très poussée. Comme cette cuiller anthro-

pomorphe sénoufo (Côte d'Ivoire), emboîtage de formes d'une rare complexité. Cet ustensile n'a pas dû servir très souvent à tourner la soupe d'une ménagère...

Les statuettes porteuses de coupes relèvent du sacré. Celles qui sont placées entre les mains des hyeri fang (Gabon) sont censées contenir les substances nuisibles aux curieux qui s'approcheraient trop près du reliquaire où reposent les ossements de l'ancêtre du lignage. Il faut remarquer, celui de l'ancienne collection Tual, avec sa patine acajou, et celui de l'ancienne collection Katon avec sa nuque caractéristique. A noter aussi un grand personnage, porteur de coupe, du Grassland (Cameroun), violemment expressionniste, avec son visage asymétrique et son corps déhanché, ce qui est plutôt rare en Afrique où l'on apprécie la rigueur et le calme des formes géométriques. Et une petite figurine luba (ex-Zaire) coiffant une calebasse, assise sur un tapis de peau, lui-même posé sur un lit de coquilles d'escargot. Un fétiche pour le musée Dapper qui l'a déjà exposé plusieurs fois.

Emmanuel de Roux

## Trois heures de bonheur avec Prokofiev au Théâtre des Champs-Élysées

**LES FIANÇAILLES AU COUVENT**, de Serge Prokofiev, avec Larissa Diadkova (la diégne), Konstantin Ploujnikov (Don Jérôme), Sergueï Alexichine (Mendota), Anna Netrebko (Louisa), Tatiana Pavlovskaja (Clara), Evgueny Akimov (Antonin), Alexandre Guergalov (Ferdinand). Orchestre, chefs et ballet du Théâtre Mariinski de Saint-Petersbourg, Valéry Guergiev (direction), Vladimir Pazzi (mise en scène), Alla Kojenkova (décors et costumes). Théâtre des Champs-Élysées, les 13 et 14 novembre. Opéra-Berlioz de Montpelier, le 24 novembre. Tél. : 04-67-60-19-99.

Invité pour deux soirées au Théâtre des Champs-Élysées, la production du Théâtre Mariinski des *Fiançailles au couvent*, de Serge Prokofiev, a rencontré un de ces succès spontanés et sans restriction qui signalent les grands moments de la saison musicale : pur plaisir artistique, mais aussi une découverte et un tonnement. Car cet opéra lyrico-comique, inspiré de *Le Diable* (1775), de l'auteur dramatique anglais Richard Sheridan, n'avait été donné qu'une fois à Paris, en 1961, par l'Opéra de Zagreb, quelconque au point d'applaudir, depuis, une bonne adaptation française à l'Opéra du Rhin et à Nancy. Or, s'il n'existe guère de chefs-d'œuvre inconnus, une réussite comme celle-ci, tant par la qualité de la partition que par

celle de l'action dramatique, ne mérite pas de rester ainsi aux franges du répertoire.

Un spectacle admirablement réglé servi par une distribution idéale

L'intrigue réunit les éléments obligés d'une comédie lyrique : un veuf espagnol, Don Jérôme, veut marier sa fille Louisa avec un riche marchand de poissons sur le retour, Mendoza. Mais Louisa aime un donneur de sérénades sans le sou, Antonio, tandis que la vieille diégne rêve d'épouser la fortune du poissonnier. Si l'on ajoute, pour corser l'affaire, que le fils de Don Jérôme, Ferdinand, est le camarade d'Antonio, et que son amante Clara permet à son amie Louisa d'emprunter un moment son prénom, on devine quels chassés-croisés, quelles ruses et quelles bévues, quels quiproquos aboutiront à dénouer la situation pour la plus grande satisfaction des protagonistes et des spectateurs.

Sur cette comédie, destinée à l'origine à la musique, dont les ressorts sont ceux du théâtre de Goldoni au de Beaumarchais, Serge Prokofiev a trouvé de quoi laisser libre cours, en 1940, à son goût pour le néoclassicisme et le pastiche grinçant. Mais il a fait mieux encore, en voulant préserver l'aspect lyrique et sentimental d'un canevas où tous les degrés, du ridicule bouffon à la passion nimbéeuse, se côtoient et s'affrontent en se faisant valoir.

Il a dû nourrir sa partition d'une matière riche et polymorphe, même dans le premier et le dernier acte, où le burlesque appuyé l'emporte sur les finesses d'écriture qui font le charme des deux autres. Tout au long de ces trois heures de musique,

Serge Prokofiev tire de cette étoffe au tissu serré des mélodies avenantes, bien faites pour mettre les voix en valeur et des effets d'orchestre personnels ou inédits qui ne les couvrent jamais.

La production de Mariinski a dû sans doute s'adapter aux ressources techniques légères de la scène des Champs-Élysées, quoique cela ne se sente pas. Elle date de 1996, mais ressemble à ce qu'on aurait trouvé au nouveau il y a trente ou quarante ans, ou à ce que l'on voit couramment nulle-Atlantique. Et voilà pourtant un spectacle admirablement réglé, servi par une distribution idéale pour chacun des rôles, rehaussé par la qualité de l'orchestre et des chanteurs que Valéry Guergiev mène comme un seul homme.

Gérard Condamine

**PEINTURES SPIRITUELLES**  
A FORMER D'ENVOI  
DE KANG DAI POUS S'Y  
Galerie Colette Dubois  
Exposition du 17 au 22  
novembre 1997. Ouvert  
de 10 heures à 19 heures.  
Le mardi, la galerie  
est ouverte de 10 h à 19 h  
jeudi 20 novembre, midi à 19 h  
420, rue Saint-Hippolyte 75008 Paris  
Tél. 01 42 60 13 44 (angle rue Royale)

**SALON DE L'ETUDIANT**  
**SPECIAL**  
**GRANDES**  
**ECOLES**  
DE COMMERCE & D'INGENIEURS  
Vous êtes en terminale, en classe  
prépa ou candidat(e) aux admissions  
parallèles (BTS, DUT, DEUG, Licences...)  
**Trois jours pour**  
**choisir votre grande école**  
**21, 22, 23 novembre 1997**  
**PARIS - Espace Champéret**  
Vendredi 21 : 14 h 00 - 18 h 30 - Samedi 22 : 10 h 00 - 18 h 30  
Dimanche 23 : 10 h 00 - 17 h 00  
Métro : Porte-de-Champéret  
ou Louise-Michel. RER : Pétrelle.  
Bus : PC 84, 92, 93, 163, 164 et 165.  
**l'Etudiant**  
Tél. : 01 49 07 43 69

**THEATRE**  
**champs**  
**élysées**  
info et location  
**01 49 52 50 50**  
places de 60 à 690 F  
avec le soutien de la Fondation d'entreprise France Télécom

**9-18 DÉCEMBRE 1997**  
**BEETHOVEN**  
OPÉRAS  
**FIDELIO**  
opéra en 2 actes (814)  
9, 12, 16, 18 décembre  
**LEONORE**  
opéra en 3 actes (805)  
première version de Fidelio  
10, 13, 17 décembre

## SORTIR

### PARIS

**[OR]** de et par la compagnie Dumb Type, avec Seiko Ouchi, Hidekazu Maeda, Kenjiro Ishibashi, Takao Kawaguchi, Mayumi Tanaka, Misako Yabuuchi et Noriko Sunayama. **[OR]** pour « Operation Room », une salle d'opération donc, id figurée par des accessoires, **[OR]** pour « ou », les termes d'une alternative, ici la vie et la mort... Une nouvelle fois, la compagnie Dumb Type, en résidence à Créteil et intronisée cette année par le Festival d'Automne, déroute les spectateurs par son art qui grandit entre théâtre, danse, musique et performance. Un engagement physique total, un travail sur la lumière et le son sans devancier connu, une décharge d'images qui transperce un public médusé, puis chaleureusement reconnaissant. **[OR]** est un « spectacle » grandiose et terrifiant. Maison des Arts, place Salvador-Allende, 94 Créteil. 20 h 30, les mardi 18, mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21, samedi 22. Tél. : 01-45-13-19-19. De 55 F à 100 F.

Hamlet de William Shakespeare, mise en scène de Robert Cantarella, avec Christophe Bruault, Jacques Piellier, Florence Giordani, Jacky Maka, Anne Rejory, Romain Bonnin, Jean-Paul Oias, Frédéric Klein, Emilien Tessier, Emmanuel Texereau, Philippe Vieux et Jean Pallandre et Emmanuel Petit (musiciens). Jusqu'à présent, Robert Cantarella s'est surtout intéressé aux auteurs contemporains, avec une préférence pour Philippe Minyana, dont il a mis en scène *Inventaire*. Les *Petits Aqueniums*, Les *Guerriers* et *Drames brefs*. Avec *Hamlet* de Shakespeare, il opère le grand saut dans le répertoire classique. D'une manière particulière : la mise en scène présentée à Genève, « oratorio » (donnée uniquement le 1<sup>er</sup> décembre à 18 heures) et d'une durée d'une heure (jouée le 21 novembre et le 12 décembre à 14 h 30). Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. A partir du 18 novembre. Ou mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 14 décembre.

**6 novembre** **21 décembre**  
**Marianne Basler, Marcel Maréchal, Marie Merges**  
**les prodiges**  
de Jean Vauthier, mise en scène Marcel Maréchal  
Théâtre du Rond-Point - Champs Elysées  
Cie Marcel Maréchal - 01 44 95 98 10

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Actrices** de Ventura Pons (Espagne, 1 h 40), avec Nana Espartero, Anna Lizaran, Merce Pons, Rosa María Sarda. Alien, la résurrection (\*) de Jean-Pierre Jeunet (Etats-Unis, 1 h 44), avec Sigourney Weaver, Willem Dafoe, Ron Perlman, Dan Hedaya, J. E. Freeman, Brad Pitt. Les Amateurs d'Alan Taylor (Etats-Unis, 1 h 32), avec William Forsythe, Vincent Gallo, Adam Trese, Frances McDormand. Oranzy avenir d'Arnaud des Pallières (France, 1 h 24), avec Aude Amiot, Thierry Bosc, Anne-Lisa Nathan. Exstasis de Mariano Barroso (Espagne, 1 h 33), avec Javier Bardem, Federico Lupati, Silvia Munt, Daniel Guzmán, Leire Berrocal. Mange ta soupe de Mathieu Almaric (France, 1 h 15), avec Jean-Yves Dubois, Jeanne Balibar, Adriana Asti, László Szabó. On connaît la chanson d'Alain Resnais (France, 2 h), avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Jean-Pierre Baudouin, André Dussollier, Agnès Jaoui, Lambert Wilson. (\*) Film interdit aux moins de 12 ans.

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 16 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Kiyohime Mandara mise en scène de Hoichi Okamoto, avec le Oondoro Théâtre. Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Placide, Notre-Dame-des-Champs. 20 h 30, mardi 18. Tél. : 01-45-44-72-30. De 60 F à 110 F. Nora Gubish (mezzo-soprano), Emanuele Segre (guitare). Guverres de Villa-Lobos. Granados. Falla. García Lorca. Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Solferino. 12 h 30, le 18. Tél. : 01-40-49-47-17. 80 F. François Le Roux (baryton), Jeff Cohen (piano). L'invitation au voyage au pays de la mélodie française. Auditorium de la Bibliothèque nationale de France, qual François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Quai-de-la-Gare. 19 heures, le 18. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F. Händel und Gretel d'Humperdinck. Randi Stene (Händel), Ruth Ziesak (Gretel), Graham Clark, Georges Gauthier (la sorcière), Franz-Josef Kapellman (le père), Gwyneth Jones (la mère), Joël Azaretti (le marchand de sable), Maltrise des Hauts-de-Seine, Chœur du Théâtre du Châtelet, Philharmonia Orchestra, Christoph von Dohnanyi (direction), Yannis Kokkos (mise en scène).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 19 h 30, le 18. Tél. : 01-40-28-28-40. De 70 F à 570 F. Orchestre philharmonique de Radio-France. Gounod : *Petite Symphonie pour instruments* à vent. Poulenc : *Aubade*. Enesco : *Quatuor*. Milhaud : *La Création du monde*. Emmanuel Strosser (gitaro), Armin Jordan (direction). Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. 20 heures, le 18. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F. Karin Lechner (piano) Schumann, Beethoven, Brahms, Rachmaninov, Falla. Palais de l'Audiot, Thierry Bosc, Anne-Lisa Nathan. Exstasis de Mariano Barroso (Espagne, 1 h 33), avec Javier Bardem, Federico Lupati, Silvia Munt, Daniel Guzmán, Leire Berrocal. Mange ta soupe de Mathieu Almaric (France, 1 h 15), avec Jean-Yves Dubois, Jeanne Balibar, Adriana Asti, László Szabó. On connaît la chanson d'Alain Resnais (France, 2 h), avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Jean-Pierre Baudouin, André Dussollier, Agnès Jaoui, Lambert Wilson. (\*) Film interdit aux moins de 12 ans. A Sei Voci : *Motets à la Vierge*, Missa Gaudamus. Maltrise des Pays de la Loire, Bernard Fabre-Garrus (direction). Eglise Saint-Roch, 296, rue Saint-Hippolyte, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Pyramides. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-40-24-16-29. De 110 F à 200 F. Barry Ouglas (piano) Beethoven : *Sonates pour piano* op. 31 n° 1 et 2, op. 79 et op. 53. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miramont. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-49-53-05-07. De 75 F à 240 F. Larry Coryell Spaces Revisited. New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. 20 h 30, le 18. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F. Five in the Tribe. Baïer salé, 58, rue des Lombards, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 heures, le 18. Tél. : 01-42-33-37-71. De 35 F à 80 F.

### RÉSERVATIONS

Merc Lavoine. La Boule noire (salle Valencia-la-Cigale), 116, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. 20 h 30, du 18 au 29. Tél. : 01-49-25-89-93. 153 F. A trois mains de Bruno Bayen, mise en scène de l'auteur, avec Eric Berger, Marc Berman, Valérie Orville, Gabriel Monnet, Christophe Odent, Toru Mikami, Ominique Valadié et Félicie Wouassi. Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. A partir du 20 novembre. 21 heures, du mercredi au samedi, et le mardi ; 16 heures le dimanche. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 20 décembre.

### DERNIERS JOURS

23 novembre : Gilles Clément. Espace Electra, Fondation Electricité de France, 6, rue Récamier, Paris 7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sévres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. 10 F. 30 novembre : L'Atelier d'Alberto Giacometti de Jean Genet, mise en scène d'Hervé Lelardoux, avec Jean-Marie Frin. Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. RER Cité-Universitaire. 20 h 30 le mardi, vendredi, samedi, lundi ; 19 h 30, le jeudi ; 17 h 30 le dimanche. Tél. : 01-45-89-38-69. De 55 F à 110 F.



EN VUE

■ Snezana Velickovic, une habitante de Nis, en Yougoslavie, a comparu devant un tribunal de la ville, mardi 11 novembre, pour outrage au président Slobodan Milosevic. « Je ne l'ai pas traité de voleur et d'escroc, a-t-elle prévenue. Je ne suis seulement demandée avec quel argent Mirjana, son épouse, voyageait en Chine pour la promotion de son livre et Marko, son fils, aurait une superbe discographie. » Cinq témoins à charge avaient été convoqués, deux se sont présentés à la barre, aucun ne s'est souvenu de l'incident.

■ L'équipe nationale chinoise de football n'ayant pu, après cinq échecs successifs, se qualifier pour le Mondial de 1998, elle vient de présenter ses excuses au peuple. « Nous sommes submergés par les remords et nous nous réprimandons nous-mêmes. Nous voulons dire un pardon sincère à chacun », lui a déclaré le onze chinois.

■ Koffi Koulibaly, qui, après avoir demandé à Ouattara Souleymane, préparateur d'amulettes à Oumé, en Côte-d'Ivoire, de lui enduire le corps d'une potion pour le rendre invulnérable aux armes à feu, avait refusé de tester le produit sur un animal. « Ce ne sont pas les bêtes qui seront confrontées à des difficultés demain », il n'a pas survécu à l'essai d'un coup de fusil à bout portant. « Sans doute, le défunt avait eu des rapports sexuels la veille », a plaidé le sorcier, condamné, mercredi 12 novembre, par le tribunal de la ville à douze mois de prison avec sursis.

■ Vendredi 14 novembre, un adolescent de quatorze ans, excellent élève du lycée de Subotica, en Serbie, a tué, à coups de pistolet, son père, sa mère et sa grand-mère, avant de se rendre à la patinoire municipale au volant de la voiture familiale. Les parents, trouvant insuffisante la mention « très bien » qu'il avait obtenue en biologie, l'avaient privé de patinage.

■ Bob Taylor prenait soin de Gertrude Parker, qui vieillissait dans sa vaste maison du sud de l'Angleterre, comme il soignait avec amour ses fleurs et ses arbres. Un jour, vingt ans plus tard, Miss Parker lui promit son héritage. « Alors, vous ne me parlez plus », lui dit l'honnête jardinier, qui sema et tailla de plus belle. Il préparait ses repas, fermait, le soir, ses volets, tirait ses verrous, passait ses week-ends auprès d'elle... La vieille dame déclina : une infirmière vint qui remonta ses oreillers, lui chauffa des bouillottes, envoya Bob nourrir les deux chats. Si bien qu'à la veille de sa mort Gertrude rédigea un nouveau testament : « Avec elle, Honey et Candy seront plus heureux », Honey et Candy, ses chats, les vrais amours de sa vie.

Christian Colombani

# Le « Financial Times » fait l'éloge de M. Jospin

Le quotidien de la City se réjouit de la « nouvelle sobriété » du gouvernement français et salue comme un tournant historique l'entrée en Bourse de France Télécom

LE FINANCIAL TIMES du 17 novembre, qui consacre un supplément de six pages à la France, ne ménage pas, cette fois-ci, ses éloges au gouvernement de M. Jospin. Certes, le quotidien de la City aux pages saumon tempère son jugement sur la situation française de la restriction suivante : « Du moins si le premier ministre n'adopte pas une attitude socialiste ouvertement dogmatique. » Mais ce dossier est dans son ensemble favorable à la « nouvelle sobriété » présentée comme la marque de fabrique du gouvernement issu des élections de juin dernier.

Celles-ci ont été une surprise, y compris pour M. Jospin lui-même, constate le Financial Times. L'en-

neur de jugement commise par M. Chirac en appelant à des élections anticipées joue pleinement en faveur de M. Jospin, puisque celui-ci, contrairement à d'autres cas de figure de cohabitation sous la V<sup>e</sup> République, se trouve face à un président affaibli qui a perdu de son autorité, y compris sur ses propres troupes. Le quotidien de la City note à ce propos cette singularité française qui interdit au chef de l'Etat d'apparaître comme le chef de sa formation politique. On sait qu'en Grande-Bretagne le premier ministre est, par définition, le leader du parti au pouvoir.

« M. Jospin, d'une certaine façon, a eu de la chance. Il a hérité d'une économie qui était au bord de la re-



prise et présentait de bons résultats à l'exportation grâce à un franc plus bas », écrit le Financial Times. Une telle aubaine est susceptible d'accroître encore le ressentiment à l'égard de M. Chirac des députés de droite battus en juin mais qui ne l'auraient peut-être pas été un an plus tard en raison du meilleur climat économique. Les premiers

mois de M. Jospin à Matignon ont donc été heureux. Même la grève des routiers a tourné à l'avantage du premier ministre, dont « la réputation d'habileté et de sang-froid est sortie renforcée de ce premier conflit social ».

## DIVERGENCE SUR LE CHÔMAGE

L'entrée en Bourse, le 20 octobre, de France Télécom, qui a attiré 3,9 millions d'acheteurs, est présentée par le quotidien de la City comme un événement historique, d'autant qu'elle a été réalisée par un gouvernement de gauche avec l'appui de plusieurs syndicats. « Celle-ci sera peut-être considérée un jour comme l'heure décisive où la France a finalement

ouvert ses bras au capitalisme d'actionnariat qui a déjà envahi la plus grande partie du reste de l'Europe », affirme, non sans une certaine solennité, le Financial Times.

La décision de porter en l'an 2000 à 35 heures la durée hebdomadaire du travail n'est pas jugée de trop de conséquence, dans la mesure où elle est rédigée en termes « ambigus », ne concerne pas les petites entreprises et « évite la question cruciale du salaire ». C'est à propos du chômage, cependant, que le Financial Times relève « la plus grande divergence » entre les socialistes français et le « nouveau Labour » de M. Blair. Au grand regret du quotidien britannique, malgré un taux de chômage qui se maintient à 12,5 % de la population active, « M. Jospin refuse toujours d'admettre que la solution du problème réside dans une plus grande flexibilité du marché du travail ».

Le quotidien britannique évoque encore en termes positifs l'arrêt de Superphénix et la décision de ne pas construire la centrale du Carnet, dans l'estuaire de la Loire, qui marquent « la fin de l'ère récente de construction intensive de centrales nucléaires en France ». Même la politique africaine connaît une mutation avec « l'abandon tranquille de la doctrine de l'intervention militaire unilatérale ». Bref, selon le Financial Times, la France de M. Jospin change profondément, et généralement pour le mieux.

Dominique Dhombres

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Grâce à un mélange de concessions et de répression, le gouvernement du président Moubarak avait réussi à affaiblir la dissidence. Mais l'hydre renaît sans cesse. En partie à cause de ses ennemis : un peu comme en Algérie, le pouvoir avait lui aussi joué un moment l'intégrisme contre une autre faction pour assurer sa pérennité. Les héritiers des assassins de Sadate continuent donc leur guerre suicidaire, envers et contre tout. Le mouvement contestataire, inégalitaire, de modernisation économique, qui emporte les sociétés arabo-musulmanes comme le reste du monde, explique en grande partie ces convulsions sanguinaires.

L'horreur d'un avenir étranger à l'austère enseignement du Prophète, tel qu'ils l'interprètent, anime les meurtriers.

### LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ En Égypte comme en Algérie, les enrégimés qui se présentent en combattants de l'islamisme cultivent une même idéologie de rupture avec l'Occident. Ils mobilisent leurs partisans par la haine des bourgeoisies dirigeantes auxquelles ils reprochent de tirer grassement profit de leur commerce avec l'Occident quand le reste du pays connaît la misère économique et sociale. Ici et là, ils attisent cette haine de l'Occident en stigmatisant le comportement partial des États-Unis dans le conflit israélo-palestinien, l'incapacité des

Européens à la contredire ou encore la mise en quarantaine par les uns et les autres du peuple irakien.

### EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Le congrès de Brest va officialiser à la fin de cette semaine la jospinisation du Parti socialiste. Pour le premier ministre, ce congrès aura donc un parfum de revanche. Il y a trois ans, au congrès de Liévin, Lionel Jospin était un homme seul. Lorsqu'il était monté à la tribune, la salle était vide. Il passait alors pour un espoir rebondé, pour une chance évanouie, et, comme toujours, ses rivaux le sous-estimaient. Aujourd'hui, le premier ministre se trouve dans une situation inédite : chef de gouvernement populaire en période de cohabitation, avec un

parti rassemblé derrière lui et une majorité plus homogène qu'on n'aurait pu le croire. La gauche tout entière a trouvé un nouveau chef de file pour quelques années.

### LE FIGARO

Baudouin Bollaert

■ Le petit monde de la francophonie est tout sauf homogène. Il n'échappe pas davantage aux chocs des sensibilités, aux querelles de chapelles, qu'à la gabegie administrative. C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Boutros Boutros-Ghali ne manquera pas de travail. Il lui faudra agir en symbiose avec le nouvel administrateur général de la francophonie, le Belge Roger Dehayne. Mais la priorité, pour lui, sera de conquérir la confiance des Africains.

www.flyvision.org/sitelite/Houston/

Grâce à une vraie-fausse chasse aux fantômes, une artiste new-yorkaise invente un « art spécifique au Web »

« J'AI PEUR des fantômes. Chez moi, j'entends des bruits étranges. Tout le monde sait que je suis paranoïaque, mais presque personne ne comprend que le contact avec autrui m'effraie encore plus que les bruits... Je ne veux pas que les gens viennent physiquement dans mon espace. Je ne pouvais donc pas recevoir d'aide extérieure, jusqu'à ce que je comprenne le potentiel du Web. »

Pour lutter contre les revenants qui l'assaillent, June Houston, une Américaine de vingt-cinq ans, dit avoir installé dans sa maison quatorze caméras, qui surveillent les endroits stratégiques : sous le lit, dans la cave, devant une porte condamnée, au fond d'un coffre. Chaque caméra est censée transmettre des photos en direct, qui s'affichent sur un site Web très élégant, hébergé par un serveur artistique new-yorkais. Le visiteur virtuel devient ainsi ghost watcher, guetteur de fantômes. Une fenêtre de dialogue permet d'envoyer à June un message d'alerte si un ectoplasme venait à traverser le champ de la caméra : « C'est



comme si les internautes devenaient des voisins, des témoins de ce qu'il m'arrive. » Cela dit, June ne facilite pas la tâche de ses sentinelles. Les photos, dit-elle, sont actualisées en moyenne trois fois par minute, mais le rythme peut varier d'une demi-seconde à deux minutes.

Pour déceler une apparition, il faut donc être très attentif. En fait, comme rien ne bouge jamais, cette vigilance est plutôt l'occasion d'une méditation créatrice.

C'est de June a sensibilisé la communauté des internautes, d'autant qu'elle affiche aussi des

photos d'elle, où l'on découvre que cette pseudo-parano est jolie. Elle reçoit beaucoup de courrier électronique relatant des apparitions extraordinaires, auquel elle répond par des annotations dans la marge. Certains renvoient des « rapports de surveillance » agrémentés d'images et d'animations illustrant ce qu'ils ont vu, depuis le vague balo passager jusqu'aux mains coupées vivantes dotées d'yeux malicieux. Elle affiche sur son site les contributions les plus inspirées et a mis en place une liste de diffusion pour tenir les guetteurs fidèles au courant de l'évolution de la situation.

Au-delà du jeu, June ne cache pas son ambition : elle veut inventer « une forme d'art spécifique au web », où le lecteur-spectateur devient co-artiste à part entière. Une démarche radicalement différente de celle qui consiste à afficher sur Internet des œuvres d'art conçues sur d'autres supports.

Sébastien Lubrano et Yves Eudes

## SUR LA TOILE

### RSF EN DIRECT

■ Le colloque de Reporters sans frontières, consacré à la déontologie de l'information, qui se tiendra le 20 novembre à Paris, sera retransmis en direct, de 9 h 30 à 19 h 30, sur les sites Web de RSF et de La Cinquième. Les internautes pourront poser des questions en temps réel aux intervenants par courrier électronique. Sites de diffusion : www.calva.com, fr/rsf et www.lacinqieme.fr. Téléchargement du logiciel Real-Video : www.real.com. Adresse électronique (pour les questions) : RSF@mail.com.

### TOUT SAVOIR

#### SUR LE PRIMEUR

■ Pour marquer l'arrivée de la cuvée 97 du beaujolais nouveau, dont la moitié est destinée à l'exportation, l'union interprofessionnelle des vins du beaujolais va ouvrir jeudi 20 novembre, un site web bilingue français-anglais qui aura pour but de fournir au grand public et aux professionnels de tous les pays un ensemble d'informations fiables sur le vin et sa région. www.beaujolais.net

**Abonnez-vous au Monde**

Jusqu'à **450 F** d'économie soit **10 semaines de lecture GRATUITE**

**OUI**, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1038 F ☐ 1 AN - 1890 F

au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

\* Prix de vente au numéro - (Diff. en France métropolitaine uniquement)

**Je joins mon règlement soit :**

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

M. ☐ Mme ☐ Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2086 F	2360 F	2820 F
6 mois	1123 F	1560 F	1890 F
3 mois	572 F	790 F	945 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers

Téléphones au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex

**Quand la chasse est retirée** par Alain Rollat

**NOS REMERCIEMENTS** à l'éditeur du Cherche Midi qui nous a fait parvenir, pour compléter notre information sur la question des déchets d'origine humaine, traitée avec humour par le magazine « Métropole » de La Cinquième (Le Monde du 18 octobre), un exemplaire d'Histoire et bizarreries sociales des excréments des origines à nos jours. Il s'agit d'un ouvrage savoureux, le premier du genre à notre connaissance, consacré à l'histoire des pratiques hygiéniques de l'humanité, sous la plume allègre d'un baroudeur des étrangetés universelles, Martin Monestier, qui s'était déjà illustré avec une Histoire militaire des animaux des origines à nos jours.

Notre gratitude à ce maraîcher d'Alsace-Provence qui nous a renvoyé, par retour de courrier, en réaction à notre évocation d'un échange intervenu au Palais-Bourbon entre le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, et le député UDF du Nord Marc-Philippe Daubresse (Le Monde du 6 novembre), un exemplaire de notre chronique de ce jour-là soigneusement découpé, estampillé et cacheté par ses soins, de ses propres mains. Sans ce présent inattendu, nous n'aurions jamais su comment recommander à nos aimables lecteurs cette passionnante Histoire et bizarreries sociales des excréments des origines à nos jours. Examen fait de cette estampille et de ce cachet, dont les apparences ne laissent en la matière aucun doute, nous sommes d'ailleurs formels : c'est la première fois qu'un courrier des lecteurs nous parvient aussi bien torché. Les salades de ce maraîcher provençal doivent assurément être de premier choix hygiénique.

Bien que le sens profond de ce second courrier, faute de postscriptum, nous laisse des incertitudes, cette coïncidence épisto-

laire nous fournit ainsi l'occasion de conseiller à nos autres lecteurs la plus extrême vigilance dans le choix de leur papier-toilette. Non seulement tous les papiers-journaux ne se valent pas, mais sous certains torches-cul se cachent parfois des documents historiques. « Dans les sous-sols de la cour Napoléon, avant la construction de la Pyramide du Louvre, révèle par exemple Martin Monestier, les archéologues ont découvert, dans d'anciennes latrines, plus de sept cents cachets de cire aux armoiries des plus grands personnages de la fin des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles », entre autres « ceux des familles d'Orléans, de Rohan, ou de grands ministres, tel Colbert, dont les écrits ont aussi servi de papier hygiénique. »

Sic transit gloria mundi... direz-vous. Certes. De là à tirer la chasse sur celle du Monde, il y a un geste qu'on ne saurait faire sans se salir les mains.



هذا من لامل

MARDI 18 NOVEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.45 My Left Foot ■ De Jim Sheridan (Grande-Bretagne, 1989, v.o., 105 min.) Ciné Cinéma
- 19.00 La Cité de Troie ■ De Giorgio Ferroni (France - Italie, 1991, 120 min.) Histoire
- 19.05 Le Val d'Enfer ■ De Maurice Tourneur (France, 1943, N, 85 min.) Ciné Cinéma
- 20.10 Qui veut la peau de Roger Rabbit ? ■ De Robert Zemeckis (États-Unis, 1988, 100 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Caprices ■ De Léo Joannon (France, 1941, N, 85 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Un homme sans importance ■ De Surt Krosinima (GB, 1994, 100 min.) Ciné Cinéma
- 20.35 Prince noir ■ De Caroline Thompson (GB, 1994, 95 min.) TMC
- 20.55 Les Bronzés font du ski ■ De Patrice Leconte (France, 1979, 90 min.) France 2
- 21.35 Orfeo ■ De Claude Corcia (France, 1964, 90 min.) France Supervision
- 21.55 La Maison jaune de Rio ■ De Karl Grune (France, 1936, N, 80 min.) Ciné Cinéma
- 22.10 Smoke ■ De Wayne Wang (États-Unis, 1995, v.o., 109 min.) Canal +
- 22.30 Flesh and Bone ■ De George Seaton (États-Unis, 1993, 120 min.) France 2

- 22.30 Chère inconnue ■ De Michel Mureau (France, 1979, 105 min.) Paris Première
- 22.35 Diamond City ■ De David MacDonald (GB, 1949, N, v.o., 90 min.) Ciné Cinéma
- 0.00 Hommes, femmes, mode d'emploi ■ De Claude Lelouch (France, 1996, 114 min.) Canal +
- 0.00 Serial Mother ■ De John Waters (États-Unis, 1994, 90 min.) Ciné Cinéma
- 0.30 La Symphonie fantastique ■ De Christian-Jaque (France, 1941, N, 90 min.) RLT 9
- 0.45 Chicken Every Sunday ■ De George Seaton (États-Unis, 1949, v.o., 120 min.) Ciné Cinéma

NOTRE CHOIX

20.30 Festival Les Jurons de la Révolution

Parmi les productions consacrées à la Révolution française au moment du bicentenaire, cette fresque historique en six épisodes fut l'une des plus regardées. Produite par Canal Plus et M 6, elle dévoilait les secrets d'alcôve de quelques acteurs de la Révolution : Marie-Antoinette, Théroigne de Méricourt, Marat, Mirabeau, Talleyrand. Réalisée par Claude Faraldo, *La Baïonnette de Mirabeau*, inspirée du livre éponyme de Michel Durafor, retrace le passé tumultueux du tribun au travers de l'enquête menée par l'une de ses maîtresses, Henriette Amélie de Nehra, surnommée Yet-Lie, la seule femme qui n'ait jamais aimé. Un Mirabeau insolite, incarné avec panache par Bernard-Pierre Donnadieu. - J.-J. S.

20.45 Arte La Vie en face

On connaît Marie-Claude Treilhou et sa manière d'installer le temps, l'ordinaire traité au plus ras - *Si-mone Barthes ou la vertu* ; *Lourdes*, l'hiver ; il était une fois la télé. Dans *Paroisse, paroissiens, paroissiens*... ? elle s'intéresse à ceux qui vivent le quotidien d'une paroisse de la banlieue de Paris, au Kremlin-Bicêtre. Comment vivent-ils leur foi ? Que disent-ils de l'Eglise ? Quelles sont leurs difficultés ? La voix de Marie-Claude Treilhou est curieusement agaçante. On dirait qu'elle n'est pas impliquée. Ce que contredit le film, qui donne une parole entière aux gens rencontrés. Assis bien en face d'elle, filmés eo loops plaissances, un prêtre, des paroissiens (plus ou moins engagés) parlent sans emphase, et sans être coupés. C'est simple et, à force, cela devient passionnant. - C.F.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 19.05 Walker, Texas Ranger.
- 19.30 et 20.40 Météo.
- 20.00 Journal, Résultats des courses.
- 20.50 Le Fil de Beverly Hills 3. Film de John Landis.
- 22.40 Célébrités.
- Invités : Bledoune ; Yves Lecoq.
- 0.10 Le docteur même l'enquête. O le passé refait surface.
- 1.05 TFI nuit, Météo.
- 1.20 Reportages.

- FRANCE 2
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.25 C'est l'heure.
- 19.55 Au nom du sport.
- 20.00 Journal, A cheval, Météo.
- 20.55 Les Bronzés font du ski ■ Film de Patrice Leconte.
- 22.25 Un livre, des livres.
- 22.30 Flesh and Bone ■ Film de Steve Meyers.
- 0.35 Journal, Météo.
- 0.50 Les Grands Entretiens du Cercle.

- FRANCE 3
- 18.55 ► Le 19-20 de l'information.
- 20.01 et 22.25 Météo.
- 20.05 Fa si la chanter.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.50 Le Cirque Amar.
- 22.35 Soir 3.
- 23.00 Comment ça va ? Le dossier : Au cœur de la greffe.
- 0.00 Magazine olympique.
- 0.25 Rencontres à l'IV.
- 0.55 New York District.

- CANAL +
- En clair jusqu'à 20.35
- 18.25 ► Lumière sur un massacre. La bonté.
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Dracula.
- 20.40 et 20.55 Les heureux de l'étré. Film de Mel Brooks.
- 22.00 Flash infos.
- 22.10 Smoke ■ Film de Wayne Wang (v.o.).
- 0.00 Hommes, femmes, mode d'emploi ■ Film de Claude Lelouch.
- 1.55 Basket-ball NBA.

ARTE

- 19.00 The Monkees. (44/58).
- 19.25 ► Les Secrets du Nil (7/60).
- 19.30 7/2. Pour ou contre la télé au prétoire ? L'Europe des discriminations.
- 20.00 Archimède.
- 20.30 0 1/2 Journal.
- 20.45 La Vie en face. Paroisse, paroissiens, paroissiens... Comédie. Le théâtre européen. Robert Wilson, magicien et géomètre.
- 21.50 Comedia. Saints and Singing. Opérette de Gertrude Stein.
- 23.35 Comedia. Le Heibel-Theater de Berlin.
- 0.35 Comedia. Les Marionnettes de Saint-Petersbourg.
- 1.20 ► Les Secrets du Nil (8/60).
- 1.25 Tennessee Williams. Orpheus of the American Stage.

M 6

- 19.00 Sentinel. État de siège.
- 19.54 6 minutes, Météo.
- 20.05 Notre belle famille.
- 20.40 Décochages Info. E = M 6 Junior.
- 20.55 Docteur Quinn, femme médecin. L'image du père. Le moment de vérité.
- 23.40 Amicalement vôtre.
- 0.35 Zone interdite. Les nouveaux croyants.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
- 20.30 Agora.
- 21.00 Poésie studio.
- 22.10 Mauvais genres.
- 23.00 Nuits magnétiques. Familles, le vous êtes.
- 0.05 Du jour au lendemain. Edwy Fenech (Les Mots volés).
- 0.48 Les Cinglés du music-hall.
- FRANCE-MUSIQUE
- 20.00 Concert. Œuvres de Gounod, Poulenc, Enesco, Milhaud.
- 22.30 Musique pluriel.
- 23.07 Le Dialogue des muses.
- RADIO-CLASSIQUE
- 19.30 Classique affaires-soir.
- 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Piano quatre étoiles.
- 22.35 Les Soirées... (suite).

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 22.00 Spécial procès Papon. Avec Marc Olivier Baruch ; Pascal Froment ; Laurent Douzou. Histoire

MAGAZINES

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
- 21.00 Le Gal Savoir. Les crimes communistes. Invités : Jean-Louis Panné ; Jacques Julliard ; Gilles Martinet ; André Gaudon ; Claude Cabanes. Paris Première
- 21.15 Contre-pied. Invités : Bruno Dayez ; Lionel Van Dorne ; Jean-Pierre Brochant ; Carine d'Outrepoint ; Jacques Guey ; Patrick Anspach ; Freddy François. RTBF 1
- 22.35 Bouillon de culture. Un plus un égal deux. TV 5
- 22.40 Célébrités. Invités : Dieudonné ; Yves Lecoq. TF 1
- 23.00 Comment ça va ? Le dossier : Au cœur de la greffe. France 3
- 23.00 De l'actualité à l'histoire. La presse d'investigation. ELF et le Congo. Histoire
- 0.35 Zone interdite. Les nouveaux croyants. M 6
- 0.50 Les Grands Entretiens du Cercle. Invité : Bernard Manciet. France 2

DOCUMENTAIRES

- 19.05 La Madone et les Gitans. Planète
- 20.10 Des hommes dans la tourmente. Eisenhower versus Rommel. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 21.00 Boxe. Championnat Intercontinental WBO poids plumes : Steve Robinson (GB) - Alric Johnson (Tr). Eurosport
- 21.00 Basket-ball NBA. Houston Rockets - New York Knicks. Canal +
- 21.50 Ave Verrum KV618, de Mozart. Muzik
- 22.30 Te Deum de Haydn. Muzik
- 22.30 La Passion selon saint Jean, de Bach. Muzik
- 23.05 Theodor. France Supervision
- 0.25 Haydn. Symphonie n° 103 « Méli dans l'antichambre ». Muzik
- 1.00 La Passion selon saint Mathieu, de Bach. Muzik

MUSIQUE

- 19.15 Una straganzza del Medici. Opéra. France 5 Supervision
- 20.00 Concerto brandebourgeois n° 5. Muzik
- 20.45 Festival international de musiques sacrées de Fès. France Supervision
- 21.00 Harmonies de Haydn. Muzik
- 21.50 Comedia, Saints and Singing. Mise en scène de Robert Wilson. Arte

TÉLÉFILMS

- 20.30 La Baïonnette de Mirabeau. De Claude Faraldo. Festival
- 20.30 La Place du père. De Laurent Heynemann. RTL 9
- 22.05 Capitaine James Cook. De Gordon Clark (24). Festival
- 22.20 Kidnapping. De Colin Bucksey. RTL 9
- SÉRIES
- 18.15 Friends. Celui qui a du mal à se préparer. France 2
- 19.00 Sentinel. État de siège. M 6
- 20.45 Murder One : L'affaire Jessica. Chapitre XI. Série Club
- 20.55 Docteur Quinn, femme médecin. L'image du père. Le moment de vérité. M 6
- 20.55 Guerres privées. Folles douces. Au nom de la rose. Têva
- 21.30 Twin Peaks. Episode n° 6. Série Club
- 2.10 Bottom. He's Out (v.o.). Canal Jimmy

FILMS DU JOUR

- 13.30 Poussière d'empire ■ De Franco Zeffirelli (1983, 110 min.) TV 5
- 14.20 49° parallèle ■ De M. Powell et E. Pressburger (GB, 1941, N, v.o., 120 min.) Ciné Cinéma
- 14.35 Nelli ■ De Michael Apted (États-Unis, 1994, 115 min.) Ciné Cinéma
- 16.20 Le Val d'Enfer ■ De Maurice Tourneur (France, 1943, N, 85 min.) Ciné Cinéma
- 16.30 Le Nardes noir ■ D'Emmer Pressburger et Michael Powell (Grande-Bretagne, 1947, 100 min.) Ciné Cinéma
- 17.00 La Guerre de Troie ■ De Giorgio Ferroni (France - Italie, 1961, 120 min.) Histoire
- 17.05 Les Fias perdus ■ De Jacques Robin (France, 1964, N, 95 min.) Festival
- 17.30 Odyssée ■ De Mario Camerini (Italie, 1954, 100 min.) Disney Channel
- 19.00 Gran Casino ■ De Luis Buñuel (Mexique, 1946, N, v.o., 90 min.) Ciné Cinéma
- 19.00 Le Lieu du crime ■ D'André Hache (France, 1985, 90 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Ca commença à Vera Cruz ■ De Don Siegel (États-Unis, 1949, N, 75 min.) Ciné Cinéma
- 20.30 Mr North ■ De Danny Huston (États-Unis, 1986, 90 min.) Ciné Cinéma
- 21.15 Kalifornia ■ De Dominic Sena (États-Unis, 1992, 115 min.) RTBF 1
- 21.45 Chicken Every Sunday ■ De George Seaton (États-Unis, 1949, N, v.o., 95 min.) Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 13.00 Une heure pour l'emploi. La Cinquième
- 13.35 Parole d'Expert. Invité : Pierre Sled. France 3
- 14.30 Business humanum est. Les nouvelles frontières. La Cinquième
- 15.00 Envoyé spécial. Les néo-nazis. Génération perdue. Le miroir aux alouettes. Histoire
- 16.05 Saga-Chés. Nouvelle France. France 3
- 18.00 Stars en stock. Henry Fonda. Cary Grant. Paris Première
- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Canal +
- 19.00 De l'actualité à l'histoire. La presse d'investigation. ELF et le Congo. Histoire
- 20.00 Faut pas rêver. Suisse : Le jet de Genève. France : La loi aux ânes. Ile de Man : Le parlement. Invité : Alain Courcy. TV 5
- 20.05 1998 Histoire-histoires. L'affaire Gruninger. TSR
- 20.10 Appel à témoins. RTBF 1
- 20.45 ► Les Mercrédies de l'histoire. Chilli la mémoire obsédée. Arte
- 20.50 Combien ça coûte ? Invités : Serge Lama ; Estelle Hallyday ; David Doullé. Les synds télévisés de copropriété. Le salaire du rire. West Edmonton Mall : un univers entier dédié à la consommation et à la détente. Les invendables. Les ventes de tapis. Enquête sur les téléachats du monde entier. TF 1
- 20.50 La Marche du siècle. Pédophilie, un an après. France 3
- 21.00 Défis. Le programme européen Objectif 1 en Haïnat. TV 5
- 21.00 Envoyé spécial. Les années 90. Sylvie Vartan le retour. Figaro, le père. L'école de l'espoir. Histoire
- 21.00 Paris modes. Vivienne Westwood à Vienne. Paris Première
- 22.35 Savoir sans santé. Comment sauver les anoraxiques. TV 5
- 22.45 Ça se discute. Les adolescents sont-ils de plus en plus vulnérables ? France 2

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classiques
- Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-fundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision. Ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
- Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

DOCUMENTAIRES

- 19.15 Havana rap. Planète
- 19.45 Pour l'amour du leader. Planète
- 20.00 Wild Wild World of Animals. Crocodiles. Arte
- 20.00 Le Grand Jeu, URSS-USA : 1917-1991. (1/6). 1917 - 1998 : Les raisons de la colère. Histoire
- 20.35 La Madone et les Gitans. Planète
- 20.55 Femmes dans le monde. Le Port des amours. Têva
- 21.35 Des hommes dans la tourmente. Eisenhower versus Rommel. Planète
- 21.45 Musica. Twyla Tharp. Oppositions. Arte
- 21.45 Mémoires d'ex. (3/3). Du passé, faisons table rase : 1936 - 1989. France Supervision
- 22.55 Spirit of Africa. Alfred Greven, un producteur de cinéma. Arte
- 23.50 Enver Hadia ou l'imposture albanaise. Planète
- 0.30 La Lucarne. Downtempo. Arte
- 0.45 Italo Calvino. Planète

DANSE

- 21.00 Les Divines à Pise. Ballet. Muzik
- 22.40 Musica. No More Play. Ballet. Arte
- 22.55 Musica. Silent Cries. Ballet. Arte
- 0.10 La Fleur de pierre. Ballet. Têva

MUSIQUE

- 21.35 Carrousel du Louvre. France Supervision
- 21.55 Eels. Concert. Paris Première

THÉÂTRE

- 18.05 Lorenzaccio. D'Alfred de Musset. Mise en scène de Georges Lavaudant. France Supervision

TÉLÉFILMS

- 18.40 Un Français libre. De Jim Goddard (24). Festival
- 20.30 L'Huile sur le feu. De Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
- 20.30 La Blessure. De Benoît Thomas. RTL 9
- 20.50 Feu Adrien Muset. De Jacques Besnard. M 6
- 20.55 ► La Petite Maman. De Patrice Martineau. France 2
- 21.55 Un taxi dans la nuit. D'Alain-Michel Blanc. Festival
- 22.05 Voix d'outre-tombe. De Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N, 90 min.) Arte
- 22.35 La Nuit du mensonge. O De Larry Shaw. M 6
- SÉRIES
- 18.05 Sliders, les mondes parallèles. Un monde hippie. M 6
- 18.15 Friends. Celui qui avait la technique du café. France 2
- 19.00 Sentinel. L'abbé. M 6
- 19.05 Walker, Texas Ranger. Danger pour un ranger. TF 1
- 20.25 Star Trek : la nouvelle génération. Les survivants. Canal Jimmy
- 20.45 Les Anges de la ville. Série Club
- 21.30 Nick Mancuso : Les Dossiers secrets du FBI. Secrétaire. Série Club
- 22.15 L'assassin habite au 21 ■ De Henri-Georges Clouzot (France, 1942, N, 90 min.) Arte
- 22.20 Une fille à scandales. L'uching for a Cat (v.o.). Canal Jimmy
- 22.45 Spin City. Le temps des cadavres (v.o.). Canal Jimmy
- 22.55 Columbo. Rangement pour un mort. TF 1
- 23.00 Nos meilleures années. Têva
- 23.45 Bottom. Holy (v.o.). Canal Jimmy
- 23.50 Département 5. Le trésor de la Costa del Sol. Série Club
- 0.00 La Cloche ténébreuse. Les chevaux de fer. Histoire
- 0.15 New York Police Blues. La négritade avenue de Tiel et Carey (v.o.). Canal Jimmy
- 0.55 New York District. Pardon aux innocents. France 3

NOTRE CHOIX

20.55 Têva Le Port des amours

Reinette l'Oranaise entre « francarabe » et arabo-andalou

L'EXIL FRANÇAIS de Sultana Daoud, dite Reinette l'Oranaise, commence en 1962 à Marseille. Née il y a plus de soixante-dix ans à Tiaret, dans l'Ouest algérien, Sultana Daoud a écrit l'Algérie à l'indépendance. Depuis, elle vit dans un pavillon de la banlieue parisienne. De son arrivée à Marseille, elle ne veut plus se souvenir, de l'Algérie d'aujourd'hui, ne pas parler. La vieille dame est têtue. Pour rejeter les questions qui oe lui plaisent pas, elle a des gestes définitifs et des silences évocateurs. Jacqueline Gozland, qui a réalisé ce film en 1991, n'a pas coupé ces sautes d'humeur au montage. L'entourage de la chanteuse en a conçu du ressentiment, pourtant ce portrait saos complaisance eo prend de l'épaisseur.

Sultana, aveugle à l'âge de deux ans, apprend à camner les chaises à Oran. L'enfant aime chanter. Sa mère la présente à Saoud l'Oranaï, maître de la chanson arabo-andalouse, qui l'initie à la derbouka, à la mandoline, au luth (l'oud). La voix de Reinette a une profondeur particulière, le timbre clair, une chaleur communicative. La jeune fille travaille dur. Elle apprend l'arabe classique. C'est une incongruité, car elle est juive. Ses chansons jonglent avec le francarabe (« Chéri, je t'aime... ), le chaoui et des pièces compliquées du répertoire arabo-andalou. Saoud l'Oranaï, juif lui aussi, est son idole, son guide. Arrêtée à Paris, il meurt eo déportation. Reinette eo conçoit un chagrin profond et une révolte jamais éteinte. Dans les années 50, Reloette est uoe star à Alger, la radio diffuse religieusement ses récitaux avec l'orchestre de Mohamed El Anka.

Après 1962, Reinette, comme ses collègues Line Monty ou Lili Boniche (à écouter : Trésors de la chanson judéo-orbe chez Blue Silver/Méridia), anime fêtes et mariages dans la communauté des rapatriés d'Algérie. On la redécouvre au début des années 90. Dans ce film inédit, elle donne des recettes de cuisine, se produit en robe de jeune fille dans un club de jazz parisien, et parle de musique comme eo parle de son âme.

Véronique Mortaigne

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
- 13.50 Les Feux de l'amour
- 14.40 TFI Jeunesse.
- 17.05 Savannah.
- 18.00 Les Années fac.
- 18.30 Ali Baba.
- 19.05 Walker, Texas Ranger.
- 19.30 et 20.40 Météo.
- 20.00 Journal.
- 20.50 Combien ça coûte ? Avec Serge Lama ; Estelle Hallyday ; David Doullé.
- 22.55 Columbo. Rangement pour un mort.
- 0.20 Minuit sport.
- 0.50 TFI nuit, Météo.
- 1.00 Histoires naturelles.

- FRANCE 2
- 13.50 Derrick. Avec. Jeu de mort.
- 16.05 La Chance aux chansons. (3/3).
- 17.10 Des chiffres et des lettres.
- 17.40 Un livre, des livres.
- 17.50 Chiffres de points.
- Le fantôme de l'auditorium.
- 18.15 Friends.
- 18.45 Qui est qui ?
- 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
- 19.20 C'est l'heure.
- 19.50 et 20.50 Thrage du Loto.
- 19.55 Au nom du sport.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 ► La Petite maman. Téléfilm de Patrice Martineau.
- 22.45 Ça se discute. Les adolescents sont-ils de plus en plus vulnérables ?
- 0.25 En fin de compte. 0.30 Journal, Météo.
- 0.30 Le Cercle des métiers. Les métiers de la sécurité routière.

- FRANCE 3
- 13.35 Parole d'Expert.
- 14.20 Va savoir.
- 14.58 Questions au Gouvernement.
- 16.05 Saga-Chés.
- 16.40 Minutems.
- 17.45 C'est pas sorcier.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 20.00 Un livre, un jour.
- 18.55 ► Le 19-20 de l'information.
- 20.02 et 22.45 Météo.
- 20.05 Fa si la chanter.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.45 Consonnes.
- 20.50 La Marche du siècle. Pédophilie, un an après.
- 22.55 Soir 3.
- 23.20 On siècle d'écrivains. Romani Rolland.
- 0.05 Cinéma étoiles.
- 0.35 Vivre avec... Femmes et cancer.
- 0.55 New York District. Pardon aux innocents.
- 1.40 Tous sur orbite.

- CANAL +
- 13.35 Décade pas Bunny.
- 14.25 Ça Cléo.
- 14.30 Lupo Alberto.
- 14.40 Le Prince d'Atlantis.
- 15.05 Achille Talon.
- 15.20 Capitaine Star.
- 15.50 Reboot III.
- 16.20 Pour élever un rhinocéros les chaus si bien élevés.
- 16.45 Les gens si bien élevés.
- 18.25 ► Lumière sur un massacre. L'usine.

- En clair jusqu'à 20.35
- 18.15 Cyberball.
- 18.25 ► Lumière sur un massacre. L'usine.

- 18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
- 20.15 Football. Monaco - Paris SG.
- 22.30 Flash infos.
- 22.35 Les Volcans ■ Film d'André Techiné.
- 0.30 Coup de vice. Film de Patrick Lély.
- 1.50 Le Cavalier du diable. Film d'Ernest Dickerson.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.00 Une heure pour l'emploi.
- 14.00 Plans de vol.
- 14.30 Business humanum est. (1/2).
- 15.30 Comparaisons naturelles (1/3).
- 16.30 L'Étoffe des adolescents.
- 17.00 Cellulo.
- 17.30 Au cœur d'Okanvango. (10/26).
- 17.55 Le Journal du temps.
- 18.00 Chercheurs d'aventure
- 18.30 Le Monde des animaux.
- 19.00 The Monkees. (45/58).
- 19.25 ► Les Secrets du Nil (9/60).
- 19.30 7/2. Les fous de la prégnance. L'Europe des discriminations.
- 20.00 Wild Wild World of Animals.
- 20.25 Sous le ciel de Paris.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.45 Les Mercrédies de l'histoire. Chilli la mémoire obsédée.
- 21.45 Musica. Twyla Tharp. Oppositions.
- 22.40 Musica. No More Play.
- 22.55 Musica. Silent Cries.
- 23.10 ► La Cinquième. Alfred Greven, un producteur de cinéma allemand à Paris.
- 0.30 La Lucarne. Downtempo.
- 1.25 ► Les Secrets du Nil (10/60).
- 1.30 L'assassin habite au 21 ■ Film d'Henri-Georges Clouzot.

M 6

- 13.05 M 6 Kid.
- 16.30 Des clips et des bulles.
- 16.50 Fan de.
- 17.20 Famapaz.
- 18.05 Sliders, les mondes parallèles.
- 19.00 Sentinel. L'abbé.
- 19.54 6 minutes, Météo.
- 20.05 Notre belle famille.
- 20.35 Décochages Info, Élément Terre.
- 20.50 Fen Adrien Muset. Téléfilm de Jacques Besnard.
- 22.35 La Nuit du mensonge. Téléfilm O de Larry Shaw.
- 0.15 Secrets de femme. 0.45 Sexy Zap.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
- 20.00 Les Chemins de la musique. (3/5).
- 20.30 Agoria. Michel Maffreoli.
- 21.00 Philambule.
- 22.10 Fiction. Les Collines aux ogres, de Joseph O'Connor.
- 23.00 Nuits magnétiques. (1/2).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.48 Les Cinglés du music-hall.
- FRANCE-MUSIQUE
- 20.00 Concert. Festival international Toulouse les orgues. Œuvres de Bruns.
- 22.30 Musique pluriel.
- 23.07 Les Greniers de la mémoire. Claude Arrieu en compagnie de Françoise Massot et de Jérôme Harbec.
- RADIO-CLASSIQUE
- 19.30 Classique affaires-soir.
- 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Valéry Gergiev, chef d'opéra.
- 22.45 Les Soirées... (suite).

## Le maître des audiences

par Pierre Georges

AU 24<sup>e</sup> et, provisoirement, dernier jour d'audience du procès Papon, les faits n'avaient toujours pas été abordés. Voilà d'abord ce qu'il faut retenir. C'est proprement stupéfiant, cette capacité qu'a la justice à ne pas aller prioritairement à l'essentiel, à tourner pendant des semaines autour des faits, à en rester, des jours durant, à l'acte préfacier et préliminaire d'une histoire si lourde.

S'il s'agissait d'un spectacle, auraient-ils fusé des balcons un grognement, une ralerie, une impatience :

« Commencez, commencez ! ». Le régisseur aurait rappelé les acteurs à l'ordre : « Aux faits, Messieurs, aux faits ! ». Ce n'est pas un spectacle, n'en déplaise à tous ceux qui y fient parfois des numéros d'histoire, y multiplieraient les acrobaties verbales pour qu'il soit bien dit et noté qu'ils étaient intervenus, firent traîner ou longuement et langueur ces préliminaires. On aura mis autant d'acharnement, inconscient ou conscient, à ne pas entrer vraiment dans ce procès que l'on aura perdu de temps à l'instruire.

Maurice Papon est un vieil homme. C'est indéniable. Un vieil homme malade. C'est incontestable. Tout cela fut vu et senti d'entrée, dès la bataille préliminaire, celle du maintien en détention ou non, de l'hospitalisation ou pas, et pour finir, de la mise en liberté. Ce moment-là fut l'occasion d'une indécente tragi-comédie, Papon-Voipone, cardiaque le matin, château-hôtel le soir.

Mais, dès cet instant, et parce que le débat avait été porté sur ce terrain, celui du risque, réel, d'une mort à l'audience, comme il est en matière médicale des morts sur table, la justice fit le choix de s'abstenir de cette responsabilité-là. On ne refait pas

plus la jurisprudence que l'histoire. Et pourtant, il semble qu'en se refusant le placement en milieu hospitalier de l'accusé alors même que son état nécessitait, selon les experts, une surveillance médicale constante, la justice se plaçait en porte-à-faux. A merci. Comme déjà en situation d'acharnement judiciaire sur un vieil homme. En croyant se prémunir, elle s'était ligotée, seule responsable désormais de l'état de l'accusé.

Dès cet instant, on sut que le procès Papon, s'il devait aller à son terme, serait strictement indexé sur le bulletin de santé de Maurice Papon. Un jour bien, un jour mal. Un jour, jugeable, l'autre, pitoyable. Un jour, au mieux de sa défense et de sa vivacité d'esprit jusqu'à, parfois, l'arrogance, un autre, vieillard.

A corps, à cœur défendant, l'accusé Papon a les moyens d'interdire le procès Papon. Il est devenu, par l'âge et ses misères, le maître des audiences. Il oscille, et nous avec, constamment, entre box des accusés et chevet. Il place la société qui a à le juger dans l'obscurité culpabilité d'avoir à le tourmenter.

Situation inextricable. Bien sûr, on pourrait supposer, et certains le supposent et le disent, que s'exerce là une forme usuelle de défense, le chantage à la santé. Que Papon, l'homme, irait mal quand Papon, l'accusé, se sentirait mal. Qu'au moment où, enfin, après six semaines d'audience, on allait évoquer les faits, les convulsions, les victimes, tout l'objet du procès en somme, Maurice Papon confronté à l'abominable, aurait pris un congé de justice. Comme d'autres un congé-maladie. Pour tout dire, on s'y croit pas trop. Et, honnêtement, on se demande si le procès Papon aura jamais lieu, jamais eu lieu.

## Le Front national ne réalise pas de percée aux élections consulaires

LE FRONT NATIONAL a raté sa tentative de percée aux élections consulaires au vu des premiers résultats du scrutin organisé lundi 17 novembre. Celui-ci visait à renouveler partiellement les membres des 162 chambres de commerce et d'industrie (CCI). 3 050 postes étaient ainsi à pourvoir.

Selon les résultats collectés par l'association des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), le parti de Jean-Marie Le Pen aurait tout au plus deux élus, le premier, de façon certaine, à Evreux (Eure), le second à Béziers (Hérault) pour lequel, mardi 18 novembre, en fin de matinée, l'ACFCI attendait confirmation.

Le FN, qui n'a réussi à monter aucune liste complète, avait toutefois présenté 284 candidats, concentrant son effort sur les grandes villes avec 29 noms à Paris et 20 à Lyon. Sa défaite à Paris est d'autant plus spectaculaire qu'il n'obtient aucun élu. Le score du parti d'extrême droite est très inférieur aux prévisions de l'ACFCI. Son président, Gérard Trémège, estimait, avant le scrutin, à une trentaine le nombre de candidats FN pouvant être élus.

Le taux de participation à ce scrutin - qui concernait 1 494 692 électeurs - est en très légère progression par rapport au précédent de 1994 (21,7 % contre 21,5 %).

C'est dans les petites chambres de commerce et d'industrie (moins de 10 000 ressortissants) que l'on a le plus voté, avec une participation dépassant fréquemment les 30 %. En revanche, la mobilisation a été beaucoup plus faible dans les grandes chambres (plus de 30 000 ressortissants). Si Toulouse et Bordeaux affichent des participations en baisse, à Paris, la participation a toutefois sensiblement augmenté à 11,7 %, contre 9,81 % en 1994 et 6 % en 1991.

« PARIS RATÉ » Les listes d'union CNPF et CGPME obtiennent 2 638 élus sur 3 050 sièges. Les listes CGPME seules n'ont 18 élus, soit un score identique aux listes CID-UNATI, ce qui constitue pour l'organisation de Lucien Rebuffel une contre-performance.

Les listes CNPF seules ont, pour leur part, 347 élus. M. Trémège se félicitait, mardi, du faible score du Front national. « Le Front national a raté son pari », soulignait-il. Evoquant la participation à ce scrutin, qui reste médiocre, il estimait que le système électoral était « extrêmement complexe ». « Il est urgent d'engager une réflexion sur la réforme de ce système », soulignait-il.

Caroline Monnot

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mardi 18 novembre, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 16725,57 +2,72 -13,61

Hong Kong Hang Seng 10245,18 -1,28 -23,84

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

16725,57

## Les marchés financiers accueillent favorablement le plan de relance économique au Japon

La Bourse de Tokyo a gagné 2,72 % mardi 18 novembre

LES MARCHÉS boursiers internationaux continuent à faire preuve d'une grande nervosité. Lundi 17 novembre, dopées par l'annonce de la Bourse de Tokyo (+7,96 %), les places occidentales avaient fortement progressé. Paris gagnant 2,85 %, Francfort 3,81 % et Wall Street 1,65 %.

Mardi 18 novembre, Tokyo confirmait son redressement spectaculaire. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a terminé la séance en hausse de 2,72 %. Les opérateurs ont bien accueilli le plan de relance économique présenté dans la matinée par le gouvernement japonais. Centré sur la déréglementation de l'économie et un soutien au secteur financier et immobilier, ce programme comporte pas moins de 120 mesures : parmi les plus importantes, un assouplissement du marché des télécommunications, notamment dans le domaine des transmissions par satellites et des téléphones mobiles.

« L'économie japonaise n'est pas parvenue à se dégager de la période de faible croissance qui a fait suite à une période d'emballement », a souligné mardi un porte-parole du gouvernement. En 1996, le Japon

avait enregistré le taux de croissance le plus élevé de tous les grands pays industrialisés (+3,6 %). Mais cette reprise a avorté, l'économie étant victime à la fois des mesures de rigueur budgétaire et de la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est, une région avec laquelle le Japon entretient des relations commerciales très étroites. Il y a quelques jours, le ministre des finances japonais, Hiroshi Mitsuzuka, avait lui-même reconnu que l'économie de l'archipel était « à l'arrêt ».

Le plan dévoilé mardi vise donc à relancer la deuxième économie mondiale. Il devrait être suivi, au mois de décembre, par l'annonce d'une série de dispositions fiscales. L'action énergique du gouvernement nippon rassure les marchés financiers, qui avaient fini par douter de la capacité de ce dernier à réagir. Leur soulagement est d'autant plus grand que, parallèlement aux mesures de relance économique, le gouvernement japonais semble aussi déterminé à régler une fois pour toutes les difficultés du système bancaire nippon. Lundi, l'annonce de la fermeture de la Hokkaido Takushoku Bank avait été

saluée par les opérateurs comme une première étape très encourageante de cette entreprise d'assainissement. Le secrétaire adjoint américain au Trésor, Lawrence Summers, avait pour sa part parlé d'« étape constructive ». Le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, a ajouté mardi qu'il envisageait de recourir à des financements publics pour venir en aide aux banques en difficulté.

### RÉACTION PARADOXALE

Le plan de stimulation économique du gouvernement japonais devrait être aussi apprécié par la Maison Blanche. Depuis plusieurs mois, Washington exhortait Tokyo à engager des réformes structurelles, à prendre des mesures de déréglementation afin d'ouvrir le marché japonais aux produits étrangers et de relancer ainsi la consommation des ménages nippons. La journée de mardi pourrait à cet égard marquer un tournant décisif et être le signe du retour de la confiance dans les milieux financiers et économiques japonais. D'autres experts se montrent plus prudents et soulignent qu'il est quelque peu paradoxal que la Bourse s'envole à

l'annonce d'une faillite bancaire majeure, qui aura pour première conséquence de détériorer davantage les finances publiques nippones.

De surcroît, si la situation donne depuis deux jours des signes d'amélioration au Japon, elle continue à se dégrader en Asie du Sud-Est. La Bourse de Hongkong a reculé de 1,69 % mardi et celle de Kuala Lumpur a perdu 6,91 %. Surtout, le won sud-coréen poursuivait sa chute, tombant à son plus bas niveau historique face au dollar. Les opérateurs ont très mal réagi au rejet, mardi par le Parlement, du train de mesures de restructuration du secteur bancaire. Cette crise politique renforce l'hypothèse selon laquelle Séoul va devoir faire appel au Fonds monétaire international (FMI) pour l'aider à sortir de cette crise financière sans précédent. Les marchés financiers semblent persuadés que la onzième puissance économique du monde, le second membre de l'OCDE en Asie après le Japon, sera le nouveau « domino » à tomber dans la tourmente financière régionale.

Pierre-Antoine Delhommas



POUR SE PROJETER EN L'AN 2002,  
IL Y A LES PETITS HOMMES VERTS.

NOUS VOUS CONSEILLONS PLUTÔT DÈS MAINTENANT  
NOS SICAV EURO BNP.



(Signe de l'Euro, la future monnaie européenne)

A la BNP, nous pensons qu'il n'est pas trop tôt pour se préparer à l'Euro. A partir de 1999, les cotations boursières se feront en EURO et dès 2002 la monnaie unique aura totalement remplacé le franc dans notre vie quotidienne. En attendant, nous nous mettons en quatre pour vous aider à profiter dès à présent du marché européen des services financiers. C'est ainsi que nos gestionnaires ont créé les Sicav EURO BNP qui regroupent les valeurs d'une sélection de grandes entreprises européennes, performantes et sûres. Cette sélection est le fruit d'une connaissance des marchés européens acquise grâce à nos implantations en Europe. Si vous pensez que l'arrivée de l'Euro est plus probable que celle des martiens, la BNP se tient à votre disposition. BNP. L'EURO COMMENCE AUJOURD'HUI.



Tirage du Monde daté mardi 18 novembre : 545 343 exemplaires.